

2015

TEEC



tableaux de l'économie calédonienne

Isee
Institut de la Statistique
et des Etudes Economiques
Nouvelle-Calédonie

Depuis leur première édition en 1982, les Tableaux de l'Economie Calédonienne (TEC) se sont imposés comme un ouvrage de référence pour tous ceux qui veulent s'informer sur la Nouvelle-Calédonie.

Cette édition "abrégée" 2015 assure la remise à jour de la partie chiffrée (tableaux et graphiques) de l'ouvrage classique, dont la dernière édition date de 2011. Elle est téléchargeable sur le site de l'ISEE : www.isee.nc à la rubrique Publications. Un historique des données disponibles est consultable en ligne, dans chaque page thématique concernée.

Ce document présente des données produites par l'ISEE d'une part, ou collectées auprès d'organismes extérieurs d'autre part. Il n'aurait pas pu se faire sans la contribution des différentes administrations, services et entreprises publics ou privés de Nouvelle-Calédonie. Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

Signes conventionnels utilisés

nd	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
-	Résultat rigoureusement nul
[]	Les chiffres entre crochets donnent les références des sources utilisées pour les tableaux
e	Estimation
p	Provisoire
nc	Non communiqué
ns	Non significatif
so	Sans objet

AVERTISSEMENT

Les résultats donnés dans certains tableaux ont dû être arrondis pour la publication, ce qui peut parfois engendrer quelques incohérences comptables au niveau des totaux.

© ISEE 2015 "Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article 41 de la loi du 1^{er} mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, ne peut être faite de ce document sans autorisation expresse de l'ISEE".

ATLAS		7
1. TERRITOIRE-ENVIRONNEMENT	1.1 Géographie	8
	1.2 Biodiversité	9
	1.3 Protection de l'environnement	10
	1.4 Développement durable	11
	1.5 Gestion des déchets	12
2. HISTOIRE-INSTITUTIONS	2.1 Histoire	13
	2.2 Structures institutionnelles	14
	2.3 Compétences	15
3. ORGANISATION COUTUMIÈRE	3.1 Organisation sociale	16
	3.2 Organisation spatiale	17
	3.3 Langues vernaculaires	18
POPULATION-SOCIÉTÉ		19
4. POPULATION	4.1 Généralités	20
	4.2 Communautés	21
	4.3 Âge-sexe	22
	4.4 Accroissement de la population	23
	4.5 Natalité-fécondité	24
	4.6 Mortalité-espérance de vie	25
	4.7 Mariages et divorces	26
	4.8 Ménages	27
5. SANTÉ	5.1 État de santé	28
	5.2 Accidents et décès	29
	5.3 Alcool-tabac	30
	5.4 Organisation des soins	31
	5.5 Personnel et équipements	32
	5.6 Dépenses de santé	33
6. JUSTICE	6.1 Organisation et activité judiciaire	34
7. LOGEMENT	7.1 Parc de logements	35
	7.2 Statut d'occupation	36
	7.3 Éléments de confort	37
	7.4 Politique publique du logement	38
	7.5 Financement du logement	39
8. ENSEIGNEMENT	8.1 Généralités	40
	8.2 Établissements scolaires	41
	8.3 Personnel d'éducation	42
	8.4 Élèves	43
	8.5 Enseignement supérieur	44
	8.6 Examens et diplômes	45
	8.7 Formation professionnelle	46
	8.8 Compte de l'éducation	47

SOMMAIRE

9. CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE	9.1 Consommation des ménages	48
	9.2 Dépenses des ménages	49
	9.3 Endettement des ménages	50
	9.4 Équipement des ménages	51
	9.5 Voyages des Calédoniens	52
	9.6 Sports-loisirs	53
	9.7 Culture	54
	9.8 Communications-médias	55
	9.9 Eau	56

EMPLOI-REVENUS

10. EMPLOI	10.1 Population active	58
	10.2 Population active occupée	59
	10.3 Emploi salarié	60
	10.4 Demandeurs d'emploi	61
	10.5 Syndicats-conflits sociaux	62
11. REVENUS	11.1 Ressources monétaires	63
	11.2 Ressources non monétaires	64
	11.3 Niveaux de vie	65
	11.4 Salaires médians	66
	11.5 Salaires minimums	67
	11.6 Protection et aide sociales	68
	11.7 Retraites	69

ÉCONOMIE-FINANCES

12. ÉCONOMIE GÉNÉRALE	12.1 Résultats économiques	72
	12.2 Production par secteur	73
	12.3 Prix à la consommation	74
	12.4 Niveau des prix	75
	12.5 Monnaie	76
13. COMMERCE EXTÉRIEUR	13.1 Importations	77
	13.2 Exportations	78
	13.3 Balance commerciale	79
	13.4 Réglementation-fiscalité	80
14. FINANCES PUBLIQUES	14.1 Secteur public	81
	14.2 Dépenses de l'État	82
	14.3 Budget de la Nouvelle-Calédonie	83
	14.4 Budget des provinces	84
	14.5 Budget des communes	85
	14.6 Système fiscal	86
15. AIDES AU DÉVELOPPEMENT	15.1 Aides européennes	87
	15.2 Interventions de l'État	88
	15.3 Interventions provinciales	89
	15.4 Autres outils de développement	90

SYSTÈME PRODUCTIF		91
16. ENTREPRISES		
	16.1 Démographie d'entreprises	92
	16.2 Caractéristiques des entreprises	93
	16.3 Entreprises artisanales	94
	16.4 Grandes entreprises	95
17. AGRICULTURE		
	17.1 Généralités	96
	17.2 Exploitations agricoles	97
	17.3 Filières végétales	98
	17.4 Filières animales	99
18. PÊCHE-AQUACULTURE		
	18.1 Pêche	100
	18.2 Aquaculture de crevettes	101
19. NICKEL		
	19.1 Généralités	102
	19.2 Structure	103
	19.3 Production	104
	19.4 Exportations	105
	19.5 Marché mondial	106
	19.6 Grands projets métallurgiques	107
	19.7 Emploi	108
20. ÉNERGIE		
	20.1 Bilan énergétique	109
	20.2 Produits pétroliers-charbon	110
	20.3 Électricité-production	111
	20.4 Électricité-consommation	112
21. INDUSTRIE-CONSTRUCTION		
	21.1 Industries manufacturière et agro-alimentaire	113
	21.2 Construction	114
22. TERTIAIRE		
	22.1 Commerce	115
	22.2 Services marchands	116
	22.3 Système bancaire	117
23. TRANSPORT		
	23.1 Généralités	118
	23.2 Transport routier	119
	23.3 Transport aérien intérieur	120
	23.4 Transport aérien international	121
	23.5 Transport maritime intérieur	122
	23.6 Transport maritime international	123
24. TOURISME		
	24.1 Généralités	124
	24.2 Flux touristiques	125
	24.3 Dépenses des touristes	126
	24.4 Infrastructures hôtelières	127
	24.5 Activité hôtelière	128
	24.6 Tourisme de croisière	129
SIGLES		131

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Véronique DAUDIN

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Véronique UJICAS

Chargées de la rédaction
Laëtitia ASRI, Annette DOKUNENGO

DÉPARTEMENT PUBLICATION

Responsable
Solenn ARAÏC

Réalisation graphique
Méryle GUISEPPI, Céline WHAAP

IMPRESSION

ARTYPO

L'ISEE VOUS INFORME

Site internet : www.isee.nc

☎ (687) 28 31 56 / (687) 27 54 81

Fax : (687) 28 81 48

e-mail : isee@isee.nc

Observatoire Économique

☎ (687) 24 90 31

Responsable : Véronique UJICAS - e-mail : oe@isee.nc

Département des Publications

☎ (687) 24 29 95

Responsable : Solenn ARAÏC - e-mail : dp@isee.nc

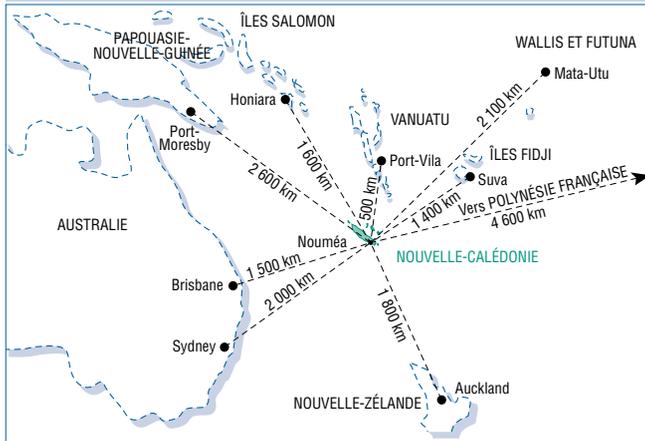
ATLAS

Territoire-
Environnement

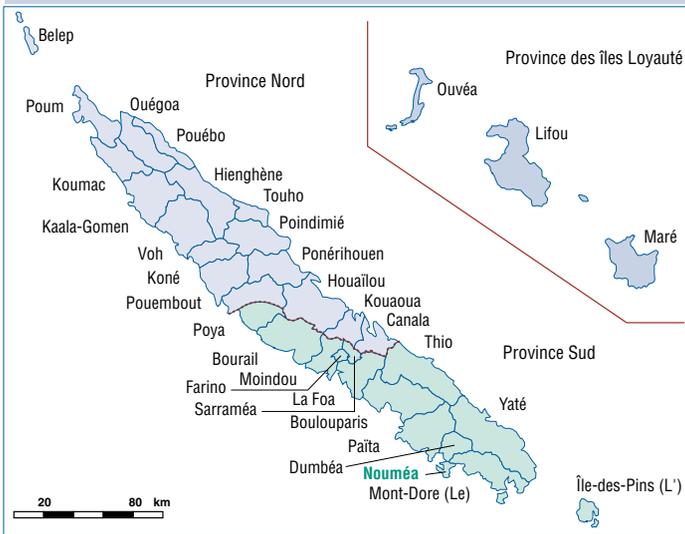
Histoire-Institution

Organisation
coutumière

La Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique Sud [1 et 2]



Les communes de Nouvelle-Calédonie [3 à 5]



Superficie et point culminant des communes* de Nouvelle-Calédonie [6 et 7]

	Superficie	Altitude (a)		Superficie	Altitude (a)		Superficie	Altitude (a)			
01	Belep	69,5	283	12	Koumac	550,0	823	23	Ponérihouen	707,3	1 330
02	Boulouparis	865,6	1 441	13	La Foa	464,0	1 058	24	Pouébo	202,8	1 406
03	Bourail	797,6	1 438	14	Lifou	1 207,1	104	25	Pouembout	674,3	1 134
04	Canala	438,7	1 098	15	Maré	641,7	138	26	Poum	469,4	412
05	Dumbéa	254,6	1 250	16	Moindou	321,9	1 098	27	Poya	845,8	1 508
06	Farino	48,0	701	17	Mont-Dore (Le)	643,0	825	28	Sarraméa	106,4	1 010
07	Hienghène	1 068,8	1 628	18	Nouméa	45,7	167	29	Thio	997,6	1 618
08	Houaïlou	940,6	1 444	19	Ouvéa	656,8	1 347	30	Touho	283,0	1 069
09	Île-des-Pins (L')	152,3	262	20	Ouvéa	132,1	46	31	Voh	804,9	1 122
10	Kaala-Gomen	718,2	1 090	21	Païta	699,7	1 618	32	Yaté	1 338,4	1 501
11	Koné	373,6	1 014	22	Poindimié	673,1	1 385	33	Kouaoua	383,0	1 058

* Le code utilisé pour chaque commune correspond aux 2 derniers chiffres du Code Officiel Géographique de l'INSEE (composé lui-même de 5 chiffres, dont les 3 premiers, '988', sont communs aux 33 communes). (a) Point culminant.

Unités : km², mètre

SOURCES [1] L. Arréghini, P. Waniez, *La Nouvelle-Calédonie au tournant des années 1990 (État des lieux)*, La Documentation Française, ORSTOM, Reclus, 1993. [2] DAC. [3] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, Paris, éditions de l'Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-Mer, 1981. [4] Décret n°95-454 du 25 avril 1995 portant création de la commune de Kouaoua en Nouvelle-Calédonie, JONC n°7065 du 9 mai 1995. [5] Arrêté n°588 du 5 mai 1995 redéfinissant les limites territoriales de la commune de Canala du fait de la création de la commune de Kouaoua, JONC n°7069 du 6 juin 1995. [6] DITTT. [7] INSEE, *Code Officiel Géographique*, 13^e édition, 1999.

Flore et faune* [1 et 2]

	Espèces connues	Taux d'endémicité (a)		Espèces connues	Taux d'endémicité (a)
Flore			Faune		
Végétaux inférieurs :			Faune terrestre		
diatomées	252	30	Faune terrestre	5 000	80
algues bleues	174	9	dont : roussettes et chauves-souris	9	55
Plantes à fleurs pouvant loger en :			lézards et geckos	71	86
forêt dense humide	1 719	87	avifaune	153	nd
maquis minier	1 031	91	dont : oiseaux terrestres	123	20
savane	101	6	oiseaux marins	30	15
forêt sèche	395	36	mollusques	110	nd
mangrove	24	4	arthropodes (insectes, crustacés, arachnides, scorpions)	4 500	nd
plage et arrière-plage	180	13	Faune d'eau douce		
Fougères diverses pouvant loger en :			dont : éponges d'eau douce	4	50
forêt dense humide	181	45	mollusques d'eau douce	77	80
maquis minier	33	36	crevettes d'eau douce	6	17
savane	10	nd	poissons d'eau douce	96	17
forêt sèche	22	14	Faune marine		
mangrove	1	nd	dont : poissons	1 700	nd
plage et arrière-plage	5	nd	mollusques	6 500	nd
Conifères	43	100			
Palmiers	39	94			

* Données estimées.

(a) Taux d'endémicité : espèces endémiques/espèces connues.

Unités : nombre, %

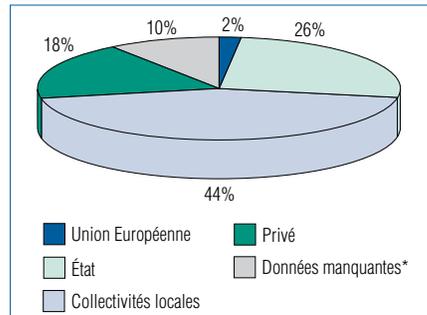
Superficies* des formations végétales présentes en Nouvelle-Calédonie [3]

	Superficie		Variation
	originelle	2005	
Mangroves	nd	20 000	///
Forêts humides	1 341 900	390 000	-71
Forêts sèches	460 000	4 500	-99
Savanes et fourrés	95 900	800 000	734
Maquis	115 400	600 000	420

* Données estimées.

Unités : ha, %

Financements dédiés à la biodiversité en 2009 [5]



* La catégorie "données manquantes" concerne les lignes budgétaires pour lesquelles il n'a pas été possible d'identifier le financeur initial et donc la nature des fonds.

Impacts des feux de brousse [4]

	2010		2011		2012	
	Surface brûlée	Nombre de feux	Surface brûlée	Nombre de feux	Surface brûlée	Nombre de feux
Province îles Loyauté	-	-	-	-	-	-
Province Nord	2 750	172	4 639	110	219	117
Province Sud	2 765	90	4 231	135	466	99
Nouvelle-Calédonie	5 515	262	8 870	245	685	216

Unités : ha, nombre

I-TERRITOIRE-ENVIRONNEMENT

1.3 Protection de l'environnement

Aires de protection terrestres* [1 et 5]

	Date de création	Province	Surface
Réserve naturelle intégrale ou réserve de nature sauvage			17 254
Étang de Koumac	1989	Nord	54
Ile de Pam	1966	Nord	467
Massif de l'Aoupiné	1975	Nord	5 367
Mont Panié	1950	Nord	5 489
Montagne des Sources	1950	Sud	5 878
Réserve naturelle			41 170
Cap N'Dua	1972	Sud	830
Chutes de la Madeleine (a)	1990	Sud	400
Fausse Yaté	1990	Sud	387
Forêt Cachée	1990	Sud	635
Forêt de Saïlles	1980	Sud	1 100
Forêt Nord	1972	Sud	280
Haute Dumbéa (c)	2012	Sud	nd
Haute Pourina (b)	1995	Sud	4 480
Haute Yaté (a)	1960	Sud	15 900
Ile Leprédour	1941	Sud	760
Kouakoué	1995	Sud	7 480
Mont Do	1981	Sud	300
Mont Humbolt	1950	Sud	3 200
Mont Mou	1950	Sud	675
Nodela	1996	Sud	935
Pic du Grand Kaori	1972	Sud	307
Pic du Pin	1972	Sud	1 482
Pic Ningua	1980	Sud	340
Vallée de la Thy	1978	Sud	1 133
Yaté Barrage	1990	Sud	546
Aires de gestion durable des ressources			2 102
Bois du Sud	2009	Sud	630
Netcha	2009	Sud	1 473
Parcs provinciaux			31 113
Parc zoologique et forestier M. Corbasson	1962	Sud	34
Parc de la Rivière Bleue	1972	Sud	17 300
Parc du Ouen Toro	1989	Sud	44
Parc des Grandes Fougères	1970	Sud	4 535
Parc de la Dumbéa	2012	Sud	9 200
Ensemble			91 639

Inclus dans (a) Netcha (b) Rivière bleue (c) Parc provincial de la Dumbéa.

Unité : hectare

* Hors province des Îles Loyauté qui jouit du statut de "Réserve foncière intégrale".

Aires de protection marines* [5]

	Date de création	Province	Surface
Réserve intégrale			23 742
Baie de Nékoro	2000	Nord	1 594
Dohimen	2009	Nord	3 712
Îlot Goéland	1995	Sud	1
Îlot N'Digoro (e)	2004	Sud	0,2
Sèche-Croissant	1994	Sud	40
Whanga ledane, Péwhane et Pourape ©	2009	Nord	1 306
Yves Merlet (f)	1970	Sud	17 089
Réserve naturelle			24 089
Aiguille de la Baie de Prony	1993	Sud	13
Epave du Humbolt	1996	Sud	13
Grand Port	2006	Sud	1 146
Grand Récif Arboré et passe de Boulari	1981	Sud	14 917
Ile Verte	1993	Sud	77
Îlot Bailly	1989	Sud	229
Îlot Larégnère	1989	Sud	664
Îlot Signal	1989	Sud	244
la Roche percée et Baie des tortues (d)	1993	Sud	133
Ouano	2004	Sud	3 202
Passé de Dumbéa	2005	Sud	545
Poé (d)	1993	Sud	2 908
Aires de gestion durable des ressources			15 420
Baie de Port Bouquet	2010	Sud	432
Hyabé-Lé-Jao	2009	Nord	10 082
Îlot Amédée (a)	1981	Sud	35
Îlot Canard	1989	Sud	142
Îlot Casey (b)	1993	Sud	137
Îlot Maître	1981	Sud	811
Îlot Moindé-Ouémié	2010	Sud	54
Îlot Ténia	1998	Sud	100
Kan-Gunu	2014	Nord	3 579
Pointe Kuendu	1988	Sud	48
Parcs provinciaux			363 356
Parc du Grand Lagon Sud	2009	Sud	314 500
Parc de la zone côtière ouest	2009	Sud	48 200
Parc de Hyega	2009	Nord	656
Ensemble			426 606

Inclus dans : (a) Grand Récif Arboré (b) Grand Port © Hyabé-Lé-Jao

Unité : hectare

(d) Parc de la zone côtière ouest (e) Ouano et Parc de la zone côtière ouest (f) Parc du Grand Lagon Sud

* Hors province des Îles Loyauté qui jouit du statut de "Réserve foncière intégrale".

Espèces protégées [1 et 2]

	Province Nord (2014)	Province Sud (2010)
Espèces végétales	308	170
Mammifères, dont cétacés	11	9
Reptiles, dont tortues et geckos	-	30
Oiseaux	170	158
Poissons d'eau douce	-	12
Poissons marins	2	1
Crustacés d'eau douce	9	13
Mollusques, dont volutes et béciliers	9	8
Insectes	1	1
Total	510	402

Unité : nombre

Espèces menacées en 2013 [6]

	Nouvelle-Calédonie	France métropolitaine	autres collectivités d'outre-mer (a)
Danger critique d'extinction	65	30	98
En danger	130	51	99
Vulnérable	283	138	418
Total	478	219	615

(a) Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte.

Unité : nombre

La Réunion, Wallis et Futuna, Polynésie française et Terres Australes et Antarctiques Françaises.

Espèces envahissantes répertoriées selon la province [1 et 2]

	Province Nord (2012)	Province Sud (2009)
Espèces végétales	505	67
Espèces animales	16	60

Unité : nombre

Pollution atmosphérique à Nouméa et dans quelques autres agglomérations [3 et 4]

	2010	2011	2012r (a)	2013r	2014
Nouméa					
indices bons à très bons	99,2	96,9	94,8	95,1	97,7
indices mauvais à médiocre	0,8	3,1	5,2	4,9	2,3
Le Havre					
indices bons à très bons	85,5	77,8	76,7	72,6	78,4
indices mauvais à médiocre	14,5	22,2	23,3	27,4	21,6
Martinique					
indices bons à très bons	80,8	79,5	69,0	75,6	65,2
indices mauvais à médiocre	19,2	20,5	31,0	24,4	34,8
Guadeloupe					
indices bons à très bons	83,6	89,9	67,6	69,0	nd
indices mauvais à médiocre	16,4	10,2	32,4	31,0	nd
Paris					
indices bons à très bons	78,9	75,6	79,4	80,5	74,8
indices mauvais à médiocre	21,1	24,4	20,6	19,5	25,2

(a) Entrée en application du décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010

Unité : % de jours dans l'année

relatif à la qualité de l'air ; il revient à la baisse les valeurs des particules fines dans la grille de calcul de l'indice Atmo.

1.4 Développement durable

Évolution de la production d'énergie renouvelable par source d'énergie [1 et 2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Hydraulique	397 410	264 928	374 710	399 298	455 211	288 265
Éolienne	41 546	51 736	45 511	57 121	52 312	57 213
Photovoltaïque (hors FER)	-	2 749	3 330	4 201	4 056	3 941
Total	438 956	319 413	423 551	460 620	511 579	349 418

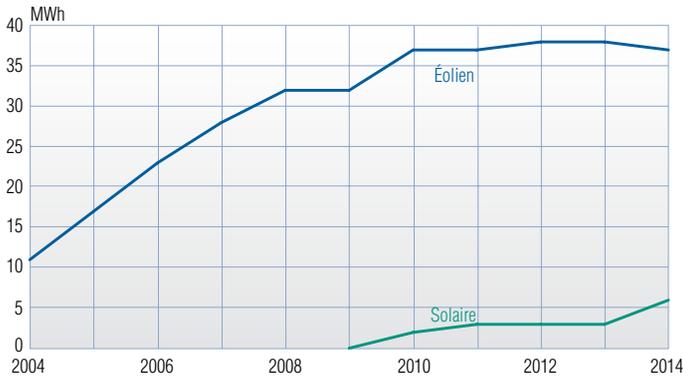
Unité : MWh

Part de l'énergie renouvelable dans la consommation électrique [1, 2 et 4]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nouvelle-Calédonie	22,6	15,0	18,8	20,3	22,3	14,7
France	15,0	14,7	16,2	16,4	16,9	nd

Unité : %

Évolution de la puissance installée des énergies renouvelables* [1 et 2]



* Hors hydraulique.

Programmes d'actions annuelles financées par le Fonds de Concours pour la Maîtrise de l'Énergie [3]

	2011	2012	2013	2014	2015
énergie renouvelable biomasse	-	2	30	-	-
énergie renouvelable électrique	16	33	122	10	10
énergie renouvelable solaire thermique	80	88	130	170	90
Total énergies renouvelables	96	123	282	180	100
efficacité énergétique bâtiment	85	68	50	40	40
efficacité énergétique transport	-	-	-	15	24
approche globale maîtrise de l'énergie	20	42	130	120	36
Total efficacité énergétique	105	110	180	175	100
Approche globale urbanisme développement durable	13	10	20	15	22
Total	214	243	482	370	222

Unité : million de FCFP

I-TERRITOIRE-ENVIRONNEMENT

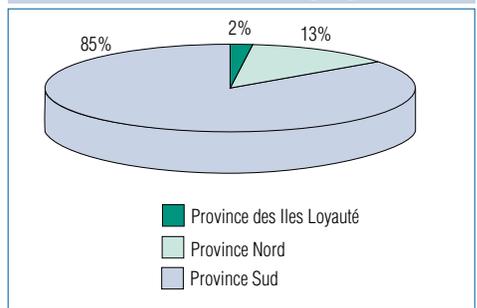
1.5 Gestion des déchets

Déchets non dangereux produits par les entreprises de Nouvelle-Calédonie* [1]

	2011	2012	2013
Déchets organiques	24 380	28 055	26 124
Papier-carton	22 243	24 365	24 886
Déchets métalliques	19 786	21 540	16 758
Bois	17 315	14 542	17 171
Plastiques	6 320	6 727	6 902
Autres	24 640	26 518	27 898
Total	114 683	121 747	119 739

* Hors artisanat et agriculture en 2011 et 2012 ; y compris artisanat en 2013. Unité : tonnes

Déchets non dangereux produits par les entreprises de Nouvelle-Calédonie en 2013 par province [1]



Collecte des déchets pour le Grand Nouméa [2]

	2011	2012	2013	2014
Quantités collectées auprès des entreprises	60 038	56 977	57 948	60 924
Déchets industriels banals	44 941	42 803	43 445	45 157
Déchets liquides biodégradables	11 561	11 727	12 130	14 083
Déchets verts	3 536	2 447	2 374	1 684
Quantités collectées auprès des ménages	90 238	87 135	86 649	85 673
Ordures ménagères	53 312	54 552	53 870	53 450
Encombrants ménagers	17 212	11 066	12 645	14 510
Déchets verts	19 714	21 517	20 134	17 713
Total	150 276	144 111	144 597	146 597
Quantité de déchets ménagers par habitant (a)	0,35	0,34	nd	0,32

(a) population estimée au 1^{er} juillet pour 2011 et 2012 et population recensée en août pour 2014.

Unité : tonne

Déchets recyclables collectés et valorisés [3 à 5]

	2011r	2012r	2013r	2014
Bouchons (a)	10	9	nd	18
Verre (a)	nd	nd	nd	160
Plastiques	40	47	51	68
Canettes en aluminium	7	7	12	17
Cartons, journaux, papier	204	269	366	383
Huiles usagées (litres)	2 182	1 971	2 355	2 416
Accumulateurs usagés au plomb (batteries)	824	852	788	931
Piles et accumulateurs usagés	16	23	25	23
Pneumatiques usagés	2 426	2 918	2 901	3 043
Véhicules hors d'usage (nombre)	1 200	1 293	1 056	1 514
Equipements électriques et électroniques	///	///	///	564
Total (hors véhicules et huiles)	3 517	4 116	4 143	5 207

(a) Les bouchons et le verre sont collectés et stockés, mais ne sont pesés qu'au moment de leur envoi pour être valorisés.

Unité : tonne, sauf mention contraire

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés dans le secteur de la gestion des déchets* [6]

	Entreprises					Salariés						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	56	66	77	82	87	92	358	383	423	445	472	470
dont : collecte des déchets dangereux ou non dangereux	34	41	47	51	50	54	277	285	243	251	262	260
traitement et élimination des déchets dangereux ou non dangereux	8	9	13	14	18	19	20	28	100	107	116	113
démantèlement d'épaves	2	2	2	2	2	2	14	13	13	13	11	13
récupération de déchets triés	12	14	15	15	17	17	47	57	67	76	84	84
Dépollution et autres services de gestion des déchets	3	3	3	4	5	5	42	32	51	64	64	71
Total	59	69	80	86	92	97	400	414	473	509	536	541

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : nombre

SOURCES [1] CCI. [2] CSP. [3] ASNCC. [4] SAEML Mont-Dore Environnement. [5] Trecodex [6] ISEE, Répertoire RIDET.

Nb : les données présentées ici utilisent la classification NAF Rev 2.

Principales dates de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie [1 à 4]	
Date	Événement
1300 av J.-C.	Premières traces de présence humaine en Nouvelle-Calédonie, attestée par la poterie Lapita.
4 Sept. 1774	"Découverte" de la Nouvelle-Calédonie par James Cook.
1840-1854	Premiers établissements.
1840	Implantation des missionnaires (protestants anglais et catholiques français) ; Présence de baleiniers et trafiquants (santaliens) et de marins (anglais et français).
24 Sept. 1853	Prise de possession et implantation française.
25 Juin 1854	Fondation de Nouméa.
1853-1877	Colonisation.
1853-1877	Colonisation pionnière.
1864-1897	Colonisation pénale.
1874	Découverte du nickel par Jules Garnier et début de l'exploitation minière.
1878	Révolte kanak.
1895-1903	Colonisation Feillet (abolition du bagne, immigration libre, relance de l'activité économique).
1903	Fin de l'immigration rurale.
1910	Début de relance minière.
1917	Révolte kanak.
1925	Reprise des projets d'immigration.
1940	Ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France Libre du général De Gaulle.
1942-1945	Présence des troupes américaines (principale base militaire hors des États-Unis).
1946	Suppression du statut de l'indigénat, le droit de vote sera ensuite donné progressivement aux Mélanésiens.
1946	La Nouvelle-Calédonie passe du statut de Colonie à celui de Territoire d'Outre-Mer (TOM).
1958	À la suite de l'avènement de la V ^e République, l'assemblée territoriale choisit le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein du statut de Territoire d'Outre-Mer.
1976	Nouveau statut accordant une autonomie contrôlée ; élaboration d'un "plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie".
Juil. 1983	Table ronde sur l'évolution du Territoire, à Nainville-les-Roches.
1984-1988	Les "Événements" (affrontements opposant "indépendantistes" et "loyalistes").
6 Sept. 1984	Statut d'autonomie interne prévu pour 5 ans (statut Lemoine).
23 Août 1985	"Statut Fabius-Pisani" instituant la régionalisation en Nouvelle-Calédonie.
17 Juil. 1986	Loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (régime transitoire).
13 Sept. 1987	Référendum de consultation des populations intéressées sur l'accession du Territoire à l'indépendance ou sur son maintien au sein de la République Française, marqué par une participation de 59% des inscrits.
22 Janv. 1988	"Statut Pons" fondé sur l'autonomie de gestion et la régionalisation.
26 Juin 1988	Signature des Accords de Matignon.
20 Août 1988	Accords de la rue Oudinot approuvant le projet de loi statutaire.
6 Nov. 1988	Référendum national sur les dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998, dispositions rassemblées dans la loi n°88-1028 du 9 novembre 1988, appelée aussi "Loi référendaire" ou "Statut Rocard-Le Pensec".
Juil. 1988 - Juil. 1989	Administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'État.
14 Juil. 1989	Mise en place des provinces.
1 ^{er} Janv. 1990	Transfert aux provinces des compétences qui leur sont dévolues par la loi référendaire.
1990 - 1992	Première période d'application des contrats de développement État-Provinces et des conventions État-Territoire.
5 Mai 1998	Signature de l'Accord de Nouméa.
20 Juil. 1998	Révision de la Constitution par une loi constitutionnelle, qui compte désormais un titre XIII intitulé "dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie".
8 Nov. 1998	Référendum calédonien approuvant l'accord de Nouméa.
19 Mars 1999	Loi organique modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie, instituant notamment un exécutif local "le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie", autorisant le congrès à adopter des "lois du Pays" et prévoyant un transfert progressif des compétences jusqu'à la consultation par référendum local sur l'accession à la pleine souveraineté, organisée au cours du mandat du congrès qui commencera en 2014.
9 Mai 1999	Élections provinciales qui initient la mise en place des nouvelles institutions.
1 ^{er} Janv. 2000	Premiers transferts de compétences de l'État vers la Nouvelle-Calédonie.
9 Mai 2004	Élections provinciales qui ouvrent la 2 ^e mandature du congrès dans le cadre de l'accord de Nouméa.
10 Mai 2009	Élections provinciales qui ouvrent la 3 ^e mandature du congrès dans le cadre de l'accord de Nouméa.
11 Mai 2014	Élections provinciales qui ouvrent la 4 ^e mandature du congrès dans le cadre de l'accord de Nouméa.

SOURCES [1] Chrisnacht A., *La Nouvelle-Calédonie*, Documentation française, Les études, Paris, 2004. [2] Angleviel F (sous la direction de), *101 mots pour comprendre l'histoire de la Nouvelle-Calédonie*, Editions île de lumière, Nouméa, 1997. [3] Documentation française, *Nouvelle-Calédonie, 40 ans d'histoire politique*, Regards sur l'actualité, n°144, 1988. [4] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, ORSTOM, Nouméa, 1981.

2-HISTOIRE-INSTITUTIONS

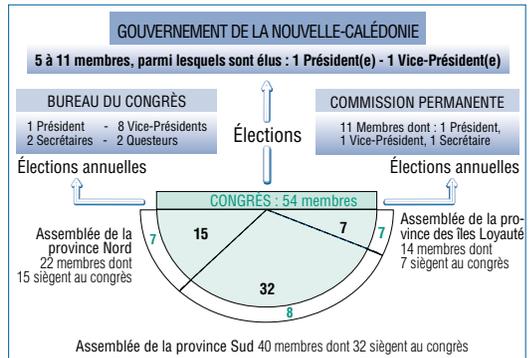
2.2 Structures institutionnelles

Listes électorales au 16 avril 2015 [7]

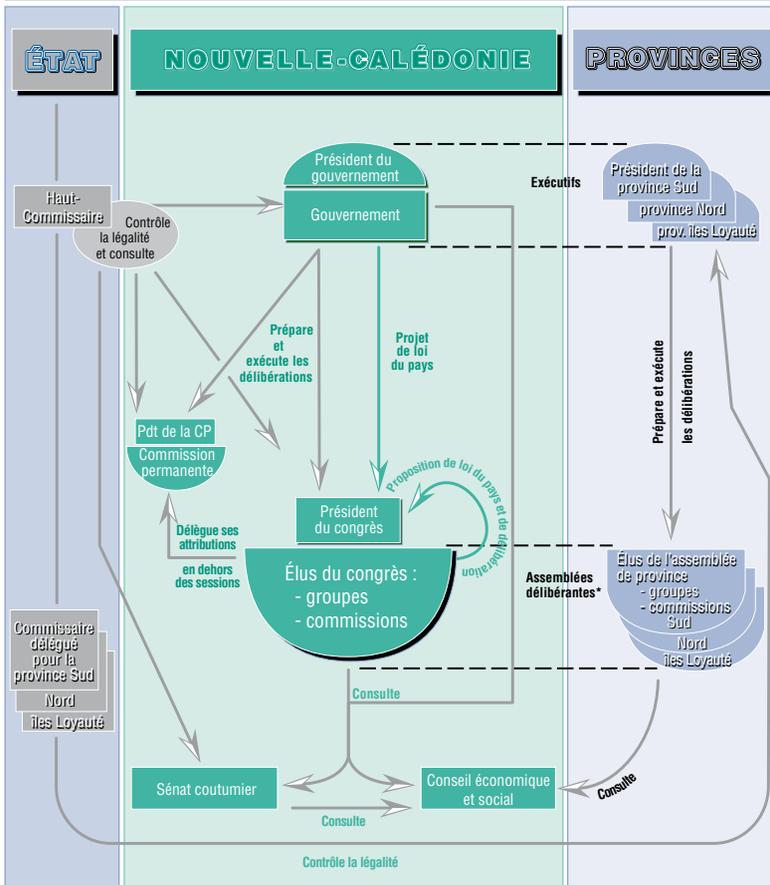
	Liste électorale spéciale (1)	Tableau annexe (2)	Liste électorale générale (1 + 2)
Province îles Loyauté	20 481	335	20 816
Province Nord	36 384	1 446	37 830
Province Sud	97 863	21 934	119 797
Nouvelle-Calédonie	154 728	23 715	178 443

Unité : nombre d'inscrits

Composition du congrès et du gouvernement [5 et 6]



Fonctionnement des institutions issues de la loi organique du 19 mars 1999 [1 à 5]



* Les assemblées des provinces forment le congrès.

SOURCES [1] Chrisnacht A., *La Nouvelle-Calédonie*, Les études, Documentation française, Paris, 2004. [2] Faberon J-Y et Postic J-R, *L'accord de Nouméa et la loi organique et autres documents juridiques et politiques de la Nouvelle-Calédonie*, Ile de lumière, Nouméa, 2004. [3] Faberon J-Y et Garde F (ouvrage collectif sous la direction de), *101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, Ile de lumière, Nouméa, 2002. [4] Garde F, *Les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, l'Harmattan, Paris, 2001. [5] Loi organique modifiée n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999. Disponible sur www.juridoc.gouv.nc [6] Règlement intérieur du Congrès, délibération n°9 modifiée du 13 juillet 1999 portant règlement intérieur du congrès de la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7395 du 20 juillet 1999. [7] ISEE.

2.3 Compétences

Répartition et échéancier des transferts de compétences issus de la loi organique de 1999 [1 à 3]

	État	Nouvelle-Calédonie
Défense	Défense, régime des matériels de guerre, armes et munitions, poudres et substances explosives.	
Justice	Droit pénal. Justice, organisation judiciaire, organisation de la profession d'avocat, frais de justice pénale et administrative ; Procédure pénale et procédure administrative contentieuse ; commissions d'office et service public pénitentiaire.	Possibilité d'assortir, sous certaines conditions, les infractions aux lois du pays et à ses règlements de peines d'amendes et de peines d'emprisonnement. Procédure civile, aide juridictionnelle et administration des services chargés de la protection judiciaire de l'enfance. Réglementation des officiers publics et ministériels.
Ordre public	Maintien de l'ordre.	Information sur les mesures prises en matière de maintien de l'ordre.
Monnaie	Monnaie, crédit, changes, relations financières avec l'étranger ; Trésor.	Consultation sur les décisions de la politique monétaire.
Relations extérieures	Relations extérieures sous réserve, le cas échéant, des compétences dévolues à la Nouvelle-Calédonie. Conditions d'entrée et de séjour des étrangers.	Négociation et signature d'accords avec des États, territoires ou organismes régionaux du Pacifique et organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations-Unies. Association ou participation au sein de la délégation française aux négociations et à la signature d'accords. Participation ou association aux négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie. Possibilité d'être membre, membre associé ou observateur auprès d'organisations internationales. Possibilité d'avoir une représentation auprès d'États ou territoires du Pacifique. Possibilité de signature de conventions de coopération décentralisées avec des collectivités locales ou étrangères, leur groupement ou établissements publics. Consultation et information sur la réglementation relative à l'entrée et au séjour des étrangers et sur la délivrance des visas pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois.
Communication	Communication audiovisuelle. (5) Liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications ; réglementation des fréquences radio-électriques.	Consultation, notamment par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, lorsque ses décisions intéressent la Nouvelle-Calédonie. Postes et télécommunications.
Sécurité civile		Fixation des règles et commandement des secours en cas de sinistre majeur. (4b)
Administration et Finances	Fonction publique de l'État. Marchés publics et délégations de services publics de l'État et de ses établissements publics. Domaine de l'État. Contrôle de légalité et règles relatives à l'administration des provinces, des communes et de leurs établissements publics ; régime comptable et financier des collectivités publiques et de leurs établissements publics. (5) Contrôle budgétaire des provinces, communes et leurs établissements publics.	Fonction publique de la Nouvelle-Calédonie et des communes. Réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Droit domanial de la Nouvelle-Calédonie. Organisation des services et établissements publics de la Nouvelle-Calédonie. Statistiques intéressant la Nouvelle-Calédonie.
Enseignement et Recherche	Collation et délivrance des titres et diplômes. Enseignement supérieur (5) et recherche.	Programmes d'enseignement, formation des maîtres et contrôle pédagogique du primaire. Formation professionnelle et attribution de diplômes à ce titre. Enseignement du 2 nd degré public et privé, enseignement primaire privé, santé scolaire. (2) Consultation sur la création ou la suppression en Nouvelle-Calédonie de filières de formation de l'enseignement secondaire. Association et consultation sur les projets de contrat entre l'État et les organismes de recherche établis en Nouvelle-Calédonie ; création d'un conseil consultatif de la recherche.
Droit civil	Nationalité ; garantie des libertés publiques ; droits civiques ; régime électoral.	Statut civil coutumier. Règles concernant l'état civil, droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit des biens, droit des contrats, droit des sûretés, droit patrimonial de la famille. (4) Régime des terres coutumières et palabres coutumiers, limites des aires coutumières. Droit de propriété et droits réels. (4a)
Économie et développement		Commerce extérieur, régime douanier ; réglementation des investissements directs étrangers. Droit commercial. (4) Fiscalité (perception, création et affectation d'impôts, droits et taxes). Réglementation des professions libérales et commerciales. Droit des assurances. Tourisme. Réglementation des poids et mesures ; concurrence et répression des fraudes. Commerce des tabacs. Réglementation des prix et organisation des marchés.
Transport	Desserte maritime entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République, statut des navires. Desserte aérienne entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République ; immatriculation des aéronefs ; sûreté en matière aérienne.	Desserte maritime d'intérêt territorial ; immatriculation des navires. Police et sécurité de la circulation maritime dans les eaux territoriales. (1) Desserte aérienne intérieure et internationale (sous réserve de la compétence de l'État dans les liaisons entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République). Équipements portuaires et aéroportuaires du domaine de la Nouvelle-Calédonie. Police et sécurité en matière de circulation aérienne intérieure. (3)
Météorologie		Réseau routier de la Nouvelle-Calédonie, circulation routière et transports terrestres. Météorologie.
Emploi et Formation professionnelle		Droit du travail (principes fondamentaux), droit syndical ; formation professionnelle et attribution des diplômes à ce titre ; inspection du travail. Réglementation des professions libérales et commerciales et des officiers publics et ministériels. Protection de l'emploi local. Accès au travail des étrangers.
Action sociale et Santé		Protection sociale, santé, hygiène publique ; contrôle sanitaire aux frontières. Droit de la mutualité. Établissements hospitaliers.
Sport et Culture		Réglementation des activités sportives et socio-éducatives ; infrastructures et manifestations sportives et culturelles.
Mines et énergies	Réglementation minière concernant les substances minérales mentionnées au 1 ^{er} de l'article 19 du décret 54-1110 du 13 novembre 1954, ainsi qu'aux installations qui en font usage.	Réglementation relative aux hydrocarbures, au nickel, au chrome et au cobalt. Schéma de mise en valeur des richesses minières. Production et transport d'énergie électrique.
Ressources naturelles, Environnement	Réserve de Sèche-Croissant.	Réglementation et exercice du droit d'exploration, d'exploitation, de gestion et de conservation des ressources naturelles biologiques et non biologiques de la zone économique exclusive. Réglementation zoosanitaire et phytosanitaire ; abattoirs.
Urbanisme et Habitat		Principes directeurs du droit de l'urbanisme ; cadastre.

Transfert effectif depuis 2000. Compétences transférées : (1) en 2011, (2) au 1^{er} janvier 2012 - (3) au 1^{er} janvier 2013 - lois du pays du 28 décembre 2009.

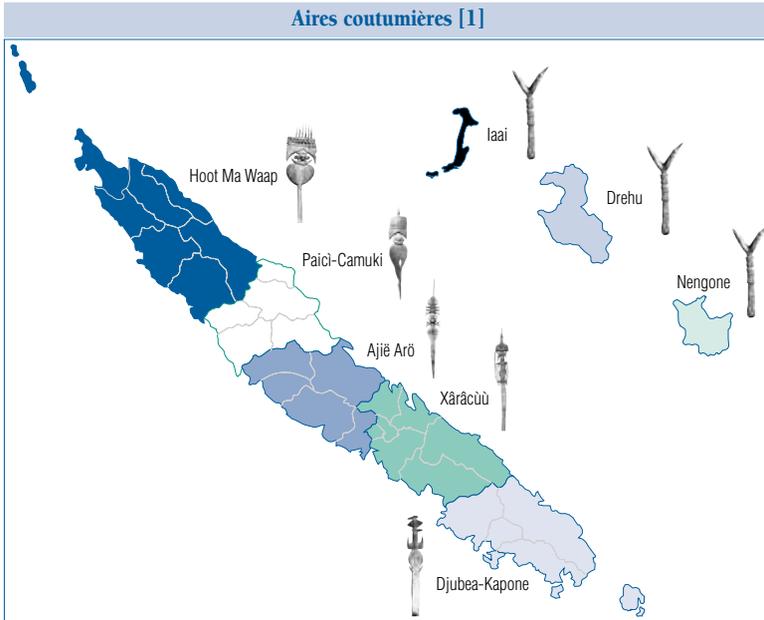
(4) Compétences transférables par lois du pays adoptées le 30 décembre 2011. Transfert : (4a) au 1^{er} juillet 2013, (4b) au 1^{er} janvier 2014.

(5) Compétences transférables par vote d'une résolution et loi organique avant la fin de l'accord de Nouméa.

SOURCES [1] Loi organique modifiée n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999. [2] Accord de Nouméa, 1998. [3] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Cellule de transferts de compétences.

3-ORGANISATION COUTUMIÈRE

3.1 Organisation sociale



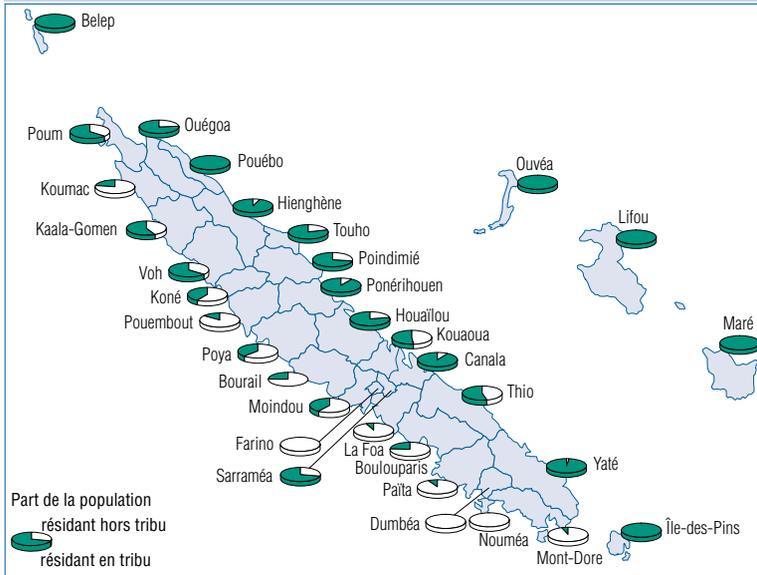
Organisation coutumière [2]

CIRCONSCRIPTION	INSTITUTION	REPRÉSENTANTS
Nouvelle-Calédonie	Sénat coutumier	Sénateurs coutumiers
Aire coutumière	Conseil d'aire	Grands chefs de districts
District coutumier	Conseil de district	Chefs de tribus
Tribu	Conseil des chefs de clan	Chefs de clan
Clan	Conseil du clan	Représentants des groupes familiaux

SOURCES [1] ISEE, *Panorama des tribus*, Notes et Documents n°78 à 80, avril 1998. [2] Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie.

3.2 Organisation spatiale

Répartition par commune de la population en tribu et hors tribu en 2009 [1]



Superficie des terres coutumières par commune et province en 2014 [2 et 3]

	Superficie des terres coutumières	Superficie communale	Part des terres coutumières (%)		Superficie des terres coutumières	Superficie communale	Part des terres coutumières (%)
Belep	5 559	6 950	80	Ouégoa	17 343	65 680	26
Boulouparis	6 769	86 560	8	Ouvéa	12 221	13 210	93
Bourail	6 728	79 760	8	Païta	5 969	69 970	9
Canala	13 696	43 870	31	Poindimié	22 651	67 310	34
Dumbéa (a)	295	25 460	1	Ponérihouen	17 657	70 730	25
Farino (a)	70	4 800	1	Pouébo	6 746	20 280	33
Hienghène	32 894	106 880	31	Pouembout	8 775	67 430	13
Houaïlou	21 317	94 060	23	Poum	7 771	46 940	17
Île-des-Pins (L')	14 022	15 230	92	Poya	14 465	84 580	17
Kaala-Gomen	18 089	71 820	25	Sarraméa	2 090	10 640	20
Koné	19 957	37 360	53	Thio	10 930	99 760	11
Kouaoua	4 024	38 300	11	Touho	9 768	28 300	35
Koumac	3 612	55 000	7	Voh	23 015	80 490	29
La Foa	6 350	46 400	14	Yaté	2 023	133 840	2
Lifou	112 852	120 710	93	Province Îles Loyauté	189 396	198 090	96
Maré	64 323	64 170	100	Province Nord	247 340	985 980	25
Moindou	4 911	32 190	15	Province Sud	60 082	673 480	9
Mont-Dore (Le)	2 017	64 300	3	Nouvelle-Calédonie	496 817	1 857 550	27
Nouméa (a)	-	4 570	-				

(a) Aucune tribu n'est installée sur cette commune.

Unités : hectare, %

Récapitulatif des acquisitions et attributions foncières [2]

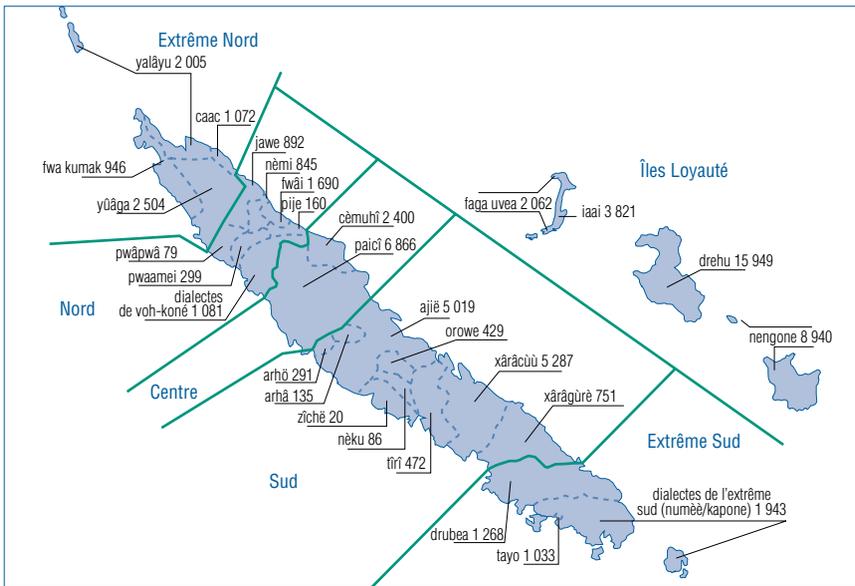
	Territoire (1978 à 1982)	Office Foncier (1982 à 1986)	ADRAF territoriale (1986 à 1988)	ADRAF État (1989 à 2014)	Total
Acquisitions	50 669	50 773	21 704	39 841	162 987
Par transferts du domaine public	21 927	-	-	8 034	29 961
Par achats de propriétés privées	28 742	50 773	21 540	31 807	132 862
coût d'achats des propriétés privées (millions de F.CFP)	933	1 468	819	2 857	6 077
Attributions	27 806	2 082	9 344	116 189	155 421
Pour agrandissements de réserves autochtones	19 094	-	-	3 159	22 253
Pour clans	6 877	2 065	-	-	8 942
Pour Groupements de Droit Particulier Local (GDPL)	1 835	-	576	94 153	96 564
Pour individus, sociétés et collectivités	-	17	8 768	18 877	27 662

Unité : hectare sauf mention contraire

3-ORGANISATION COUTUMIÈRE

3.3 Langues vernaculaires

Nombre de locuteurs de 14 ans et plus par langue vernaculaire et aire linguistique en 2014 [1]



Enseignement des langues vernaculaires en collège et lycée à la rentrée 2015 [2]

	Collèges		Lycées	
	Privés	Publics	Privés	Publics
Ajië	Collèges de Tieta (Voh), Dō Mwā (Canala), Francis Rougē (Thio)	Collèges Louis Léopold Djiet (Bourail), de Canala, de la Foa, de Poya, de Wani, de Yatē	Lycées Apollinaire Anova (Païta) et Do kamo (Nouméa)	Lycée Antoine Kela (Poindimié)
Drehu	///	Collèges de kaméré, de la Rivière-Salée, de la Roche, de Tadine, des Portes de Fer et de Tuband	///	Lycées du Grand Nouméa, la Perouse et Jules Garnier
Nengone	///	Collèges de kaméré, de la Rivière-Salée, de la Roche, de Tadine, des Portes de Fer et de Tuband	///	Lycées du Grand Nouméa, la Perouse et Jules Garnier
Paici	Collèges Boaouva Kaleba (Poum), de Mou, Yves Marie Hily (Ponérihouen) et Jean Baptiste Vigouroux (Poindimié)	Collèges d'Auteuil, de Tuband, de Magenta (Nouméa), de Hlenghène, de Koné, de Poya et Raymond Vauthier (Poindimié)	Lycée Do Kamo (Nouméa)	Lycée Antoine Kela (Poindimié)

Élèves étudiant une langue vernaculaire dans les établissements privés et publics du secondaire [2]

	2005		2010		2015*	
	Collèges	Lycées	Collèges	Lycées	Collèges	Lycées
Ajië	281	104	389	64	758	41
Djubéa	-	-	-	-	-	-
Drehu	851	367	303	331	1 102	235
Fwai	-	-	-	-	-	-
Iaai	182	-	277	-	-	-
Nêlēmwa (a)	139	-	134	-	-	-
Nengone	366	110	560	125	535	118
Paici	141	74	238	68	536	40
Xaracūū	254	-	132	-	-	-
Yuanga	145	-	-	-	-	-
Total	2 359	655	2 033	588	2 931	434

(a) Le nêlēmwa est une variante du fwa kumak.
* Effectifs au 1^{er} septembre 2015.

Unité : nombre

POPULATION SOCIÉTÉ

Population

Santé

Justice

Logement

Enseignement

Consommation
Condition de vie

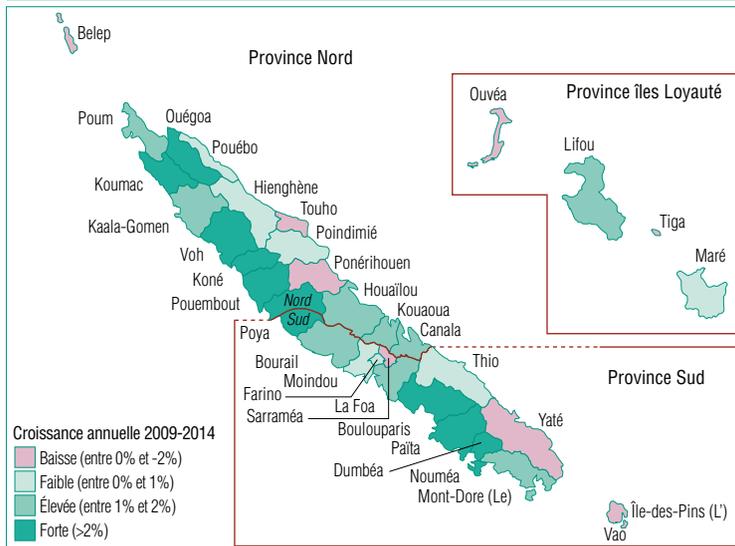
Population, superficie et densité par commune et province en 2014 [1]

	Superficie	Population	Densité
Belep	69,5	843	12,1
Boulouparis	865,6	3 005	3,5
Bourail	797,6	5 444	6,8
Canala	438,7	3 687	8,4
Dumbéa	254,6	31 812	124,9
Farino	48,0	612	12,8
Hienghène	1 068,8	2 483	2,3
Houailou	940,6	4 240	4,5
Île-des-Pins (L)	152,3	1 958	12,9
Kaala-Gomen	718,2	2 033	2,8
Koné	373,6	7 340	19,6
Kouaoua	383,0	1 452	3,8
Koumac	550,0	4 252	7,7
La Foa	464,0	3 542	7,6
Lifou	1 207,1	9 275	7,7
Maré	641,7	5 648	8,8
Moindou	321,9	709	2,2
Mont-Dore (Le)	643,0	27 155	42,2
Nouméa	45,7	99 926	2 186,6
Ouvéa	656,8	2 360	3,6
Ouvéa	132,1	3 374	25,5
Païta	699,7	20 616	29,5
Poindimié	673,1	4 868	7,2
Ponérihouen	707,3	2 370	3,4
Pouébo	202,8	2 452	12,1
Pouembout	674,3	2 591	3,8
Poum	469,4	1 463	3,1
Poya (z)	845,8	3 036	3,6
Sarraméa	106,4	584	5,5
Thio	997,6	2 643	2,6
Touho	283,0	2 087	7,4
Voh	804,9	3 160	3,9
Yaté	1 338,4	1 747	1,3
Province îles Loyauté	1 980,9	18 297	9,2
Province Nord	9 582,6	50 487	5,3
Province Sud	7 012,0	199 983	28,5
Nouvelle-Calédonie	18 575,5	268 767	14,5

(a) La répartition du territoire de la commune de Poya entre les provinces Nord et Sud est fixée par un décret du 26 avril 1989. Au recensement de 2014, 230 habitants de Poya étaient localisés en province Sud et 2 806 en province Nord.

Unités : km², habitant, %, hab/km²

Évolution de la population des communes entre 2009 et 2014 [1]



4.2 Communautés

Évolution de la population selon la communauté d'appartenance* aux différents recensements [1]

	1969	1976	1983	1989	1996	2009	2014
Kanak	46 200	55 598	61 870	73 598	86 788	99 078	104 958
Européenne	41 268	50 757	53 974	55 085	67 151	71 721	73 199
Wallisienne, Futunienne	///	9 571	12 174	14 186	17 763	21 262	21 926
Tahitienne	///	6 391	5 570	4 750	5 171	4 985	5 608
Indonésienne	///	5 111	5 319	5 191	5 003	3 985	3 859
Vietnamienne	///	1 943	2 381	2 461	2 822	2 357	2 506
Ni-Vanuatu	///	1 050	1 212	1 683	2 244	2 327	2 568
Autres (a)	13 111	2 812	2 868	7 219	9 894	39 865	54 143
Total	100 579	133 233	145 368	164 173	196 836	245 580	268 767

* Avant 1976, les communautés wallisienne, tahitienne, indonésienne, vietnamienne et ni-vanuatu sont comptabilisées dans la catégorie "autres".
(a) À partir de 2009, sont pris en compte dans la catégorie "autres" : les autres asiatiques, plusieurs communautés, les non-déclarés et autres.

Unité : habitant

Population totale selon l'appartenance à une communauté par province et par genre en 2014 [1]

	Province îles Loyauté			Province Nord			Province Sud			Nouvelle-Calédonie			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Européenne	262	183	445	3 420	2 656	6 076	34 580	32 098	66 678	38 262	34 937	73 199	
Indonésienne	5	8	13	261	222	483	1 587	1 776	3 363	1 853	2 006	3 859	
Kanak	8 787	8 404	17 191	18 328	17 250	35 578	25 015	27 174	52 189	52 130	52 828	104 958	
Ni-Vanuatu	5	2	7	67	57	124	1 323	1 114	2 437	1 395	1 173	2 568	
Tahitienne	8	8	16	189	176	365	2 572	2 655	5 227	2 769	2 839	5 608	
Vietnamienne	2	1	3	22	32	54	1 113	1 336	2 449	1 137	1 369	2 506	
Wallisienne, Futunienne	15	12	27	239	217	456	10 718	10 725	21 443	10 972	10 954	21 926	
Autre asiatique	1	1	2	30	30	60	445	670	1 115	476	701	1 177	
Autre	19	12	31	1 558	1 328	2 886	10 309	10 129	20 438	11 886	11 469	23 355	
Plusieurs communautés *	148	160	308	1 641	1 572	3 213	9 392	10 094	19 486	11 181	11 826	23 007	
Non déclarée	128	126	254	627	565	1 192	2 726	2 432	5 158	3 481	3 123	6 604	
Total	9 380	8 917	18 297	26 382	24 105	50 487	99 780	100 203	199 983	135 542	133 225	268 767	

* Plusieurs communautés : y compris métis(se) sans autre indication

Population totale selon l'appartenance à une communauté par tranche d'âge en 2014 [1]

	0 à 19 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 79 ans	80 et plus	Total
Européenne	17 627	19 795	22 841	10 992	1 944	73 199
Indonésienne	492	869	1 607	771	120	3 859
Kanak	36 711	34 685	23 594	8 999	969	104 958
Ni-Vanuatu	619	924	649	356	20	2 568
Tahitienne	1 358	1 695	1 611	858	86	5 608
Vietnamienne	387	504	925	635	55	2 506
Wallisienne, Futunienne	7 467	6 863	5 386	1 967	243	21 926
Autre asiatique	143	335	469	179	51	1 177
Autre	7 375	6 548	6 260	2 654	518	23 355
Plusieurs communautés *	11 720	6 423	3 682	1 038	144	23 007
Non déclarée	2 089	2 051	1 534	685	245	6 604
Total	85 988	80 692	68 558	29 134	4 395	268 767

Population totale par sexe, groupe d'âge décennal et province en 2014 [2]

	Province îles Loyauté			Province Nord			Province Sud			Nouvelle-Calédonie		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 à 9 ans	1 726	1 643	3 369	4 234	3 898	8 132	15 481	14 690	30 171	21 441	20 231	41 672
10 à 19 ans	1 739	1 644	3 383	4 472	4 276	8 748	16 363	15 822	32 185	22 574	21 742	44 316
20 à 29 ans	1 405	1 141	2 546	4 486	4 138	8 624	14 618	14 511	29 129	20 509	19 790	40 299
30 à 39 ans	1 268	1 155	2 423	4 074	3 808	7 882	14 756	15 332	30 088	20 098	20 295	40 393
40 à 49 ans	1 203	1 180	2 383	3 741	3 294	7 035	15 025	15 310	30 335	19 969	19 784	39 753
50 à 59 ans	963	922	1 885	2 700	2 213	4 913	10 903	11 104	22 007	14 566	14 239	28 805
60 à 69 ans	718	701	1 419	1 683	1 378	3 061	7 351	7 138	14 489	9 752	9 217	18 969
70 à 79 ans	282	365	647	762	767	1 529	3 831	4 158	7 989	4 875	5 290	10 165
80 à 89 ans	73	149	222	209	301	510	1 289	1 817	3 106	1 571	2 267	3 838
90 ans et plus	3	17	20	21	32	53	163	321	484	187	370	557
Ensemble	9 380	8 917	18 297	26 382	24 105	50 487	99 780	100 203	199 983	135 542	133 225	268 767

Unité : nombre

Part de la population par groupe d'âge dans quelques pays mi-2015 [1 et 2]

	Moins de 15 ans	Plus de 64 ans
Japon	13	26
Allemagne	13	21
Espagne	15	18
France	19	18
Australie	19	15
États-Unis	19	15
Nouvelle-Zélande	20	15
Chine	17	10
Nouvelle-Calédonie (a)	24	9
Polynésie française	24	7
Fidji	29	5
Inde	29	5
Vanuatu	39	4
Mayotte	44	3
Guadeloupe	21	14
Martinique	19	17
Guyane	34	5
Réunion	24	10

(a) données RP 2014

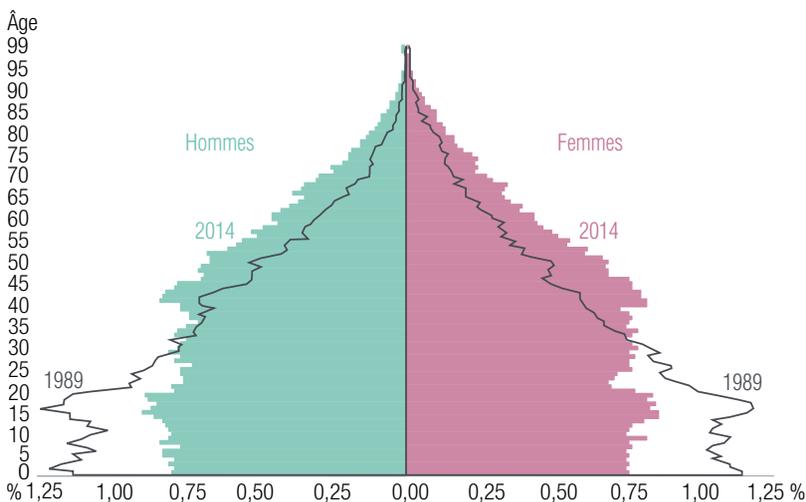
Unité : %

Part de certains groupes d'âges dans la population d'âge aux différents recensements [2]

	Moins de 15 ans	Plus de 64 ans
1983	36,2	4,1
1989	32,6	4,5
1996	30,5	4,9
2004	27,9	6,2
2009	25,6	7,4
2014	23,7	8,6

Unité : %

Pyramide des âges aux recensements de 1989 et 2014* [2]



* En âge révolu au 31 août 2014.

Note de lecture : les hommes de 60 ans représentent 0,29 % de la population totale en 1989 contre 0,45 % en 2014.

SOURCES [1] INED, *Tous les pays du monde*, Population et Sociétés n°525, Septembre 2015. [2] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie.

4.4 Accroissement de la population

Accroissement de la population depuis 1992 [1]

	Population au 1 ^{er} janvier	Nés vivants (1)	Décédés (2)	Excédent naturel (1-2)	Taux d'accroissement naturel	Solde migratoire apparent (a)
1992	177 560	4 405	931	3 474	1,9	1 004
2002	219 387	4 194	1 121	3 073	1,4	1 132
2012	256 000	4 389	1 322	3 067	1,2	933

(a) Le solde migratoire est déterminé ici par différence entre la variation de la population et le solde naturel. On parle dans ce cas de solde migratoire apparent.

Unités : nombre, %

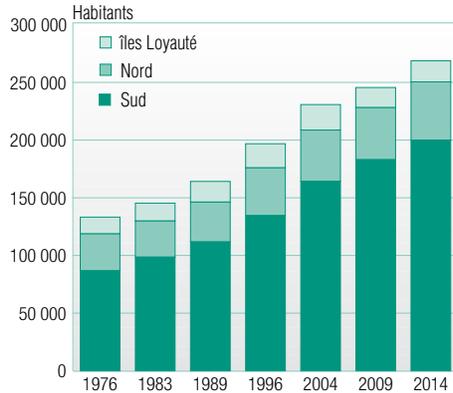
Taux annuel d'accroissement naturel dans quelques pays (mi-2015) [1 et 2]

Vanuatu	2,8
Inde	1,4
Fidji	1,3
Wallis et Futuna (a)	1,6
Polynésie française	1,1
Nouvelle-Calédonie (a)	1,2
Australie	0,6
États-Unis	0,5
Chine	0,5
France	0,4
Espagne	0,0
Japon	-0,2

(a) Données de 2008 (Wallis et Futuna) et 2012 (Nouvelle-Calédonie).

Unité : %

Population par province aux recensements [3]



Taux d'accroissement annuel moyen de la population par province entre les différents recensements [3]

	1976-1983	1983-1989	1989-1996	1996-2004	2004-2009	2009-2014
Province Îles Loyauté	0,9	2,4	2,2	0,7	-4,6	1,0
Province Nord	-0,3	1,6	2,6	0,9	0,3	2,3
Province Sud	1,8	2,1	2,7	2,4	2,2	1,8
Nouvelle-Calédonie	1,3	2,1	2,6	1,9	1,3	1,8

Unité : %

Structure de la population selon le lieu de naissance aux différents recensements [3]

	1983	1989	1996	2004	2009	2014
Nouvelle-Calédonie	76,8	78	76,7	76,8	75,6	75,0
Métropole et DOM-TOM	17,2	16,1	17,5	18,1	19,2	20,2
Pays étrangers	6,0	5,8	5,8	5,1	5,2	4,8
Total	100	100	100	100	100	100,0

Unité : %

Évolution des naissances, des taux de natalité et de fécondité [1]

	Naissances totales	Nés vivants	Nés sans vie	Taux de natalité	Part des naissances hors mariage	Indicateur conjoncturel de fécondité	Âge moyen à la maternité
1980	3 750	3 668	82	26,2	48,8	3,64	26,4
1985	3 651	3 619	32	23,4	50,3	3,00	26,5
1990	4 419	4 378	41	25,6	59,6	3,19	26,6
1995	4 284	4 242	42	21,9	59,7	2,59	27,2
2000	4 599	4 566	33	21,4	67,0	2,59	27,7
2005	4 106	4 051	55	nd	67,9	nd	28,5
2010	4 234	4 178	56	16,7	72,1	2,17	28,7
2012	4 445	4 389	56	17,0	72,0	2,28	28,9
2013	4 439	4 373	66	nd	nd	nd	nd

Unités : nombre, ‰ habitants, ‰, nombre d'enfants par femme, années

Taux de natalité et indicateur conjoncturel de fécondité dans quelques pays (mi-2015) [1 et 2]

	Indicateur conjoncturel de fécondité	Taux de natalité		Indicateur conjoncturel de fécondité	Taux de natalité
Allemagne	1,4	8	Inde	2,3	21
Australie	1,9	13	Japon	1,4	8
Chine	1,7	12	Martinique	1,9	11
Espagne	1,3	9	Mayotte	4,1	31
États-Unis	1,9	13	Nouvelle-Calédonie (a)	2,3	17
Fidji	3,1	21	Nouvelle-Zélande	1,9	13
France	2,0	12	Polynésie française	2,0	16
Guadeloupe	2,2	13	Réunion	2,4	17
Guyane	3,5	26	Vanuatu	4,2	33

(a) données de 2012

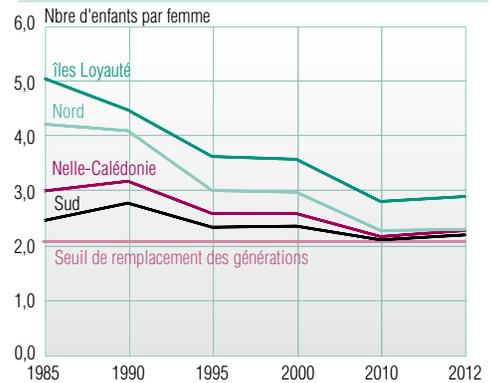
Unités : nombre d'enfants par femme, ‰ habitants

Évolution de l'âge moyen des mères selon le rang de naissance de l'enfant [1]

	Année de naissance						
	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2012
1	23,9	24,1	24,6	25,8	26,2	26,9	27,0
2	25,4	25,7	27,0	27,1	28,2	29,1	30,0
3	27,5	27,7	28,9	29,2	29,8	31,2	32,4

Unité : année

Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité par province [1]



4.6 Mortalité-espérance de vie

Évolution des décès et du taux de mortalité infantile [1]

	Décès	Décès de moins d'1 an	Mortalité infantile
1980	1 008	99	27,0
1985	891	53	14,6
1990	928	47	10,7
1995	1 020	33	7,8
2000	1 077	21	4,6
2005	1 142	25	6,2
2010	1 191	19	4,6
2012	1 322	17	3,9
2013	1 374	14	nd

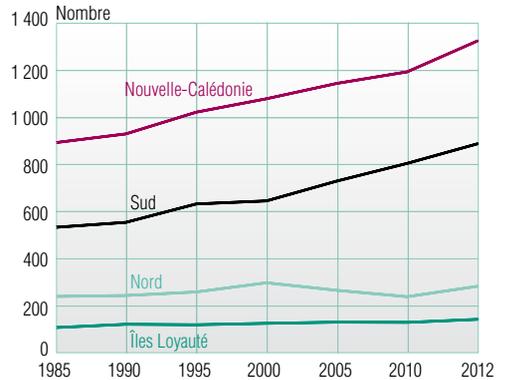
Unités : nombre, ‰ naissances

Espérance de vie et taux de mortalité par sexe en 2012 [1]

	Espérance de vie	Mortalité
Femmes	80,4	4,3
Hommes	74,0	6,0
Ensemble	77,1	5,1

Unités : année, ‰ habitants

Évolution du nombre de décès par province [1]



Espérance de vie à la naissance par province et par sexe en 2012 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Femmes	77,6	79,7	80,7	80,4
Hommes	69,9	71,5	75,2	74,0
Ensemble	73,5	75,4	77,9	77,1

Unité : année

Espérance de vie selon le sexe aux différents âges en 2012 [1]

	Hommes	Femmes	Ensemble
0	74,0	80,4	77,1
5	69,4	75,7	72,5
10	64,6	70,8	67,6
15	59,7	65,8	62,7
20	55,3	61,0	58,1
25	51,1	56,0	53,5
30	46,7	51,1	48,9
35	42,0	46,2	44,1
40	37,3	41,5	39,4
45	32,9	36,7	34,8
50	28,5	32,1	30,4
60	20,1	23,5	21,8
70	13,1	15,2	14,3
80	7,5	8,9	8,4

Unité : année

Espérance de vie à la naissance dans quelques pays mi-2015 [1 et 2]

	Taux de mortalité	Taux de mortalité infantile	Espérance de vie à la naissance
Japon	10	2	84
Espagne	10	2	84
France	8	4	82
Australie	7	4	82
Nouvelle-Zélande	7	6	82
Allemagne	11	3	81
États-Unis	8	6	79
Nouvelle-Calédonie (a)	5	4	77
Chine	7	12	76
Polynésie française	5	6	77
Fidji	8	15	70
Vanuatu	5	28	72
Inde	7	42	68
Guadeloupe	7	9	81
Guyane	3	9	80
Martinique	8	8	82
Réunion	5	8	81
Mayotte	2	4	80

(a) données 2012

Unités : ‰ habitants, ‰ naissances, année

4-POPULATION

4.7 Mariages et divorces

Évolution de la nuptialité [1]

	Mariages	Taux de nuptialité	Âge moyen au 1 ^{er} mariage	
			Hommes	Femmes
1990	887	5,2	29,2	25,9
2000	995	4,7	32,0	28,7
2010	908	3,6	35,3	32,6
2012	994	3,9	35,0	32,5
2013	926	nd	nd	nd

Unités : nombre, ‰ habitants, année

Évolution des divorces prononcés [1]

	Nombre de divorces prononcés	Divorces pour 1 000 couples mariés
1995	181	6,7
2000	159	5,8
2010	309	8,9

Unités : nombre, ‰

Taux de nuptialité dans quelques pays en 2013 [1 à 7 et 9]

États-Unis (a)	7,3
Danemark	4,9
Australie	5,1
Grèce	4,7
Espagne	3,3
Nouvelle-Zélande	10,9
Allemagne	4,6
France	3,5
Suède	5,4
Polynésie française	5,5
Nouvelle-Calédonie (a)	3,9

Unité : ‰ habitants

(a) Etats-Unis (2007) et Nouvelle-Calédonie (2012)

Population de 15 ans et plus par sexe, groupe d'âge et état matrimonial en 2014 [8]

	Hommes					Femmes				
	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés/séparés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées/séparées	Total
15 à 29 ans	29 863	1 941	9	41	31 854	28 118	2 478	17	122	30 735
30 à 39 ans	13 581	6 154	31	332	20 098	12 320	7 333	88	554	20 295
40 à 49 ans	9 429	9 489	87	964	19 969	8 298	9 763	386	1 337	19 784
50 à 59 ans	4 823	8 462	206	1 075	14 566	4 270	7 856	877	1 236	14 239
60 à 69 ans	2 298	6 260	428	766	9 752	1 724	4 924	1 662	907	9 217
70 à 79 ans	845	3 128	572	330	4 875	674	2 111	2 106	399	5 290
80 ans et +	225	1 041	417	75	1 758	270	623	1 635	109	2 637
Total	61 064	36 475	1 750	3 583	102 872	55 674	35 088	6 771	4 664	102 197

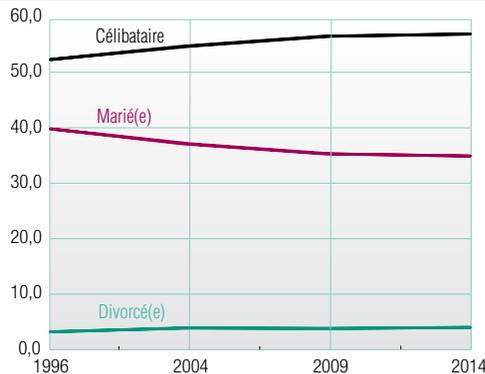
Unité : nombre

Évolution du nombre de remariages après divorce [1]

	Hommes		Femmes		Ensemble
1990	118	72			190
1995	107	89			196
2000	112	99			211
2010	139	102			241
2012	121	87			208

Unité : nombre

Part des personnes célibataires, mariées et divorcées, rapportée à la population de 15 ans et plus, aux différents recensements



SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] ABS. [3] Statistics New-Zealand. [4] INSEE. [5] ISPF [6] Bureau de la Statistique de Wallis et Futuna. [7] Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales, Division population (2009) World marriage 2008. [8] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [9] Eurostat.

4.8 Ménages

Évolution du nombre de ménages ordinaires et de leur taille moyenne par province aux recensements [1]

	1983	1989	1996	2004	2009	2014
Province îles Loyauté	2 913	3 151	3 890	4 926	4 060	4 711
Province Nord	7 007	7 498	9 511	11 077	12 262	14 258
Province Sud	25 187	29 617	38 096	48 342	56 315	66 094
Nouvelle-Calédonie	35 107	40 266	51 497	64 345	72 637	85 063
Taille moyenne des ménages	4,1	4,0	3,8	3,5	3,4	3,1

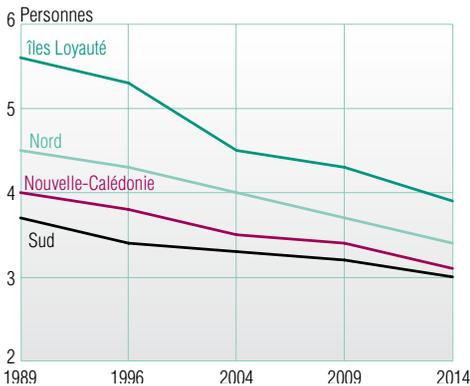
Unités : nombre, personne par ménage

Ménages ordinaires selon la taille et la province de résidence en 2014 [1]

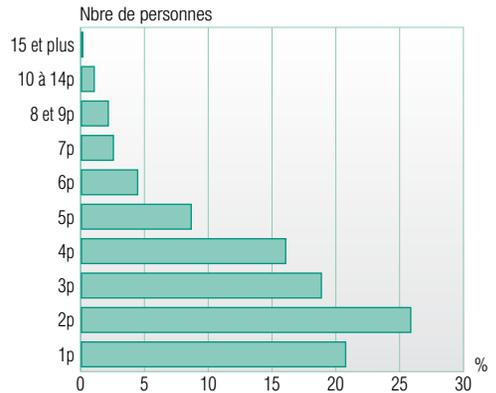
	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1 personne	767	2 767	14 057	17 591
2 personnes	777	2 873	18 290	21 940
3 personnes	765	2 530	12 663	15 958
4 personnes	717	2 404	10 506	13 627
5 personnes	636	1 566	5 154	7 356
6 personnes	459	867	2 447	3 773
7 personnes	262	551	1 316	2 129
8 et 9 personnes	229	470	1 064	1 763
10 à 14 personnes	95	216	526	837
15 personnes et plus	4	14	71	89
Ensemble	4 711	14 258	66 094	85 063
Taille moyenne des ménages	3,9	3,4	3,0	3,1

Unités : nombre, personne par ménage

Évolution de la taille moyenne des ménages aux différents recensements par province [1]



Répartition des ménages ordinaires selon la taille en 2014 [1]

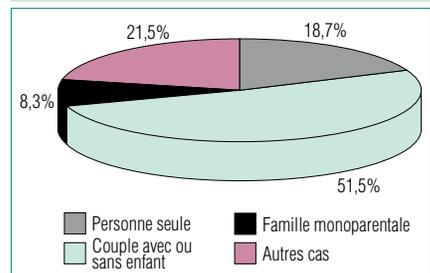


Évolution de la part des ménages composés d'une personne seule [1]

	1996	2004	2009	2014
Province îles Loyauté	8,8	13,6	12,1	16,3
Province Nord	15,8	16,9	19,1	19,4
Province Sud	18,2	18,0	19,1	21,3
Nouvelle-Calédonie	17,0	17,5	18,7	20,7

Unités : nombre, %

Structure des ménages ordinaires en 2009 [1]



Évolution des nouveaux cas de maladies déclarées* [1]

	2009	2010	2011	2012	2013
Amibiase	-	1	-	-	-
Autres maladies vénériennes	86	13	3	2	-
Cancers (hors peau, sauf mélanomes)	806	829	844	nd	nd
Candidose uro-génitale	47	24	7	7	-
Condylome acuminé	25	30	1	6	-
Coqueluche	1	3	2	6	3
Dengue	8 410	122	15	718	10 522
Diphthérie	-	1	-	6	-
Encéphalite	-	-	-	-	-
Fièvre typhoïde et paratyphoïde	-	-	2	1	-
Hépatite virale B	33	5	6	5	16
Hépatite virale C	2	-	1	-	-
Herpès génital	7	5	12	2	3
Infections à mycoplasmes	160	104	3	3	-
Infections génitales à chlamydiae	202	150	319	492	662
Infections gonococciques	77	68	141	152	175
Lèpre	7	8	10	5	8
Leptospirose	162	42	138	75	70
Listériose	2	2	1	-	1
Méningite à méningocoques	8	10	10	5	8
Paludisme autochtone et importé	6	8	5	2	2
Rhumatisme articulaire aigu et cardiopathies	190	137	86	nd	nd
Rougeole	-	-	-	-	-
SIDA - Syndromes dus au VIH	13	14	18	26	15
Syphilis	46	38	49	66	145
Tétanos	-	-	-	-	-
Toxi-infection alimentaire collective (nombre de foyers)	9	11	28	13	17
Trichomonose uro-génitale	153	147	27	20	3
Tuberculose et primo-infections	83	59	77	49	46
Vibrio vulnificus	1	-	1	2	-
Total	10 536	1 831	1 806	1 663	11 696

* Maladies à déclaration obligatoire

Unité : nombre

Évolution des prises en charge longue maladie CAFAT [1 et 2]

	2010	2011	2012	2013	2014
Affections prises en charge (a)	59 784	60 970	64 208	68 185	71 906
dont : diabète	10 392	10 678	11 188	11 728	12 480
insuffisance rénale	1 043	1 045	1 102	1 181	1 310
insuffisance respiratoire	5 907	6 178	6 603	7 068	7 658
maladies cardio-vasculaires	25 691	25 781	26 469	27 434	28 385
psychoses	4 228	3 927	4 078	4 215	3 915
tumeurs malignes	5 740	5 765	6 190	6 687	7 416
autres	6 783	7 596	8 578	9 872	10 742
Personnes prises en charges au titre de la longue maladie	37 651	37 938	40 205	42 938	45 310

(a) Une même personne peut avoir plusieurs affections prises en charge.

Unité : nombre

Évolution des maladies professionnelles [1 à 3]

	2010	2011	2012	2013	2014
Maladies reconnues	85	94	103	81	103
Journées indemnisées	2 996	2 146	3 320	nd	nd
Maladie professionnelle pour 1 000 salariés	1,2	1,2	1,3	1,1	1,4

Unités : nombre, ‰

Évolution des IVG [1]

	2 009	2010	2011	2012	2013
IVG	1 479	1 563	1 710	1 680	1 641
Taux d'IVG pour 1 000 femmes en âge de procréer (a)	22,7	23,6	23,9	22,9	21,9

(a) Femmes de 15 à 49 ans.

Unités : nombre, ‰

5.2 Accidents et décès

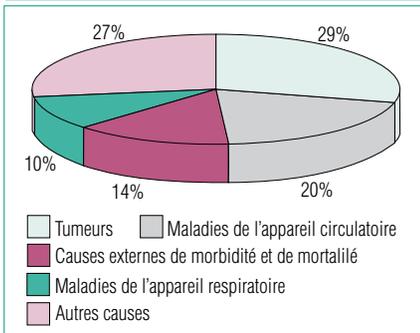
Évolution des causes médicales de décès* [1]

N° groupe CIM 10	2010	2011	2012	2013	2014
I Maladies infectieuses et parasitaires	46	62	59	51	52
II Tumeurs	356	406	421	393	405
III Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire	3	1	4	3	2
IV Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	13	28	17	17	38
V Troubles mentaux et du comportement	9	13	12	16	12
VI Maladies du système nerveux	27	27	21	25	36
VII Maladies de l'œil et de ses annexes	///	///	-	-	-
VIII Maladies de l'oreille et de l'hypophyse mastoïde	///	///	-	-	-
IX Maladies de l'appareil circulatoire	271	264	299	302	282
X Maladies de l'appareil respiratoire	74	121	111	124	147
XI Maladies de l'appareil digestif	45	43	39	57	52
XII Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous cutané	5	8	3	5	9
XIII Maladies ostéo-articulaires, muscles, tissu conjonctif	3	2	2	3	3
XIV Maladies des organes génito-urinaires	17	26	27	28	25
XV Grossesses, accouchements et puerpéralité	1	2	2	-	-
XVI Certaines affections, dont l'origine se situe dans la période périnatale	10	6	11	8	5
XVII Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	-	3	4	-	1
XVIII Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	117	135	129	163	143
XIX Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	///	///	-	-	-
XX Causes externes de morbidité et de mortalité dont : accident de la circulation	193	173	161	179	192
suicide	63	61	55	36	67
accident du travail	45	34	36	43	40
XXI Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé	6	3	3	8	4
Total	///	///	-	-	-
	1 190	1 320	1 322	1 374	1 404

* Le certificat médical de santé a été standardisé et rendu obligatoire (Déf. N°99/CP du 13 mars 1991) à partir du 1^{er} mai 1991.

Unité : nombre

Principales causes de décès en 2014 [1]

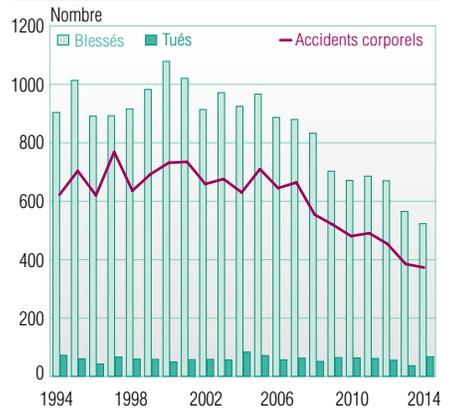


Évolution des accidents du travail [4]

	2010	2011	2012	2013r	2014
Accidents du travail					
Accidents du travail (AT)	4 986	4 760	4 294	4 072	4 130
Journées indemnisées	65 367	65 441	73 361	nd	nd
Durée moyenne d'incapacité (journées)	28,2	29,8	28,1	nd	nd
Accidents du travail pour 100 salariés	6,8	6,2	5,4	5,4	5,4
Accidents du trajet					
Accidents du trajet	290	235	256	238	254
Journées indemnisées	5 110	3 650	6 737	nd	nd
Accidents du trajet pour 100 salariés	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3

Unités : nombre, %

Évolution des accidents de la route en Nouvelle-Calédonie [1 et 2]



Accidents de la circulation routière [1 à 3]

	2010	2011	2012	2013	2014
Accidents corporels	483	493	456	387	375
dont : intervenus dans Nouméa	332	314	263	230	227
intervenus hors Nouméa	151	179	193	157	148
Accidents pour 1 000 habitants	1,9	1,9	1,8	1,5	1,4
Blessés	671	686	670	565	523
dont : hospitalisés	296	303	333	273	248
Tués	63	61	55	36	67
Part dans les décès	5,3	4,6	4,2	2,6	4,8
Tués pour 100 000 habitants	25,2	24,0	21,3	13,7	24,9
Tués pour 100 000 habitants en France métropolitaine	6,4	6,3	5,8	5,1	5,3

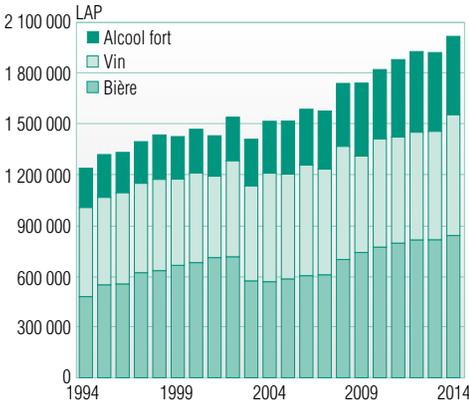
Unité : nombre

Évolution de la consommation d'alcool [1 à 2]

	2010	2011	2012	2013	2014
Bière	770 642	794 194	812 864	813 686	839 376
Vin	639 385	626 798	636 732	641 062	713 382
Alcool fort	410 068	457 904	476 792	465 862	463 392
Total	1 820 095	1 878 895	1 926 387	1 920 611	2 016 151
Consommation par habitant de 15 ans et +	9,6	9,9	nd	9,8	9,8

Unité : Litre d'Alcool Pur (LAP)

Évolution de la consommation d'alcool [1 et 2]



Évolution des ivresses publiques et manifestes [2]



Évolution de la consommation de tabac [1 à 3]

	2010	2011	2012	2013	2014
Cigarettes (kg)	297 228	268 111	296 584	299 420	297 052
Autres tabacs (kg)	102 465	96 880	104 204	102 926	102 228
Consommation tous tabacs (kg)	399 693	364 991	400 788	402 346	399 280
Consommation quotidienne par personne de 15 ans et + (nombre de cigarettes) (a)	5,8	5,2	5,7	5,6	nd
Recettes encaissées par la Régie Locale des Tabacs	10 371	10 582	11 964	12 075	12 143

(a) 1 cigarette = 1 gramme de tabac (convention Seita)

Unité : million de F.CFP, sauf indication contraire

Évolution des rétentions de permis de conduire [4]

	2010	2011	2012	2013	2014
Rétentions de permis de conduire (a)	1 131	942	nd	995	999
dont : alcool ou stupéfiants	992	909	nd	959	962
Part (%)	87,7	96,5	nd	96,4	96,3

(a) Les rétentions administratives ont commencé en décembre 2006

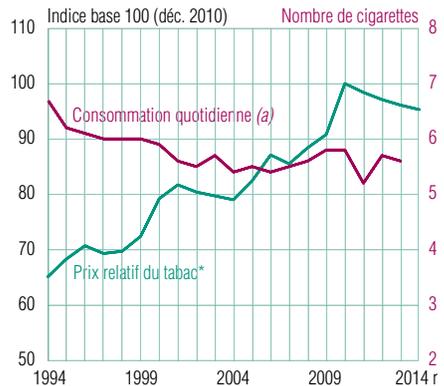
Unité : nombre

Dépense mensuelle moyenne d'un ménage en alcool, tabac et kava et part des ménages concernés, par province, en 2008 [5]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	4 730	62,5
Province Nord	7 600	73,5
Province Sud	11 400	78,1
Nouvelle-Calédonie	10 280	76,2

Unités : F.CFP, %

Évolution de la consommation et du prix relatif du tabac* [1, 2, 3, 5]



* Il est égal au prix nominal du tabac divisé par l'indice général des prix. Une évolution positive de la courbe indique que le prix du tabac s'accroît plus rapidement que le "coût de la vie" en général.

(a) Par personne de 15 ans et +.

Répartition par statut et province des professionnels de santé en 2013 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie	% de libéraux	Densité (a)	
						Nouvelle-Calédonie	Métropole (d)
Infirmiers	55	162	1 152	1 369	13	527	938
Médecins (b)	18	69	494	581	47	250	334
Généralistes	18	53	220	291	48	112	155
Spécialistes	-	16	274	290	46	112	179
Pharmaciens	9	31	150	190	45	73	112
Chirurgiens-Dentistes	5	18	101	124	65	48	63
Masseurs-Kinésithérapeutes	5	17	110	132	81	51	123
Sages-femmes (c)	6	17	92	115	37	177	141

(a) Nombre pour 100 000 habitants.

(b) Médecins développant une activité curative uniquement, hors libéraux non conventionnés.

(c) Pour les sages-femmes, la densité se mesure par rapport au nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans - population au 1^{er} janvier 2008.

(d) Au 1^{er} janvier 2014.

Unité : nombre

Évolution de la capacité d'hospitalisation* [1]

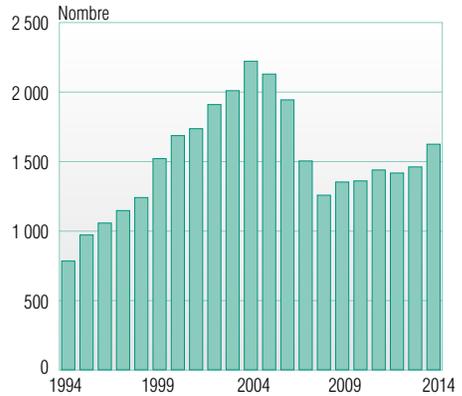
	2009	2010	2011	2012	2013
Activités MCO (a)	671	712	714	714	701
Médecine	314	339	339	339	320
Chirurgie	219	245	245	245	251
Obstétrique	86	88	90	90	91
Soins critiques	52	40	40	40	39
Psychiatrie	nd	194	194	194	194
Hospitalisation complète	nd	111	111	111	111
Hospitalisation de jour	nd	83	83	83	83
Moyen séjour	nd	103	88	88	83
Long séjour	nd	75	75	75	67

* Treize CMS assurent aussi des hospitalisations et se répartissent 78 lits supplémentaires polyvalents de proximité.

Unité : nombre de lits installés

(a) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique - hospitalisation complète + hospitalisation de jour.

Évolution des Evasan hors de Nouvelle-Calédonie [1]



Capacité d'hospitalisation complète par type d'activité et par province en 2013* [1]

	Médecine	Chirurgie	Obstétrique	Soins critiques	Psychiatrie	Moyen Séjour	Long Séjour	Total
Province Nord	32	13	9	-	-	14	-	68
Public	32	13	9	-	-	14	-	68
CHN Kouamag	16	13	9	-	-	-	-	38
CHN Poindimié	16	-	-	-	-	14	-	30
Province Sud	264	200	80	39	111	69	67	830
Privé	50	67	33	-	-	-	-	150
Cliniques	50	67	33	-	-	-	-	150
Public	214	133	47	39	111	69	67	680
CHT Gaston Bourret	214	133	47	39	-	49	13	495
CHS	-	-	-	-	111	20	54	185
Nouvelle-Calédonie	296	213	89	39	111	83	67	898

* Hors hospitalisation de jour, soit 53 lits en MCO et 83 lits en psychiatrie

NB : Treize CMS assurent aussi des hospitalisations et se répartissent 78 lits supplémentaires polyvalents de proximité.

Unité : nombre de lits installés

Évolution des hospitalisations complètes par secteur dans le court séjour [1]

	2009	2010	2011	2012	2013
Entrées	38 914	43 587	42 221	40 896	43 104
Secteur public	28 439	33 220	26 027	30 080	31 491
Secteur privé	10 475	10 367	16 194	10 816	11 613
Taux d'hospitalisation pour 100 habitants (a)	15,9	17,5	16,8	16,0	16,7
Taux d'occupation	75,5	74,3	76,0	77,1	79,0
Secteur public	81,1	80,1	82,3	80,7	82,5
Secteur privé	60,0	57,2	59,0	66,5	68,0

(a) Nombre d'entrées totales (nbre de séjours hospitaliers) rapporté à la population totale estimée au milieu de l'année considérée.

Unités : nombre, %

5.6 Dépenses de santé

Évolution de la dépense courante de santé [1]

	2008	2009	2010	2011	2012
Consommation médicale totale	62 349	69 662	75 363	78 752	82 613
Indemnités journalières, dépenses en gestion, formation	6 514	7 094	6 823	8 239	9 301
Dépense courante de santé	68 862	76 755	82 186	86 991	91 914

Unité : million de F.CFP

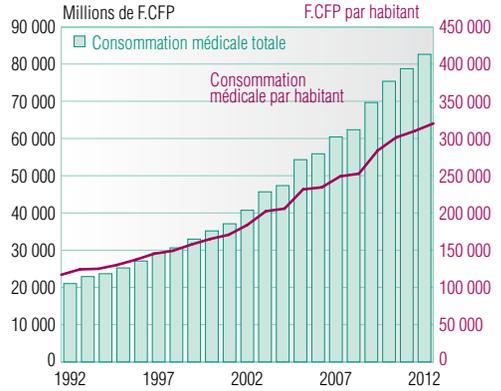
Évolution de la part de la dépense courante de santé dans le PIB [1 et 2]

	Dépense	Part
2000	39 062	8,8
2005	58 597	9,8
2008	68 862	9,3
2011e	86 991	10,3
2012e	91 914	10,8

(e) sur la base du PIB estimé

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de la consommation médicale par habitant [1]



Évolution de la consommation de soins et biens médicaux (hors part des ménages) [1]

	2008	2009	2010	2011	2012
Soins en établissements (hospitaliers ou médico-sociaux)	22 618	23 912	25 788	26 383	28 286
Soins ambulatoires	14 792	17 145	18 570	19 738	21 210
Prescriptions (médicaments, transports et autres biens médicaux)	11 545	11 947	12 441	13 459	12 250
Evasan et soins hors territoire	3 988	4 718	5 612	6 766	7 468
Soins non marchands	5 152	5 148	5 527	5 687	5 900
Total	58 095	62 870	67 938	72 033	75 114

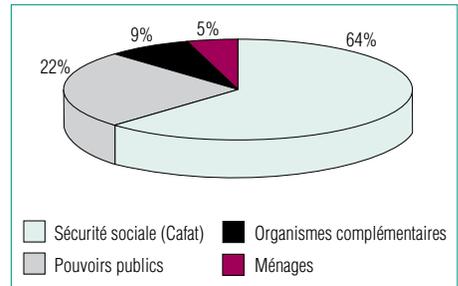
Unité : million de F.CFP

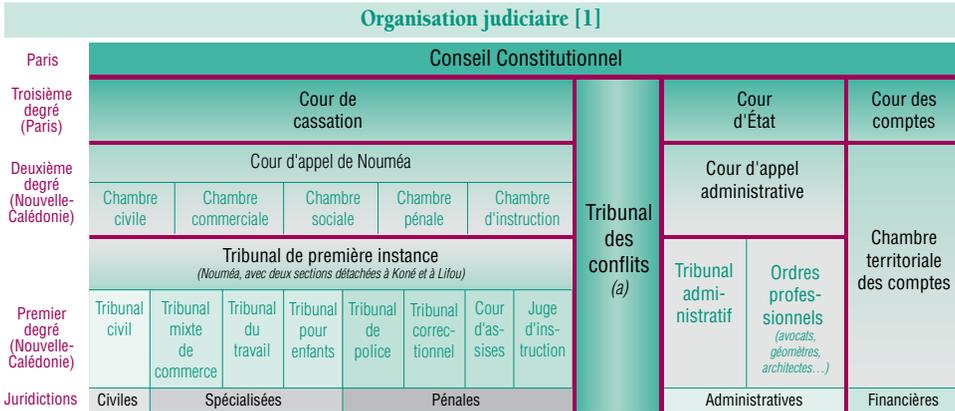
Dépense de santé mensuelle moyenne d'un ménage et part des ménages concernés, par province, en 2008 [2]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	640	62,7
Province Nord	1 400	70,7
Province Sud	4 860	84,9
Nouvelle-Calédonie	3 980	80,9

Unités : F.CFP, %

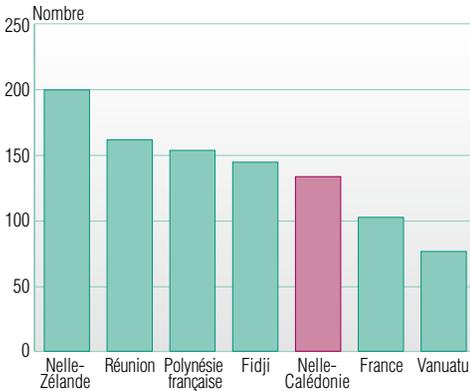
Part des différents financeurs en 2012 [1]





(a) Le tribunal des conflits est une haute juridiction qui a pour mission de résoudre les conflits de compétence entre les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

Population carcérale pour 100 000 habitants [3]



Les juridictions [1]

Cour d'appel	Nouméa
Tribunal de première instance	Nouméa
Section détachée	Koné, Wé
Tribunal du travail	Nouméa
Tribunal de commerce	Nouméa
Antenne de justice	Poindimié

Population incarcérée [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Entrées	694	530	536	391	455	630
Sorties	661	555	480	479	417	562
Effectifs moyens	426	406	474	462	442	512
dont : condamnés à une courte peine	226	212	235	88	54	63
condamnés à une longue peine	85	85	110	266	269	308
condamnés à la réclusion criminelle	42	48	52	45	46	55
prévenus	73	62	77	63	73	86

Unité : nombre

Population incarcérée par type d'infraction [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Atteinte aux mœurs	95	69	70	77	81	71
Atteinte aux biens	90	94	121	89	81	79
Meurtre	40	20	21	14	14	17
Délit routier	24	9	16	10	20	21
Coups et blessures volontaires	93	74	105	152	133	189
Autres	84	140	141	121	114	135
Total	426	406	474	462	442	512

Unité : nombre

7-LOGEMENT

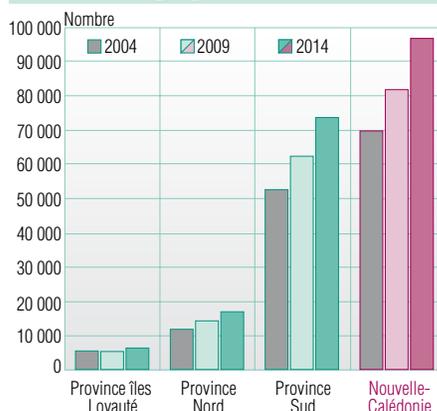
7.1 Parc de logements

Répartition des logements par catégorie et par province [1]

	2014		Évolution par rapport à 2009
	Nombre	Part	
Province îles Loyauté			
Résidence principale	4 711	75,2	16,0
Logement occasionnel	58	0,9	-59,2
Résidence secondaire	1283	20,5	118,2
Logement vacant	210	3,4	-53,9
Total	6 262	100	19,4
Province Nord			
Résidence principale	14 258	84,7	16,3
Logement occasionnel	734	4,4	83,0
Résidence secondaire	1039	6,2	37,1
Logement vacant	811	4,8	5,3
Total	16 842	100	18,7
Province Sud			
Résidence principale	66 094	89,8	17,4
Logement occasionnel	677	0,9	11,7
Résidence secondaire	2 564	3,5	30,1
Logement vacant	4 222	5,7	25,4
Total	73 557	100	18,1
Nouvelle-Calédonie			
Résidence principale	85 063	88,0	17,1
Logement occasionnel	1 469	1,5	27,9
Résidence secondaire	4 886	5,1	47,3
Logement vacant	5 243	5,4	14,1
Total	96 661	100	18,3

Unités : nombre, %

Évolution du nombre de logements par province [1]



Résidences principales selon le type de construction par province en 2014 [1]

	Maison	Appartement	Case mélanésienne	Construction provisoire	Bateau	Total
Province îles Loyauté	4 156	-	485	67	3	4 711
Province Nord	12 982	556	369	344	7	14 258
Province Sud	36 686	27 377	86	1 617	328	66 094
dont Grand Nouméa	30 604	27 153	30	1 498	321	59 586
Nouvelle-Calédonie	53 824	27 933	940	2 028	338	85 063
Part	63,3	32,8	1,1	2,4	0,4	100

Population des résidences principales selon le type de construction par province en 2014 [1]

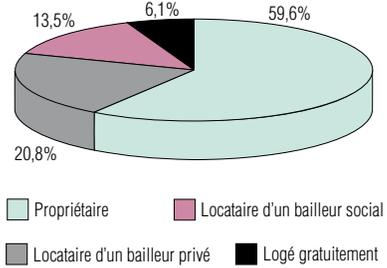
	Maison	Appartement	Case mélanésienne	Construction provisoire	Bateau	Total
Province îles Loyauté	16 331	-	1 752	177	5	18 265
Province Nord	45 807	1 439	950	954	17	49 167
Province Sud	121 733	68 180	237	5 501	620	196 271
dont Grand Nouméa	102 538	67 647	89	5 250	605	176 129
Nouvelle-Calédonie	183 871	69 619	2 939	6 632	642	263 703
Part	69,7	26,4	1,1	2,5	0,2	100

Évolution des résidences principales selon le statut d'occupation [1]

	Propriétaire	Locataire	Logé gratuitement	Total
1996				
Nombre	30 853	14 957	5 687	51 497
%	59,9	29,1	11,0	100
2004				
Nombre	39 178	19 995	5 172	64 345
%	60,9	31,1	8,0	100
2009				
Nombre	45 076	22 674	4 887	72 637
%	62,1	31,2	6,7	100
2014				
Nombre	50 679	29 217	5 167	85 063
%	59,6	34,3	6,1	100

Unités : nombre, %

Résidences principales selon le statut d'occupation du ménage en 2014 [1]



Résidences principales selon le statut d'occupation du ménage par province et type de construction en 2014 [1]

	Propriétaire	Locataire		Logé gratuitement	Total
		Bailleur social	Bailleur privé		
Province des îles Loyauté	4 244	7	257	203	4 711
Maison	3 715	7	246	188	4 156
Appartement	-	-	-	-	-
Case mélanésienne	463	-	9	13	485
Construction provisoire, cabane	65	-	1	1	67
Bateau	1	-	1	1	3
Province Nord	11 112	519	1 419	1 208	14 258
Maison	10 387	333	1 185	1 077	12 982
Appartement	80	186	220	70	556
Case mélanésienne	348	-	3	18	369
Construction provisoire, cabane	290	-	11	43	344
Bateau	7	-	-	-	7
Province Sud	35 323	10 985	16 030	3 756	66 094
Maison	27 709	1 855	4 806	2 316	36 686
Appartement	6 082	9 125	11 156	1 014	27 377
Case mélanésienne	73	1	4	8	86
Construction provisoire, cabane	1 142	4	55	416	1 617
Bateau	317	-	9	2	328
Nouvelle-Calédonie	50 679	11 511	17 706	5 167	85 063
Maison	41 811	2 195	6 237	3 581	53 824
Appartement	6 162	9 311	11 376	1 084	27 933
Case mélanésienne	884	1	16	39	940
Construction provisoire, cabane	1 497	4	67	460	2 028
Bateau	325	-	10	3	338

Unité : nombre

Population des résidences principales selon le statut d'occupation du ménage par province en 2014 [1]

	Propriétaire	Locataire		Logé gratuitement	Total
		Bailleur social	Bailleur privé		
Province îles Loyauté	16 920	10	733	602	18 265
Province Nord	40 032	1 659	3 842	3 634	49 167
Province Sud	110 383	35 904	39 213	10 771	196 271
dont Grand Nouméa	94 573	35 456	37 250	8 850	176 129
Nouvelle-Calédonie	167 335	37 573	43 788	15 007	263 703

Unité : habitant

7.3 Éléments de confort

Caractéristiques des résidences principales par province en 2014 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Résidences principales	4 711	14 258	66 094	59 586	85 063
Surface du logement					
Moins de 40 m ²	1 978	4 795	9 107	7 669	15 880
De 40 à moins de 80 m ²	1 581	4 161	23 108	21 155	28 850
De 80 à moins de 120 m ²	768	3 873	23 357	21 319	27 998
De 120 à moins de 160 m ²	228	898	6 150	5 556	7 276
160 m ² ou plus	156	531	4 372	3 887	5 059
Nombre de pièces					
1	734	1 213	4 049	3 747	5 996
2	896	2 217	10 469	9 629	13 582
3	1 258	3 369	16 803	15 053	21 430
4	980	4 037	21 159	19 146	26 176
5	543	2 117	9 345	8 358	12 005
6 et plus	300	1 305	4 269	3 653	5 874
Nbre moyen de pièces	3,2	3,6	3,6	3,5	3,5
Nbre moyen de personnes par pièces	1,2	1,0	0,8	0,8	0,9

Unité : nombre

Éléments de confort des résidences principales selon la province en 2014 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Alimentation en eau	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Eau courante	79,7	91,0	97,2	97,6	95,2
Point d'eau individuel (a)	19,2	5,1	1,3	0,8	2,9
Point d'eau collectif	1,2	3,9	1,5	1,6	1,9
Installations sanitaires	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Baignoire ou douche intérieure	84,7	92,8	99,0	99,1	97,1
Pas de baignoire ou douche à l'intérieur	15,3	7,2	1,0	0,9	2,9
Localisation des WC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
WC à l'intérieur	70,0	88,1	98,7	99,1	95,3
Pas de WC à l'intérieur	30,0	11,9	1,3	0,9	4,7
Mode d'éclairage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Réseau général	94,4	89,7	96,7	97,3	95,4
Groupe électrogène	1,3	4,0	2,0	1,8	2,3
Panneaux solaires	1,1	2,4	0,5	0,3	0,9
Lampe à pétrole	3,3	3,9	0,8	0,6	1,5
Autre	1,2	4,3	1,0	0,8	1,6

(a) À l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

Unité : %

Évolution de quelques éléments de confort des résidences principales [1]

	2004 r	2009	2014
Eau courante	86,8	91,6	95,2
Connexion au réseau général électrique	93,2	94,4	95,4
Baignoire ou douche à l'intérieur	79,7	86,3	97,1
WC à l'intérieur	79,1	85,9	95,3

Unité : %

Évolution de quelques éléments de confort dans les principaux types de résidence principale [1]

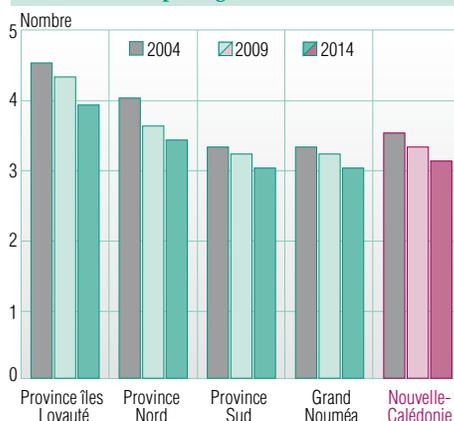
	Eau courante ou point d'eau individuel (a)		Connexion au réseau général électrique		WC à l'intérieur	
	2009	2014	2009	2014	2009 (b)	2014
Maison	96,9	98,5	95,8	96,0	85,5	94,8
Appartement	99,8	99,2	99,7	99,8	98,6	99,8
Case mélanésienne	84,1	94,9	76,8	77,2	11,0	45,2
Construction provisoire	85,2	77,4	35,5	32,5	31,9	72,0
Bateau	67,2	69,5	65,5	57,7	94,1	89,9

(a) À l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

(b) À l'intérieur du logement.

Unité : %

Évolution du nombre de personnes par logement [1]



Évolution de quelques éléments de confort des résidences principales selon la province [1]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	2009	2014	2009	2014	2009	2014	2009	2014
Eau courante ou point d'eau individuel (a)	95,8	98,8	90,6	96,1	98,4	98,5	96,9	98,1
Connexion au réseau général électrique	93,4	94,4	86,8	89,7	96,2	96,7	94,4	95,4
Baignoire ou douche intérieure	48,5	84,7	61,5	92,8	94,4	99,1	86,3	97,1
WC (b)	46,2	70,1	61,1	88,1	94,2	98,7	85,9	95,3

(a) À l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

(b) À l'intérieur du logement en 2009.

Unité : %

Principales caractéristiques des demandes en logement déposées à la Maison de l'Habitat [4]

	2011	2012	2013	2014
Ensemble des demandes	6 654	7 120	7 191	6 981
Type de logement recherché				
location avec ou sans accession	5 152	5 465	5 607	5 530
F3 ou F4	4 398	4 643	4 826	4 630
Commune				
Nouméa	4 064	4 179	4 170	3 685
Tranches d'âge du chef de ménage				
18 à 25 ans	880	1 165	1 264	1 163
31 à 40 ans	2 278	2 292	2 218	2 112
Taille du ménage				
4 occupants ou moins	5 312	5 816	5 923	5 713

Unité : nombre

Evolution du parc de logements* par commune [1 à 3]

	2011	2012	2013	2014
Nouméa	8 867	8 919	9 145	9 246
Dumbéa	1 930	2 338	2 529	2 753
Le Mont-Dore	430	492	565	695
Païta	150	171	212	225
Autres communes	665	761	842	898
Nouvelle-Calédonie	12 042	12 681	13 293	13 817

* Le parc contient des logements aidés et très aidés, et des logements intermédiaires.

Unité : nombre

Évolution du parc de logements* par principaux opérateurs sociaux [1 à 3]

	2011	2012	2013	2014
SIC	9 305	9 695	9 962	10 239
FSH	1 494	1 622	1 863	2 049
SEM AGGLO	1 243	1 364	1 468	1 529
Nouvelle-Calédonie	12 042	12 681	13 293	13 817

* Le parc contient des logements aidés et très aidés, et des logements intermédiaires.

Unité : nombre

Évolution de l'attribution des aides au logement [2]

	2011 (a)	2012	2013	2014
Nombre de dossiers	4 450	5 764	6 581	7 539
Montant moyen de l'aide versée, par famille et par mois (F.CFP)	31 853	32 665	34 373	35 758
Montant total des aides versées (millions F.CFP)	1 701	2 259	2 714	3 235

(a) nouveaux critères d'attribution en 2011.

Unités : nombre, F.CFP, million de F.CFP

Locataires par type de bailleur et par province en 2014 [5]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Bailleur social (a)					
Nombre de logements		7	519	10 985	10 815
Nombre d'individus		10	1 659	35 904	35 456
Bailleur privé					
Nombre de logements		257	1 419	16 030	15 301
Nombre d'individus		733	3 842	39 213	37 250
Total					
Nombre de logements		264	1 938	27 015	26 116
Nombre d'individus		743	5 501	75 117	72 706

(a) Quel que soit le type de logement occupé (aidé, intermédiaire, etc.).

Unité : nombre

7.5 Financement du logement

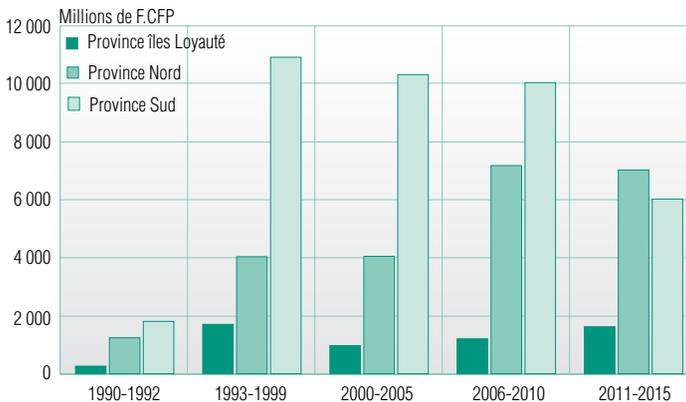
Dotations* en faveur de l'habitat social inscrites dans les différents contrats de développement État/provinces [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Total provinces
Contrat de développement 1990-1992	261	1 236	1 800	3 297
État	188	618	900	1 706
Provinces	73	618	900	1 591
Contrat de développement 1993-1997 (et avenants 1998-1999)	1 697	4 020	10 872	16 589
État	1 019	2 805	5 994	9 818
Provinces	678	1 215	4 878	6 771
Contrat de développement 2000-2004 (et avenant 2005)	966	4 034	10 274	15 274
État	580	3 227	5 137	8 944
Provinces	386	807	5 137	6 330
Contrat de développement 2006-2010	1 200	7 150	10 000	18 350
État	960	5 720	5 000	11 680
Provinces	240	1 430	5 000	6 670
Contrat de développement 2011-2015	1 615	7 000	6 000	14 615
État	1 292	5 600	4 500	11 392
Provinces	323	1 400	1 500	3 223
Total contrats de développement	5 739	23 440	38 946	68 125
État	4 039	17 970	21 531	43 540
Provinces	1 700	5 470	17 415	24 585

* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

Unité : million de F.CFP

Dotations* inscrites dans les différents contrats de développement État/provinces en faveur de l'habitat social par province bénéficiaire[1]



* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

Dotations* en faveur de l'habitat social inscrites dans les contrats de ville et d'agglomération [1]

	Mesures visées	Financement			Total
		État	Communes (a)	Province Sud	
Contrat de ville 1993-1999	Construction logements aidés, participation charges foncières logements aidés, réhabilitation logements sociaux et résorption de l'habitat insalubre ; acquisitions et viabilisations foncières, logements d'insertion	4 943	1 006	2 545	8 494
Contrat d'agglomération 2000-2005	Acquisitions et viabilisations foncières, résorption de l'habitat insalubre et logements d'insertion	4 083	3 764	1 763	9 610
Contrat d'agglomération 2006-2010 (b)	Action logement	787	941	377	2 105
Contrat d'agglomération 2011-2015	Mission de coordination de la résorption de l'habitat dégradé ou insalubre	22	23	15	60
Ensemble		9 835	5 733	4 700	20 269

* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

Unité : million de F.CFP

(a) Nouméa pour le contrat de ville, les quatre communes du Grand Nouméa pour le contrat d'agglomération.

(b) Montants engagés.

Répartition des compétences de l'enseignement entre les différentes collectivités de la Nouvelle-Calédonie au 1^{er} janvier 2013 [1]

	État	Nouvelle-Calédonie	Provinces	Communes
1^{er} degré				
Public		1-mise en place des programmes d'enseignement 2-contrôle et accompagnement pédagogique des maîtres Ces compétences s'exercent de façon transversale pour le public et le privé 3-documentation pédagogique 4-formation des maîtres	1-carte scolaire 2-gestion et affectation des personnels enseignants 3-adaptation des programmes aux réalités culturelles et linguistiques 4-aides à la scolarité (bourses) 5-santé scolaire par délégation de l'État 6-transports scolaires	1-construction et entretien des bâtiments scolaires 2-fonctionnement des écoles et des cantines dont le personnel non enseignant 3-transports scolaires
Privé	1-gestion et prise en charge des personnels enseignants des établissements sous contrat	1-signature des contrats avec les établissements d'enseignement privé 2-participation via la garantie d'emprunt aux programmes de rénovation et de mise aux normes des bâtiments	1-prise en charge des personnels et du fonctionnement des internats, cantines, et classes préélémentaires... 2-participation aux programmes de rénovation et de mises aux normes des bâtiments	1-prise en charge du forfait d'externat pour les classes des cycles 2 et 3 des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association
2nd degré				
Compétence générale	1-collation et délivrance des titres et diplômes 2-programmes d'enseignement, contrôle pédagogique 3-évaluation du système éducatif 4-prise en charge et gestion des personnels de l'éducation nationale 5-formation initiale et continue des enseignants	1-carte scolaire et carte des formations 2-tutelle des établissements d'enseignement publics transférés à la NC 3-orientation des élèves 4-répartition de la dotation horaire globale (moyens en personnels) entre les établissements d'enseignement publics et privés 5-évaluation du système éducatif 6-santé scolaire 7-transports scolaires		
Collèges et lycées publics		1-construction et entretien des lycées 2-fonctionnement des lycées 3-vie scolaire	1-construction et entretien des collèges 2-fonctionnement des collèges 3-transports scolaires 4-attribution des aides à la scolarité	
Collèges et lycées privés	1-gestion et prise en charge des personnels enseignants des établissements sous contrat	1-signature des contrats d'association 2-attribution des moyens de fonctionnement matériels et personnels non enseignants 3-signature et contrôle de l'exécution des contrats 4-participation, via la garantie d'emprunt et des subventions, à la rénovation et à la mise aux normes des bâtiments et installations, des internats et des cantines	1-attribution des aides à la scolarité 2-prise en charge des personnels des internats et des cantines 3-participation au fonctionnement 4-participation, sur financements de l'État et sur fonds propres (CD) à la rénovation et à la mise aux normes des bâtiments et installations, des internats et des cantines	

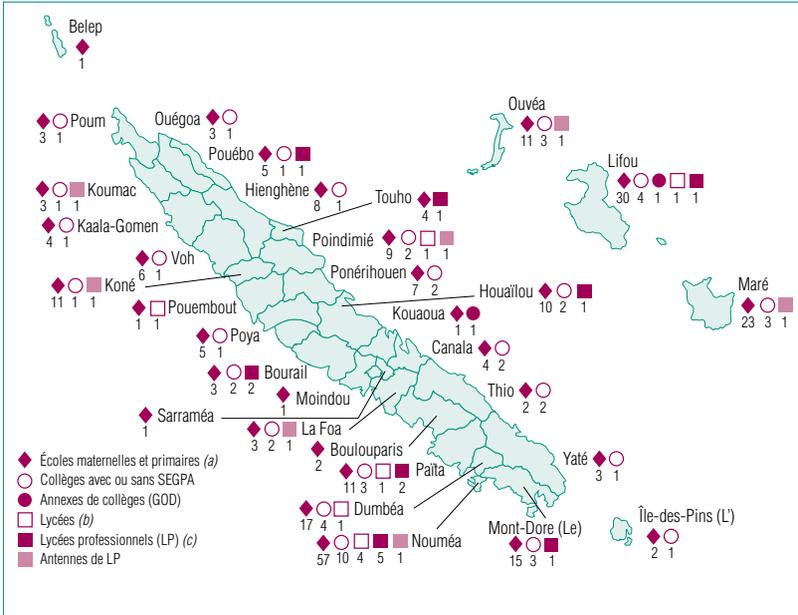
Organisation des cycles d'enseignement en Nouvelle-Calédonie [2]

NIVEAU	CYCLES (a)	ÉTABLISSEMENTS	DIPLÔMES
1^{er} DEGRÉ	Pré-élémentaire <i>(sections maternelles des petits, moyens, grands)</i>	Écoles maternelles <i>(et certaines écoles primaires)</i>	///
	Élémentaire <i>(CP, CE1, CE2, CM1, CM2)</i>	Écoles primaires	///
2nd DEGRÉ	1 ^{er} cycle <i>(de la 6^e à la 3^e)</i>	Collèges et GOD <i>(sauf exception, les GOD ne vont pas jusqu'à la 3^e)</i>	Diplôme National du Brevet <i>(série collège)</i>
	1 ^{er} cycle de détermination <i>(4^e et 3^e)</i>	Lycées Professionnels et Antennes de Lycée Professionnel	Diplôme National du Brevet <i>(série professionnelle, en 3^e DP6)</i> ou Certificat de Formation Générale <i>(3^e d'insertion)</i>
	1 ^{er} cycle d'Enseignement Général Professionnel Adapté	SEGPA et classes SEGPA	Certificat de Formation Générale
	2 nd cycle Général et 2 nd cycle Technologique <i>(de la seconde à la terminale, cycle en 3 ans)</i>	Lycées	Baccalauréat général et Baccalauréat technologique
	2 nd cycle professionnel <i>Soit cycle court en 2 ans après la 3^e, Soit cycle long en 3 ans après la 3^e, Soit MC en 1 an après le CAP ou le bac pro</i>	Lycées Professionnels et Antennes de Lycée Professionnel	CAP, Baccalauréat professionnel, Mention Complémentaire
SUPÉRIEUR	Formations universitaires (b)	Université de Nouvelle-Calédonie	DEUST, Licence, Master, Doctorat
	Formations d'enseignants	IFM-NC, ENEP	Diplôme d'instituteur
		IUFM du Pacifique	CAPE, CAPES, CAPLP2
	Classes Supérieures des Lycées <i>(préparation aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs, études comptables et financières)</i>	Lycées	Brevet de Techniciens Supérieurs (BTS), Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG)
	Autres	IFPSS	Diplôme d'infirmière
CCI		BTS en alternance	
EGC		Diplôme EGC	

(a) À l'intérieur des cycles d'enseignement, la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans. (b) L'UNC propose aussi des formations considérées comme "formation continue" : le diplôme d'accès aux études universitaires, la capacité en droit, le DU préparation aux concours B de la fonction publique, la Licence Administration Publique (avec l'IPAG de Poitiers), le DEUG Enseignement du premier degré et un Master Développement et Aménagement du territoire.

8.2 Établissements scolaires

Répartition des établissements scolaires publics et privés des 1^{er} et 2nd degrés à la rentrée 2015 [1]



(a) Y compris les maternelles autonomes, les écoles primaires avec cycles pré-élémentaires intégrés, les écoles primaires avec enseignement spécial, les écoles à classe unique et les écoles avec cycle incomplet. (b) Dont Lycée Polyvalent agricole de Pouembout (Ministère de l'Agriculture) et Lycée Polyvalent des îles. (c) Dont Lycée Professionnel agricole de Houaïlou (Do Néva*/ASEE) relevant du Ministère de l'Agriculture.

Répartition des établissements scolaires publics et privés des 1^{er} et 2nd degrés à la rentrée 2015 [1]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
1 ^{er} degré (a)	41	23	47	38	97	20	185	81
2 nd degré (b)	8	6	17	9	29	16	54	31
1 ^{er} cycle								
Collèges	4	6	10	7	21	7	35	20
dont avec SEGPA (ou SES)	2	-	4	1	7	1	13	2
annexes de collèges (GOD)	1	-	1	-	-	-	2	-
2 ^e cycle (c)								
Lycées (d)	1	-	2	-	3	3	6	3
Lycées Professionnels (hors ALP) (d)	1	-	2	2	3	6	6	8
Antennes de Lycée Prof. (ALP)	2	-	3	-	2	-	7	-
Total	49	29	64	47	126	36	239	112

(a) Y compris les établissements privés hors contrat à Nouméa.

(b) Uniquement le privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

(c) Y compris les deux établissements relevant du Ministère de l'Agriculture.

(d) Avec double comptes : les lycées qui font à la fois général et professionnel sont comptés deux fois.

Unité : nombre

Évolution de la répartition des établissements scolaires publics et privés* [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1 ^{er} degré	288	286	279	269	267	264	266
public	198	201	194	184	183	182	185
privé (a)	90	85	85	85	84	82	81
2 nd degré	73	76	77	77	73	78	75
public	37	40	41	42	40	43	41
privé (b)	36	36	36	35	33	35	34
Total	361	362	356	346	340	342	341
public	235	241	235	226	223	225	226
privé	126	121	121	120	117	117	115

* Hors enseignement supérieur et sans double comptes.

(a) Y compris les établissements privés hors contrat à Nouméa.

(b) Uniquement le privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

Unité : nombre

Formation des enseignants en Nouvelle-Calédonie [1 et 2]

	Titulaires du Baccalauréat		Titulaires d'un master	
	IFM-NC (Concours d'entrée)	ENEP (Concours d'entrée)	IUFM du Pacifique (Admission sur dossier)	
	PREMIÈRE ANNÉE	École, première année	École, première année	Année de préparation au concours Inscription et passage du concours (PE ou CAPES)
DEUXIÈME ANNÉE	École, deuxième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	École, deuxième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	Si réussite au concours, année de formation professionnelle, avec statut de fonctionnaire stagiaire rémunéré	
TROISIÈME ANNÉE	École, troisième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	École, troisième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	///	///
STATUT	Instituteurs du cadre territorial, dans le public	Instituteurs dans le privé	Titularisation comme fonctionnaire	
			Pour les professeurs des écoles (PE), statut de fonctionnaire territorial en Nouvelle-Calédonie	Pour les professeurs du second degré (CAPES), statut de fonctionnaire d'État ou territorial en Métropole ou Outre-Mer

Évolution des effectifs* enseignants chargés de classes des 1^{er} et 2nd degrés [3]

	2005	2007	2009	2011	2013	2015
1 ^{er} degré (a)	1 883	1 958	1 966	1 961	1 939	1 954
public	1 371	1 445	1 459	1 480	1 462	1 448
privé (b)	512	513	507	481	477	506
2 nd degré	2 681	2 758	2 763	2 814	2 773	2 750
public	1 733	1 802	1 800	1 813	1 824	1 819
privé (b)	948	956	963	1 001	949	931
Total	4 564	4 716	4 729	4 775	4 712	4 704
public	3 104	3 247	3 259	3 293	3 286	3 267
privé (b)	1 460	1 469	1 470	1 482	1 426	1 437

* Il s'agit du nombre de postes disponibles (un poste pouvant être occupé par plusieurs personnes).

Unité : nombre

(a) Hors postes communaux.

(b) Uniquement le privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

Répartition des emplois* de personnel enseignant, d'encadrement et ATOSS à la rentrée 2015 [3]

	Premier degré		Second degré		Supérieur (a)	Total
	Public	Privé	Public	Privé	Public	
Emplois d'enseignant	1 448	506	1 819	931	91	4 795
Emplois d'encadrement (b)	87	24	402	59	-	572
Emplois ATOSS et assimilés (c)	-	-	755	-	84	839
Total	1 535	530	2 976	990	175	6 206

* Il s'agit du nombre de postes et non de personnes.

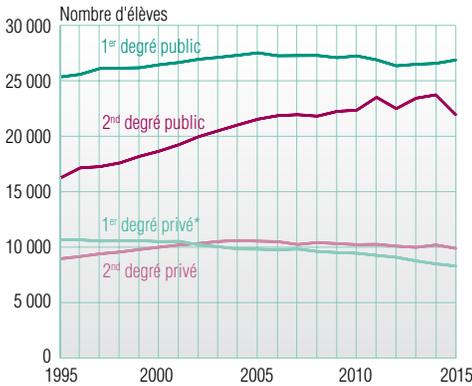
Unité : nombre

(a) Dans le supérieur les fonctions d'encadrement sont assurées par des personnels BIATOSS et des enseignants. (BI = Bibliothèque et Ingénieurs)

(b) Encadrement d'établissements, CPE

(c) ATOSS : Administratif, Technique, Ouvrier, Social et de Santé (hors informatique).

Évolution de la population scolaire par niveau et secteur [1]



* Y compris dans les établissements privés hors contrats.

Évolution des effectifs en classe CLIS* [1]



* CLIS : classe d'intégration scolaire.

Population scolaire par niveau et province à la rentrée 2015 [1]

	Public	Privé	Total
Province îles Loyauté	2 905	2 346	5 251
1 ^{er} degré dont :	1 791	1 249	3 040
Pré-élémentaire	655	411	1 066
Élémentaire	1 133	838	1 971
Éducation spécialisée	3	-	3
2 nd degré dont :	1 114	1 097	2 211
Général et technologique (b)	979	1 097	2 076
Professionnel	135	-	135
Province Nord	8 214	3 869	12 083
1 ^{er} degré dont :	4 661	2 393	7 054
Pré-élémentaire	1 774	914	2 688
Élémentaire	2 853	1 479	4 332
Éducation spécialisée	34	-	34
2 nd degré (c) dont :	3 553	1 476	5 029
Général et technologique (b)	3 068	1 185	4 253
Professionnel	485	291	776
Province Sud	37 611	11 881	49 492
1 ^{er} degré dont :	20 373	4 607	24 980
Pré-élémentaire (a)	7 359	1 725	9 084
Élémentaire	12 803	2 882	15 685
Éducation spécialisée	211	-	211
2 nd degré (c) dont :	17 238	7 274	24 512
Général et technologique (b)	14 671	4 232	18 903
Professionnel	2 567	3 042	5 609
Nouvelle-Calédonie	48 730	18 096	66 826
1 ^{er} degré dont :	26 825	8 249	35 074
Pré-élémentaire (a)	9 788	3 050	12 838
Élémentaire	16 789	5 199	21 988
Éducation spécialisée	248	-	248
2 nd degré (c) dont :	21 905	9 847	31 752
Général et technologique (b)	18 718	6 514	25 232
Professionnel	3 187	3 333	6 520

(a) Y compris trois établissements privés hors contrat pour le primaire.

Unité : élève

(b) Y compris les effectifs des Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté.

(c) Y compris les effectifs de l'enseignement agricole (public et privé).

Évolution de la population scolaire par province [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Province îles Loyauté	6 407	6 276	6 039	5 819	5 632	5 457	5 251
Province Nord	12 934	12 836	12 712	12 126	12 246	12 426	12 083
Province Sud	49 624	49 978	50 969	49 987	50 583	50 908	49 492
Nouvelle-Calédonie	68 965	69 090	69 720	67 932	68 461	68 791	66 826

Unité : nombre

Évolution de la scolarisation des enfants en situation d'handicap* par province [2]

	2010	2011	2012	2013	2014	2015**
Province îles Loyauté						
Handicapés (a)	91	86	83	82	75	86
Scolarisés (b)	85	81	76	76	66	77
Bénéficiaire d'une AVS individuelle (c)	17	16	13	20	20	20
Province Nord						
Handicapés (a)	180	182	181	184	201	213
Scolarisés (b)	148	159	166	170	179	192
Bénéficiaire d'une AVS individuelle (c)	32	28	30	31	30	38
Province Sud						
Handicapés (a)	792	778	799	820	864	904
Scolarisés (b)	618	635	649	688	731	754
Bénéficiaire d'une AVS individuelle (c)	158	164	181	193	179	194
Nouvelle-Calédonie						
Handicapés (a)	1 063	1 046	1 063	1 086	1 140	1 203
Scolarisés (b)	851	875	891	934	976	1 023
Bénéficiaire d'une AVS individuelle (c)	207	208	224	244	229	252

* Les enfants fréquentant un établissement médico-social ou une autre structure spécialisée pour l'accueil du jour ne sont pas pris en compte.

Unité : nombre

** Effectifs au 31/08/2015.

(a) Enfants reconnus handicapés par la CEJH avec un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50%.

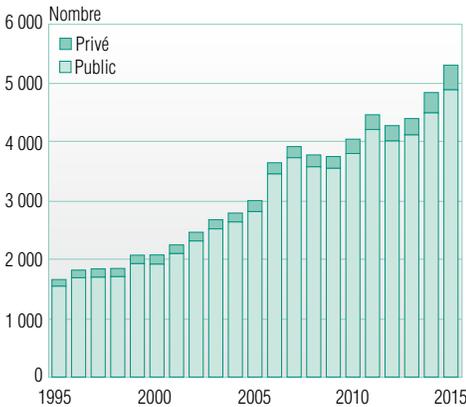
(b) Enfants fréquentant un établissement scolaire (écoles primaires, collèges, lycée, université).

(c) Auxiliaire de vie scolaire.

8-ENSEIGNEMENT

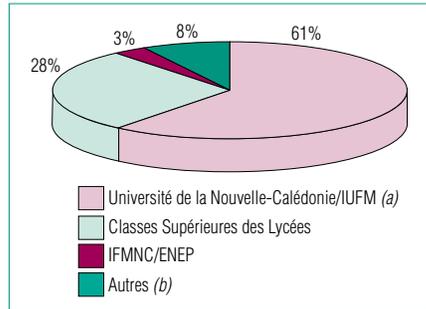
8.5 Enseignement supérieur

Évolution du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur dispensé en Nouvelle-Calédonie [1 à 6]



NB : Hors IFPSS pour 2011 et 2012.

Répartition des étudiants de Nouvelle-Calédonie à la rentrée 2015 [1 à 3, 5 et 6]



(a) Pour l'UNC il s'agit du nombre d'inscriptions ; un étudiant peut être inscrit dans plusieurs filières et être ainsi comptabilisé plusieurs fois.

(b) EGC + CCI + IFPSS

Enseignement supérieur dispensé en Nouvelle-Calédonie [1 à 6]

Formation universitaire/Université de Nouvelle-Calédonie

Licence (a)

Master (b)

Doctorat

Premier Cycle d'Études Médicales (PCEM1)

Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques (DEUST)

Formation des enseignants/Instituts de formation des maîtres

Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFM-NC)

École Normale des Enseignements Privés (ENEP)

Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique (IUFM)

Classes supérieures des lycées et CCI

Sections de Techniciens Supérieurs (STS)

Classe Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE)

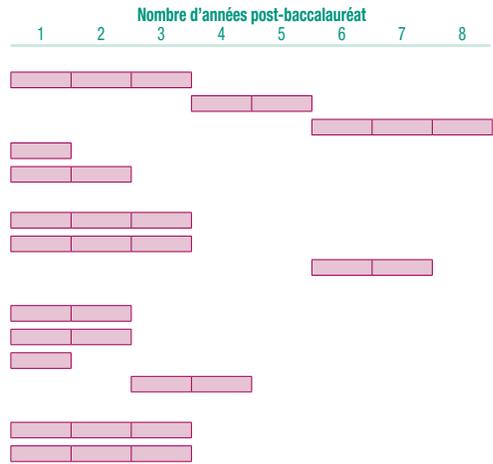
Diplôme de Préparation aux Études Comptables et Financières (DPECF)

Diplôme d'Études Comptables et Financières (DECF)

École de commerce/École d'infirmiers

École de Gestion et de Commerce (EGC)

Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales (IFPSS)



(a) Filières "Droit, Économie, Gestion", "Sciences et techniques", "Lettres, langues et sciences humaines".

(b) Filière "Lettres, langues et sciences humaines".

8.6 Examens et diplômes

Population de 14 ans et plus, selon le sexe et le diplôme le plus élevé atteint par province de résidence en 2009 [1]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	5 194	100,0	15 396	100,0	61 963	100,0	82 553	100,0
Aucun diplôme	2 148	41,1	6 936	45,1	13 965	22,5	23 049	27,9
Certificat	488	9,4	1 617	10,5	5 200	8,4	7 305	8,8
BEPC/DNB	639	12,3	1 166	7,6	5 393	8,7	7 198	8,7
CAP BEP	1 232	23,7	3 603	23,4	15 427	24,9	20 262	24,5
BAC	417	8,0	1 036	6,7	9 799	15,8	11 252	13,6
1 ^{er} cycle universitaire	129	2,5	467	3,0	5 131	8,3	5 727	6,9
2, 3 ^e cycle universitaire	141	2,7	571	3,7	7 048	11,4	7 760	9,4
Femmes	5 155	100,0	13 998	100,0	61 042	100,0	80 195	100,0
Aucun diplôme	2 643	51,3	5 927	42,3	13 911	22,8	22 481	28,0
Certificat	390	7,6	1 452	10,4	6 303	10,3	8 145	10,2
BEPC/DNB	640	12,4	1 435	10,3	6 078	10,0	8 153	10,2
CAP BEP	797	15,5	2 677	19,1	11 460	18,8	14 934	18,6
BAC	475	9,2	1 498	10,7	10 823	17,7	12 796	16,0
1 ^{er} cycle universitaire	111	2,2	570	4,1	6 220	10,2	6 901	8,6
2, 3 ^e cycle universitaire	99	1,9	439	3,1	6 247	10,2	6 785	8,5
Ensemble	10 349	100,0	29 394	100,0	123 005	100,0	162 748	100,0
Aucun diplôme	4 791	46,3	12 863	43,8	27 876	22,7	45 530	28,0
Certificat	878	8,5	3 069	10,4	11 503	9,4	15 450	9,5
BEPC/DNB	1 279	12,4	2 601	8,8	11 471	9,3	15 351	9,4
CAP BEP	2 029	19,6	6 280	21,4	26 887	21,9	35 196	21,6
BAC	892	8,6	2 534	8,6	20 622	16,8	24 048	14,8
1 ^{er} cycle universitaire	240	2,3	1 037	3,5	11 351	9,2	12 628	7,8
2, 3 ^e cycle universitaire	240	2,3	1 010	3,4	13 295	10,8	14 545	8,9

Principaux diplômes délivrés en 2014 [2 à 5]

Diplômes de l'enseignement secondaire	8 781	Licence	202
Certificat de Formation Générale (CFG)	593	dont Sciences et Technologies : Physique, chimie	9
Diplôme National du Brevet (DNB)	3 408	Sciences et Technologies : Mathématiques	11
Certificat et Brevet professionnels	1 949	Sciences pour l'ingénieur	17
dont Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)	858	Sciences et Technologies : Sciences de la vie, de la terre et de l'Environnement	27
Brevets d'Études Professionnelles (BEP)	872	Droit-Economie-Gestion : Droit	32
Mentions complémentaires CAP-BEP	100	Droit-Economie-Gestion : Économie et gestion	18
Brevets Professionnels (BP)	36	Lettres, Langues, Sciences Humaines : Géographie/Histoire	27
Baccalauréat (Bac)	2 831	Lettres, Langues, Sciences Humaines : Langues et cultures régionales, langues océaniques	9
dont général	972	Lettres, Langues, Sciences Humaines : Langues, littératures et civilisation étrangères/anglais	30
technologique	756	Lettres, Langues, Sciences Humaines : Lettres modernes	22
professionnel	1 103	Licence professionnelle	23
Diplômes de l'enseignement supérieur	nd	Master (y compris master métier de l'enseignement)	nd
Brevet de Technicien Supérieur (BTS) (a)	350	Doctorat	14
DEUST	13	Diplôme d'État d'infirmier	60
dont Géosciences appliquées	13	Diplôme d'instituteur (IFMNC)	18
AGAPSC (Animation et Gestion des Activités Physiques, Sportives ou Culturelles)	-	Diplôme de l'EGC (Ecole de Gestion et de Commerce)	30
		Diplôme de la formation professionnelle organisée en réseau (CNAM)	5

(a) Uniquement des établissements sous contrat avec le Vice-Rectorat.

Unité : nombre

Évolution des taux de réussite aux examens du second degré [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Diplôme National du Brevet (DNB)	76,2	80,7	74,5	75,8	77,7	77,8
Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)	79,8	79,3	76,0	77,1	73,3	77,6
Brevet d'Études Professionnelles (BEP)	65,6	68,3	72,7	61,0	68,1	76,0
Baccalauréat (Bac)	79,4	78,8	80,0	74,5	73,4	80,3
général	82,2	82,5	85,6	82,6	85,1	84,3
technologique	74,9	69,5	71,8	71,6	68,9	81,9
professionnel	80,5	84,3	82,0	70,9	66,5	76,1

Unité : %

Résultats du baccalauréat en Nouvelle-Calédonie et en Métropole, session 2014 [2 et 6]

Nouvelle-Calédonie	Présentés		Admis		Taux de réussite (b)		
	Total	% Filles	Total	% Filles	Garçons	Filles	Ensemble
Baccalauréat général	1 153	55,9	972	55,6	84,9	83,9	84,3
Baccalauréat technologique	923	60,6	756	61,2	80,5	82,8	81,9
Baccalauréat professionnel	1 450	51,4	1 103	54,0	72,0	79,9	76,1
France Métropolitaine + DOM							
Baccalauréat général	336 073	///	305 667	///	89,3	92,3	91,0
Baccalauréat technologique (a)	142 455	///	129 210	///	89,8	91,6	90,7
Baccalauréat professionnel (a)	232 190	///	190 773	///	79,0	85,8	82,2

(a) Incluant des séries n'existant pas en Nouvelle-Calédonie. (b) % admis sur présentés.

Unités : nombre, %

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population. [2] Vice-Rectorat. [3] UNC/IUFM. [4] IFM-NC. [5] EGC. [6] Ministère de l'éducation nationale.

Bilan de la formation professionnelle en Nouvelle-Calédonie en 2015* [1]

	Durée en heures	Effectif	Volume en heures	Financement par la Nouvelle-Calédonie
Apprentissage en CFA (a)	///	743	403 464	282
Chambre d'Agriculture (CANC)	///	46	25 992	16
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)	///	289	186 327	142
Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)	///	378	172 740	108
Université de Nouvelle-Calédonie	///	30	18 405	17
Formation professionnelle continue	47 391	1 026	1 529 405	587
Préqualification et qualification	41 138	863	1 449 824	478
Promotion sociale	854	26	12 110	15
Soutenir les initiatives sectorielles	5 399	137	67 471	94
Ensemble	47 391	1 769	1 932 869	869

* Données prévisionnelles. (a) Centre de Formation des Apprentis.

Unités : heure, nombre, million de F.CFP

Évolution de l'obligation de participation des employeurs à la formation professionnelle continue [1]

	2009	2010	2011	2012	2013
Employeurs assujettis (nbre)	902	908	972	1 006	1 089
Salariés (nbre)	38 012	38 745	45 057	47 635	47 327
Stagiaires (nbre)	21 349	10 621	18 380	11 196	11 456
Rapport stagiaires/salariés (%)	56,2	27,4	40,8	23,5	24,2
Montant de la participation des employeurs (millions F.CFP) (a)	909	973	1 142	1 249	1 218
Montant de la formation réalisée (millions F.CFP)	2 078	1 599	2 072	2 326	2 309
Rapport formation réalisée/participation employeurs (%)	2,3	1,6	1,8	1,9	1,9
Participation employeur par salarié (F.CFP)	23 921	25 123	25 346	26 216	25 735
Formation réalisée par salarié (F.CFP)	54 667	41 261	45 986	48 834	48 797

(a) 0,7% de la masse salariale versée.

Bilan de l'obligation de participation des employeurs à la formation professionnelle continue par branche en 2013* [1]

	Effectifs (Nbre)			Montant (millions de F.CFP)		Ratio par salarié (F.CFP)	
	employeurs assujettis	salariés	stagiaires	participation employeurs (a)	formation réalisée	participation employeurs	formation réalisée
Agriculture, chasse, sylviculture	35	826	144	73	13	16 020	15 599
Pêche, aquaculture	6	193	26	4	8	20 055	39 736
Industries extractives	27	2 519	713	52	216	20 566	85 604
Industries diverses (dont métallurgie)	131	7 272	2 857	232	641	31 854	88 099
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	6	981	553	37	126	37 925	128 113
Construction	187	7 632	417	175	120	22 970	15 762
Commerce, réparation d'automobiles et d'articles domestiques	222	6 703	1 070	157	232	23 365	34 685
Hôtels et restaurants	74	2 706	383	46	35	17 044	12 989
Transport et communications	97	4 534	2 130	133	414	29 320	91 310
Activités financières	29	1 767	1 119	69	128	38 988	72 471
Immobilier, locations, services aux entreprises	168	6 913	698	149	185	21 617	26 757
Administration publique	8	928	475	35	54	38 097	57 994
Éducation	7	781	7	21	6	26 960	7 861
Santé et action sociale	46	1 751	441	42	67	23 748	38 014
Services collectifs, sociaux et personnels	46	1 820	423	53	65	29 054	35 910
Ensemble ou moyenne	1 089	47 327	11 456	1 218	2 309	25 735	48 797

* Données provisoires.

(a) 0,7% de la masse salariale versée.

Financement de la formation professionnelle continue par la Nouvelle-Calédonie* [1]

	2013	2014	2015
	Montant total	Montant total	Montant total
Agriculture	76	56	42
Aquaculture	-	-	-
BTP	184	126	70
Commerce	82	37	44
Enseignement	43	-	-
Industrie agroalimentaire	10	-	-
Industries diverses	16	95	57
Mine	298	108	6
Pêche	40	27	38
Production d'énergie	-	-	-
Santé et action sociale	221	132	156
Services rendus aux personnes	14	37	-
Télécommunications	29	-	-
Tourisme	127	72	23
Multi-secteur	27	188	133
Services rendus aux entreprises	39	41	7
Services et administration	-	-	-
Transport	29	46	11
Total	1 234	965	587

* Coûts réels pour 2013 et prévisionnels pour 2014 et 2015.

Unité : million de F.CFP

8.8 Compte de l'éducation

Chiffres clés du compte de l'éducation [1]

	2005	2010
DIE* (millions de F.CFP)	73 726	98 982
Part DIE/PIB	12,3	12,2
Part DIE/PIB France et DOM	6,8	7,0
Croissance annuelle DIE	5,2	6,1
Croissance annuelle PIB	6,3	6,3
Dépense par habitant (F.CFP)	317 400	396 000

* Dépense intérieure d'éducation

Unité : %

Structure de la dépense intérieure d'éducation par niveau en 2010 [1]

	Dépense	Part
Premier degré	29 771	30,1
Second degré	54 589	55,3
Supérieur	5 048	5,1
Formation extrascolaire	9 348	9,5
Total*	98 756	100

Unités : million de F.CFP, %

Dépense* moyenne par élève et par étudiant [1]

	2005	2010
Premier degré	576 400	813 400
Second degré	1 322 700	1 680 200
Supérieur	1 321 300	1 253 000
Total	938 300	1 222 800

* Dépense intérieure d'éducation

Unité : F.CFP

Financement du secteur de l'éducation par financeur initial* [1]

	2005	2010
État	44 319	55 032
Nouvelle-Calédonie	4 113	6 173
Province îles Loyauté	2 589	4 061
Province Nord	4 884	7 860
Province Sud	10 316	14 494
Communes	4 147	6 586
Autres administrations publiques	211	225
Administrations publiques	70 578	94 431
Entreprises	1 066	1 408
Ménages	2 081	3 142
Total	73 726	98 982

* Avant transferts, notamment de l'État aux provinces, et bourses des administrations aux ménages.

Unité : million de F.CFP

Financement* des activités d'éducation et des achats de biens et services liés en 2010 [1]

	1 ^{er} degré		Enseignement scolaire Supérieur / recherche		Formation extra-scolaire Prof. Continue		Autres	Total
	2 nd degré	Autres (a)	Formation Prof. Continue	Autres				
État	3 874	40 541	2 602	44	1 100	21		
Nouvelle-Calédonie	83	75	1 471	447	2 357	40		
Province îles Loyauté	1 406	488	31	-	183	15		
Province Nord	2 593	1 062	26	77	743	84		
Province Sud	9 046	1 863	45	91	345	6		
Communes	5 277	-	-	30	53	-		
Autres administrations publiques	-	-	6	88	131	-		
Administrations publiques	22 280	44 030	4 181	777	4 912	166		
Entreprises	-	-	-	222	1 059	-		
Ménages	125	195	75	41	27	1 749		
Total	22 404	44 225	4 256	1 040	5 998	1 915		

	Activités annexes			Biens et services liés			Divers	Total
	Cantines et internats	Administration générale	Autres (b)	Transport scolaire	Fournitures	Autres		
État	11	2 743	610	-	-	-	32	51 579
Nouvelle-Calédonie	-	1 205	58	-	-	-	655	6 392
Province îles Loyauté	1 215	307	43	56	-	-	84	3 830
Province Nord	2 219	461	114	58	-	-	-	7 438
Province Sud	1 603	572	240	120	5	117	83	14 136
Communes	1 085	-	-	1 058	207	-	-	7 709
Autres administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	225
Administrations publiques	6 134	5 288	1 065	1 293	212	117	854	91 309
Entreprises	-	-	6	-	-	-	-	1 286
Ménages	2 957	-	11	116	1 090	-	-	6 386
Total	9 091	5 288	1 082	1 409	1 302	117	854	98 982

* Dépenses des financeurs finals, c'est-à-dire après transferts.

(a) Apprentissage + enseignement artistique

(b) orientation + médecine scolaire + documentation pédagogique

Unité : million de F.CFP

9-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

9.1 Consommation des ménages

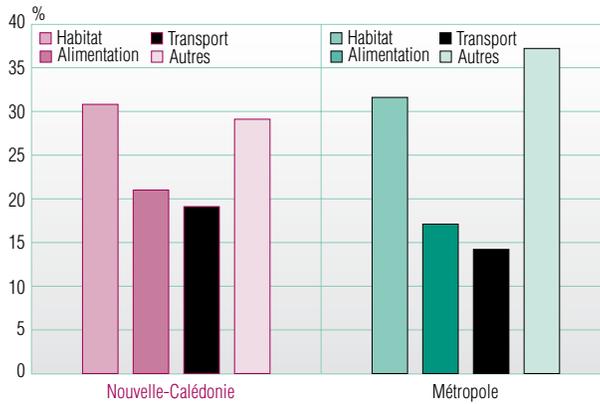
Structure de la dépense monétaire mensuelle moyenne d'un ménage en 2008, par comparaison avec 1991 [1]

	1991	2008		Écart en points
	%	Montant	%	
Habitat	24,7	105 460	30,8	6,1
Logement (loyers, charges, petits travaux et assurance)	10,1	47 100	13,8	3,7
Équipement du logement	5,6	20 940	6,1	0,5
Impôts fonciers	0,5	830	0,2	-0,3
Crédits immobiliers	5,1	25 890	7,6	2,5
Gros travaux du logement	3,4	10 700	3,1	-0,3
Alimentation, alcool, restauration	25,9	71 980	21	-4,9
Produits alimentaires (yc boissons non alcoolisées)	21,5	56 700	16,6	-4,9
Alcool	2	5 200	1,5	-0,5
Restauration (yc cantines et gamelles)	2,4	10 080	2,9	0,5
Transport et frais annexes	14,2	65 590	19,1	4,9
Achat de véhicules (a)	8,8	31 860	9,3	0,5
Carburants lubrifiants	4,1	12 230	3,6	-0,5
Service de transport	0,5	8 170	2,5	2
Entretien du véhicule et frais d'utilisation (assurance, vignette ...)	0,8	13 330	3,7	2,9
Autres dépenses	35,2	99 770	29,1	-6,1
Dépense monétaire totale	100	342 800	100	///

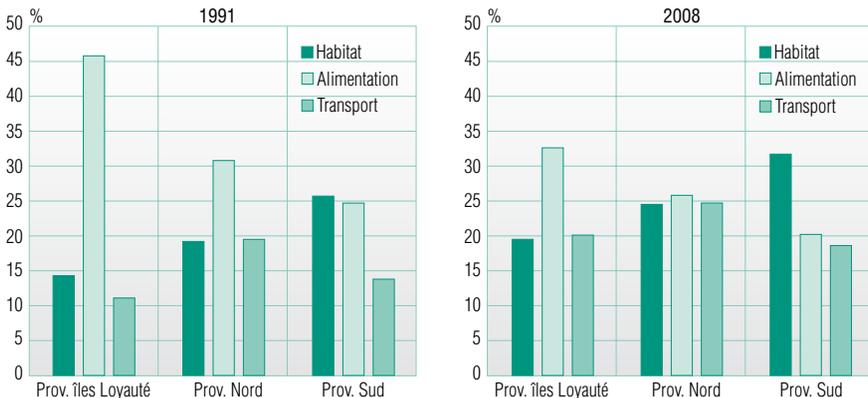
(a) Automobiles, motocycles et autres véhicules.

Unités : FCFP, %

Comparaison de la structure de la dépense monétaire en Nouvelle-Calédonie et en Métropole [1 et 2]



Évolution des trois principaux pôles de dépenses par province [1]



9.2 Dépenses des ménages

Dépense monétaire mensuelle moyenne d'un ménage par province de résidence en 2008 [1]

	Prov. îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
Alimentation, alcool, restauration	42 360	43 870	80 970	71 970
Habitation	25 440	41 600	127 120	105 460
Transports et frais annexes	26 110	41 980	74 520	65 580
Autres	36 100	42 660	118 390	99 770
Total	130 010	170 100	401 000	342 780

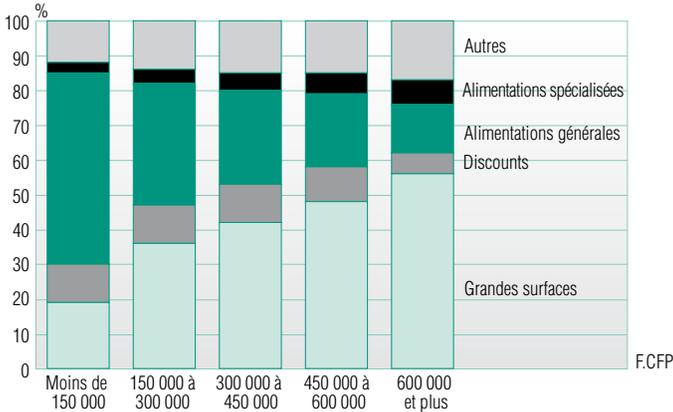
Unité : F.CFP

Dépenses monétaires mensuelle moyenne selon la CSP du chef de ménage [1]

	2008
Chômeur, inactif	156 390
Agriculteur	156 960
Ouvrier	262 610
Retraité	304 730
Employé	309 930
Artisan, commerçant	473 250
Profession intermédiaire	506 920
Cadre supérieur	697 620
Total	342 780

Unité : F.CFP

Répartition des lieux d'achats selon le revenu mensuel des ménages [1]



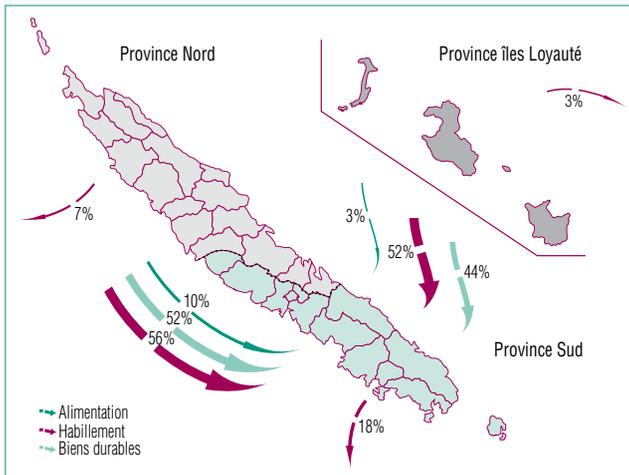
Dépense mensuelle moyenne consacrée à l'habitat* selon le statut d'occupation [1]

	Propriétaire avec crédit	Propriétaire sans crédit	Locataire	Logé gratuitement	Ensemble
Logement (loyers, charges et entretien)	41 330	25 020	92 110	20 140	45 980
Remboursements de crédits immobilier	111 730	2 800	9 390	9 260	25 890
Gros travaux du logement	26 900	10 040	3 180	3 950	10 710
Divers logement	40 710	18 130	20 320	17 060	22 890
Total	220 670	55 990	125 000	50 410	105 470

* Sur l'ensemble des ménages, 62% sont propriétaires de leur résidence principale dont 19% avec un crédit en cours et 43% sans crédit en cours. Les locataires représentent 27% des ménages et les "logés gratuitement" 11%.

Unité : F.CFP

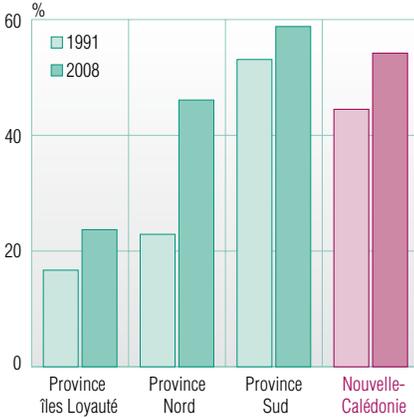
Part des dépenses effectuées en dehors de la province de résidence [1]



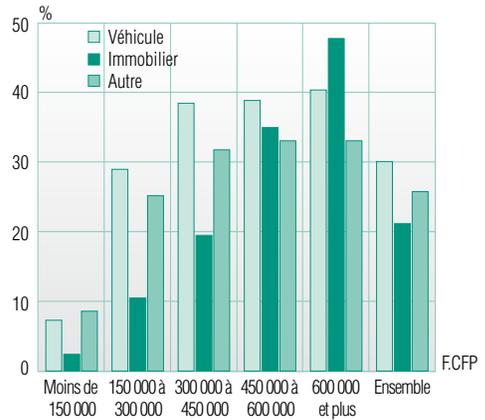
9-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

9.3 Endettement des ménages

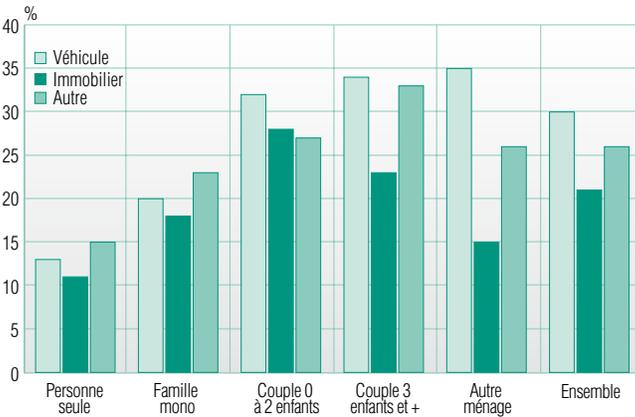
Part des ménages endettés par province de résidence [1 et 2]



Part des ménages endettés selon le type de crédit et le revenu mensuel du ménage [1]



Part des ménages endettés selon le type de crédit et le type de ménage [1]



Répartition des ménages selon le taux d'endettement [1]

	Ménages	%
Non-endettés	30 727	46
Endettés	36 313	54
dont : moins de 33%	32 837	49
de 33 à 39%	1 854	3
40% et plus	1 622	2
Total	67 040	100

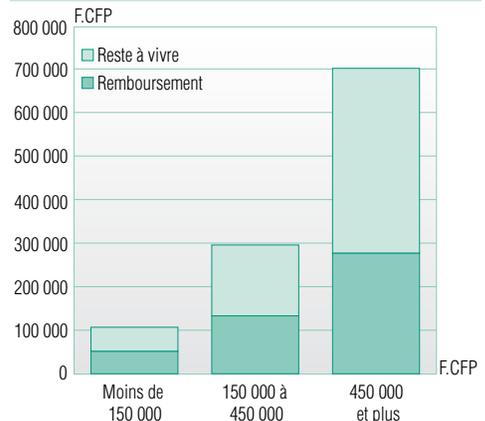
Unités : nombre, %

Budget des ménages [1 et 2]

	1991	2008	Évolution
Revenu moyen par mois par ménage	343 860	404 630	+18
Remboursement moyen par mois par ménage	43 100	44 250	+3
Taux d'endettement global	13	11	///

Unités : F.C.F.P constants de 2008, %

Revenu mensuel moyen par ménage surendetté par tranche de revenu mensuel [1]



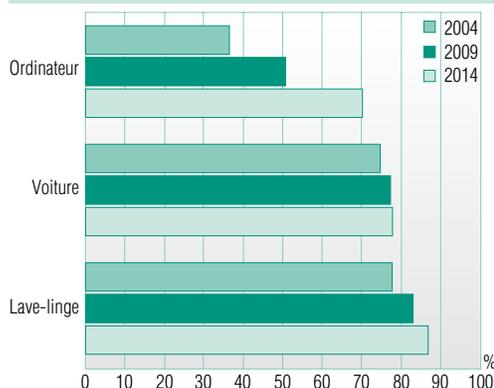
9.4 Équipement des ménages

Équipement des ménages par province et par type en 2014 [1]

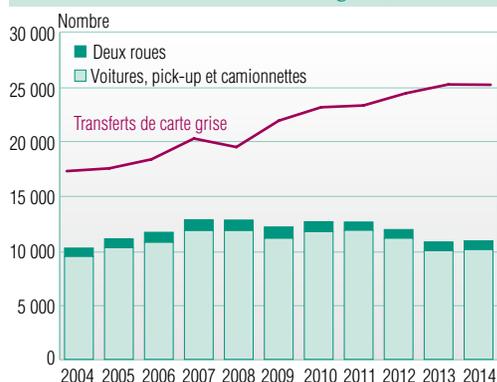
	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	dont Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Réfrigérateur ou congélateur	85,0	86,7	97,0	97,6	94,6
Lave-linge	67,4	71,0	91,1	92,1	86,5
Téléphone fixe	20,1	32,4	61,0	63,0	53,9
Téléphone mobile	91,2	90,9	95,5	96,0	94,5
Ordinateur	37,5	52,7	75,9	78,1	69,9
Accès à internet	17,4	33,6	65,3	68,2	57,3
Automobile	49,6	65,3	82,1	82,9	77,5
Deux roues à moteur	4,1	3,0	7,5	7,9	6,6
Bateaux	6,0	16,8	9,5	8,7	10,5

Unité : %

Évolution du taux d'équipement des ménages en biens durables entre 2004 et 2014 [1]



Évolution des achats de véhicules neufs et des transferts de carte grise [2]



Dépense mensuelle moyenne d'un ménage en principaux équipements et abonnements et part des ménages équipés, par province en 2008 [3]

Équipement	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Dépense	Ménages	Dépense	Ménages	Dépense	Ménages	Dépense	Ménages
Équipement								
Achats appareils (a)	880	22,5	1 820	32,3	3 710	49,6	3 190	44,7
Achats véhicules (b)	12 270	8,2	18 380	16,1	35 210	22,3	30 740	20,2
Abonnement								
Abonnement et services de communication	2 360	19,2	3 620	35,9	8 940	63,3	7 570	55,5

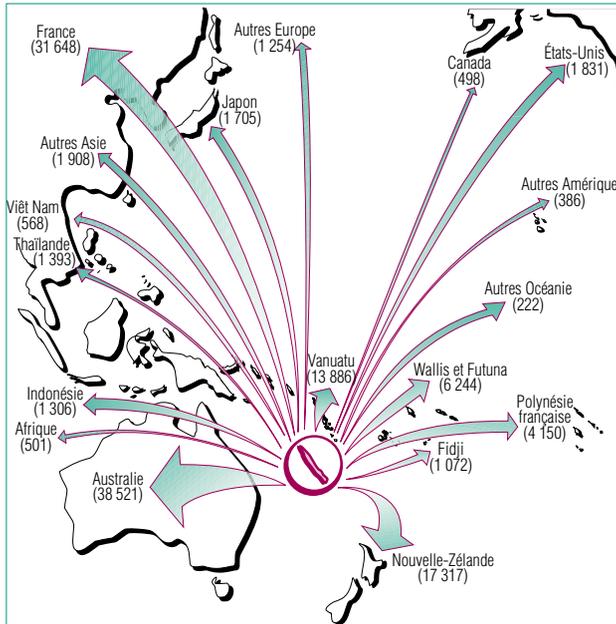
(a) Gros appareils ménagers, petits appareils électroménagers et téléphonie.
(b) Automobiles.

Unités : F.CFP, %

9-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

9.5 Voyages des calédoniens

Voyages des Calédoniens par principal pays visité en 2014 [1]



Évolution des nuitées des résidents dans les hôtels locaux [3]



Évolution des voyages des Calédoniens par principal pays visité [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
France (a)	37 072	40 913	36 994	33 460	32 206	31 648
Australie	41 821	41 858	35 997	32 476	32 126	38 521
Nouvelle-Zélande	14 478	16 076	16 023	16 256	16 924	17 317
Vanuatu	8 531	11 292	11 716	13 143	12 913	13 886
Pays d'Asie	4 886	6 781	7 329	8 578	9 541	6 880
Wallis et Futuna	4 473	4 606	5 047	5 756	6 003	6 244
Polynésie française	3 716	4 129	3 761	3 853	4 264	4 150
Autres et indéterminés	4 058	5 925	6 697	7 579	6 630	5 764
Total	119 035	131 580	123 564	121 101	120 607	124 410

(a) Métropole.

Unité : nombre

Dépense mensuelle moyenne d'un ménage pour les voyages* et part des ménages concernés, en 2008 [2]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	500	2,1
Province Nord	1 250	6,3
Province Sud	10 440	33,6
Nouvelle-Calédonie	8 180	26,8

* Transport international par air, par mer et voyages à forfait.

Unités : F.CFP, %

Répartition des licenciés et rapport à la population totale, par province en 2013 [1 et 2]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Licenciés en 2013	8 483	13 484	47 401	70 914 (a)
Part licenciés sur la population provinciale*	48,8	28,7	24,2	27,3

* Au 1^{er} janvier 2013.

Unités : nombre, %

(a) Pour 1 546 individus, l'information par province n'est pas disponible.

Évolution du nombre de licenciés par affiliation [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Licenciés en clubs	44 946	47 496	48 419	49 300	50 174	48 159
UNSS*	7 560	8 085	7 561	7 294	6 613	6 704
USEP*	12 457	14 949	14 254	15 477	14 127	12 047
Total	64 963	70 530	70 234	72 071	70 914	66 910

* Union nationale du sport scolaire et Union Sportive de l'Enseignement Primaire.

Unité : nombre

Répartition de l'emploi sportif en Nouvelle-Calédonie en 2010 [4]

	Effectif	%
Emploi public*	528	36,0
Emploi salarié	481	32,7
Emploi non salarié	460	31,3
Total	1 469	100,0

* Dont 281 professeurs de sport (94 de Nouvelle-Calédonie et 187 État).

Unités : nombre, %

Dépense sportive* mensuelle moyenne d'un ménage et part des ménages concernés, par province en 2008 [3]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	2 900	32,4
Province Nord	3 850	49,9
Province Sud	9 300	68,9
Nouvelle-Calédonie	7 920	63,1

* Vêtements et chaussures de sport, équipements de sport-loisir et services sportifs-récratifs.

Unités : F.CFP, %

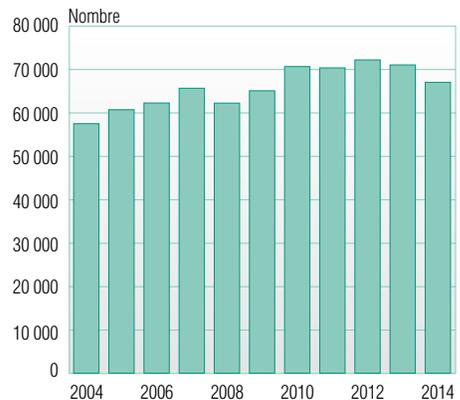
Licenciés* en clubs par activités sportives de plus de 1 000 licenciés [1]

	2012	2013	2014
Football	13 178	13 288	12 361
Natation	3 102	2 930	3 120
Tennis	3 683	3 442	2 981
Équitation	2 462	2 521	2 547
Cricket traditionnel	2 701	2 014	2 265
Voile	2 030	1 951	1 898
Hand-ball	627	2 340	1 716
Tir	1 186	1 372	1 609
Judo	1 495	1 492	1 531
Volley-ball	1 145	1 548	1 444
Golf	1 323	1 373	1 378
Sports sous-marins	1 178	1 214	1 187
Karaté	1 058	990	1 050

* Hors UNSS et USEP.

Unité : nombre

Évolution du nombre total de licenciés sportifs en Nouvelle-Calédonie [1]



Évolution des pratiques culturelles dans les principales structures publiques ou associatives [1]

	2011	2012	2013	2014
Lecture publique				
Abonnés (au 31 décembre) (a)	16 086	15 845	15 877	17 437
Prêts	367 033	366 264	338 112	nd
Pratiques artistiques (b)				
Inscrits aux ateliers à l'année	2 086	2 785	3 603	3 306
Manifestations culturelles ponctuelles : spectacles, concerts ...				
Événements proposés	399	397	385	464
Places payantes vendues (c)	137 114	115 622	128 647	148 355
Cinéma (d)				
Entrées payantes (e)	29 230	29 589	31 480	34 201
Cartes d'abonnements et chèques culture				
Titulaires d'une carte d'abonnement	1 967	1 470	1 749	1 998
Places achetées avec carte d'abonnement	6 107	5 384	5 564	5 160
Titulaires chèques culture	2 408	1 762	1 845	2 966

(a) Abonné actif, i.e. ayant emprunté au moins une fois au cours de l'année.

(b) Hors Centre d'Art en 2012 et Ateliers cirque et Théâtre en 2014.

(c) Y compris Festival Femmes Funk.

(d) Hors Ciné City.

(e) Y compris Festivals : la Foa, Plein Champ, la 1ère séance, Film documentaire Ân00-rû àboro.

Unité : nombre

Évolution du nombre d'établissements culturels inscrits au RIDET* [3]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	49	48	49	51	50	49
Activités créatives, artistiques et de spectacle	887	956	1 008	1 075	1 105	1 134
Enseignement culturel	181	194	201	191	189	188
Ensemble	1 117	1 198	1 258	1 317	1 344	1 371

* Au 31 décembre.

Unité : nombre

Étudiants inscrits à la formation CMIT* [2]

	2011	2012	2013	2014
Province îles Loyauté	12	5	9	4
Province Nord	14	8	13	9
Province Sud	12	6	7	4
Total	38	19	29	17

* Certificat de Musicien Intervenant Territorial.

Unité : nombre

Établissements et salariés par type d'activité culturelle en 2014* [3]

	Établissements				Salariés			
	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles								
Gestion des bibliothèques et des archives	2	3	9	14	-	-	62	62
Gestion des musées	-	5	11	16	-	6	8	14
Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques	-	2	6	8	-	1	63	64
Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles	1	2	8	11	-	14	37	51
Total	3	12	34	49	-	21	169	190
Activités créatives, artistiques et de spectacle								
Arts du spectacle vivant	24	67	452	543	-	4	0,5	4,5
Activités de soutien au spectacle vivant	4	20	172	196	-	-	12	12
Création artistique relevant des arts plastiques	11	23	224	258	-	2	-	2
Autre création artistique	1	16	116	133	-	-	2	2
Gestion de salles de spectacles	-	1	3	4	-	-	-	-
Total	40	127	967	1 134	-	6	14	20
Enseignement								
Enseignement culturel	3	32	153	188	-	-	62	62
Ensemble	46	171	1 154	1 371	-	27	245	272

* Au 31 décembre.

Unité : nombre

Dépense mensuelle moyenne d'un ménage en services culturels* et part des ménages concernés en 2008 [4]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	1 390	17,2
Province Nord	2 850	30,5
Province Sud	6 860	59,1
Nouvelle-Calédonie	5 790	51,3

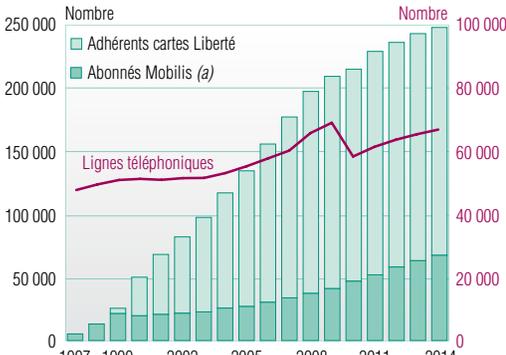
* Cinéma, théâtre, concert, musée, jardins zoologiques, services de télévision et radiodiffusion.

Unités : FCFP, %

SOURCES [1] Pour les établissements qui les concernent : Ville de Nouméa - Bibliothèque Bernheim - ADCK-CCT - Médiathèque de Dumbéa - Ville du Mont-Dore - FOL - CMNC - Dock socioculturel de Païta - Centre culturel de Koné - Centre culturel de Hienghène - ADAMIC - Cinéma de La Foa - Cinéma de Bourail - Association du Festival du cinéma de La Foa - Towanda productions - Province Nord. [2] CMNC. [3] ISEE, Répertoire RIDET. [4] ISEE, Enquête Budget et consommation des ménages, 2008.

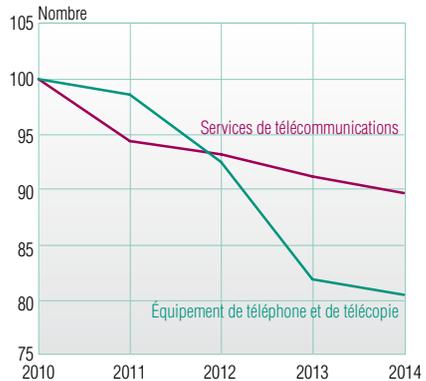
9.8 Communications-médias

Évolution du réseau de téléphonie mobile et du nombre de lignes téléphoniques [1]



(a) Service lancé en 1999.

Évolution de l'indice des prix* équipement et services de téléphone et de télécopie [4]



* En moyenne annuelle (base 100 déc. 2010).

Évolution de la part des ménages équipés en téléphonie fixe et mobile par province [2]

	Téléphonie fixe		Téléphonie mobile	
	2009	2014	2009	2014
Province îles Loyauté	24,1	20,1	66,2	91,2
Province Nord	29,9	32,4	75,4	90,9
Province Sud	56,5	61,0	91,5	95,5
Nouvelle-Calédonie	50,2	53,9	87,3	94,5

Unité : %

Évolution de la part des ménages équipés en ordinateur et ayant un accès à internet par province [2]

	Ordinateur		Accès Internet	
	2009	2014	2009	2010
Province îles Loyauté	19,0	37,5	5,8	17,4
Province Nord	32,1	52,7	14,2	33,6
Province Sud	64,2	75,9	45,1	65,3
Nouvelle-Calédonie	56,3	69,9	37,7	57,3

Unité : %

Évolution du nombre d'abonnés téléphoniques* [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Abonnés lignes fixes	68 856	58 126	61 193	63 442	65 208	66 688
Province îles Loyauté	2 158	1 764	1 728	1 648	1 573	1 446
Province Nord	7 150	6 399	6 744	6 843	6 770	6 533
Province Sud	57 539	49 963	52 721	54 951	56 865	58 709
Abonnés GSM	210 377	214 026	228 054	237 170	244 105	246 783
Mobilis	40 943	46 779	51 803	57 995	62 983	67 029
Carte Liberté	167 425	167 247	176 251	177 163	179 109	179 754

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : nombre

Évolution du trafic internet* [1]

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Internet fixe											
ADSL	5 146	9 960	15 653	20 415	25 572	32 339	38 196	42 655	45 930	49 135	51 659
Réseau Téléphonique Communauté (RTC) (a)	nd	1 402	1 405	1 272	1 192	1 924	780	454	202	125	76
Clients Navigo	///	///	1 405	1 272	1 192	787	633	516	391	284	239
Navireb	///	///	///	///	///	///	///	///	321	508	649
Internet mobile											
Forfaits internet mobile (b)	///	///	///	///	///	///	///	///	14 638	21 043	24 438
Internet mobile à la demande (c)	///	///	///	///	///	///	///	///	14 419	22 922	35 445

(a) Il s'agit des internautes "non adsl" qui utilisent Internet en se connectant via le "réseau téléphonique commuté" (RTC).

(b) Les forfaits IM ont été lancés en juin 2012.

(c) Il s'agit du nombre de clients distincts ayant envoyés des SMS internet mobile à la demande, pendant le mois de décembre de l'année considérée.

Unité : nombre de clients

Dépense mensuelle moyenne en communication* et part des ménages concernés par province en 2008 [3]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	2 940	40,3
Province Nord	4 710	62,3
Province Sud	11 270	84,5
Nouvelle-Calédonie	9 570	77,6

* Services postaux, appareils de téléphonie et services de communication.

Unités : FCFP, %

Population des résidences principales selon l'alimentation en eau par commune en 2014 [1]

	Eau courante		Point d'eau individuel		Point d'eau collectif	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Belep	775	91,9	36	4,3	32	3,8
Boulouparis	2 715	90,3	227	7,6	63	2,1
Bourail	4 826	93,8	242	4,7	75	1,5
Canala	3 344	91,0	219	6,0	113	3,1
Dumbéa	30 745	97,2	159	0,5	742	2,3
Farino	592	96,7	20	3,3	0	0,0
Hienghène	2 223	89,6	245	9,9	13	0,5
Houaliou	3 404	83,1	224	5,5	468	11,4
Île-des-Pins (L')	1 955	99,9	1	0,1	0	0,0
Kaala-Gomen	1 904	93,7	54	2,7	73	3,6
Koné	6 925	95,6	249	3,4	66	0,9
Kouaoua	1 339	92,2	75	5,2	38	2,6
Koumac	3 579	92,5	163	4,2	127	3,3
La Foa	3 306	93,9	204	5,8	11	0,3
Lifou	8 977	97,1	170	1,8	101	1,1
Maré	5 574	98,7	21	0,4	51	0,9
Moindou	633	89,3	49	6,9	27	3,8
Mont-Dore (Le)	25 881	97,5	261	1,0	403	1,5
Nouméa	95 703	98,0	389	0,4	1 551	1,6
Ouvéa	2 252	95,5	79	3,4	27	1,1
Ouvéa	71	2,1	3 274	97,1	26	0,8
Païta	19 649	96,8	474	2,3	172	0,8
Poindimié	4 604	96,0	66	1,4	125	2,6
Ponérihoun	2 272	96,1	72	3,0	19	0,8
Pouébo	1 898	78,1	490	20,2	43	1,8
Pouembout	2 325	92,9	81	3,2	97	3,9
Poum	1 213	83,0	212	14,5	36	2,5
Poya	2 464	81,2	183	6,0	389	12,8
Sarraméa	547	93,7	32	5,5	5	0,9
Thio	2 491	94,5	132	5,0	12	0,5
Touho	1 970	97,5	51	2,5	0	0,0
Voh	2 658	97,0	25	0,9	58	2,1
Yaté	1 581	90,5	61	3,5	105	6,0
Province îles Loyauté	14 622	80,1	3 465	19,0	178	1,0
Province Nord	45 017	91,6	2 426	4,9	1 724	3,5
Grand Nouméa	171 978	97,6	1 283	0,7	2 868	1,6
Province Sud	190 756	97,2	2 349	1,2	3 166	1,6
Nouvelle-Calédonie	250 395	95,0	8 240	3,1	5 068	1,9

Unités : nombre d'habitants, %

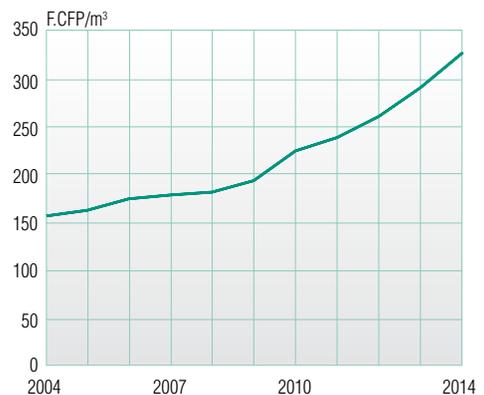
Détail du prix moyen de l'eau distribuée sur Nouméa* [2]

	2013	2014	2015
Service de l'eau			
Consommation	61,4	61,9	61,9
Travaux d'investissement eau	16,4	16,4	16,4
Aqueduc du Grand Nouméa (Grand tuyau)	38,2	39,0	39,3
Service d'assainissement			
Consommation	127,3	155,6	177,5
Travaux d'assainissement	24,0	24,0	24,0
Total	267,3	296,9	319,1

* Pour une facture de 60m³/trim. (en moyenne annuelle).

Unité : FCFP/m³

Évolution du prix* de détail à la consommation de l'eau distribuée sur Nouméa [3]



* Prix annuel moyen du m³, toutes charges comprises et y compris l'abonnement.

Évolution de la consommation et du nombre d'abonnés dans le Grand Nouméa [2]

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Abonnés	46 181	48 191	50 345	52 054	53 842	55 435	57 241
Consommation	18 542	18 244	18 634	18 161	18 410	18 516	18 681
Consommation par abonné	402	379	370	349	342	334	326

Unités : nombre, millier de m³, m³ par abonné

Part des logements selon leur type d'alimentation en eau par province [1]

	Eau courante		Point d'eau individuel		Point d'eau collectif	
	2004	2014	2004	2014	2004	2014
Province îles Loyauté	36,0	80,1	57,0	19,0	7,0	1,0
Province Nord	68,0	91,6	22,0	4,9	10,0	3,5
Province Sud	96,0	97,2	2,0	1,2	1,0	1,6
Nouvelle-Calédonie	87,0	95,0	10,0	3,1	3,0	1,9

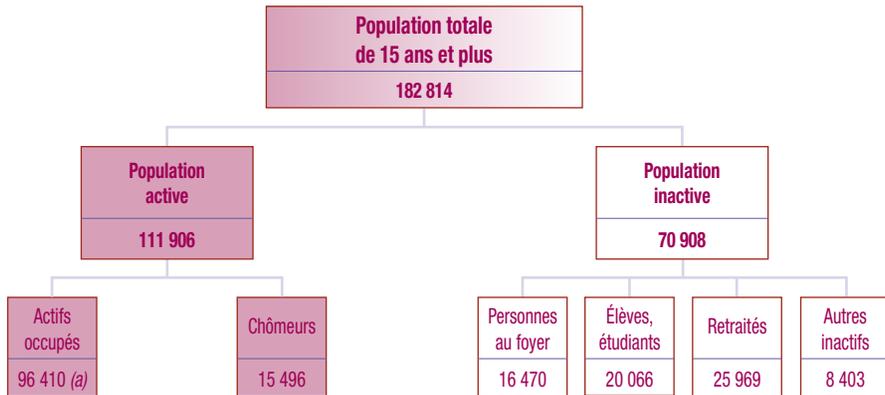
Unité : %

SOURCES [1] INSEE-ISEE Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [2] CDE. [3] ISEE, Indice des prix à la consommation des ménages de Nouvelle-Calédonie.

EMPLOI-REVENUS

Emploi
Revenus

Répartition de la population de 15 ans et plus selon la situation d'activité en 2009 [1]



(a) Dont 959 actifs occupés ont 65 ans et plus.

Répartition de la population active selon la situation d'activité par province en 2009 [1]

	Actifs occupés	Chômeurs	Population active
Province îles Loyauté	3 962	1 870	5 832
Province Nord	13 763	5 238	19 001
Province Sud	78 685	8 388	87 073
Nouvelle-Calédonie	96 410	15 496	111 906

Unité : nombre

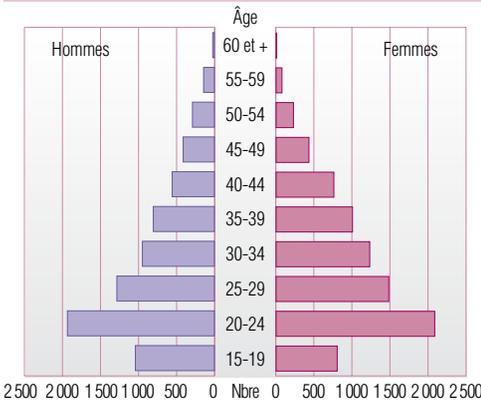
Évolution de la population active et du taux de chômage aux différents recensements [1 et 2]

	Actifs occupés	Chômeurs	Population active	Taux de chômage
1996 (a)	64 377	15 018	80 589	18,6
2004	80 685	15 721	96 406	16,3
2009	96 410	15 496	111 906	13,8

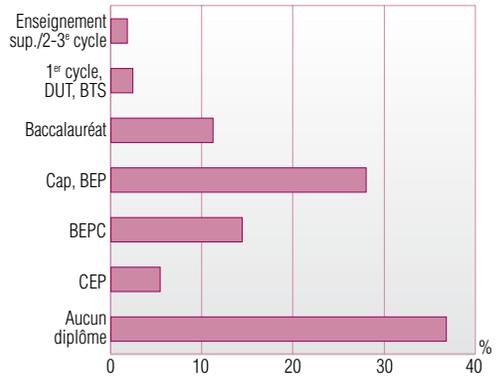
(a) Y compris, dans la population active, les militaires du contingent au nombre de 1 194 en 1996.

Unités : nombre, %

Répartition des chômeurs par sexe et âge au recensement de 2009 [1]



Répartition des chômeurs par diplôme le plus élevé au recensement de 2009 [1]



Évolution des bénéficiaires du chômage* [3]

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Chômage partiel									
Salariés concernés	140	650	398	593	40	22	79	202	130
Entreprises concernées	14	25	23	35	8	2	10	17	18
Heures indemnisées	25 364	77 472	44 451	59 841	9 560	2 419	8 818	38 115	30 334
Chômage total									
Chômeurs indemnisés (en moyenne mensuelle)	1 379	1 103	1 190	1 338	1 700	1 683	1 682	1 766	2 018

* Du régime d'assurance chômage de la CAFAT.

Unités : nombre, heure

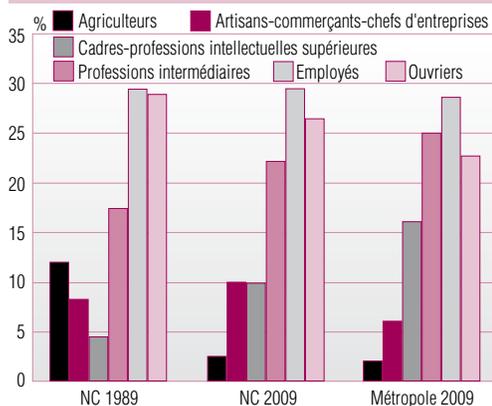
10.2 Population active occupée

Actifs occupés et taux d'emploi selon le sexe et l'âge, par province en 2009 [1]

		15 à 25 ans	26 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 64 ans	Total
Province îles Loyauté							
Hommes	Actifs occupés	254	849	649	411	76	2 239
	Taux d'emploi	15,5	51,0	63,4	50,9	24,8	41,1
Femmes	Actifs occupés	171	674	499	251	59	1 654
	Taux d'emploi	12,2	40,8	49,0	32,4	19,3	32,1
Total	Actifs occupés	425	1 523	1 148	662	135	3 893
	Taux d'emploi	14,0	45,9	56,2	41,8	22,1	36,7
Province Nord							
Hommes	Actifs occupés	1 209	3 199	2 217	1 322	203	8 150
	Taux d'emploi	26,4	62,8	71,9	61,1	25,0	51,8
Femmes	Actifs occupés	920	2 476	1 347	635	103	5 481
	Taux d'emploi	22,0	50,3	48,8	36,3	15,7	38,4
Total	Actifs occupés	2 129	5 675	3 564	1 957	306	13 631
	Taux d'emploi	24,3	56,6	61,0	50,0	20,9	45,5
Province Sud							
Hommes	Actifs occupés	6 181	17 772	11 949	6 624	1 086	43 612
	Taux d'emploi	37,9	87,8	90,2	73,1	28,3	69,6
Femmes	Actifs occupés	4 338	14 864	9 766	4 798	549	34 315
	Taux d'emploi	27,9	73,1	74,8	53,0	16,0	55,8
Total	Actifs occupés	10 519	32 636	21 715	11 422	1 635	77 927
	Taux d'emploi	33,0	80,4	82,5	63,0	22,9	62,8
Nouvelle-Calédonie							
Hommes	Actifs occupés	7 644	21 820	14 815	8 357	1 365	54 001
	Taux d'emploi	34,0	80,8	85,4	69,4	27,6	64,4
Femmes	Actifs occupés	5 429	18 014	11 612	5 684	711	41 450
	Taux d'emploi	25,7	67,0	68,9	49,1	16,2	51,2
Total	Actifs occupés	13 073	39 834	26 427	14 041	2 076	95 451
	Taux d'emploi	29,9	73,9	77,3	59,5	22,2	57,9

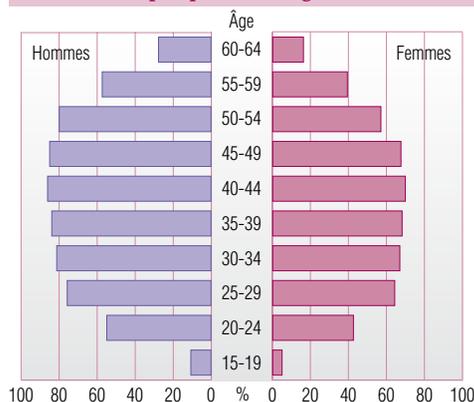
Unités : nombre, %

Actifs ayant un emploi par CSP* [2]



* Catégorie Socio-Professionnelle.

Taux d'emploi par sexe et âge en 2009 [1]



Actifs occupés par province et diplôme le plus élevé obtenu en 2009 [1]

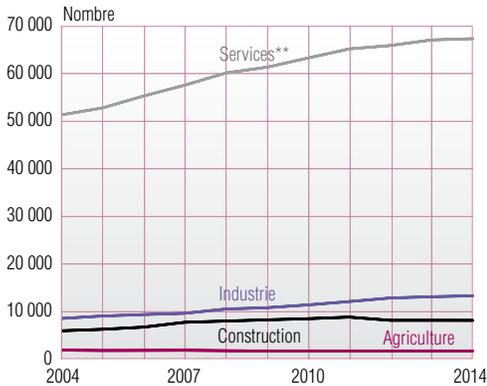
	Aucun diplôme		BEPC		CAP/BEP		BAC		1 ^{er} cycle, DUT, BTS		2-3 ^e cycle, grande école		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Province îles Loyauté	1 525	39,2	508	13,0	914	23,5	549	14,1	191	4,9	206	5,3	3 893	100,0
Province Nord	5 110	37,5	1 182	8,7	3 676	27,0	1 866	13,7	887	6,5	910	6,7	13 631	100,0
Province Sud	16 616	21,3	6 595	8,5	18 964	24,3	15 724	20,2	9 230	11,8	10 798	13,9	77 927	100,0
Nouvelle-Calédonie	23 251	24,4	8 285	8,7	23 554	24,7	18 139	19,0	10 308	10,8	11 914	12,5	95 451	100,0

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population de 2009. [2] INSEE-ISEE, Résultats des Recensements de la Population 2009 et 1989.

10-EMPLOI

10.3 Emploi salarié

Évolution de l'emploi salarié* par grand secteur [1]



* Au 31 décembre.

** Services marchands + emplois secteur public.

Répartition des emplois publics* selon la collectivité en 2014 [1]

	Contractuels	Fonctionnaires (a)	Total
État	1 283	6 962	8 245
Nouvelle-Calédonie	650	1 614	2 264
Autres organismes	4 134	2 869	7 003
Provinces	2 004	2 980	4 984
Communes	2 202	1 044	3 246
Total	10 273	15 469	25 742

* En moyenne annuelle.

Unité : nombre

(a) De la Nouvelle-Calédonie et de l'État.

Évolution du travail temporaire [2]

	2010	2011	2012	2013	2014
Intérimaires	23 240	24 644	22 602	21 500	21 368
Equivalents temps plein	10 249	11 444	11 026	9 750	9 317
Entreprises utilisatrices	6 225	6 101	5 768	5 860	5 702

Unité : nombre

Évolution des effectifs salariés* selon le secteur d'activité au sens de la NAF [1]

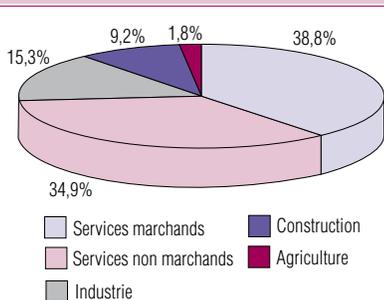
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculture	1 591	1 562	1 572	1 597	1 621	1 584
Agriculture, sylviculture et pêche	1 591	1 562	1 572	1 597	1 621	1 584
Industrie	10 684	11 281	11 980	12 732	12 990	13 191
Industries extractives	1 224	1 399	1 470	1 594	1 571	1 749
Industries manufacturières	8 202	8 569	9 106	9 662	9 876	9 848
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	647	651	670	703	718	750
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	612	662	735	772	825	843
Construction	8 136	8 379	8 708	8 028	8 030	8 020
Services	38 070	39 491	41 103	41 257	41 610	41 713
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9 461	9 715	9 977	10 158	10 298	10 392
Transports et entreposage	3 963	4 108	4 315	4 159	4 070	4 085
Hébergement et restauration	4 176	4 484	4 958	4 929	4 661	4 739
Information et communication	840	866	902	917	951	981
Activités financières et d'assurance	2 050	2 183	2 190	2 162	2 274	2 315
Activités immobilières	570	579	615	643	642	627
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 167	2 278	2 408	2 500	2 467	2 349
Activités de services administratifs et de soutien	4 124	4 420	4 785	4 735	4 984	4 936
Administration publique	773	777	807	834	867	915
Enseignement	2 672	2 719	2 720	2 750	2 740	2 490
Santé humaine et action sociale	1 948	2 035	2 228	2 450	2 614	2 799
Arts, spectacles et activités récréatives	646	671	654	652	674	687
Autres activités de services	1 193	1 179	1 249	1 376	1 419	1 502
Services domestiques	3 461	3 450	3 263	2 966	2 926	2 874
Activités extra-territoriales	25	29	31	26	24	23
Secteur public	23 142	23 662	23 954	24 517	25 335	25 502
Emploi salarié total	81 623	84 375	87 317	88 131	89 586	90 010

* Au 31 décembre ; y compris fonctionnaires, hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

Unité : nombre

NB : deux entreprises passent du secteur de la construction à l'industrie en 2012 entraînant une variation artificielle de 530 emplois de l'un à l'autre.

Emploi salarié* par grand secteur d'activité en 2014 [1]



* Au 31 décembre.

Actifs occupés par type d'emploi en 2009 [3]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Contrat à durée indéterminée				
Permanent	2 042	8 196	54 795	65 033
Intermittent ou saisonnier	148	467	1 058	1 673
Total	2 190	8 663	55 853	66 706
Contrat à durée déterminée				
Permanent	448	1 946	10 070	12 464
Intermittent ou saisonnier	167	672	1 691	2 530
Total	615	2 618	11 761	14 994

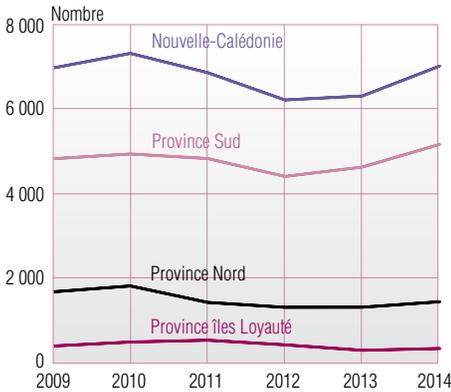
Unité : nombre

SOURCES [1] ISEE-CAFAT [2] DTE-Nouvelle-Calédonie. [3] INSEE-ISEE, Recensement de la population 2009.

Nb : les données présentées ici utilisent la nouvelle classification NAF Rev 2.

10.4 Demandeurs d'emploi

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi (moyenne en fin de mois) [1]



Évolution du nombre de bénéficiaires du chômage total (moyenne annuelle) [1 et 2]

	2010	2011	2012	2013	2014
Chômeurs indemnisés	1 802	1 802	1 914	2 212	2 509
Demandeurs en fin de mois	7 327	6 873	6 229	6 323	7 028
Part des chômeurs indemnisés	23,0	24,5	28,4	35,0	35,7

Unités : nombre, %

Évolution des demandeurs en fin de mois* par sexe et par âge [1]

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Nbre	%								
Hommes	2 940	40	2 781	40	2 713	44	2 810	44	3 178	45
Moins de 30 ans	1 130	15	1 052	15	1 013	16	1 013	16	1 139	16
De 30 à 39 ans	906	12	843	12	820	13	850	13	921	13
40 et plus	904	12	885	13	880	14	947	15	1 118	16
Femmes	4 387	60	4 092	60	3 516	56	3 513	56	3 850	55
Moins de 30 ans	1 990	27	1 796	26	1 517	24	1 518	24	1 635	23
De 30 à 39 ans	1 358	19	1 277	19	1 076	17	1 050	17	1 132	16
40 et plus	1 038	14	1 020	15	923	15	944	15	1 083	15
Ensemble	7 327	100	6 873	100	6 229	100	6 323	100	7 028	100

* en moyenne.

Évolution des demandeurs en fin de mois* selon le niveau de diplôme [1]

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Nbre	%								
Aucun diplôme	2 538	35	2 291	33	1 981	32	1 808	29	2 043	29
BEPC	512	7	473	7	409	7	401	6	477	7
CAP, BEP	2 406	33	2 229	32	2 046	33	2 100	33	2 236	32
Bac	1 389	19	1 369	20	1 294	21	1 448	23	1 623	23
Diplôme de l'enseignement supérieur	482	7	511	7	500	8	566	9	650	9
Ensemble	7 327	100	6 873	100	6 229	100	6 323	100	7 028	100

* en moyenne.

Évolution des demandeurs d'emploi en fin de mois* selon la catégorie de métier (ROME) [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculture et pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux	320	310	275	259	289
Art et façonnage d'ouvrages d'art	25	23	27	25	33
Banque, assurances et immobilier	29	25	30	29	35
Commerce, vente et grande distribution	589	577	554	579	666
Communication, média et multimédia	30	24	27	32	46
Construction, bâtiment et travaux publics	1 035	979	971	999	1 113
Hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation	854	750	664	683	706
Industrie	264	256	230	249	274
Installation et maintenance	221	226	240	266	307
Santé	82	74	81	87	99
Services à la personne et à la collectivité	1 891	1 724	1 404	1 285	1 392
Spectacle	9	8	14	11	13
Support à l'entreprise	987	988	918	1 001	1 111
Transport et logistique	675	640	631	670	783
Non Renseigné	317	270	163	148	159

* en moyenne.

unité : nombre

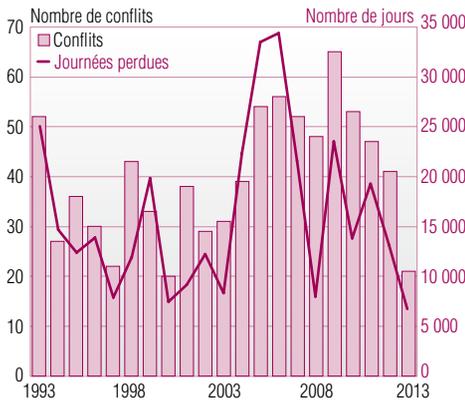
Les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au niveau de la Nouvelle-Calédonie en 2015 [1 et 2]

	Année de création	Suffrages exprimés (a)
Union des Syndicats des Ouvriers et Employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC)	1968	21,7
Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE)	1982	15,0
Fédération des Syndicats des Fonctionnaires, Agents et Ouvriers de la Fonction Publique (FSFAOFP)	1946	11,4
Confédération Générale des Travailleurs (COGETRA)	2004	11,1
Union Territoriale de la Confédération Française de l'Encadrement (UT-CFE-CGC)	1996	10,7
Confédération des Syndicats des Travailleurs de Calédonie-Force Ouvrière (CSTC-FO)	1984	8,4
Confédération Syndicale des Travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC)	2005	6,5

(a) Aux élections professionnelles 2013-2014.

Unité : %

Évolution du nombre de journées de travail perdues en raison des conflits (secteur privé, hors mines) [1]



Les critères et les niveaux de la représentativité syndicale selon la loi du pays du 14 avril 2006 [1]

Critères de représentativité		Niveau de représentativité
Effectifs Indépendance Cotisations Expérience Ancienneté de 2 ans	Audience électorale	Nouvelle-Calédonie 5% des suffrages exprimés lors des élections des représentants du personnel des secteurs public et privé, tous collèges confondus.
		Secteur privé 5% des suffrages exprimés lors des élections des délégués du personnel du secteur privé, tous collèges confondus.
		Entreprise 10% des suffrages exprimés lors des élections des délégués du personnel du secteur privé, dans au moins un collège.

Évolution des conflits sociaux (secteur privé, hors mine) [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de conflits	65	53	47	41	21	18
Nombre de jours perdus (a)	23 486	13 763	19 238	13 123	6 670	nd
Durée moyenne des conflits (b)	10,6	4,0	9,3	9,5	12,7	nd
Entreprises concernées	41	41	42	41	21	18
Salariés concernés (c)	3 719	3 216	3 448	2 734	969	nd
Grévistes	1 678	1 385	2 006	1 347	479	nd
Jours de grève	690	214	435	388	266	nd

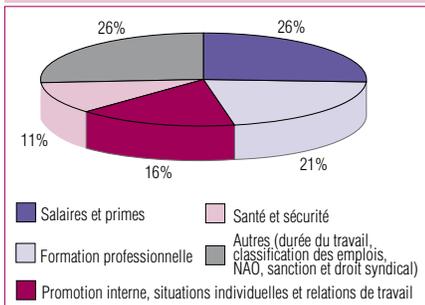
(a) Concernent les journées non travaillées par les grévistes + les journées non travaillées par les salariés empêchés de travailler du fait du blocage.

(b) C'est le ratio du nombre total de jours par conflit (pour 2010 : 214/53).

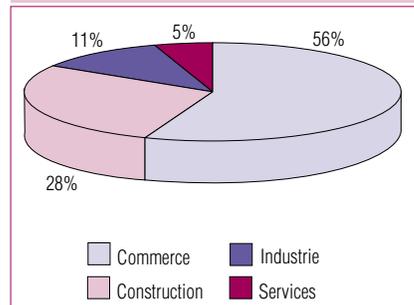
(c) Il s'agit des salariés non grévistes + des salariés empêchés de travailler.

Unités : nombre, jour

Répartition des conflits par principal motif en 2014 [1]



Répartition des conflits par secteur d'activité en 2014 [1]

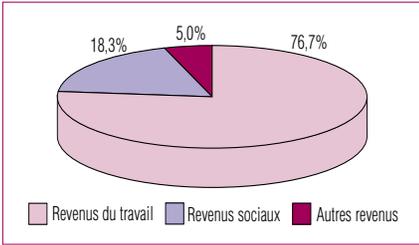


SOURCES [1] DTE. [2] Arrêté n°2015-1011/GNC du 10 juin 2015, relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés en Nouvelle-Calédonie.

11-REVENUS

11.1 Ressources monétaires

Structure des ressources monétaires des ménages en 2008 [1]



Évolution du revenu monétaire mensuel moyen [1 et 2]

	1969	1981	1991	2008
Revenus en francs courants	38 500	135 583	256 583	404 600
Revenus en francs constants de 2008	252 636	329 008	340 985	404 600

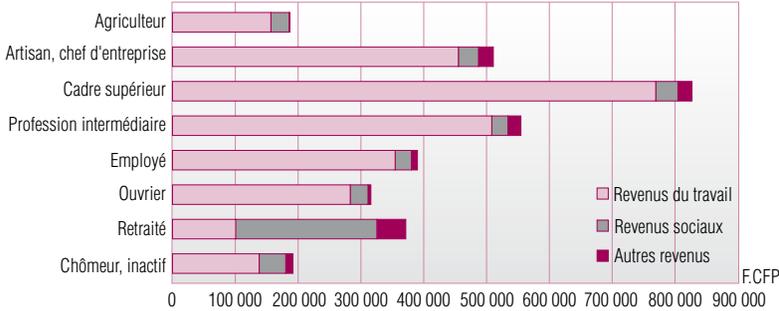
Unité : F.CFP

Ressources monétaires mensuelles moyennes d'un ménage, par nature selon la province et la zone de résidence en 2008 [1]

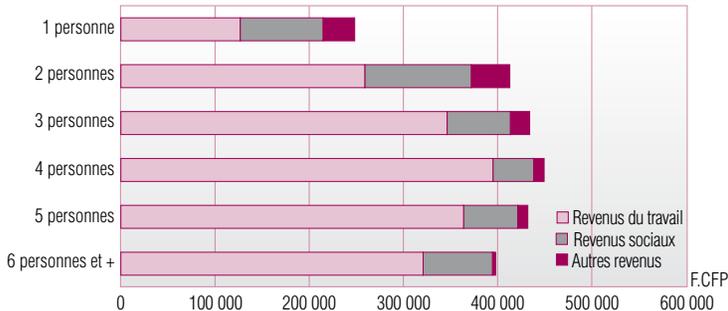
	Province			Zone			Ensemble
	Îles Loyauté	Nord	Sud	Rurale	Tribale	Urbaine	
Revenus du travail	143 200	184 900	353 800	247 600	148 000	373 400	310 300
dont : salaires	126 300	160 500	309 700	219 000	129 600	326 200	271 500
Revenus sociaux	53 400	42 300	83 200	57 700	46 000	86 100	74 200
dont : retraites	28 200	25 500	69 800	44 700	24 900	73 000	59 400
dont : allocations familiales	16 500	12 600	9 300	9 900	15 300	8 800	10 400
Revenus du capital	2 300	3 900	12 800	5 200	1 700	14 400	10 600
Revenus exceptionnels	700	3 000	11 800	13 200	800	11 800	9 500
Ensemble	199 600	234 200	461 600	323 600	196 400	485 600	404 600

Unité : F.CFP

Revenu monétaire mensuel moyen selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage en 2008 [1]



Revenu monétaire mensuel moyen selon la taille du ménage en 2008 [1]



SOURCES [1] ISEE, Enquête Budget Consommation des Ménages 1991 et 2008. [2] INSEE, Enquêtes Socio-économiques 1969 et 1981.

11-REVENUS

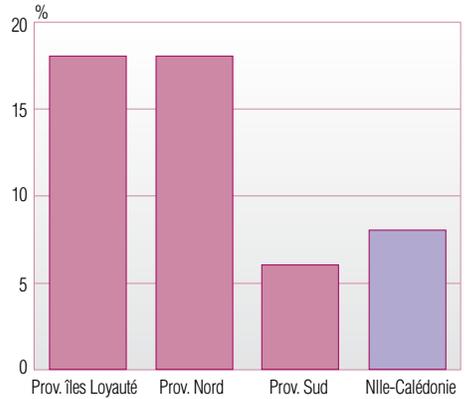
11.2 Ressources non monétaires

Ressources non monétaires mensuelles moyennes d'un ménage, par province en 2008 [1]

	Province			Ensemble
	Îles Loyauté	Nord	Sud	
Autoconsommation	29 973	29 655	6 466	12 048
Cadeaux	8 053	14 718	9 975	10 633
Avantages en nature	4 690	6 975	14 932	12 861
Ensemble	42 715	51 348	31 374	35 541

Unité : FCFP

Part des ressources non monétaires dans le revenu moyen total d'un ménage, par province en 2008 [1]



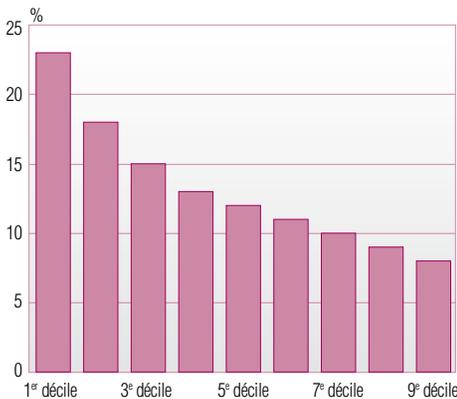
Ressources non monétaires mensuelles moyennes d'un ménage, par CSP* en 2008 [1]

	Agriculteur	Artisan, chef d'entreprise	Cadre supérieur	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Retraité	Chômeur, inactif	Ensemble
Autoconsommation	30 356	6 561	3 846	5 967	8 987	13 945	12 361	24 112	12 048
Cadeaux	5 521	9 633	6 386	8 515	11 037	13 726	8 816	14 184	10 633
Avantages en nature	370	21 118	36 780	26 380	12 953	9 417	1 779	6 446	12 861
Ensemble	36 247	37 313	47 012	40 862	32 977	37 087	22 957	44 742	35 541

* Catégorie Socio-Professionnelle.

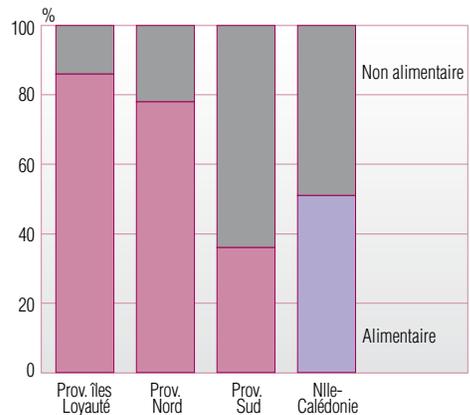
Unité : FCFP

Poids des ressources non monétaires dans le revenu total par décile, en 2008* [1]



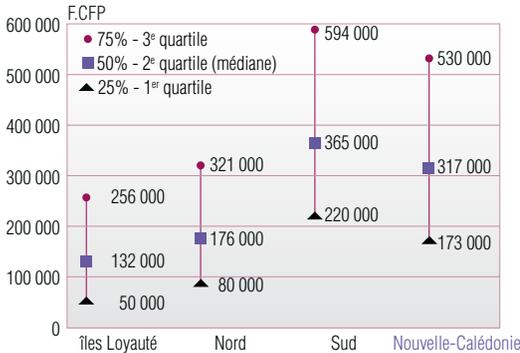
* Note de lecture : pour les 10% de ménages ayant le plus faible revenu, les ressources non monétaires représentent 23% du revenu total. Pour les 10% suivant, elles représentent 18% du revenu total. Pour les 10% de ménages ayant le revenu le plus élevé, les ressources non monétaires représentent 8% du revenu total.

Ressources non monétaires, alimentaires ou non, par province en 2008 [1]



11.3 Niveaux de vie

Dispersion des revenus monétaires mensuels par province en 2008 [1]



Note de lecture : le quart des ménages de la province des îles Loyauté perçoit moins de 50 000 F.CFP par mois (1^{er} quartile), le quart suivant gagne entre 50 000 et 132 000 F.CFP (2^e quartile), le quart suivant entre 132 000 et 256 000 F.CFP (3^e quartile) et enfin le quart le plus aisé, perçoit plus de 256 000 F.CFP par mois.

Indice de Gini* dans quelques pays** [1]

France	0,30
Nouvelle-Zélande	0,32
Australie	0,33
Nouvelle-Calédonie	0,42
Mayotte	0,49
Wallis et Futuna	0,50

* L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie seraient égaux. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

** Dernière année disponible pour chaque pays.

Évolution de l'indice de Gini* par province [1]

	1991	2008
Province îles Loyauté	0,53	0,52
Province Nord	0,52	0,46
Province Sud	0,36	0,38
Nouvelle-Calédonie	0,41	0,42

* Ces indices sont calculés sur les ressources monétaires des ménages et non sur les ressources totales.

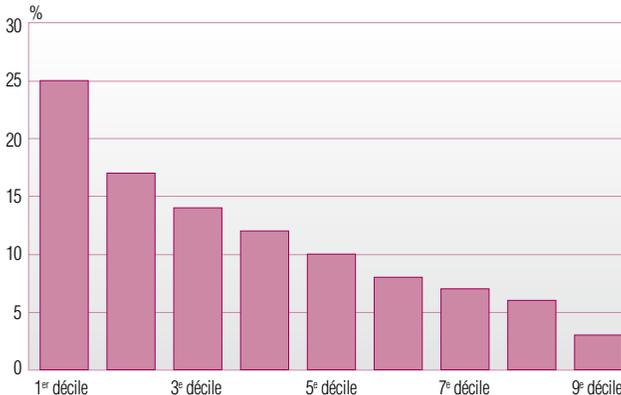
Rapport inter-déciles D9/D1* et taux de pauvreté**, par province, en 2008 [1]

	Hors prestations sociales	Hors non monétaire	Total	Taux de pauvreté
Province îles Loyauté	21,8	13,2	9,3	52
Province Nord	8,5	12,5	7,0	35
Province Sud	7,3	6,6	6,4	9
Nouvelle-Calédonie	9,7	9,7	7,9	17

* Indicateur classique de la mesure des inégalités, le rapport inter-décile (D9/D1) met en évidence l'écart entre le revenu plancher des 10% les plus riches (D9) et le revenu plafond des 10% les plus modestes (D1). Unité : %

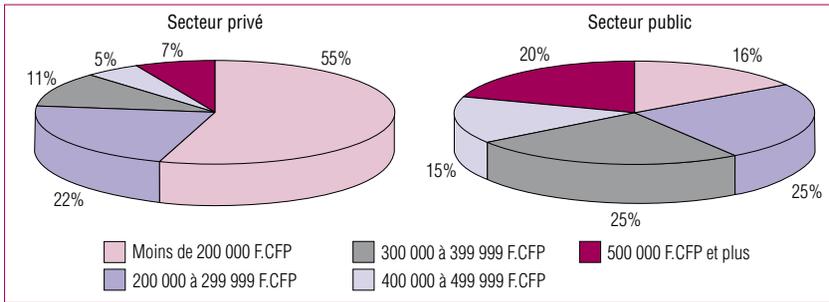
** En 2008, le niveau de vie médian s'élevait à 144 000 F.CFP/mois par UC. Le seuil de pauvreté correspond à 50% du niveau de vie médian, soit 72 000 F.CFP/mois/UC.

Poids des prestations sociales dans le revenu total par décile, en 2008* [1]

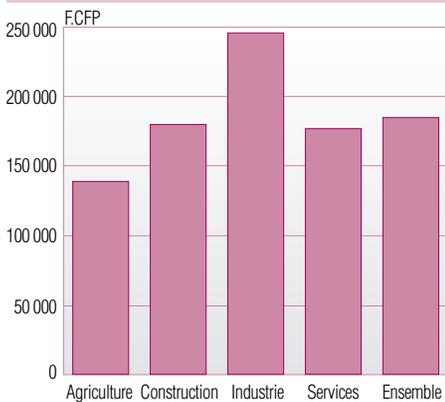


* Note de lecture : pour les 10% de ménages ayant le plus faible revenu, les prestations sociales représentent 25% du revenu total. Pour les 10% de ménages ayant le revenu le plus élevé, les prestations sociales représentent 3% du revenu total.

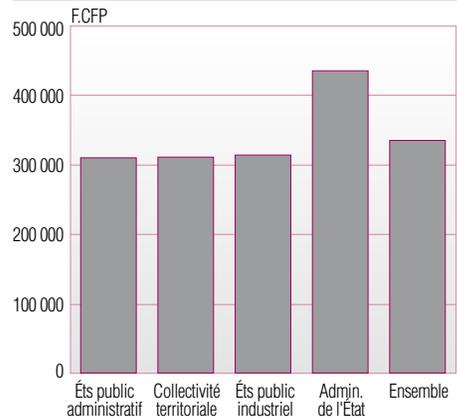
Répartition des emplois par tranche de salaires, selon les secteurs, en 2011 [1]



Salaires nets mensuels médians dans le privé par secteur d'activité en 2011 [1]

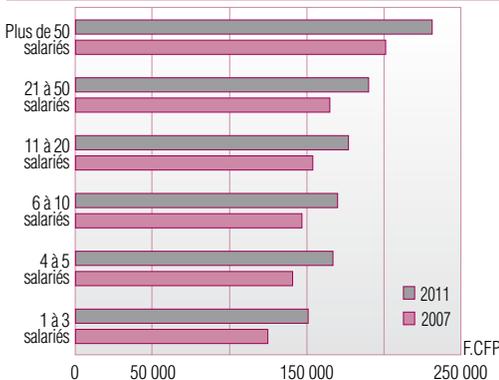


Salaires nets mensuels médians dans le public par type d'employeurs en 2011 [1]



* Industriel et commercial.

Salaires nets mensuels médians dans le privé selon la taille de l'entreprise en 2007 et 2011 [1]



Evolution du salaire net mensuel médian par catégorie socioprofessionnelle dans le secteur privé [1]

	2008	2009	2010	2011
Ouvriers non qualifiés	127 000	131 000	137 000	147 000
Ouvriers qualifiés	196 000	206 000	207 000	202 000
Employés	150 000	156 000	163 000	171 000
Professions intermédiaires	324 000	334 000	331 000	337 000
Cadres et professions intellectuelles supérieures	478 000	499 000	493 000	522 000
Total	163 000	169 000	177 000	185 000

Unités : F.CFP

Salaires nets mensuels médians selon le genre et le secteur en 2011 [1]

	Femmes	Hommes	Ensemble	Évolution 2007-2011
Secteur privé	168 000	199 000	185 000	17,8
Secteur public	314 000	369 000	334 000	4,1
Ensemble	202 000	222 000	213 000	13,3

Unités : F.CFP %

Part des emplois à bas salaire*, par genre et secteur, en 2011 [1]

	Privé	Public	Ensemble
Hommes	18,8	4,9	16,2
Femmes	27,8	10,2	22,7
Ensemble	22,6	7,9	19,2

Unités : %

*Par convention, les emplois à bas salaires sont les emplois dont la rémunération est inférieure ou égale aux deux tiers du salaire médian de l'ensemble de la population étudiée.

11.5 Salaires minimums

Évolution du Salaire Minimum Garanti (SMG) et du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG)* [1]

	Nouvelle-Calédonie		Métropole SMIC
	SMG (a)	SMAG (b)	
1995	430,33	///	646,48
2000	459,08	///	740,29
2005	650,89	553,26	908,11
2006	680,50	578,40	958,23
2007	710,06	603,55	986,87
2008	715,17	607,89	1 007,16
2009	736,13	625,71	1 039,38
2010	742,39	631,03	1 057,28
2011	828,40	704,14	1 073,99
2012	887,57	754,44	1 100,24
2013	887,57	754,44	1 125,30
2014	899,32	764,43	1 137,23
2015	899,32	764,43	1 146,78

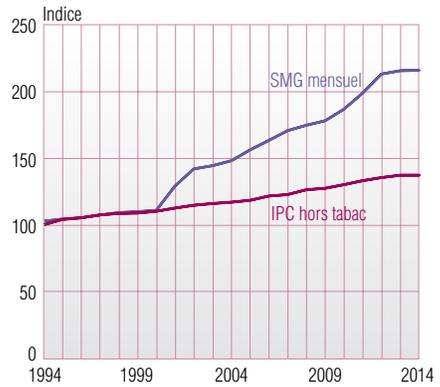
* Taux horaire au 1^{er} janvier de chaque année.

(a) SMIG de 1978 à 1992, SMG à partir de 1993.

(b) SMIG agricole de 1978 à 1987, SMAG à partir de 2001.

Unité : FCFP

Évolution comparée* du SMG et de l'indice des prix** [4]



* Par rapport à leurs valeurs de 1993 rapportées à 100, en moyenne annuelle.

** Hors tabac.

Évolution des salaires bruts minimum mensuels conventionnels* dans quatre grandes branches professionnelles du secteur privé [2]

		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Cadre position A	Variation annuelle en niveau
Commerce	2005	110 000	115 910	144 050	170 850	204 350	235 500	0,6 à 5,9
	2010	132 000	136 510	163 520	194 180	231 410	250 917	0,8 à 5,3
	2011	140 000	143 808	170 023	202 230	239 680	257 114	2,5 à 6,1
	2012	150 000	153 000	173 655	206 550	244 800	262 667	2,1 à 7,1
	2013	152 096	155 200	176 152	209 520	248 320	266 500	1,4 à 1,5
BTP	2015	153 860	157 000	178 195	211 950	251 200	269 592	1,2
	2005	110 000	130 468	165 980	204 580	239 320	269 250	1,2 à 4,5
	2010	132 000	146 025	183 975	226 050	259 050	289 440	0,5 à 6,8
	2012	150 000	163 184	200 508	237 832	272 552	301 219	2,0 à 7,1
	2013	150 000	165 628	203 511	241 394	276 634	305 758	0 à 1,5
Hôtellerie (a)	2014	151 985	166 944	205 128	243 312	278 832	308 153	0,8 à 1,3
	2015	151 985	168 824	207 438	246 052	281 972	311 635	0 à 1,1
	2005	110 000	113 000	126 000	140 000	176 000	variable	1,4 à 6,6
	2010	132 000	135 000	146 000	159 000	197 000	variable	3,1 à 6,1
	2012	150 000	151 000	160 500	173 500	211 000	variable	3,4 à 7,1
Industrie	2013	150 750	152 200	155 200	162 300	175 500	variable	"-16,8" à "0,8"
	2014	151 985	152 200	155 200	162 300	175 200	variable	0 à 0,8
	2015	154 030	154 250	157 055	163 930	176 550	214 060	0,6 à 1,3
	2005	110 000	115 737	143 835	170 595	204 045	276 783	0,5 à 5,9
	2010	132 000	134 310	159 720	189 486	224 334	299 323	0,5 à 5,2
	2011	140 000	142 627	168 492	198 052	230 568	311 295	2,8 à 6,2
	2012	150 000	153 612	174 696	204 816	235 689	317 521	2,0 à 7,1
2013	151 138	157 384	177 248	207 808	239 132	322 157	0,8 à 2,5	
2014	151 985	158 208	178 176	208 896	240 384	323 768	0,5 à 0,6	
2015	152 912	159 390	179 410	210 210	241 780	non précisé	0,6 à 0,7	

* Ces salaires conventionnels correspondent aux premiers échelons des différents niveaux indiqués, ils n'incluent pas d'éventuels avantages (primes, treizième mois ou autres gratifications).

Unités : FCFP %

Les définitions des niveaux découlent d'une conception identique reposant sur quatre critères qui sont l'autonomie, la responsabilité, le type d'activité et les connaissances requises.

Niveau 1 : Sans qualification - manœuvre, garçon de course, plongeur, vendeur non spécialisé...

Niveau 2 : CAP - aide opérateur de laboratoire, ouvrier O3, commis de cuisine, vendeur qualifié 1er degré...

Niveau 3 : BEPC, BEP - dessinateur 1er degré, ouvrier OP3, premier vendeur, cuisinier, sténo-dactylographe...

Niveau 4 : Bac - technicien, dessinateur 2^e degré, second de cuisine, agent technique de vente...

Niveau 5 : Bac + 2 (BTS, DUT...) - analyste-programmeur qualifié, chef de cuisine, dessinateur-projeteur...

Cadre position A : Bac + 4 - cadre débutant.

(a) Dans un souci de simplification et de cohérence, les niveaux 4, 5 et 6 de l'hôtellerie correspondent aux niveaux 3, 4 et 5 du tableau.

Évolution des salaires bruts mensuels dans la fonction publique territoriale* [3]

		2011	2012	2013	2014	2015
BEPC	Adjoint administratif (CAG)	260 458	260 659	260 832	260 859	260 859
Bac	Rédacteur (CAG)	275 274	275 477	275 650	275 677	275 677
Bac+3	Attaché (CAG)	322 695	322 697	322 697	322 697	322 697

* Au 1^{er} janvier de chaque année, rémunération de début de carrière à Nouméa.

Unité : FCFP

11-REVENUS

11.6 Protection et aide sociales

Principaux organismes locaux de couverture sociale en 2014 [1 et 2]

	Cotisants	Bénéficiaires
CAFAT/RUAMM	141 379	256 922
Mutuelle des fonctionnaires	32 125	67 618
Mutuelle du commerce	34 946	66 893
Mutuelle SLN	8 174	11 209
Mutuelle des patentés et libéraux	6 800	6 800
Aide médicale (a)	///	56 850
îles Loyauté	///	11 647
Nord	///	16 590
Sud	///	28 613

(a) Toutes cartes confondues.

Unité : nombre

Évolution des bénéficiaires des Allocations Familiales de Solidarité* [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Familles bénéficiaires	7 442	7 878	7 859	7 873	8 139	8 209
Enfants bénéficiaires	14 004	14 532	14 174	14 014	14 304	14 367
Montant moyen de l'allocation mensuelle	13 367	15 925	17 083	17 590	18 000	18 450
Montant moyen de l'allocation mensuelle majorée pour handicap	38 850	46 525	51 250	52 770	54 000	55 350

* Dispositif entré en vigueur au 1^{er} mai 2005.

Unités : nombre, F.CFP

Évolution des dépenses et recettes de la CAFAT selon le régime* [2]

	Assurance maladie	Prestations familiales	Prestations familiales solidarité	Accidents du travail	Chômage
2013					
Dépenses	68 719	11 905	2 545	4 959	3 711
Recettes	69 757	13 569	231	4 781	4 114
Solde	1 038	1 664	-2 314	-178	403
2014					
Dépenses	72 225	12 587	2 597	5 374	4 307
Recettes	68 138	13 376	2 199	4 719	4 000
Solde	-4 087	789	-398	-655	-307

* Hors régime de retraite (voir 12.6).

Unité : million de F.CFP

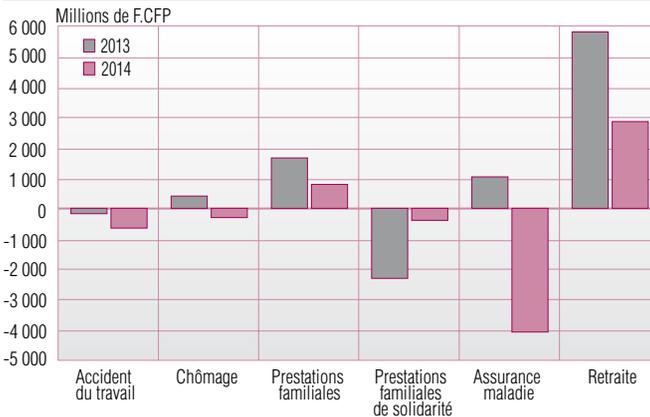
Taux de cotisation CAFAT en vigueur au 1^{er} janvier 2015 [2]

	Taux			Salaires plafonds
	Global	Patronal	Salarial	
Prestations familiales	6,14	6,14	-	354 900
Retraite	14,00	9,80	4,20	354 900
Assurance maladie				
Tranche 1	15,15	11,30	3,85	498 300
Tranche 2*	5,00	3,75	1,25	5 152 900
Chômage	1,86	1,52	0,34	354 900
Accident du travail	0,72 à 6,48	0,72 à 6,48	-	354 900

* partie du salaire comprise entre 498 301 F.CFP et 5 152 900 F.CFP.

Unités : %, F.CFP

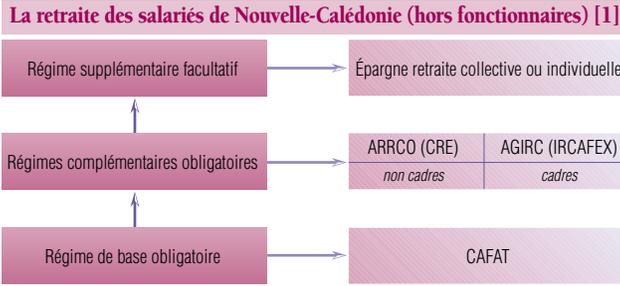
Évolution du solde des différents régimes de la CAFAT [2]



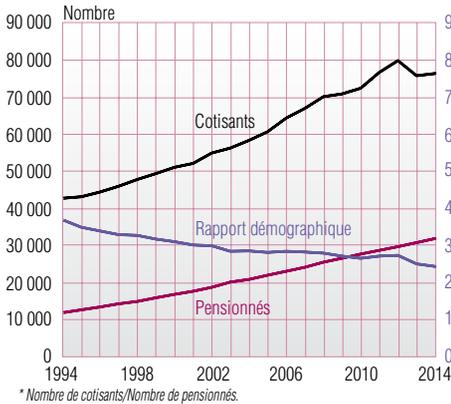
Bénéficiaires des dispositifs pays en faveur des personnes en situation de handicap et de dépendance [2]

	2012	2013	2014
Majoration des allocations familiales au titre du handicap			
Nombre d'enfants du régime général CAFAT	3 851	3 969	3 858
Nombre d'enfants au titre des AFS	1 410	1 429	1 517
Total	5 261	5 398	5 375
Régimes d'aides en faveur des personnes en situation de handicap et de dépendance			
Nb de bénéficiaires	3 510	4 253	4 620
Montant total payé	3 571	4 478	5 253
dont aides individuelles	1 621	2 066	2 382
dont aides à la prestation	1 980	2 417	2 871

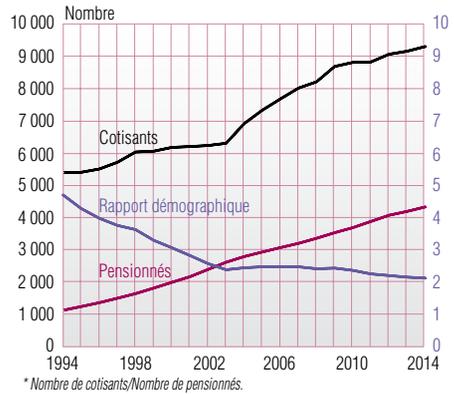
Unités : nombre, millions de F.CFP



Cotisants, retraités et rapport démographique* du régime général de retraite de la CAFAT [2]



Cotisants, retraités et rapport démographique* du régime de retraite de la CLR pour les fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie [3]



Évolution des cotisations reçues et prestations versées aux fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie par la CLR [3]

	Recettes	Dépenses	Solde
2004	5 644	8 740	-3 096
2005	7 224	9 361	-2 137
2006	9 315	9 962	-647
2007	9 497	10 434	-937
2008	10 122	10 954	-832
2009	11 644	12 404	-760
2010	12 697	12 974	-277
2011	13 310	13 279	31
2012	13 068	14 072	-1 004
2013	13 309	14 866	-1 557
2014	14 524	15 224	-700

Unité : million de FCFP

Évolution des recettes et dépenses du régime général de retraite de la CAFAT [2]

	Recettes	Dépenses	Solde
2011	36 171	31 539	4 632
2012	38 754	33 057	5 698
2013	40 088	34 262	5 826
2014	39 387	36 523	2 864

Unité : million de FCFP

Évolution du nombre de bénéficiaires et des montants versés pour les différents dispositifs [1 à 4]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Nombre	Montant										
Pensionnés CAFAT (a)	26 124	19 937	27 256	21 550	28 261	23 503	29 257	25 393	30 369	26 749	31 474	27 904
Pensionnés de la fonction publique	9 239	34 635	9 397	33 994	9 603	34 660	9 737	34 208	9 833	34 179	9 901	34 994
État	5 694	22 231	5 697	21 501	5 710	21 350	5 653	21 140	5 629	20 870	5 560	20 470
Nouvelle-Calédonie	3 545	12 404	3 700	12 493	3 893	13 310	4 084	13 068	4 204	13 309	4 341	14 524
Bénéficiaire du complément retraite de solidarité (b)	204	nd	253	nd	358	nd	2 029	1 262	4 990	4 119	5 476	3 318
Minimum vieillesse (c)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4 888	3 100	4 241	3 203	nd	nd

(a) Salariés du secteur privé et agents non titulaires du secteur public (retraite + reversion).

(b) Au 31 décembre.

(c) Dispositif entré en vigueur en 2012.

Unités : nombre, million de FCFP

SOURCES [1] Délégation de Nouméa du groupe Taitbout CRE-IRCAFEX. [2] CAFAT. [3] CLR. [4] Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie.

ÉCONOMIE-FINANCES

Économie générale

Commerce extérieur

Finances publiques

Aides au
développement

Évolution du PIB et du PIB par habitant [1]

	2007	2008	2009	2010	2011 e	2012 e	2013 e
Produit Intérieur Brut (milliards de F.CFP)	768,0	735,7	744,7	842,9	871,2	873,6	886,0
Taux de croissance nominal	15,8	-4,2	1,2	13,2	3,4	0,3	1,4
Taux de croissance réel	4,2	0,6	2,3	6,9	2,7	1,6	1,9
PIB/Habitant (millions de F.CFP)	3,2	3,0	3,0	3,4	3,4	3,4	3,4
Taux de croissance nominal	13,8	-5,8	-0,5	11,2	1,5	-1,5	-0,4

Unité : % sauf mention contraire

Ressources et emplois de biens et services à prix courants [1]

	2007	2008	2009	2010	2011 e	2012 e	2013 e
Ressources	1 111 951	1 098 885	1 047 639	1 247 250	1 286 700	1 285 635	1 284 136
Produit intérieur brut	767 977	735 713	744 715	842 913	871 176	873 618	885 997
Importations	343 974	363 172	302 924	404 337	415 524	412 016	398 140
Emplois	1 111 951	1 098 885	1 047 639	1 247 250	1 286 700	1 285 635	1 284 136
Dépenses de consommation finale des ménages	437 020	474 569	484 771	518 418	544 655	571 760	587 577
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	176 072	183 939	194 673	200 803	205 049	211 574	218 371
Formation brute de capital	288 551	303 871	253 504	357 765	359 522	339 813	326 281
Exportations	210 308	136 506	114 691	170 264	177 473	162 487	151 908

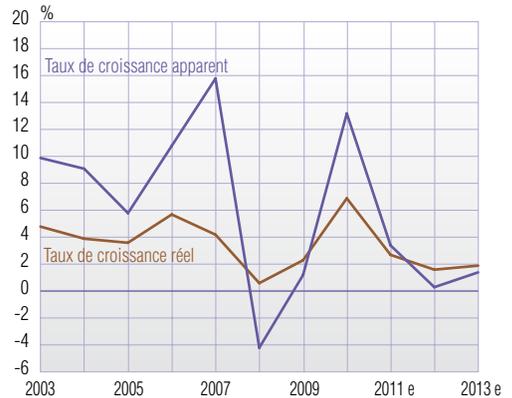
Unité : million de F.CFP - Prix courants

PIB par habitant dans quelques pays du Pacifique et dans l'Outre-Mer français [2, 3, 4 et 5]

Australie (2013 e)	6 113
France (2013 e)	3 827
Nouvelle-Zélande (2013 e)	3 790
Nouvelle-Calédonie (2013 e)	3 357
Martinique (2013 e)	2 707
Guadeloupe (2013 e)	2 438
Guam (2012 e)	2 368
Réunion (2012 e)	2 325
Polynésie française (2011 e)	1 990
Guyane (2013 e)	1 934
Îles Cook (2012 e)	1 493
Wallis et Futuna (2005)	1 200
Palau (2013 e)	1 070
Niue (2009 e)	909
Tonga (2013 e)	401
Îles Fidji (2013 e)	396
Samoa (2013 e)	331
Îles Marshall (2013 e)	329
Vanuatu (2013 e)	297
États Fédérés de Micronésie (2013 e)	277
Tuvalu (2013 e)	201
Papouasie Nouvelle-Guinée (2013 e)	191
Îles Salomon (2013 e)	177
Kiribati (2013 e)	150

Unité : millier FCFP

Évolution du taux de croissance réel et nominal du PIB [1]



12.2 Production par secteur

Produit intérieur brut [1]							
	2007	2008	2009	2010	2011 e	2012 e	2013 e
Valeur ajoutée	694 262	656 596	666 797	755 517	779 833	777 812	791 111
+ impôts sur les produits	75 075	80 549	79 989	89 605	93 678	98 221	97 428
- subventions sur les produits	1 360	1 432	2 071	2 209	2 336	2 415	2 542
Produit intérieur brut	767 977	735 713	744 715	842 913	871 176	873 618	885 997

Unité : million de F.CFP - Prix courants

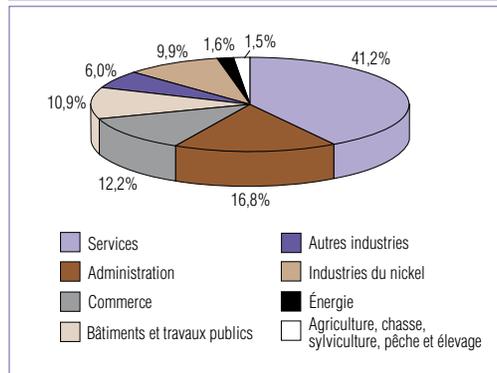
Valeur ajoutée par secteur d'activité [1]										
	2006		2007		2008		2009		2010	
	Montant	Part								
Agriculture, chasse, sylviculture, pêche, élevage	11 456	1,9	9 769	1,4	10 209	1,5	10 550	1,5	11 335	1,5
Industries du nickel	76 406	12,4	129 184	18,1	47 388	7,0	36 735	5,3	76 865	9,9
Autres industries	35 968	5,8	38 210	5,4	39 011	5,8	43 450	6,3	46 828	6,0
Bâtiments et travaux publics	62 137	10,1	65 799	9,2	79 343	11,7	76 829	11,2	84 621	10,9
Commerce	72 592	11,8	82 131	11,5	87 655	13,0	88 731	12,9	95 297	12,2
Énergie	10 640	1,7	11 405	1,6	10 322	1,5	11 228	1,6	12 212	1,6
Services (hors commerce)	232 252	37,7	256 742	36,0	276 784	41,0	293 037	42,7	320 668	41,2
Administration	114 390	18,6	119 937	16,8	124 743	18,5	126 365	18,4	130 882	16,8
Valeur ajoutée totale (hors SIFIM (a))	615 842	100,0	713 176	100,0	675 455	100,0	686 925	100,0	778 708	100,0

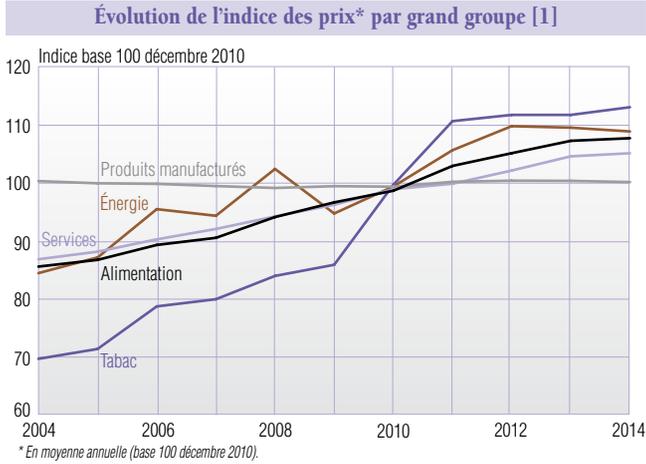
(a) Avant correction : Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés.

Unités : million de F.CFP - Prix courants, %

73

Répartition de la valeur ajoutée en 2010 [1]





Pondération dans l'indice des prix des grands postes de dépense (base 100 décembre 2010) [1]

	Pondération
Transport	2 119
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1 989
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 740
Loisirs et culture	962
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	761
Autres services et biens	739
Restaurants et hôtels	471
Boissons alcoolisées et tabac	386
Communications	350
Habillement et chaussures	320
Santé	143
Enseignement	20

Évolution des taux d'inflation selon les cinq grands groupes de dépenses* [1]

	Pondération (a)	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Alimentation	2 178	1,0	2,8	4,0	1,5	1,7	1,1
Tabac	197	2,9	13,1	12,1	0,0	0,0	6,8
Produits manufacturés	3 031	0,4	0,2	0,8	0,3	-0,3	-0,4
Énergie	984	-10,0	5,2	7,7	3,4	-2,0	-0,6
Services	3 610	2,0	2,2	1,4	2,4	1,7	1,1
Indice général	10 000	0,2	2,7	2,6	1,6	0,7	0,6
Indice hors tabac	9 803	0,1	2,2	2,4	1,7	0,7	0,4

* En glissement annuel.

(a) En base 100 décembre 2010.

Unité : %

Évolution des prix à la consommation, en moyenne annuelle, dans quelques pays [1 à 3]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
France	0,1	1,7	2,3	2,2	1,0	0,6
Zone euro	0,3	1,6	2,7	2,5	1,3	0,4
Allemagne	0,2	1,2	2,5	2,1	1,6	0,8
Italie	0,8	1,6	2,9	3,3	1,3	0,2
Royaume-Uni	2,2	3,3	4,5	2,8	2,6	1,5
États-Unis	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,5	1,6
Japon	-1,4	-0,7	-0,3	0,0	0,4	2,7
Australie	1,7	2,9	3,3	1,7	2,4	2,5
Nouvelle-Zélande	2,1	2,3	4,0	1,1	1,1	1,2
Polynésie française	0,1	1,3	1,9	1,2	1,4	0,3
Nouvelle-Calédonie	0,9	2,7	2,4	1,8	1,3	0,2

Unité : %

12.4 Niveau des prix

Comparaison de prix moyens* de vente au détail de quelques produits en 2014 entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole [1 et 2]

	Unité	Prix Métropole (a)	Prix Nouvelle-Calédonie	Prix Nlle-Calédonie/ Prix Métropole
Baguette ordinaire	250 g	104	102	1,0
Filet de boeuf	1 kg	4 613	3 687	0,8
Jambon supérieur	1 kg	1 731	1 976	1,1
Lait UHT demi-écrémé	1 l	93	136	1,5
Fromage fondu pour tartiner	170 g	171	421	2,5
Huile de tournesol	1 l	255	221	0,9
Beurre en plaquette	250 g	200	324	1,6
Thons	1 kg	3 121	1 434	0,5
Concombres	1 kg	267	307	1,1
Pommes de terre nouvelles	1 kg	251	261	1,0
Tomates	1 kg	337	603	1,8
Bananes	1 kg	210	472	2,2
Sucre en morceaux	1 kg	149	164	1,1
Café moulu non décaféiné	500 g	374	1 200	3,2
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	60	159	2,6
Bouteille de gaz butane consigne exclue (12,5 kg)	1 bt	3 894	2 978	0,8
Essence super sans plomb	1 l	184	157	0,9
Gazole	1 l	155	132	0,9
Tasse de café au comptoir	1	406	231	0,6

* Moyenne arithmétique des prix moyens mensuels de l'année 2014.
(a) Relevés de prix effectués sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Unité : FCFP

Écarts des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole [3]

Fonction	NC / Métropole (panier métropolitain)	Métropole / NC (panier calédonien)	NC / Métropole (Indice synthétique de Fischer)
Produits alimentaires	89,3	- 30,8	65,4
Boissons alcoolisées et tabac	47,2	- 27,5	42,5
Habillement et chaussures	46,7	- 23,6	42,5
Logement, eau, énergie	62,1	- 16,0	38,9
Meubles, électroménager, entretien	57,8	- 17,5	38,3
Santé	35,1	- 25,2	34,4
Transports	8,0	6,1	0,9
Communications	41,7	- 22,9	35,6
Loisirs et culture	52,6	- 25,8	43,4
Restaurants et hôtels	47,8	- 27,5	42,8
Autres biens et services	40,5	- 12,8	27,0
Ensemble	48,6	- 17,3	34,0

Unité : %

Écarts des prix entre l'Outre-mer et la Métropole [3]

	Outre-mer / Métropole (panier métropolitain)	Métropole / Outre-mer (panier Outre-mer)	Outre-mer / Métropole (Indice synthétique de Fischer)
Nouvelle-Calédonie	48,6	- 17,3	34,0
Martinique	6,9	- 2,9	9,7
Guadeloupe	14,8	- 2,2	8,3
Guyane	19,6	- 6,4	13,0
La Réunion	12,4	- 0,4	6,2
Polynésie Française	51,2	- 4,7	25,9

Note de lecture : avec un panier de consommation métropolitain, les prix sont 48,6% plus élevés en Nouvelle-Calédonie qu'en Métropole. Avec un panier calédonien, les prix sont 17,3% moins élevés en Métropole qu'en Nouvelle-Calédonie.

Unité : %

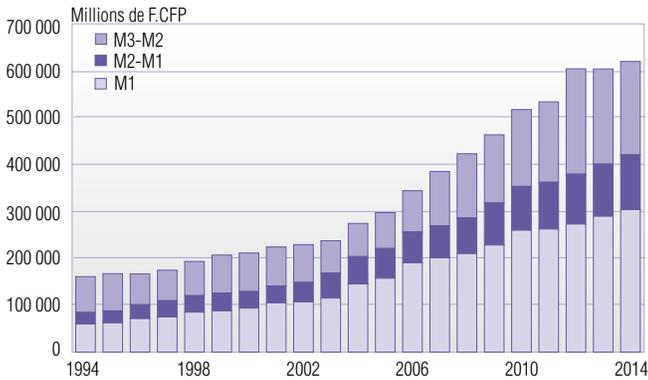
Évolution* des composantes de la masse monétaire [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Circulation fiduciaire	14 106	14 666	15 931	17 351	16 069	17 363
Dépôts à vue	214 179	245 223	246 501	255 688	273 632	286 353
Total M1	228 285	259 889	262 432	273 039	289 701	303 716
Comptes sur livrets	89 203	92 529	98 942	105 583	110 420	116 325
Comptes Épargne-Logement	699	676	617	619	630	525
Total M2	318 187	353 094	361 991	379 241	400 751	420 566
Dépôts à terme	144 604	163 732	171 308	216 234	198 128	178 698
Bons	285	155	136	41	39	0
Titres de créance négociables	-	-	-	8 290	4 665	20 280
Masse monétaire (M3)	463 076	516 981	533 435	603 806	603 583	619 544
Épargne contractuelle (P1)	4 189	4 004	3 883	3 640	3 527	3 771
Plans d'Épargne-Logement	4 128	3 935	3 785	3 496	3 338	0
Autres comptes d'épargne à régime spécial	61	69	98	144	189	213

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : million de FCFP

Évolution de la masse monétaire [1]



Évolution des actifs financiers par agent économique* [1]

	2004	2009	2014
Entreprises	101 533	187 129	240 544
Dépôts à vue	63 014	116 942	143 131
Placement liquide ou à court terme	32 999	69 094	96 795
Épargne à long terme	5 520	1 093	618
Ménages	202 746	299 753	390 389
Dépôts à vue	56 280	78 287	112 989
Placement liquide ou à court terme	84 792	133 842	151 838
Épargne à long terme	61 674	87 624	125 561
Autres agents	38 902	70 332	101 572
Dépôts à vue	14 613	18 949	30 233
Placement liquide ou à court terme	24 279	50 621	69 668
Épargne à long terme	10	762	1 671
Total	343 181	557 214	733 166
Dépôts à vue	133 907	214 178	286 353
Placement liquide ou à court terme	142 070	253 557	318 962
Épargne à long terme	67 204	89 479	127 851

* Au 31 décembre.

Unité : million de FCFP

Évolution des concours de caractère bancaire par agent économique* [1]

	2004	2009	2014
Entreprises	167 232	382 005	457 721
Crédits d'exploitation	53 060	76 575	75 075
Crédits d'investissement	78 427	206 207	242 294
Crédits à la construction	34 682	91 740	127 084
Autres crédits	1 063	7 483	13 267
Ménages	210 313	328 201	418 471
Crédits à la consommation	50 465	65 707	74 517
Crédits à l'habitat	159 099	260 763	337 957
Autres crédits	749	1 731	5 997
Collectivités locales	34 597	36 060	94 210
Crédits d'exploitation	670	3 201	1 424
Crédits d'investissement	31 641	32 118	92 643
Crédits à l'habitat	1 604	395	1
Autres crédits	682	346	143
Autres agents	8 548	9 732	15 590
Créances douteuses brutes	16 726	15 027	29 380
Total concours brut	437 416	771 025	1 015 371

* Au 31 décembre.

Unité : million de FCFP

Évolution du taux de change* [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dollar américain	87,40	90,89	86,74	93,77	90,61	90,15
Dollar australien	68,14	83,21	89,34	97,14	88,21	81,44
Dollar néo-zélandais	54,82	65,33	68,72	75,96	74,52	74,52
Dollar Singapour	58,96	66,11	68,27	74,34	71,87	70,92
Vatu	0,82	0,93	0,94	1,01	0,96	0,92
Yen	0,92	1,08	1,08	1,17	0,92	0,85

* Moyenne annuelle des cours d'achat et de vente.

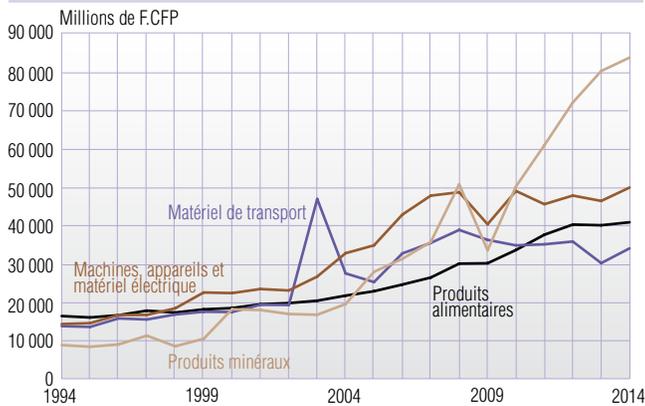
Unité : FCFP

Évolution de la valeur des importations par famille de produits [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires, boissons et tabacs	30 210	33 653	37 625	40 266	40 084	40 864
Produits minéraux	33 579	50 176	60 881	71 983	80 171	83 663
Produits chimiques	17 221	19 735	19 550	21 345	22 008	20 888
Produits en caoutchouc et plastique	8 299	10 812	11 248	11 683	11 409	11 696
Bois et ouvrages en bois	2 359	2 855	2 659	3 514	3 011	2 510
Papiers et ouvrages en papier	4 605	4 555	4 749	4 903	4 645	3 617
Produits textiles	5 815	6 460	6 902	7 043	6 755	7 107
Métaux et ouvrages en ces métaux	15 335	21 983	16 132	17 385	15 883	17 882
Machines, appareils et matériel électrique	40 347	49 002	45 560	47 810	46 410	49 891
Matériel de transport	36 289	34 861	35 139	35 858	30 255	34 093
Autres	26 164	64 408	76 263	39 562	30 277	27 014
dont ensembles industriels	4 384	41 206	52 191	15 237	4 847	429
Total	220 223	298 500	316 708	301 352	290 908	299 225

Unité : million de F.CFP

Évolution des principaux postes d'importations [1]

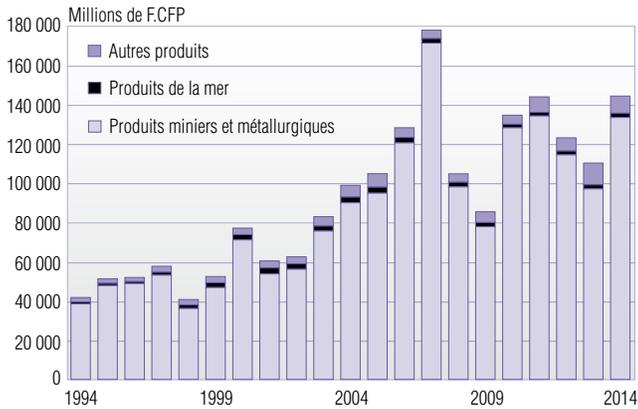


Valeur des importations par pays fournisseur [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
France	64 595	66 486	69 926	66 941	68 095	66 471
Union européenne (hors France)	35 515	40 914	50 898	42 994	40 703	42 957
Singapour	28 545	38 386	46 270	56 097	56 719	52 239
Australie	21 154	28 970	30 274	32 771	25 768	26 728
Nouvelle-Zélande	9 413	11 365	13 220	13 224	12 165	11 801
États-Unis	9 755	10 274	14 369	12 100	12 696	14 080
Japon	6 842	6 801	6 230	5 789	5 721	7 403
Autres	44 404	95 304	85 521	71 436	69 041	77 546
dont Chine	16 744	52 659	31 809	25 352	23 676	25 970
Total	220 223	298 500	316 708	301 352	290 908	299 225

Unité : million de F.CFP

Évolution de la valeur des exportations par produit [1 à 3]



Évolution des exportations par produit [1 à 3]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits miniers et métallurgiques	3 704	77 754	4 763	128 116	4 664	134 192	4 822	114 367	4 690	97 026	5 749	133 398
Produits de la mer	2	2 147	2	1 806	2	1 832	2	1 942	2	2 053	2	2 173
Autres produits	26	5 474	19	4 608	298	7 880	22	6 730	209 043	11 110	74	8 731
Total	3 733	85 375	4 783	134 530	4 964	143 904	4 846	123 039	213 735	110 189	5 825	144 302

Unités : millier de tonnes, million de F.CFP

Évolution de la destination des exportations calédoniennes [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
France	20 789	24 531	24 205	21 864	17 266	15 703
Japon	10 974	21 623	28 855	18 852	16 199	22 263
Taiwan	8 805	16 631	16 540	14 264	9 718	16 688
Union européenne (hors France)	9 697	14 215	15 737	13 016	12 795	13 598
Corée du Sud	8 199	13 291	12 614	14 559	12 681	13 970
Australie	6 063	10 286	17 828	11 378	14 625	18 077
États-Unis	2 213	4 984	6 347	5 789	5 674	7 874
Chine	11 218	4 018	8 831	12 664	11 231	27 731
Autres	7 417	24 951	12 947	10 653	10 000	8 398
Total	85 375	134 530	143 904	123 039	110 189	144 302

Unité : million de F.CFP

Principaux produits exportés par pays destinataire en 2014 [1]

	Valeur	Pays
Produits du secteur du nickel	133 398	
Ferronickel	75 458	Chine, Taiwan, Japon, États-Unis, Belgique, Corée du sud, Espagne
Mattes de nickel	12 119	France
Minerais de nickel	24 651	Australie, Japon, Corée du Sud
NiC	10 896	Australie et Chine
NiO	9 462	Chine, Japon, Corée du Sud, Taiwan
CoCO3	811	Chine, Italie, Brésil, Japon, Taiwan
Produits de la mer	2 173	
Crevettes	1 435	Japon, France, États-Unis...
Thons	253	Japon, Samoa, Arabie Saoudite, France
Holothuries	389	Hong Kong, Australie, Singapour, Nouvelle-Zélande
Coquilles de trocas	61	Chine, Vietnam, Australie, Italie, Hong Kong
Autres, dont :	8 731	
Huiles essentielles	447	France, Allemagne, Singapour...
Squash	68	Japon et Nouvelle-Zélande
Cerf	35	France
Total	144 302	

Unité : million de F.CFP

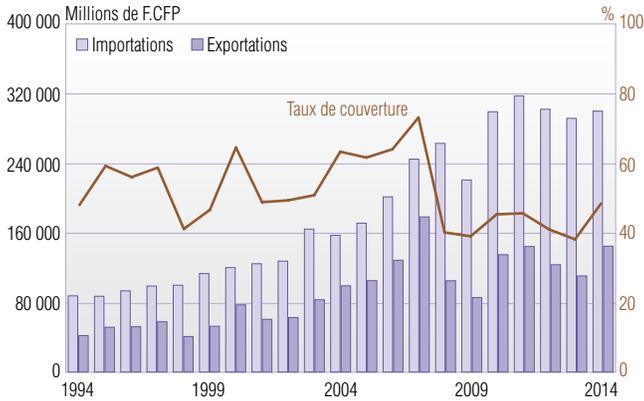
13.3 Balance commerciale

Évolution de la balance commerciale et du taux de couverture [1 à 3]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Importations (I)	220 223	298 500	316 708	301 352	290 908	299 225
Exportations (E)	85 375	134 530	143 904	123 039	110 189	144 302
Solde de la balance commerciale (E-I)	-134 848	-163 970	-172 804	-178 313	-180 719	-154 923
Taux de couverture (E/I)	38,8	45,1	45,4	40,8	37,9	48,2

Unités : million de F.CFP, %

Évolution des échanges extérieurs [1 à 3]



Commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie avec différents pays du monde en 2014 [1]

	Importations (I)	Exportations (E)	Solde (E-I)
Allemagne	11 053	64	-10 989
Belgique	3 694	6 737	3 043
Espagne	5 265	5 103	-162
France	66 466	14 879	-51 587
Grande-Bretagne	3 560	28	-3 532
Italie	7 307	1 092	-6 214
Pays-Bas	1 826	746	-1 080
Union européenne (27)	42 957	13 598	-29 359
Afrique du Sud	349	3 820	3 471
Australie	26 679	16 673	-10 006
Chine	25 970	27 232	1 262
Corée du Sud	12 719	14 787	2 068
États-Unis	14 080	7 852	-6 228
Hong Kong	842	1 297	455
Îles Fidji	301	45	-256
Inde	2 230	1 723	-507
Indonésie	4 414	32	-4 382
Japon	7 403	23 743	16 340
Malaisie	9 845	29	-9 816
Nouvelle-Zélande	11 800	201	-11 599
Philippines	637	2	-635
Polynésie française	198	127	-71
Singapour	52 239	251	-51 988
Suisse	1 735	89	-1 646
Taiwan	1 300	16 534	15 234
Thaïlande	6 994	20	-6 974
Vanuatu	371	172	-200
Viêt Nam	1 505	421	-1 084
Wallis et Futuna	15	710	695

Unité : million de F.CFP

Évolution des recettes douanières [1]

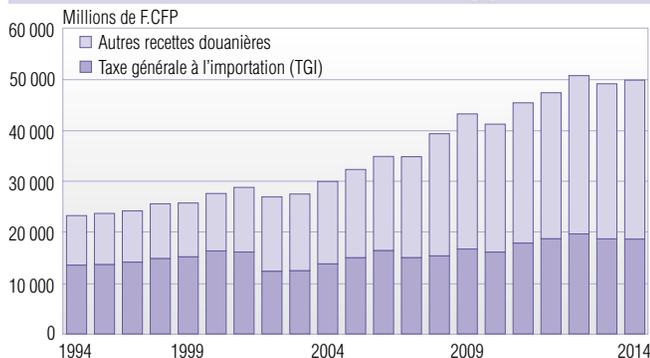
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taxe générale à l'importation	16 013	17 769	18 625	19 575	18 605	18 559
Taxe de base à l'importation	6 478	6 979	7 317	7 448	6 903	6 944
Droit de douane	5 561	6 395	6 666	6 800	6 242	6 636
Taxe sur les produits pétroliers	4 720	5 329	5 269	5 395	6 234	6 644
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 212	2 191	2 228	2 243	2 192	2 297
Taxe sur le fret aérien	1 741	1 909	2 028	2 102	2 089	2 076
Taxe de consommation intérieure	1 754	1 721	1 896	2 017	1 947	2 012
Taxe de péage	291	320	344	1 792	1 669	1 674
Taxe conjoncturelle pour la protection de la production locale	852	971	1 004	1 141	1 064	897
Taxe de soutien aux productions agricoles	783	797	870	870	865	736
Taxe sur les alcools et le tabac en faveur du secteur sanitaire et social	242	248	265	277	276	292
Droit de quai	85	189	153	245	256	294
Taxe anti-pollution	152	175	195	207	206	190
Droit de port	20	40	38	132	156	156
Taxe de magasinage	///	///	104	106	78	83
Amendes et confiscations	55	78	91	82	57	52
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	50	53	52	53	53	55
Redevance informatique	36	38	40	42	42	45
Droit de navigation intérieure	12	27	23	12	16	17
TSS collectée sur les droits de port et de quai à Nouméa	///	///	///	5	4	9
TSS collectée sur la taxe de magasinage	///	///	///	9	8	4
Total	41 058	45 230	47 208	50 554	48 961	49 671

Unité : million de F.CFP

Principaux droits et taxes à l'importation en 2015 [1]

	Produits concernés et observations
Droit de douane : 5 taux fixés par le tarif des douanes : 0%, 5%, 10%, 15%, 20%	Perçu sur l'ensemble des marchandises à l'exception de celles originaires des pays membres de l'Union européenne et des pays et territoires d'Outre-Mer associés, et des États ACP (Asie, Caraïbes, Pacifique) ayant avec l'UE des échanges préférentiels.
Taxe générale à l'importation (TGI) : 10 taux fixés par le code des douanes :	
Le taux exempt (EX) : 0%	Biens de première nécessité, produits de l'art et de la culture.
Le taux à : 0,1%	Gaz naturel
Le taux exceptionnel (TX) : 1%	Véhicules de plus de sept places assises du chapitre 8703 et camionnettes, autres que camionnettes plateaux, de plus de cinq places assises du chapitre 8704.
Le taux "alimentaire" de niveau 1 (A1) : 4%	Biens alimentaires considérés comme sociaux.
Le taux "alimentaire" de niveau 2 (A2) : 11%	Taux normal des biens alimentaires, concerne la majorité des produits.
Le taux "alimentaire" de niveau 3 (A3) : 26%	Produits à fort achat d'impulsion pour lesquels une baisse de la taxation ne se justifie pas.
Le taux "anti-évasion" (TE) : 11%	Pour faire face à l'évasion des achats de certains produits hors du territoire.
Le taux des produits culturels et sportifs (CS) : 11%	Taux à caractère social sur les produits liés à la culture et au sport.
Le taux normal (TN) : 21%	Taux normal de TGI qui concerne les biens non-alimentaires courants.
Le taux majoré (TM) : 31%	Produits dits de "luxe" et alcools.
Taxe de base à l'importation (TBI) : taux de 5% fixé par le tarif des douanes	Marchandises importées par voie maritime. Quelques produits en sont exemptés tels que les produits de première nécessité, les vaccins, les livres, certains produits minéraux, les engins agricoles et les bateaux de pêche.
Taxe de consommation intérieure sur les produits importés (TCI) : selon des quotités ; fixées par le tarif des douanes	Frappe les produits habituellement surtaxés (alcools, tabacs).
Taxe de soutien aux productions agricoles (TSPA) : taxe spécifique et ad valorem dont les taux sont fixés annuellement par délibération	Champ d'application limité aux chapitres douaniers 1 à 12, dans le but de protéger la production agricole locale. Taxe affectée à la Chambre d'Agriculture (30%) et à l'ERPA (70%).
Taxe conjoncturelle pour la protection de la production locale (TCPL) : taxe spécifique et ad valorem dont les taux sont fixés annuellement par délibération.	Appliquée aux produits concurrents des fabrications locales.
Taxe sur les produits pétroliers (TPP) : 49,30 F/L essence ; 9,70 F/L gazole ; 15,00 F/L essence avion	Taxes spécifiques sur les essences auto et avion et le gazole.
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers (TAPP) : 13,70F/L sur gazole ; 27,28 F/L essence avion	Taxes spécifiques sur l'essence avion et le gazole.
Autres taxes : Taxe sur le fret aérien (TFA) : 8%	Appliquée sur les marchandises importées par voie aérienne. Affectée à l'agence pour la Desserte Aérienne de la Nouvelle-Calédonie.
Taxe de péage (TP) : 1%	Appliquée sur les marchandises importées par voie maritime. Affectée pour 80% au Port.
Taxe anti-pollution : 7 F/kilo ou 5%	Appliquée sur les huiles lubrifiantes et pneumatiques. Affectée au Fonds aux actions de lutte contre la pollution.
Taxe pour les énergies renouvelables (TER) : 60 FCFP/hectolitre d'essence auto	Appliquée sur l'essence automobile. Affectée au Fonds de maîtrise de l'énergie.
Taxe sur les alcools et le tabac (TAT) : Taux de 12,117, 243 F/litre et 390 F/litre d'alcool pur	Boissons alcooliques. Affectée à l'Agence Sanitaire.

Évolution des recettes douanières [1]



Chiffres clés du secteur public [1]

	2000	2005	2010 r	2011 p	2012 p	2013 p
Part du secteur public dans le PIB	23	22	19	19	20	20
Taux d'investissement (a)	4	4	5	5	6	7
Part des prestations sociales dans le PIB	13	15	16	16	17	17
Taux de pression fiscale (b)	16	19	19	20	22	21
Taux de prélèvements obligatoires (c)	27	30	31	33	36	35

(a) Les investissements du secteur public sont rapportés au Produit Intérieur Brut (PIB).

Unité : %

(b) Les recettes fiscales sont rapportées au PIB.

(c) Le montant des prélèvements obligatoires est rapporté au PIB.

Dépenses et recettes du secteur public* [1]

	2000	2005	2010 r	2011	2012	2013
Dépenses de fonctionnement	128 922	169 781	223 771	230 587	238 150	248 282
Prestations sociales	58 249	90 922	131 256	139 485	149 912	154 081
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	19 372	26 779	43 263	45 741	49 729	61 389
Intérêts	2 721	2 242	3 487	3 580	4 139	4 479
Autres transferts	11 762	16 098	22 007	22 733	25 114	28 727
Dépenses	221 026	305 822	423 784	442 126	467 044	496 958
Impôts	71 602	112 734	160 736	173 310	191 730	186 769
Cotisations sociales	45 876	68 753	103 195	113 138	119 927	126 910
Recettes de production	10 442	16 224	23 287	23 470	26 290	29 565
Revenus de la propriété	1 449	2 900	3 478	3 939	3 691	4 253
Autres transferts	113 373	120 369	135 967	140 631	141 348	143 129
Recettes	242 741	320 980	426 663	454 488	482 986	490 626

* Montants corrigés des transferts internes au secteur.

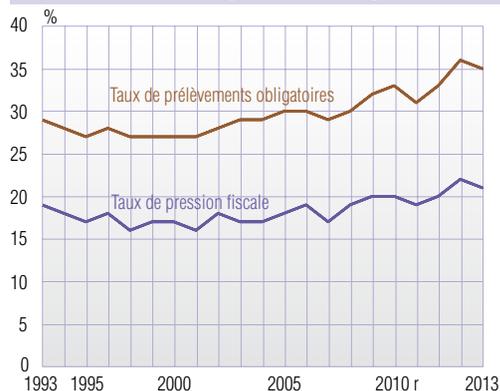
Unité : million F.CFP

Taux de pression fiscale dans quelques pays de l'OCDE en 2012 [1 et 2]

Danemark	47,2
France	44,0
Belgique	44,0
Italie	42,7
Luxembourg	38,5
Allemagne	36,5
Nouvelle-Calédonie	35,7
Grèce	33,7
Royaume-Uni	33,0
Nouvelle-Zélande	33,0
Espagne	32,1
Portugal	31,2
Japon	29,5
Australie	27,3
États-Unis	24,4

Unité : % du PIB

Évolution des taux de prélèvements obligatoires [1]



Évolution des dépenses de l'État* en Nouvelle-Calédonie [1]					
	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses de personnel et de pensions	96 767	95 454	97 337	96 787	92 189
Dépenses de fonctionnement	17 784	20 887	21 843	21 705	4 363
Dépenses d'investissement propres	2 161	2 736	5 176	2 066	2 956
Dépenses d'intervention	28 802	30 707	25 972	29 108	33 185
Dépenses des opérateurs	763	5 244	5 267	5 490	424
Autres dépenses	1 146	804	838	665	2 665
Total des dépenses réglées par l'Etat	147 422	155 833	156 434	155 823	135 782

* Dépenses de la Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie,
y compris les soldes des personnels militaires payées par la Métropole.

Unité : million FCFP

Évolution des effectifs employés* et rémunérés par l'État [1]						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Vice-Rectorat	4 884	4 803	5 160	5 146	5 112	5 138
Service Administratif et Technique de la Police	567	569	560	587	568	586
Outre-Mer	232	231	231	224	231	229
Personnel civil de la Défense	224	216	205	203	202	205
Cour d'appel	145	144	189	198	202	202
Administration pénitentiaire	115	134	142	174	192	192
Direction des Finances Publiques	167	168	168	167	164	165
Douanes	122	122	127	125	122	120
Agriculture, Forêt et Environnement	88	89	92	90	90	88
Affaires sociales et Santé	13	13	18	17	15	14
Cour des Comptes	12	12	13	13	13	13
Tribunal administratif	10	10	11	10	10	10
Aviation Civile	15	15	17	12	9	9
Protection Judiciaire de la Jeunesse	5	6	6	7	7	7
Ecologie, Energie, Développement durable et Mer	3	3	3	3	3	3
Affaires étrangères	3	3	3	3	2	3
Culture	3	3	2	2	2	1
Université de la Nouvelle-Calédonie et recherche	160	162	-	-	-	-
Total	6 768	6 703	6 947	6 981	6 944	6 985

* Fonctionnaires et agents non titulaires, non compris les Jeunes Stagiaires du Développement (JSD) et
Contrats de Développement Local (CDL) et hors militaires, en moyenne annuelle.

Unité : nombre

(a) Depuis le 1^{er} janvier 2011, le Trésor Public ne rémunère plus le personnel de l'Université de Nouvelle-Calédonie.
L'UNC est désormais autonome en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines.

14.3 Budget de la Nouvelle-Calédonie

Evolution des dépenses* de la Nouvelle-Calédonie [1]

	2008	2009	2010	2011	2012 r	2013
Administration générale	17 509	18 706	19 135	19 609	12 650	12 850
Sécurité et ordre public	-	-	11	4	14	30
Enseignement	1 072	1 138	1 124	1 841	5 956	6 741
Culture, jeunesse, sport et loisirs	2 893	3 843	3 839	4 497	4 020	3 727
Santé	720	3 159	2 476	2 163	7 185	15 044
Protection et action sociale	2 483	3 622	1 687	957	2 832	2 991
Travail, emploi et formation professionnelle	3 610	4 126	4 503	4 230	6 605	6 276
Aménagement et environnement	1 676	1 878	1 750	1 539	2 413	5 015
Transports et communication	3 468	4 658	4 698	3 438	6 523	7 742
Economie	2 359	4 412	3 796	3 468	5 496	5 511
Non ventilés et prévisions	148 749	123 414	124 697	136 655	148 697	159 877
Dépenses totales	184 538	168 956	167 717	178 400	202 389	225 804

* Dépenses de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels

Unité : million de F.CFP

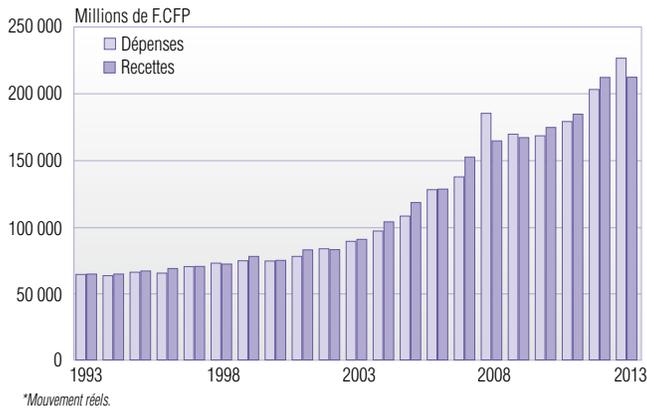
Evolution des recettes* de la Nouvelle-Calédonie [1]

	2008	2009	2010	2011	2012 r	2013
Administration générale	8 185	8 727	10 010	10 515	10 302	10 520
Sécurité et ordre public	0	0	0	0	0	0
Enseignement	0	0	0	10	2	37
Culture, jeunesse, sport et loisirs	19	161	10	7	59	4
Santé	1 403	2 163	2 041	1 128	6 169	11 565
Protection et action sociale	13	20	33	67	92	41
Travail, emploi et formation professionnelle	255	951	211	368	1 025	878
Aménagement et environnement	404	349	454	434	469	387
Transports et communication	890	993	1 064	531	709	994
Economie	267	485	698	769	597	687
Non ventilés et prévisions	152 475	152 490	159 454	170 094	191 989	186 451
Recettes totales	163 910	166 340	173 975	183 921	211 413	211 564

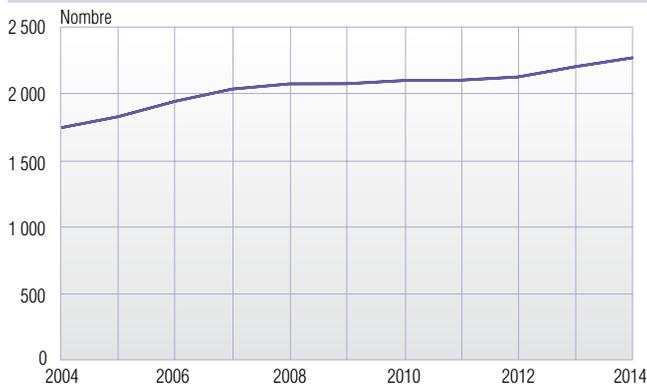
* Recettes de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels

Unité : million de F.CFP

Évolution du budget* de la Nouvelle-Calédonie [1]



Évolution des effectifs* employés par la Nouvelle-Calédonie** [2]



Dépenses* des provinces en 2013 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud
Administration générale	1 493	3 375	6 276
Sécurité et ordre public	-	64	371
Enseignement	3 761	7 188	15 432
Culture, jeunesse, sport et loisirs	906	2 837	2 012
Santé	4 102	2 719	3 122
Protection et action sociale	1 801	7 729	13 080
Travail, emploi et formation professionnelle	1 269	1 460	1 762
Aménagement et environnement	1 715	3 223	4 023
Transports et communication	751	1 870	4 765
Economie	1 807	2 414	4 235
Non ventilés et prévisions	1 487	883	2 332
Dépenses totales	19 092	33 760	57 409

* Dépenses de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

Unité : million F.CFP

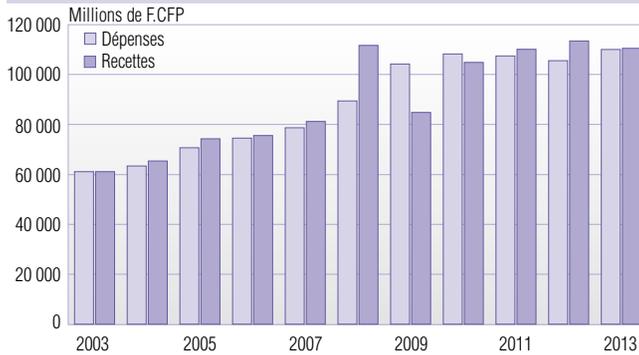
Recettes* des provinces en 2013 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud
Administration générale	432	357	361
Sécurité et ordre public	-	27	-
Enseignement	534	850	1 207
Culture, jeunesse, sport et loisirs	57	76	70
Santé	76	477	145
Protection et action sociale	587	1 613	2 375
Travail, emploi et formation professionnelle	145	71	36
Aménagement et environnement	517	57	137
Transports et communication	96	127	350
Economie	1 075	240	1 032
Non ventilés et prévisions	15 158	29 031	53 397
Recettes totales	18 678	32 927	59 110

* Recettes de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

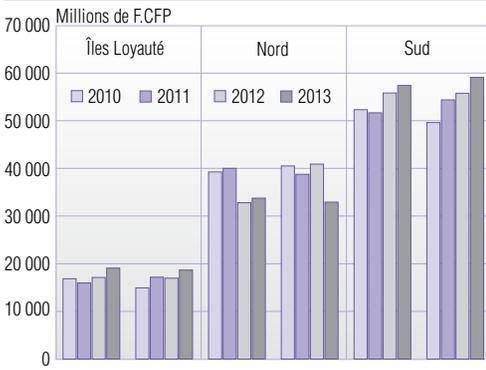
Unité : million F.CFP

Évolution des budgets* des provinces [1]



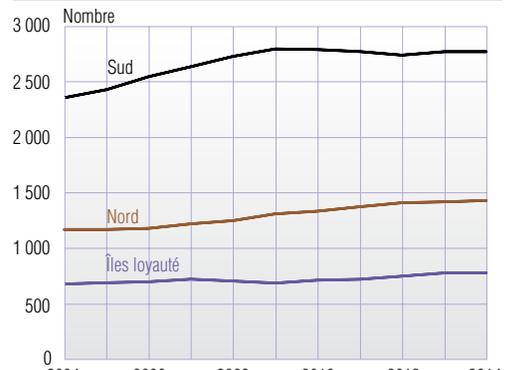
* Mouvement réel

Évolution des budgets* par province [1]



* Mouvement réel

Évolution des effectifs* employés par province** [2]



* Fonctionnaires et agents non titulaires en moyenne annuelle. ** Hors établissements publics.

14.5 Budget des communes

Évolution des budgets des communes de Nouvelle-Calédonie [1]

	2008						2013					
	Dépenses			Recettes			Dépenses			Recettes		
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
Belep	191	133	324	252	54	306	246	313	559	273	151	424
Boulouparis	256	267	523	422	118	539	307	483	790	506	373	879
Bourail	706	329	1 035	1 009	210	1 220	869	638	1 507	1 100	582	1 682
Canala	447	436	882	783	225	1 008	496	466	962	745	519	1 264
Dumbéa	2 027	956	2 983	2 589	569	3 158	3 902	1 332	5 234	4 866	1 314	6 180
Farino	106	99	205	139	37	176	144	169	313	164	155	319
Hienghène	407	654	1 061	802	421	1 223	538	373	911	730	542	1 272
Houailou	469	177	646	867	6	873	735	581	1 316	878	577	1 455
Île-des-Pins (L)	213	184	397	366	56	422	302	182	484	427	247	674
Kaala-Gomen	365	171	536	581	56	637	471	202	673	559	150	709
Koné	620	471	1 091	931	201	1 132	1 034	919	1 953	1 305	921	2 226
Kouaoua	187	147	334	382	105	487	269	202	471	422	313	735
Koumac	423	281	705	628	166	794	538	438	976	780	482	1 262
La Foa	394	504	898	635	186	821	650	397	1 047	815	391	1 206
Lifou	1 121	940	2 061	1 932	247	2 179	1 431	1 244	2 675	2 098	435	2 533
Maré	770	345	1 115	1 291	125	1 416	1 047	571	1 618	1 550	314	1 864
Moindou	203	37	240	249	18	266	244	74	318	316	138	454
Mont-Dore (Le)	2 564	1 315	3 879	3 154	1 063	4 217	3 377	1 177	4 554	3 762	1 104	4 866
Nouméa	12 366	4 030	16 396	16 890	1 578	18 468	17 365	6 529	23 894	22 473	4 759	27 232
Ouégoa	333	297	631	586	307	893	429	471	900	568	483	1 051
Ouvéa	475	397	873	739	202	941	631	464	1 095	895	400	1 295
Païta	1 521	1 367	2 889	2 240	841	3 081	2 454	1 138	3 592	2 788	854	3 642
Poindimié	531	512	1 043	807	264	1 071	608	313	921	795	329	1 124
Ponérihouen	317	455	771	559	267	826	511	299	810	582	316	898
Pouébo	260	315	575	417	66	483	303	239	542	416	151	567
Pouembout	313	426	738	523	325	848	363	285	648	564	237	801
Poum	264	189	454	422	15	437	316	325	641	416	362	778
Poya	468	338	806	681	214	895	542	414	956	676	359	1 035
Sarraméa	91	61	152	141	55	196	149	86	235	176	72	248
Thio	393	649	1 042	742	323	1 065	567	526	1 093	796	496	1 292
Touho	315	192	506	456	63	519	347	184	531	527	192	719
Voh	493	490	982	746	335	1 081	675	504	1 179	864	506	1 370
Yaté	239	312	551	465	157	622	444	402	846	543	425	968
Total	29 847	17 477	47 324	43 428	8 872	52 300	42 304	21 941	64 245	54 376	18 649	73 025

Unité : million F.CFP

Évolution des effectifs employés* par les communes [2]

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Belep	20	20	21	23	23	23	21
Boulouparis	20	19	20	19	13	11	16
Bourail	79	81	84	80	80	78	78
Canala	38	36	39	42	44	44	44
Dumbéa	344	229	222	223	241	243	247
Farino	17	15	16	13	14	16	15
Hienghène	46	47	46	47	50	49	48
Houailou	61	63	69	69	71	77	76
Île des Pins	21	22	21	23	24	23	23
Kaala-Gomen	40	39	38	35	35	40	40
Koné	51	50	53	55	58	62	60
Kouaoua	22	24	24	22	22	25	22
Koumac	33	34	38	40	41	44	46
La Foa	31	30	36	38	37	34	33
Lifou	151	149	144	142	140	141	144
Maré	83	86	77	78	84	89	85
Moindou	16	12	11	11	13	11	12
Mont Dore	254	257	263	257	261	276	267
Nouméa	1 219	1 264	1 287	1 305	1 325	1 330	1 306
Ouégoa	40	50	41	40	41	45	34
Ouvéa	90	67	64	60	61	59	64
Païta	136	121	130	144	156	163	171
Poindimié	55	56	56	54	54	53	52
Ponérihouen	33	33	35	34	35	38	38
Pouébo	31	33	31	30	30	31	33
Pouembout	32	31	30	28	30	31	32
Poum	29	28	29	28	28	29	30
Poya	45	41	40	40	38	40	36
Sarraméa	10	13	11	11	12	12	11
Thio	34	35	35	38	39	40	41
Touho	29	30	30	32	34	35	37
Voh	55	57	52	54	59	59	59
Yaté	23	27	31	31	34	32	29
Total	3 188	3 099	3 124	3 146	3 227	3 283	3 250

* Fonctionnaires et agents non titulaires, en moyenne annuelle.

Unité : nombre

SOURCES [1] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, Direction de l'action interministérielle et des relations avec les collectivités locales. [2] ISEE - CAFAT

Rôle* de l'impôt sur le revenu des personnes physiques [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Foyers fiscaux déclarants (nbre)	86 752	91 281	93 747	101 868	101 855	104 901
Foyers fiscaux imposables (nbre)	45 444	48 117	50 811	54 416	55 076	57 424
Montant du rôle général (millions de F.CFP)	15 284	16 756	18 002	18 918	19 179	19 844
Impôt moyen par foyer déclarant (F.CFP)	176 180	183 565	192 027	185 714	188 297	189 168
Impôt moyen par foyer imposable (F.CFP)	336 326	348 235	354 293	347 661	348 228	345 568

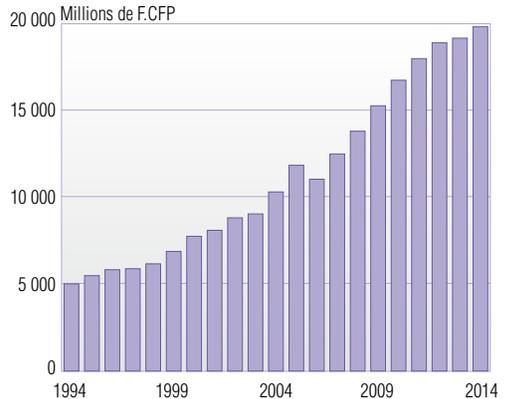
* Le rôle correspond au montant attendu des recettes de l'impôt pour chaque foyer fiscal.

Principales recettes fiscales détaillées en 2013 [2]

Impôts et taxes indirects	
Taxe générale à l'importation	18 606
Taxe de solidarité sur les services	18 151
Taxe sur les produits pétroliers	8 426
Taxe de base à l'importation	6 903
Droits d'enregistrement	6 572
Droits de douane à l'importation	6 242
Taxe sur alcools et tabacs	3 800
Taxe sur les spectacles et les jeux	2 923
Taxe sur l'électricité	2 801
Taxe sur le fret aérien	2 573
Taxe de consommation sur les produits importés	1 947
Taxe de péage	1 667
Taxe conjoncturelle de protection des productions locales	1 064
Taxe sur les assurances	1 033
Taxe de soutien aux productions agricoles et agro-alimentaires	855
Taxe de consommation intérieure	563
Taxe hypothécaire	318
Droits de quai	258
Taxe anti-pollution	206
Droits de timbre	195
Taxe sur les nuitées	161
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	53
Impôts et taxes directs	
Impôt sur les sociétés (30 ou 35%)	34 468
Impôt sur le revenu des personnes physiques	23 799
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	10 068
Contribution des brevets	nd
Contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés	5 351
Contribution exceptionnelle de solidarité	2 026
Contribution téléphonique	1 891
Autres taxes communales, dont TCA	1 788
Redevance d'eau	1 190
Taxe sur les opérations financières	697
Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnement	830

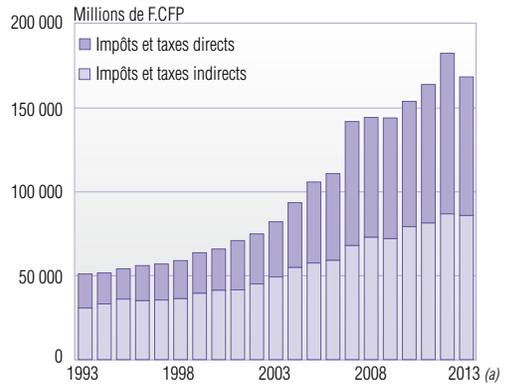
Unité : million de F.CFP

Évolution du rôle* de l'impôt sur le revenu [1]



* Le rôle correspond au montant attendu des recettes de l'impôt pour chaque foyer fiscal.

Évolution des recettes fiscales [2]



(a) Hors contribution aux brevets notamment.

Chronologie des différents Fonds Européens de Développement (FED) [1]

I ^{er} FED	1959-1964	
II ^e FED	1964-1970	Convention de Yaoundé I
III ^e FED	1970-1975	Convention de Yaoundé II
IV ^e FED	1975-1980	Convention de Lomé I
V ^e FED	1980-1985	Convention de Lomé II
VI ^e FED	1985-1990	Convention de Lomé III
VII ^e FED	1990-1995	Convention de Lomé IV
VIII ^e FED	1995-2000	Convention de Lomé IV et sa révision IV bis
IX ^e FED	2000-2007	Accord de Cotonou
X ^e FED	2008-2013	Accord de Cotonou révisé
XI ^e FED	2014-2020	Accord de Cotonou révisé

Aides européennes aux PTOM français [2]

	VI ^e FED (1986-1990)	VII ^e FED (1991-1995)	VIII ^e FED (1996-2000)	IX ^e FED (2000-2007)	X ^e FED (2008-2013)	XI ^e FED (2014-2020)
	Dotation			Total disponible	Dotation	
Mayotte	567	800	1 193	2 903	2 735	/// (b)
Nouvelle-Calédonie	937	1 492	1 885	3 604 (a)	2 364	3 556
Polynésie française	985	1 563	1 683	2 069	2 362	3 568
Saint-Pierre-et-Miquelon	409	358	477	1 529	2 475	3 138
Terres Australes et Antarctiques Françaises (c)	36	36	-	-	-	-
Wallis et Futuna	448	549	764	2 003	1 968	2 339

(a) Dotation initiale du IX^e FED + transferts des FED précédents.

(b) Mayotte n'est plus un PTOM mais une Région ultrapériphérique de l'Union Européenne depuis le 1^{er} janvier 2014.

(c) Elles bénéficient du FED régional et non du FED territorial.

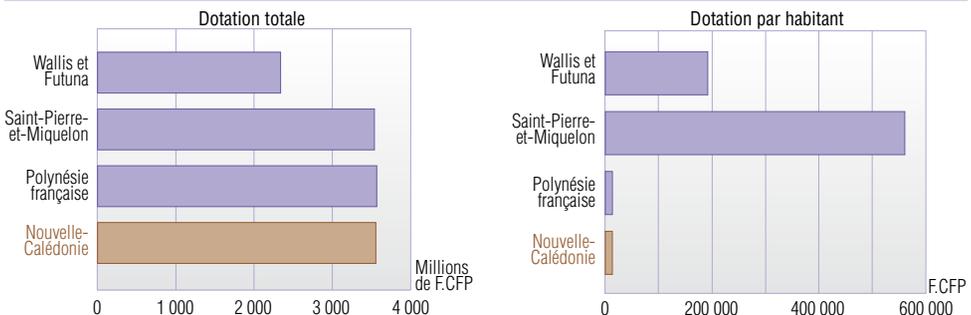
Unité : million de F.CFP

Aides de l'Union Européenne à destination de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2014* [2]

Secteur concerné	Intitulé du programme
Formation professionnelle	X ^e FED au titre de l'enveloppe du FED territorial allouée à la Nouvelle-Calédonie
Environnement	Programme régional INTEGRE, financé par l'enveloppe régionale du X ^e FED
Intégration régionale dans le pacifique	
Éducation et formation	Comenius, Erasmus et Grundvig
Jeunesse	Jeunesse en Action
Recherche	7 ^e PCRD (programme cadre pour la recherche et le développement technologique)
Environnement	ENRTP (environnement et gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie)
Environnement / biodiversité	BEST (ligne budgétaire Environnement du Parlement européen)

* Non compris les projets d'investissements qui peuvent être soutenus par la BEI (Banque Européenne d'Investissement) et l'aide humanitaire d'urgence.

Dotations attribuées aux PTOM français au titre du XI^e FED [2]



Intervention de l'État dans les contrats de développement [1]

	1993-1999	2000-2005	2006-2010	2011-2015
État/province îles Loyauté	7 441	5 835	6 303	6 657
État/province Nord	13 107	12 033	13 118	11 687
État/province Sud	10 815	9 016	8 258	8 755
État/communes des îles Loyauté	///	432	716	752
État/communes du Nord	///	1 209	2 883	4 226
État/communes du Sud	///	545	1 165	1 150
État/Nouvelle-Calédonie	4 434	3 818	4 801	3 740
État/intercollectivité	///	1 959	3 093	-
Contrat d'agglomération (a)	8 572	5 404	6 927	6 847
Évaluation des contrats	///	///	///	60
Total	44 369	40 251	47 265	43 872

(a) Contrat de ville en 1993-1997, prolongé en contrat d'agglomération.

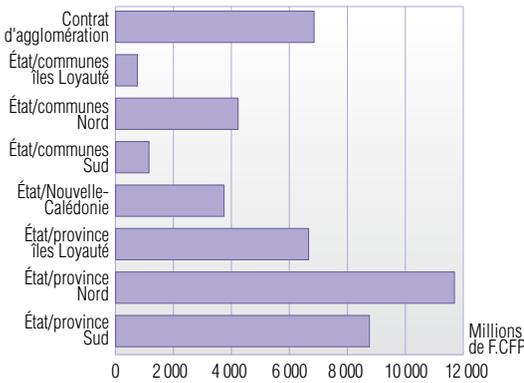
Unité : million de F.CFP

Projets agréés par l'État au titre de la défiscalisation en 2014 [1]

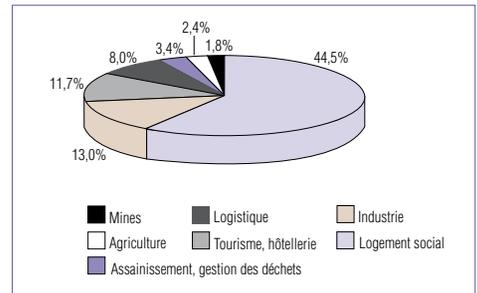
	Nombre de projets agréés	Montant des investissements agréés
Province îles Loyauté	1	228
Province Nord	3	856
Province Sud	19	8 906
Total	24	9 990

Unités : nombre, million de F.CFP

Programmation de l'intervention de l'État dans les contrats de développement 2011-2015 [1]



Investissements agréés par l'État en défiscalisation par secteurs d'activité* en 2014 [1]



* Les chiffres indiqués ne concernent que les opérations défiscalisées soumises à procédure d'agrément, les investissements dont le montant est inférieur aux seuils prévus par la loi bénéficiant, de droit, des mesures d'aides fiscales.

Programmation de l'intervention de l'État dans les contrats de développement 2011-2015 par domaine d'intervention et zone concernée [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie	Montants programmés
Adduction d'eau potable	451	1 749	2 268	-	4 467
Assainissement	62	1 043	520	-	1 625
Formation professionnelle	2 271	250	615	-	3 136
Gestion des déchets	193	24	490	-	707
Habitat social	1 292	5 600	4 500	-	11 392
Infrastructures culturelles	394	290	136	420	1 240
Infrastructures de santé	92	595	375	3 320	4 382
Infrastructures diverses	147	180	1 243	-	1 570
Infrastructures / fonctionnement scolaires	530	1 310	1 536	-	3 376
Infrastructures sportives	48	150	481	-	679
Infrastructures transport aérien	480	-	-	-	480
Infrastructures transport maritime	996	473	148	-	1 617
Infrastructures transport routier	174	3 873	2 754	-	6 801
Insertion et prévention de la délinquance	-	-	1 516	-	1 516
Intercommunalité	-	-	137	-	137
Sécurité	80	167	33	-	280
Soutien au secteur agricole	200	90	-	-	290
Soutien au secteur aquacole	-	120	-	-	120
Total	7 409	15 913	16 751	3 740	43 813

Unité : million de F.CFP

15.3 Interventions provinciales

Aides accordées au titre du code des aides pour le soutien de l'économie en province Sud [1]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Dossiers	Aides accordées										
Agro-alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artisanat-Industrie	13	32	16	35	8	20	14	55	9	35	12	42
Tourisme	23	110	15	39	18	76	19	51	13	43	14	31
Commerce et services	42	106	39	132	16	88	19	45	28	92	19	83
Pêche et aquaculture	17	40	22	108	9	22	37	131	11	19	26	121
Transformation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production animale	116	256	56	109	127	220	30	36	50	78	58	124
Production végétale	82	218	50	159	50	93	36	81	39	97	19	38
Total	293	761	198	582	228	519	155	399	150	364	148	440

Unités : nombre, million de FCFP

Aides accordées au titre du code de développement de la province Nord [2]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Dossiers	Aides accordées										
Aquaculture	2	162	1	3	1	2	-	-	1	2	1	1
Artisanat-Industrie	22	35	24	59	26	43	17	26	13	22	2	4
Commerce	10	10	22	97	3	4	10	74	5	13	2	14
Forêts	2	0,3	12	3	2	0,4	3	2	4	3	1	0,3
Pêche	15	69	30	28	29	51	16	25	7	15	13	38
Rural	154	166	147	139	104	155	69	178	91	262	75	136
Services	20	26	34	44	26	21	21	24	11	28	10	21
Tourisme	12	37	12	32	5	15	11	19	5	12	1	7
Transport-Roulage	22	42	26	47	18	27	8	12	10	12	4	5
Total	259	545	308	452	214	318	155	358	147	371	112	224

Unités : nombre, million de FCFP

Aides accordées au titre du code provincial d'aide au développement économique de la province des îles Loyauté [3]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées
Agriculture-Elevage	101	68	54	39	93	58	68	33	76	44	31	3
Pêche	2	15	5	23	19	67	13	81	7	24	5	13
Tourisme	5	82	2	18	10	36	7	38	7	51	3	14
Services	46	210	13	91	43	300	55	465	36	188	19	66
Total	154	375	74	171	165	462	143	616	126	307	58	96

Unités : nombre, million de FCFP

15-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

15.4 Autres outils de développement

Répartition du portefeuille ICAP par secteur d'activité et par province au 31 mars 2015* [1]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Interventions totales		
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	%
Tourisme	29	185	48	431	85	566	162	1 183	20,8
Mine	-	-	177	1 032	11	77	188	1 108	19,5
Transport (a)	27	200	114	323	43	185	184	708	12,5
BTP	18	119	164	482	15	88	197	688	12,1
Commerce / Service	21	162	56	261	22	124	99	547	9,6
Aquaculture	-	-	4	110	20	381	24	492	8,7
Artisanat	18	85	16	87	26	105	60	277	4,9
Pêche	4	77	18	162	2	26	24	264	4,7
Exploitation forestière	-	-	11	92	8	51	19	144	2,5
Agriculture / Elevage	-	-	14	115	10	70	24	186	3,3
Restauration	5	23	4	21	2	12	11	56	1,0
Divers	1	20	-	-	-	-	1	20	0,4
Total interventions	123	872	626	3 116	244	1 685	993	5 673	100,0
%	14,5	16,2	61,6	54,2	23,9	29,7	100,0	100,0	///

* Données provisoires.

(a) Hors roulage sur mine (classé dans la mine).

Unités : nombre, million de F.CFP; %

Évolution des engagements de l'AFD en Nouvelle-Calédonie par secteur [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur privé	8 749	4 215	1 277	19 570	6 285	934
Habitat social	11 098	-	-	-	10 143	-
Collectivités locales	1 223	8 661	5 824	9 189	7 676	10 233
Établissements publics et semi-publics	143	2 804	27 059	1 408	1 193	5 489
Total	21 213	15 681	34 160	30 167	25 298	16 656

Unité : million de F.CFP

Interventions de l'ADIE [3]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Total	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
2004	82	42	86	44	140	76	308	162
2005	79	46	88	43	133	69	300	158
2006	76	58	97	54	135	83	308	195
2007	93	75	114	70	162	108	369	253
2008	113	76	106	65	199	118	418	259
2009	188	102	196	112	223	140	607	354
2010	211	101	261	113	182	80	654	293
2011	181	91	198	86	194	103	573	280
2012	171	94	134	69	213	119	518	282
2013	170	100	189	110	274	169	633	379
2014	194	119	221	163	291	191	706	472

Unités : nombre, million de F.CFP

SYSTÈME PRODUCTIF

Entreprises

Agriculture

Pêche-Aquaculture

Nickel

Énergie

Industrie-Construction

Tertiaire

Transport

Tourisme

Créations d'entreprises en 2014, selon le type et le secteur d'activité [1]

	Créations			Total	Taux de création
	pure	reprise	réactivation		
Industries hors nickel et IAA	183	2	76	261	11,2
Industrie du nickel	1	-	-	1	2,2
Industries agro-alimentaires (IAA)	26	1	14	41	10,9
Construction	661	11	383	1 055	13,5
Commerce et réparation	382	22	121	525	12,8
Transports et entreposage	128	3	60	191	10,5
Hébergement et restauration	88	17	50	155	13,8
Information et communication	65	-	20	85	16,9
Activités financières, d'assurance et immobilières	317	2	19	338	17,4
Activités spécialisées (a)	790	7	322	1 119	20,7
Santé humaine et action sociale, administration publique, enseignement	493	13	179	685	25,2
Autres	207	3	124	334	15,7
Total secteur marchand non agricole	3 341	81	1 368	4 790	15,8

(a) Activités spécialisées, scientifiques, techniques, de services administratifs et de soutien.

Unités : nombre, %

Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité [1]

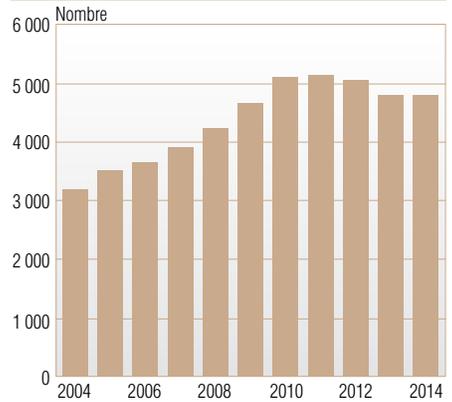
	2000	2005	2010	2014
Industries hors nickel et IAA	209	242	383	261
Industrie du nickel	3	1	3	1
Industries agro-alimentaires (IAA)	27	25	63	41
Construction	594	1 031	1 374	1055
Commerce et réparation	396	513	611	525
Transports et entreposage	157	151	201	191
Hébergement et restauration	142	112	173	155
Information et communication	46	73	99	85
Activités financières, d'assurance et immobilières	69	81	138	338
Activités spécialisées (a)	603	607	1 112	1 119
Santé humaine et action sociale (b)	271	440	602	685
Autres	210	243	350	334
Total secteur marchand non agricole	2 727	3 519	5 109	4 790

(a) Activités spécialisées, scientifiques, techniques, de services administratifs et de soutien

Unité : nombre

(b) y compris administration publique et enseignement

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur marchand non agricole [1]



Répartition des créations d'entreprises par type [1]

	2000	2005	2010	2014
Pure	2 016	2 482	3 781	3 341
Reprise	116	103	93	81
Réactivation	595	934	1 235	1 368
Total secteur marchand non agricole	2 727	3 519	5 109	4 790

Unité : nombre

Taux de survie des entreprises créées en 2009 par secteur d'activité et par province* [1]

	Taux de survie					
	à 6 mois	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans
Par activité						
Agriculture, sylviculture et pêche	96,8	93,2	87,1	85,0	82,5	78,9
Industries hors nickel et IAA	91,8	85,2	76,2	70,7	66,4	62,5
Industrie du nickel	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Industries agro-alimentaires (IAA)	86,2	79,3	72,4	69,0	69,0	65,5
Construction	92,2	86,6	78,7	73,2	67,5	61,8
Commerce et réparation	91,0	83,0	70,1	62,2	55,9	50,9
Transports et entreposage	92,1	87,9	78,6	73,6	68,6	63,6
Hébergement et restauration	96,5	88,4	83,7	75,6	67,4	64,0
Information et communication	76,8	67,7	52,5	50,5	47,5	39,4
Activités financières, d'assurance et immobilières	99	98,4	96,3	94,8	92,4	91,1
Activités spécialisées (a)	84,2	75,2	65,7	58,8	52,5	48,6
Santé humaine et action sociale (b)	84,3	69,8	58,4	52,9	47,3	41,8
Autres	95,6	92,8	88,9	86,4	83,7	82
Par province						
Province îles Loyauté	90,2	83,2	74,7	69,5	64,6	60,6
Province Nord	96,4	92,6	87,1	83,9	79,7	74,7
Province Sud	94,1	90,3	87,6	86,0	83,9	82,8
Ensemble du secteur marchand	91,2	84,8	77,0	72,2	67,5	63,5

* Il s'agit de la province du siège social de l'entreprise.

Unité : %

(a) Activités spécialisées, scientifiques, techniques, de services administratifs et de soutien.

(b) y compris administration publique et enseignement.

SOURCE [1] ISEE, fichier RIDET.

Nb : les données présentées ici utilisent la nouvelle classification NAF Rev2.

16.2 Caractéristiques des entreprises

Les entreprises par secteur d'activité et tranche de salariés au 1^{er} janvier 2015 [1 et 2]

	0	1 à 9	10 à 19	20 à 29	30 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et +	Total
Agriculture	5 957	327	30	8	3	1	-	-	6 326
Industrie	2 134	474	109	32	37	19	3	10	2 818
Industries extractives	40	29	12	2	7	4	-	2	96
Industrie manufacturière	1 998	404	88	28	25	14	2	5	2 564
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	27	2	1	-	1	-	-	2	33
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	69	39	8	2	4	1	1	1	125
Construction	7 242	861	108	24	23	13	3	2	8 276
Services	35 312	3 476	406	144	141	79	40	39	39 637
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	2 900	1 084	146	48	31	13	6	3	4 231
Transports et entreposage	1 480	253	41	10	20	10	2	2	1 818
Hébergement et restauration	768	329	44	19	12	13	7	2	1 194
Information et communication	446	82	9	4	4	1	2	1	549
Activités financières et d'assurance	760	110	18	5	7	2	1	3	906
Activités immobilières	8 345	150	8	3	-	1	1	-	8 508
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 652	374	25	14	11	6	-	-	2 082
Activités de services administratifs et de soutien	3 224	303	50	16	18	9	6	4	3 630
Administration publique	31	9	11	8	17	10	7	14	107
Enseignement	1 177	73	5	1	4	3	1	5	1 269
Santé humaine et action sociale	1 866	298	27	11	13	5	5	3	2 228
Arts, spectacles et activités récréatives	3 139	110	7	1	2	2	-	1	3 262
Autres activités de services	9 513	297	15	4	2	4	2	1	9 838
Activités extra-territoriales	11	4	-	-	-	-	-	-	15
Total	50 645	5 138	653	208	204	112	46	51	57 057

Unité : nombre

93

Forme juridique des entreprises au 1^{er} janvier 2015 [1]

	Nombre	%
Personne physique	24 049	42,1
Association loi de 1901 et assimilé	11 424	20,0
Société à responsabilité limitée (SARL)	9 475	16,6
Société civile	8 287	14,5
Syndicat de propriétaires	1 012	1,8
Autre personne morale de droit privé inscrite au registre du commerce et des sociétés	858	1,5
Groupement d'intérêt économique (GIE)	517	0,9
Autres formes juridiques	1 533	2,7
dont autres sociétés commerciales (SA, SAS, SNC)	862	1,5
Total	57 155	100,0

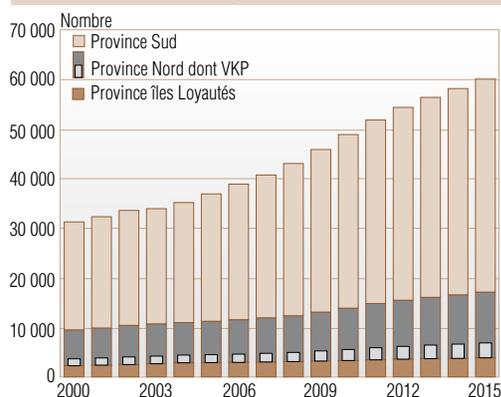
Unités : nombre, %

Répartition des entreprises par province et secteur d'activité regroupé au 1^{er} janvier 2015 [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Total
Agriculture				
Nombre	745	2 673	2 908	6 326
Part	11,8	42,3	46,0	100,0
Industrie				
Nombre	108	357	2 353	2 818
Part	3,8	12,7	83,5	100,0
Construction				
Nombre	353	1 217	6 706	8 276
Part	4,3	14,7	81,0	100,0
Services				
Nombre	2 646	5 994	31 095	39 735
Part	6,7	15,1	78,3	100,0
Total				
Nombre	3 852	10 241	43 062	57 155
Part	6,7	17,9	75,3	100,0

Unités : nombre, %

Évolution des entreprises par province* au 1^{er} janvier [1]



* Il s'agit de la province du siège social de l'entreprise.

SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] CAFAT.

Nb : les données présentées ici utilisent la nouvelle classification NAF Rev 2.

Évolution des entreprises artisanales* par province [1]

	Province îles Loyauté	Province Nord	dont Voh-Koné- Pouembout-Poya	Province Sud	dont Grand Nouméa	Nouvelle- Calédonie
2002	510	1 578	///	7 141	6 525	9 229
2003	587	1 596	///	6 834	6 162	9 017
2004	639	1 555	///	7 018	6 343	9 212
2005	653	1 511	///	7 225	6 536	9 389
2006	644	1 444	///	7 580	6 889	9 668
2007	636	1 434	///	7 726	7 034	9 796
2008	629	1 449	465	8 097	7 390	10 175
2009	649	1 568	510	8 592	7 829	10 809
2010	661	1 702	572	9 102	8 294	11 465
2011	584	1 670	625	9 226	8 441	11 480
2012	595	1 771	675	9 778	8 946	12 144
2013	582	1 715	677	9 648	8 836	11 945
2014	527	1 678	705	9 502	8 705	11 707
2015	511	1 637	699	9 315	8 517	11 463

* Au 1^{er} janvier de chaque année.

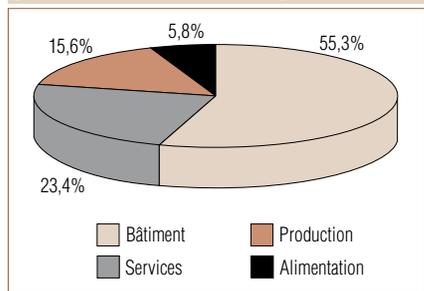
Unité : nombre

Densité artisanale* en France et en Outre-Mer [1]

Nouvelle-Calédonie	427 (2015)
Guadeloupe	286 (2013)
Martinique	255 (2013)
Guyane	188 (2013)
Réunion	177 (2013)
France métropolitaine	175 (2013)

* Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants.

Répartition des entreprises artisanales par grand secteur d'activité au 1^{er} janvier 2015 [1]

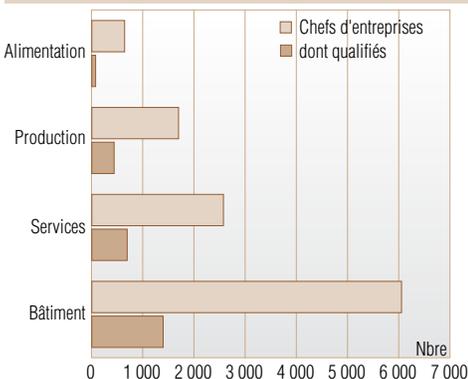


Entreprises et salariés de l'artisanat par catégorie d'activité au 1^{er} janvier 2015 [1]

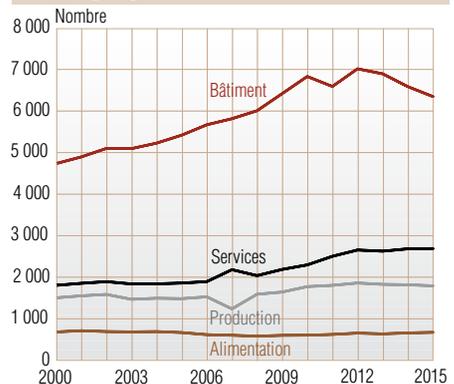
	0 salarié		1 salarié		2 à 3 salariés		4 à 5 salariés		6 à 10 salariés		11 à 15 salariés		Total	
	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.
Alimentation	476	56	52	53	135	27	122	35	274	16	202	663	785	
Bâtiment	5 577	258	258	224	541	112	499	128	983	38	484	6 337	2 765	
Production	1 518	78	78	69	174	52	234	51	384	15	188	1 783	1 058	
Services	2 366	122	122	98	237	46	208	38	282	10	128	2 680	977	
Ensemble	9 937	514	514	444	1 087	237	1 063	252	1 923	79	1 002	11 463	5 589	

Unité : nombre

Les chefs d'entreprises artisanales par grand secteur et qualification au 1^{er} janvier 2015 [1]



Évolution des entreprises artisanales par grand secteur d'activité [1]



16.4 Grandes entreprises

Les plus grandes entreprises du secteur marchand au 1^{er} janvier 2015 par tranche de salariés [1 et 2]

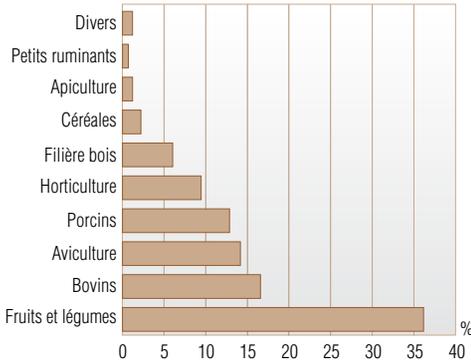
Salariés	Entreprise	Activité	Rang
	Ste Le Nickel - SLN SA	Mine et métallurgie	1
	Vale Nouvelle-Calédonie SAS	Métallurgie des autres métaux non ferreux	2
	Office des Postes et Télécommunications (OPT)	Postes et télécommunications	3
	Koniambo Nickel SAS	Construction d'une usine métallurgique	4
1 000	Nickel Mining Company (NMC)	Exploitation, gestion d'un domaine minier, exportation de minerai	5
	Air Calédonie International (Aircalin)	Transport aérien de voyageurs	6
	Clinique de l'île NOU - Magnin	Exploitation d'une clinique	7
	Société néo-calédonienne d'Énergie (ENERCAL)	Distribution d'énergie électrique	8
	Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)	Opérations bancaires	9
	Société Calédonienne de Transports Aériens (Air Calédonie)	Transport de passagers et de fret	10
	Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC)	Toutes opérations bancaires et de services d'investissement	11
	Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB)	Banque	12
	Cofely Endel NC	Travaux d'installations industriels	13
300	Société de Distribution et de Développement	Commerce de détail d'alimentation générale (1200 m2)	14
	Société de Distribution et de Gestion	Hypermarché	15
	Cofely Socométra	Installation et maintenance industrielle	16
	Electricité et Eau de Calédonie (EEC)	Distribution d'énergie	17
	Sodexo Nouvelle-Calédonie	Hébergement collectif non touristique	18
	Espace surveillance	Activités privées de surveillance et de gardiennage	19
	Société Minière Georges Montagnat (SMGM)	Exploitation minière	20
	Guard Nouvelle-Calédonie	Gardiennage, surveillance	21
	Calédonienne des Eaux	Service eau et assainissement	22
	Sodima (Géant Saint-Marie)	Hypermarché	23
	Casino de Nouméa SNC	Exploitation d'un casino	24
	Sté d'Entreprise Ardmanni et Benedetti	Bâtiments, génie civil	25
	Société Le Froid	Fabrication de boissons hygiéniques	26
	Le Vigilant	Surveillance humaine, transport et surveillance de bijoux	27
	Manpower Nouvelle-Calédonie	Prestation temporaire de personnel	28
200	Ballande	Commerce de détail alimentaire et non alimentaire	29
	Société Calédonienne des Tracteurs	Commerce de détail de matériel de travaux publics, de mine	30
	Société des Hôtels de Nouméa	Hotel, restaurant	31
	BNP Paribas Nouvelle-Calédonie	Banque	32
	France Télévision	Conception, programmation d'émissions de télévision	33
	Société Hôtelière de Deva	Hotel	34
	Åboro Calédonie	Agence d'intérim	35
	Pass pour la réussite	Contribuer à la réussite des enfants scolarisés en province sud	36
	Société Touristique et Hôtelière de Nouvelle-Calédonie	Hôtel avec restaurant	37
	Dumez GTM Calédonie	Travaux publics, terrassement	38
	Société Colas de Nouvelle-Calédonie	Tous travaux routiers (terrassements, revêtements, assainissement)	39
	Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC)	Concourir au développement de la Nouvelle-Calédonie	40
	Cofely Airport Pacific	Gestion de l'aéroport	41
150	Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence et des adultes en NC	Foyer d'accueil pour enfants et adolescents	42
	Almameto SA	Concessionnaire automobile avec réparation	43
	L'As de Tréfle	Commerce de détail de livres, journaux, objets de papeterie, librairie	44
	Star Pacifique	Centre de collecte des déchets	45
	Grande Brasserie de Nouvelle-Calédonie (GBNC)	Fabrication de bière	46
	KOMATSU Marketing and Support Australia PTY LTD	Vente d'équipement de terrassement et de construction et d'équipement minier	47
	Association des parents et amis des personnes handicapées	Éducation d'enfants et d'adolescents handicapés...	48
	Atout Plus Intérim	Prestation temporaire de personnel	49
	Net éclairé	Nettoyage de locaux	50
	Catering International et Services - Nouvelle-Calédonie	Services de restaurations diverses	51
	EGN Nettoyage SARL	Nettoyage de bureaux	52
	Union pour le handicap	Aides en faveur des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie	53
	Compagnie N.C Tourisme	Hôtel touristique avec restaurant	54
	Pacifique Jardin et Paysages	Entretien et création de parcs et jardins	55
	Association pour la prévention et le traitement de l'insuffisance rénale en NC	Prévention et traitement de l'insuffisance rénale en NC	56
	Pacifique Press Communication	Publication, édition de journaux	57
	Cégélec Nouvelle-Calédonie	Ingénierie électrique	58
	Société de l'Ilot Maître	Hôtel-restaurant	59
	HPC	Commerce de détail d'équipements électroménagers	60
	Carsud SA	Transport en commun de personnes	61
	Nord Sud Intérim	Mise à disposition de personnel	62
100			

Évolution de la valeur de la production agricole commercialisée et des importations de produits agricoles [1 et 2]

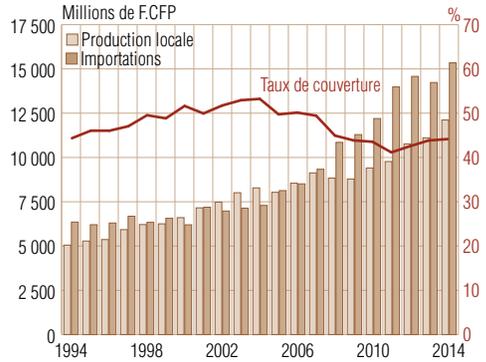
	2009 r	2010 r	2011 r	2012 r	2013 r	2014
Production agricole locale	8 785	9 405	9 770	10 767	11 106	12 115
Importations de produits agricoles	11 291	12 198	13 984	14 577	14 231	15 343
Taux de couverture de la filière agricole	43,8	43,5	41,1	42,5	43,8	44,1

Unités : million de F.CFP, %

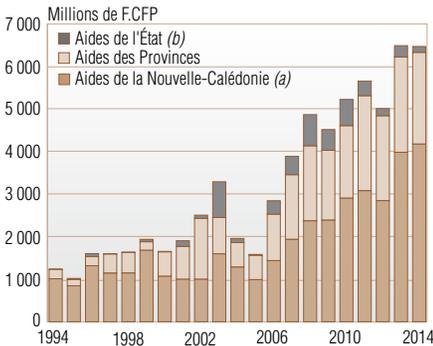
Structure de la valeur de la production agricole commercialisée en 2014 [2]



Évolution de la filière agricole [1 et 2]

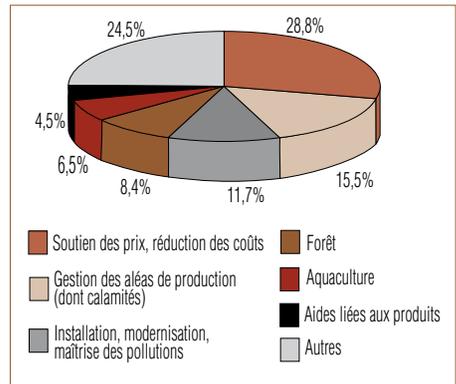


Évolution des principales aides financières au secteur agricole par bailleur de fonds [1 et 2]



(a) Y compris l'ERPA, dont les aides concernent également l'aquaculture et le transport de produits de la mer.
(b) Hors aides versées dans le cadre des contrats de développement.

Répartitions des aides financières versées au secteur agricole par principale nature d'intervention en 2014 [1 et 2]



Évolution du nombre de salariés par secteur agricole* et par province [3]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur agricole						
Cultures	606	653	601	596	618	629
Élevages	381	355	351	375	380	358
Sylviculture	98	91	115	121	111	110
Autres	53	50	61	61	68	79
Province						
Province îles Loyauté	11	11	8	8	17	26
Province Nord	228	262	272	296	287	263
Province Sud	899	876	848	849	871	886
Total	1 138	1 149	1 128	1 153	1 176	1 175

* Au 31 décembre de chaque année, hors pêche et aquaculture.

Unité : nombre

SOURCES [1] DAVAR, L'agriculture calédonienne de 2004 à 2013. [2] DAVAR, Mémento agricole 2014. [3] ISEE-CAFAT.

Nb : les données présentées ici utilisent la classification NAF Rev 2.

17.2 Exploitations agricoles

Évolution du nombre d'exploitations et de la superficie agricole utilisée (SAU)* par province [1]

	1991		2002		2012	
	Exploitations	SAU	Exploitations	SAU	Exploitations	SAU
Province des îles Loyauté	2 254	4 964	1 623	1 164	1 216	1 509
Province Nord	4 279	99 233	2 230	121 647	1 695	73 310
Province Sud	1 927	124 010	1 721	125 066	1 595	107 208
Nouvelle-Calédonie	8 460	228 208	5 574	247 878	4 506	182 026

* La SAU comprend les terres cultivées, les fleurs et plantes ornementales, les cultures permanentes, les pâturages, les jachères ainsi que les jardins et vergers familiaux.

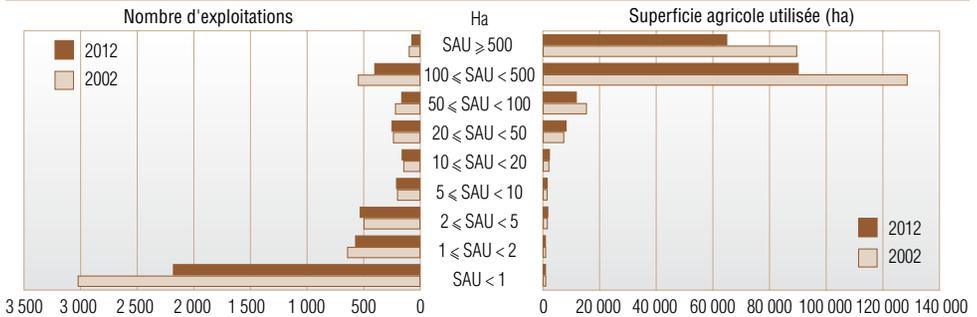
Unités : nombre, ha

Évolution du nombre d'exploitations par province selon leur type de production [2]

	Province îles Loyauté			Province Nord			Province Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	2012	1991	2002	2012	1991	2002	2012	1991	2002	2012
Monoculture	1	35	0	32	67	21	81	201	70	114	303	91
Élevage(s) seulement	7	6	1	201	268	120	298	433	141	506	707	262
Polyculture seulement	85	79	64	1 069	585	529	367	232	368	1 521	896	961
Polyculture-Élevage(s)	2 161	1 503	1 151	2 977	1 310	1 025	1 181	855	1 016	6 319	3 668	3 192
Total	2 254	1 623	1 216	4 279	2 230	1 695	1 927	1 721	1 595	8 460	5 574	4 506

Unité : nombre

Évolution de la répartition des exploitations et de la SAU [2]



Évolution des surfaces des cultures végétales* par province [4]

	Province îles Loyauté			Province Nord			Province Sud			Nouvelle-Calédonie		
	1991	2002	2012	1991	2002	2012	1991	2002	2012	1991	2002	2012
Légumes et fruits de plein champ	87	28	30	606	581	504	650	1 266	1 139	1 343	1 875	1 673
Céréales	-	-	-	131	423	376	369	530	628	501	953	1 005
Arbres fruitiers isolés	368	70	59	1 023	312	151	382	441	225	1 773	823	435
Vergers	34	69	58	172	160	265	255	408	643	461	637	966
Tubercules	212	198	85	358	395	191	133	192	188	703	785	463
Fleurs et pépinières	-	1	1	2	7	8	27	96	91	29	104	100
Cultures spéciales dont café, vanille	2	18	38	868	193	41	150	83	44	1 021	293	123
Jardins familiaux	82	114	53	90	238	33	33	74	35	205	426	120
Total	785	498	324	3 250	2 309	1 569	1 999	3 089	2 993	6 036	5 895	4 885

* Hors pâturages, fourrages et jachères.

Unité : ha

Principales productions végétales commercialisées par province* [2]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	2008	2014	2008	2014	2008	2014
Légumes	0,5	0,3	207	491	1 908	2 399
Horticulture	2	23	101	204	827	908
Fruits	53	36	223	304	986	1 104
Bois	-	-	63	45	161	221
Huiles essentielles	nd	396	nd	7	nd	54
Céréales	-	-	72	107	108	158
Café	-	-	18	3	10	1

* Données provisoires.

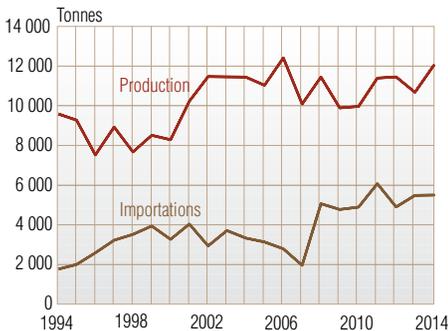
Unité : million FCFP

Évolution des productions commercialisées et des importations de certains produits végétaux [1 à 3]

	2010r		2011r		2012r		2013r		2014	
	Production	Importations								
Céréales, dont :	3 335	44 317	2 597	46 712	4 198	44 434	4 386	46 397	4 815	43 346
Riz	-	10 967	-	10 833	-	10 477	-	11 691	nd	9 776
Blé	-	30 965	-	32 198	20	29 968	41	31 509	nd	28 459
Mais	3 335	1 772	2 597	3 455	4 178	3 375	4 188	2 739	nd	4 422
Sorgho	-	390	-	-	-	407	157	0,4	nd	400
Légumes (a)	10 122	4 916	11 563	6 185	11 625	4 997	10 839	5 589	12 208	5 604
Légumes frais	6 251	2 485	6 327	2 593	6 289	2 704	6 744	2 352	7 239	2 273
Pommes de terre	868	1 233	1 695	2 423	1 669	1 041	160	1 714	1 400	2 167
Oignons	357	1 173	547	1 169	464	1 252	552	1 524	662	1 164
Squashes	2 092	25	2 491	1	2 855	-	2 724	-	2 251	nd
Tubercules tropicaux	554	-	503	4	348	-	659	-	656	nd
Fruits (a)	4 787	4 148	4 014	4 966	5 119	4 469	4 617	4 505	4 500	4 594
Café (équivalent café vert)	13	1 286	19	1 127	6	1 513	7	1 409	5	1 380
Coprah	166	-	57	-	117	-	255	-	395	-
Bois d'œuvre	1 768	14 000	1 527	12 400	1 610	12 200	1 760	11 650	1 711	11 098

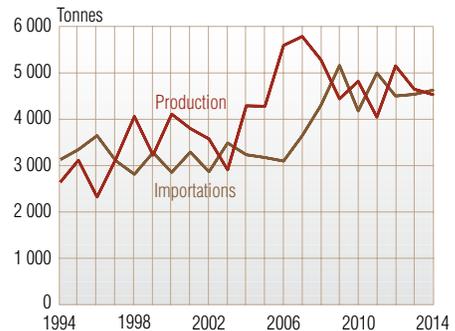
Unité : tonne

Évolution de la production* et des importations de légumes frais [1 à 3]



* Y compris les tubercules tropicaux.

Évolution de la production et des importations de fruits frais [1 à 3]



17.4 Filières animales

Structure des élevages selon le type de cheptel par province [1]

	Province îles Loyauté				Province Nord				Province Sud				Nouvelle-Calédonie			
	2002		2012		2002		2012		2002		2012		2002		2012	
	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages
Bovins	1 877	241	1 679	290	49 443	584	31 728	355	59 988	644	51 197	554	111 308	1 469	84 604	1 199
Porcins	7 605	1 440	6 570	1 109	4 259	665	5 314	551	13 583	474	18 126	388	25 447	2 579	30 010	2 048
Caprins	2 410	307	738	140	1 646	38	1 086	25	4 074	62	1 341	68	8 130	407	3 165	233
Ovins	-	-	-	-	169	6	1 152	9	2 128	20	2 502	40	2 297	26	3 654	49
Équins	62	47	16	9	4 027	620	1 808	303	3 423	482	3 760	453	7 512	1 149	5 584	765
Cervidés	-	-	-	-	2 062	4	1 572	6	11 221	22	7 331	19	13 283	26	8 903	25
Volailles	25 250	621	12 389	381	30 672	861	33 861	599	326 916	672	335 225	734	382 838	2 154	381 475	1 714
Lapins	17	3	6	3	654	28	78	9	7 120	69	5 965	92	7 791	100	6 049	104
Apiculture	137	4	351	19	719	25	2 133	75	1 115	73	4 320	206	1 971	102	6 804	300

Unité : nombre

Évolution de la production de viande bovine par province [2 et 3]

	2009	2010	2011	2012	2013r	2014
Province Nord	1 193	1 282	1 244	1 224	1 184	1 158
Province Sud	1 980	2 139	2 170	2 187	2 111	2 322
Nouvelle-Calédonie	3 193	3 425	3 414	3 416	3 297	3 482

Unité : tonne

Évolution de la production de viande porcine par province [2 et 3]

	2009	2010	2011	2012	2013r	2014
Province Nord	366	476	487	516	568	591
Province Sud	1 791	1 669	1 829	1 936	2 004	2 106
Nouvelle-Calédonie	2 262	2 255	2 425	2 557	2 673	2 815

Unité : tonne

Évolution de la production et des importations des autres filières animales [2 à 4]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Production locale						
Viande ovine/caprine	8	11	14	13	13	6
Viande de cerf	182	268	195	169	200	180
Viande de volaille (a)	769	851	803	831	816	913
Oeufs (milliers de douzaines)	2 750	3 000	2 842	3 425	3 358	3 325
Miel	66	90	111	98	104	108
Importations						
Viande ovine/caprine	599	701	533	477	487	415
Viande de volaille (a)	8 934	8 685	9 593	8 927	9 791	9 445
Miel	4	5	3	3	3	5

(a) Viande de poulet et de basse-cour et gibier à plumes.

Unité : tonne, sauf mention contraire

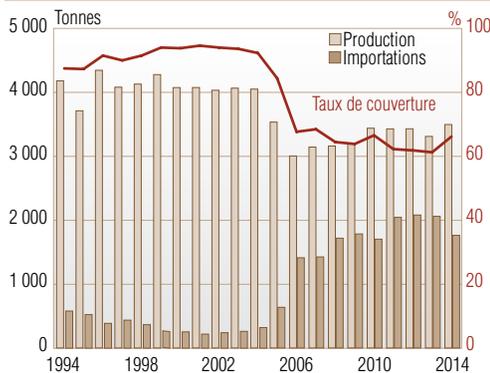
Principales productions animales commercialisées par province en 2014 [3]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud
Viande bovine	-	640	1 301
Viande porcine	-	344	1 148
Oeufs	-	7	1 013
Viande de volaille (a)	-	93	593
Viande de cerf	-	23	63

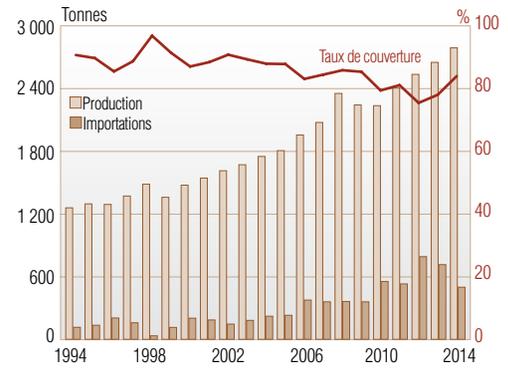
(a) Viande de poulet et de basse-cour.

Unité : million F.CFP

Évolution de la filière bovine [2 à 4]



Évolution de la filière porcine [2 et 4]



SOURCES [1] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole de 1991, 2002 et 2012. [2] DAVAR, L'agriculture calédonienne de 2004 à 2013. [3] DAVAR, Mémento agricole 2014. [4] DRDNC.

Navires et marins* embarqués par province [1]

	Marins			Navires		
	2012	2013	2014 (a)	2012	2013	2014
Pêche lagunaire et côtière	452	386	283	227	189	152
Province Sud	67	67	76	34	29	32
Province Nord	383	317	203	191	158	119
Province îles Loyauté	2	2	4	2	2	1
Pêche hauturière	159	185	186	19	20	18
Province Sud	134	155	nd	16	18	16
Province Nord	25	30	nd	3	2	2
Total	611	571	469	246	209	170

* Équipage déclaré en début d'année.

Unité : nombre

(a) Les marins ne sont plus différenciés selon la province où se déroule la campagne de pêche hauturière.

Activité des palangriers [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Licences accordées	27	20	19	19	18	17
Nombre de jours de mer	4 149	3 741	3 824	3 854	3 648	3 359
Jours de mer/total (%)	54	57	55	56	59	54
Nombre de jours de pêche	2 674	2 541	2 536	2 612	2 439	2 259
Jours de pêche/total (%)	35	39	37	38	39	36
Milliers d'hameçons utilisés	4 932	4 677	4 768	4 939	4 561	4 312

Unité : nombre

Évolution de la pêche récifo-lagonaire* [1]

	2009	2010	2011	2012	2013
Poissons récifo-lagonaires	556	526	500	455	461
dont : tazarads du lagon	57	20	26	8	9
mulets	66	84	87	76	99
maquereaux	106	45	56	79	39
bossus	47	58	41	35	38
becs de cane	55	59	56	53	51
picots	10	11	19	16	16
loches	47	56	48	47	45
perroquets	23	31	29	20	23
dawas	31	25	38	27	32
vivaneaux	35	31	27	26	16
rougets	20	18	21	16	15
Autres produits récifo-lagonaires	423	383	279	306	351
Coquilles de trocas	277	228	144	175	227
Bêches de mer (poids sec)	48	26	34	31	42
Crustacés	81	112	87	84	73
Mollusques	17	17	14	16	9
Total produits récifo-lagonaires	979	909	779	761	812

* Estimations basées sur les déclarations des pêcheurs.

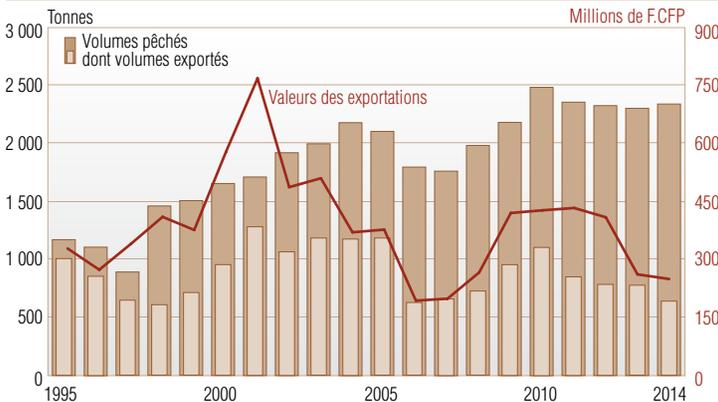
Unité : tonne

Évolution de l'activité hauturière [1 et 2]

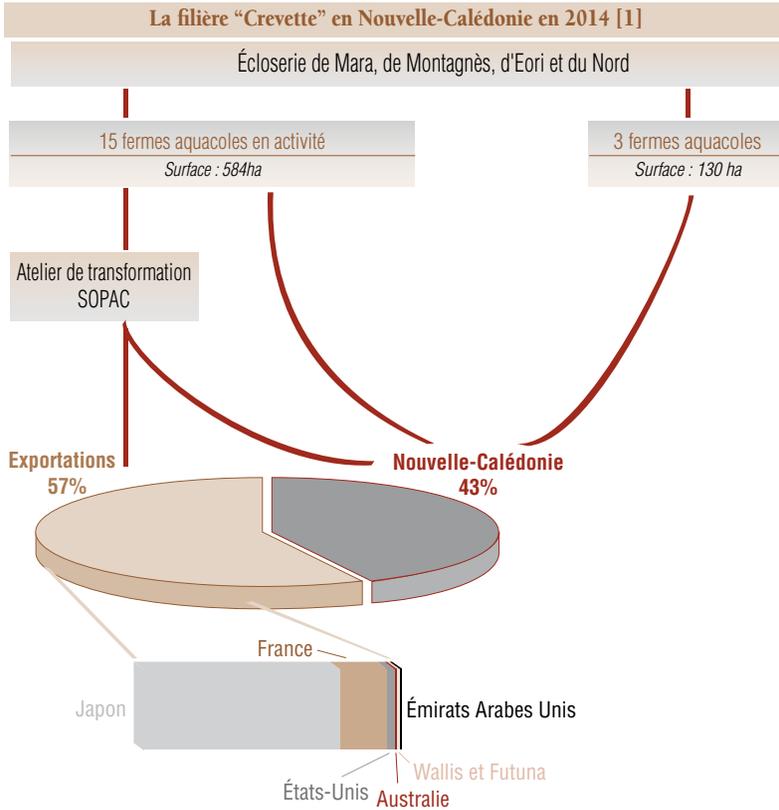
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Pêche hauturière totale	2 548	2 859	2 796	2 705	2 676	2 781
Thons blancs	1 649	1 939	1 736	1 713	1 732	1 587
Thons jaunes	487	505	585	571	531	710
Thons obèses	51	44	41	49	51	50
Marlins	114	116	154	123	104	113
Espadons	7	8	10	10	9	12
Makos	10	10	10	13	2	0
Divers	228	236	260	227	247	308
Exportations des thons						
Quantités	947	1 095	844	779	775	636
Valeur (million de F.CFP)	424	431	437	413	265	253

Unité : tonne, sauf indication contraire

Pêche et exportations des thons [1 et 2]

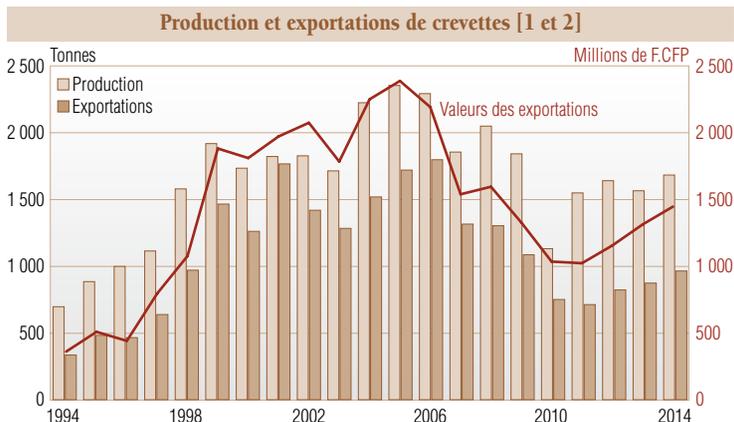


18.2 Aquaculture de crevettes



Évolution de la filière "Crevette" en Nouvelle-Calédonie [1 et 2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Capacité de production						
Superficie des fermes aquacoles (ha)	682	680	707	708	714	714
Production						
Écloseries (million de post-larves)	150	124	137	161	137	129
Fermes aquacoles (tonnes de crevettes)	1 830	1 124	1 539	1 630	1 555	1 672
Exportations						
Valeur (millions de F.CFP)	1 317	1 025	1 013	1 145	1 302	1 435
Quantités (tonnes)	1 079	746	708	817	868	958
dont : France	487	133	63	143	109	174
Japon	495	467	514	554	668	729
Australie	43	21	42	54	44	9
États-Unis	-	61	79	53	33	33



SOURCES [1] ERPA. [2] DRDNC.

Implantation des centres miniers et métallurgiques actifs en 2013 [1]



Production et valeur ajoutée dégagée par la branche "nickel" [2]

	2008	2009	2010
Production (P)	137 394	98 326	161 696
Consommation intermédiaire (CI)	90 006	61 591	84 831
Valeur ajoutée (VA = P-CI)	47 388	36 735	76 865
Part dans le PIB	6,4	4,9	9,1

Unités : million de F.CFP, %

Réhabilitation des sites miniers dégradés [1]

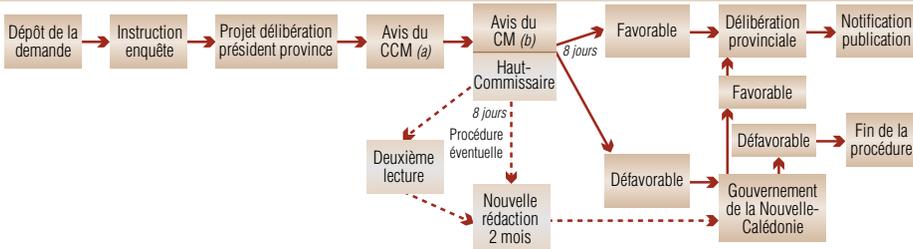
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de plants	91 528	86 210	85 847	145 806	163 652	95 757	114 018	195 911
Surface plantée	25,6	23,7	31	30,7	24,6	18,6	16,0	24,9
Surface semée	29,5	27,2	12,9	37,7	26,4	39,3	34,4	31,1

Unités : nombre, ha

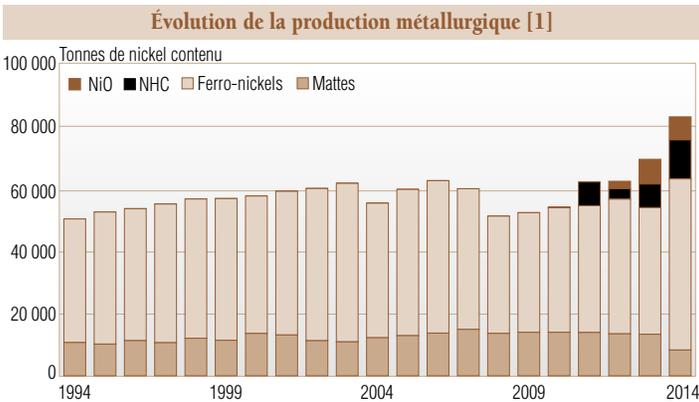
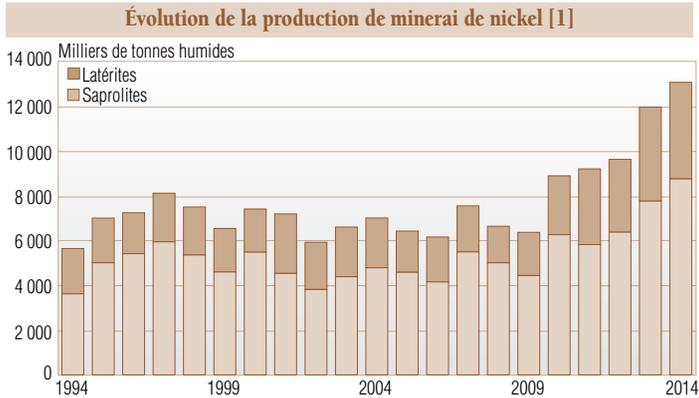
La mine en Nouvelle-Calédonie : repères chronologiques [1]

1774	Découverte de la Nouvelle-Calédonie par James Cook	2005	Les conditions suspensives de l'accord de Bercy qui pesaient sur le projet d'usine du Nord sont levées, autorisant le transfert définitif du massif du Koniambo à la SMSP
1858	Première demande de concession minière (charbon)	2006	OPA réussie de Xstrata sur Falconbridge
1863	Découverte d'or à Pouébo	2006	OPA réussie de Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) sur Inco
1863-1866	Mission de Jules Garnier	2007	Taux record du cours du nickel au LME à 24,54 US \$ la livre le 16 mai
1864	Jules Garnier découvre un nouveau minéral de nickel	2007	La participation de la STCPI dans la SLN passe de 30 à 34% et sa participation dans ERAMET de 5,1 à 4,1%
1872	Découverte d'un gisement de cuivre à Balade	2007	Approbation par le conseil de direction de Xstrata Plc, maison mère de Xstrata Nickel (partenaire industriel de la SMSP dans l'usine du Nord), du développement du projet Koniambo
1873	Découverte d'un gisement de nickel au Mont-Dore	2008	Rénovation du four DEMAG 9 à Doniambo
1874-1877	"Rush" du nickel	2008	Allumage du four de l'usine de production de nickel de Gwangyang en Corée du Sud, dont la SMSP détient 51% du capital
1876	Premiers brevets pour le traitement du nickel calédonien	2008	Le projet Koniambo (usine du Nord) entre en phase de travaux préparatoires (construction de la base-vie et du port)
1876	La découverte de Garnier est homologuée sous le nom de "garniërite"	2008	Goro Nickel devient Vale Inco Nouvelle-Calédonie
1877	Ouverture de la première fonderie à la pointe Chaleix (Nouméa)	2009	Création de l'établissement public administratif "Fonds Nickel", dont un des objectifs est de garantir l'essor et la consolidation de l'industrie minière et métallurgique en Nouvelle-Calédonie en cas de crise du secteur
1877	Première crise du nickel	2009	Le secteur du nickel est déclaré en situation de crise le 14 avril
1880	Création de la Société Le Nickel (SLN)	2009	Vote de la Loi du pays relative au code minier de la Nouvelle-Calédonie
1884	Découverte d'un gisement de cuivre à Pilou	2009	Mise en place de l'CEIL (l'observatoire de l'environnement)
1889-1891	Fonctionnement de l'usine d'Ouroou à Thio	2010	Le 30 mars, le gouvernement déclare la fin de la crise du secteur du nickel
1891	Premier convoi d'engagés asiatiques	2010	Vale Inco NC devient Vale Nouvelle-Calédonie
1892	Premier convoi d'immigrés japonais	2010	22 avril au 3 juin : l'activité de l'unité d'extraction primaire est suspendue ; Vale commercialise temporairement un produit intermédiaire métallique non raffiné
1894	Premier convoi d'engagés javanais	2010	Septembre : les travaux de construction de l'usine du Nord commencent
1902	Création d'INCO	2010	Novembre : les travaux d'élaboration d'un schéma stratégique industriel du nickel en Nouvelle-Calédonie commencent
1910	Première fusion électrométallurgique à Tao	2011	Vale NC commercialise du NHC
1910	Inauguration de l'Usine de Doniambo (Nouméa)	2012	La SMSP augmente sa participation au financement de la construction de l'usine du Nord aux côtés d'Xstrata
1912	Ouverture de l'Usine de la SLN à Thio-Mission	2012	Novembre : la production métallurgique de Vale NC, commencée en début d'année, reprend après plusieurs mois d'interruption
Années 1950	Mécanisation de l'extraction minière	2013	Avril : l'usine du Nord entre en production
1954	Grève pour la parité des salaires quelle que soit l'origine ethnique	2013	Mai : la SMSP et Posco signent un accord sur l'extension de la capacité de production de l'usine de Gwangyang
1967-1971	"Boom" du nickel	2013	Décembre : la production de Vale NC reprend après un mois d'interruption
1974	La SLN passe sous le contrôle de l'État	2014	Mai : la production métallurgique de Vale NC reprend après un mois d'interruption
1988	Loi référendaire portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie	2014	Décembre : la production métallurgique de KNS est temporairement à l'arrêt
1998	Accord de Bercy entre Eramet, SMSP & Falconbridge sur l'échange de titres miniers		
1998	Démarrage par la SMSP & Falconbridge de l'étude de faisabilité pour l'Usine du Nord		
1999	Loi organique relative à la Nouvelle-Calédonie, qui institue notamment le CCM (a)		
1999	Inauguration de l'usine-pilote d'INCO à Goro		
2000	La Nouvelle-Calédonie entre à hauteur de 30% dans le capital de la SLN, par le biais de la STCPI (Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle) qui regroupe les 3 Provinces		
2001	Décision du conseil d'administration d'Inco Limited de construire l'usine commerciale de Goro Nickel		
2002	Interruption des travaux de l'usine de Goro Nickel (révision des coûts)		
2003	Le projet Koniambo entre en phase d'étude bancaire		
2004	Décision du conseil d'administration d'Inco Limited de redémarrer les travaux de construction de l'usine de Goro Nickel		
	Mise à feu du nouveau four DEMAG 10 à Doniambo		

Schéma de procédure pour toutes autorisations relatives au nickel, chrome, cobalt et hydrocarbures [2]



(a) CCM : Comité Consultatif des Mines. (b) CM : Conseil des Mines.

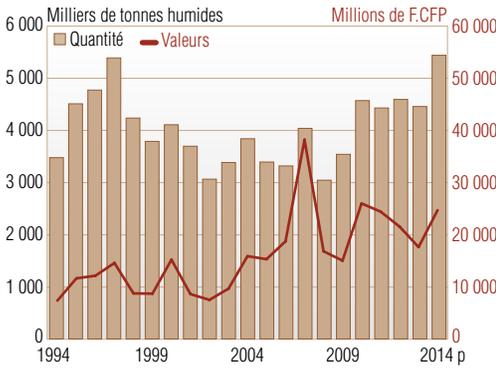


Les points de chargements en mer utilisés en 2014 par les sociétés minières [1]

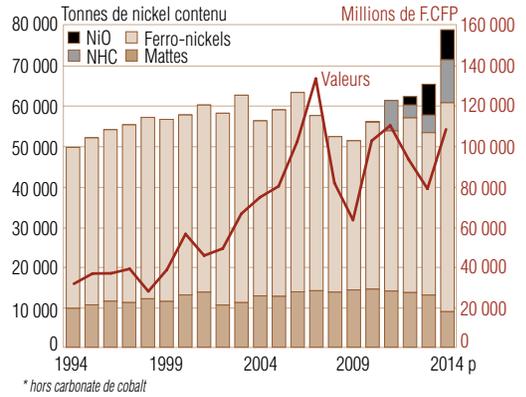
Lieu	Utilisateur	Propriétaire	Destination du minerai de nickel	Mode de Chargement
BAIE DES PIROGUES (N'GO)	MKM	MKM	Australie, Japon	Chalandage
BOGOTA	GEMINI	SMT/NMC	Australie, Japon (via SMT et NMC)	Chalandage
GORO	VNC	VNC	Australie	Convoyeur en mer
KAALA	SMT	SMT	Japon, Australie	Chalandage
KAREMBE	SMGM	SLN	Doniambo, Japon, Australie	Chalandage
KOUAOUA	NMC	NMC	Australie, Corée du Sud	Chalandage
KOUAOUA	SLN	SLN	Doniambo	Convoyeur en mer
MONEO	SMCB	SMT	Japon, Australie	Convoyeur en mer
NAKETY	NMC	NMC	Australie, Corée du Sud	Chalandage
NAKETY	SMN	SMT	Australie, Japon	Chalandage
NEPOUI	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
OUACO	NMC	NMC	Corée du Sud	Chalandage
OUINNE	SMGM	SMGM	Japon	Chalandage
PORO	SLN	SLN	Australie, Doniambo	Chalandage
POUM	SLN	SLN	Australie, Doniambo	Chalandage
POYA	NMC	NMC	Corée du Sud, Japon	Chalandage
POYA	SLN	SLN	Doniambo	Chalandage
THIO	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
TIEBAGHI	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
TONTOUTA	SMGM	SMGM	Japon, Australie	Chalandage
TONTOUTA	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Chalandage

19.4 Exportations

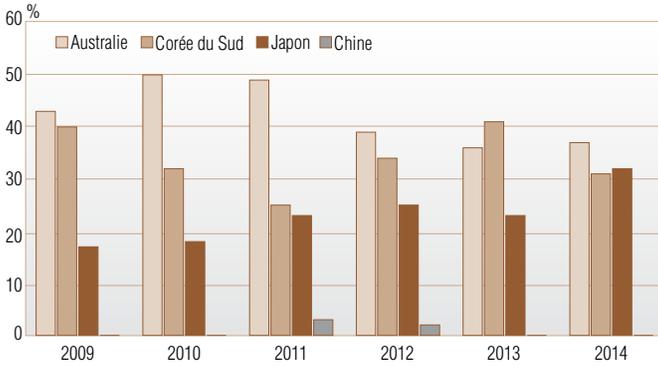
Évolution des exportations de minerai de nickel [1]



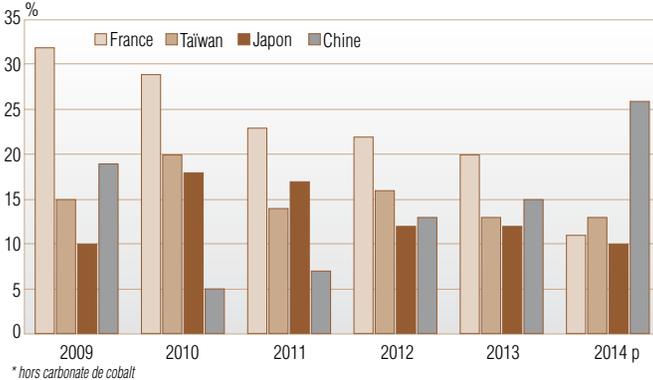
Évolution des exportations de produits de fusion* [1]



Évolution de la part des destinataires de minerai de nickel [1]



Évolution de la part des quatre principaux destinataires des produits de fusion* [2]



Évolution du prix* du minerai de nickel exporté [1]

	Japon	Australie	Chine	Corée du Sud
2005	364	216	///	///
2010	405	372	///	449
2011	540	325	346	474
2012	386	308	427	363
2013	317	254	///	302
2014	365	297	///	372

* Prix moyen du kg de nickel contenu exporté.

Unité : F.CFP

Évolution de la production mondiale de minerai [1]

	2005	2010 r	2011 r	2012 r	2013
Europe	352	309	313	314	2 436
Finlande	3	12	19	20	19
Grèce	20	16	22	19	17
Norvège	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
CEI puis Russie seulement	315	270	270	269	240
Ukraine	6	-	-	-	-
Albanie	1	2	1	1	2 151
Turquie	1	3	1	4	1
Espagne	5	6	-	2	8
Afrique	79	71	67	70	87
Afrique du Sud	43	40	43	46	51
Botswana	28	25	16	18	23
Zimbabwe	8	6	8	6	13
Amérique	483	338	427	441	422
Brésil	74	51	75	90	77
Canada	199	160	219	212	223
Colombie	89	49	38	52	49
Cuba	74	65	69	65	62
République dominicaine	28	-	14	15	9
Vénézuéla	19	12	13	8	-
Asie	245	569	962	1 131	1 291
Chine	73	80	90	93	107
Indonésie	150	305	552	720	868
Philippines	23	184	319	318	316
Océanie	301	301	343	375	398
Australie	189	169	215	244	234
Nouvelle-Calédonie	112	132	128	132	164
Divers/autres	8	26	36	23	77
Monde	1 468	1 615	2 148	2 354	4 711
Part de la Nouvelle-Calédonie dans le monde (%)	7,6	8,2	6,0	5,6	3,5

Unités : millier de tonnes de nickel contenu, %

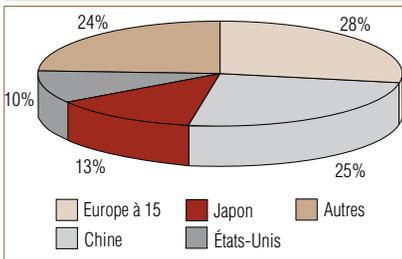
Évolution de la production métallurgique* mondiale [1]

	2005	2010	2011 r	2012 r	2013
Europe	477	486	493	482	469
Autriche	1	1	1	1	1
Finlande	39	50	50	46	44
France	13	13	14	13	12
Grèce	19	14	19	19	18
Norvège	85	92	92	92	91
CEI puis Russie seulement	269	262	263	256	240
Ukraine	13	22	17	21	23
Royaume-Uni	38	32	37	34	40
Afrique	58	39	40	35	35
Afrique du Sud	42	35	36	33	32
Zimbabwe	16	4	4	2	3
Amérique	315	242	285	309	287
Canada	140	105	142	140	137
Cuba	39	34	35	34	34
République dominicaine	29	-	14	15	9
Brésil	36	42	43	60	58
Colombie	53	49	38	52	49
Vénézuéla	19	12	13	8	-
Asie	268	539	630	728	918
Chine	98	332	435	519	694
Indonésie	7	19	20	18	21
Japon	163	166	157	169	178
Corée du Sud	-	21	19	22	26
Océanie	168	141	151	172	182
Australie	121	102	110	129	142
Nouvelle-Calédonie	47	40	41	43	40
Divers/autres	8	22	26	34	53
Monde	1 295	1 469	1 624	1 759	1 946
Part de la Nouvelle-Calédonie dans le monde (%)	3,6	2,7	2,5	2,4	2,1

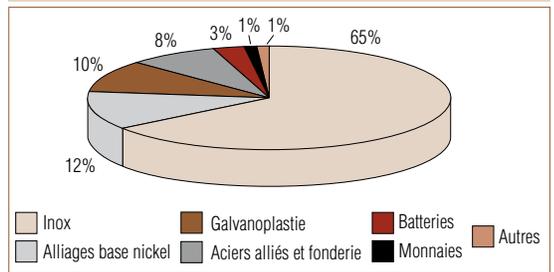
* Ferro-nickels ; hors mattes, NHC et NIO pour la Nouvelle-Calédonie.

Unités : millier de tonnes de nickel contenu, %

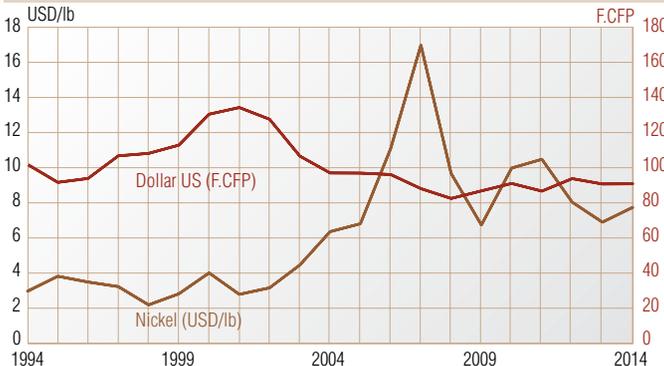
Principaux consommateurs de nickel dans le monde en 2007 [3]



Répartition des débouchés du nickel par secteur d'utilisation en 2010 [2]

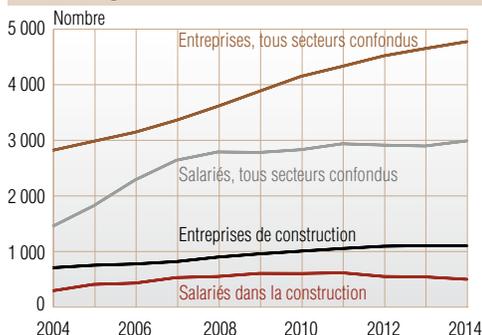


Évolution des cours du nickel au London Metal Exchange et du dollar (moyenne annuelle) [2]



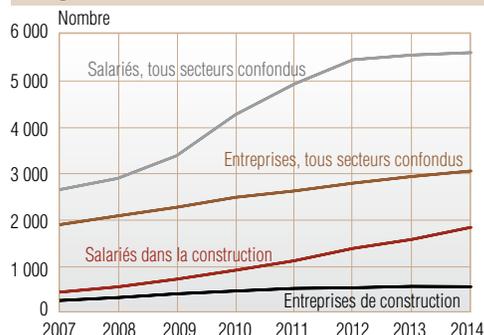
19.6 Grands projets métallurgiques

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés enregistrés* au Mont-Dore et à Yaté [1]



* Au 31 décembre.

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés enregistrés* dans la zone Voh-Koné-Pouembout [1]



* Au 31 décembre.

Consommation de ciment [2 et 6]

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Consommation totale	123,1	133,5	141,0	139,5	140,2	161,2	147,8	125,0	119,3	106,5
dont : Vale Nouvelle-Calédonie	8,5	14,8	13,6	9,1	0,3	-	-	-	-	-
KNS	///	///	///	0,1	3,2	22,1	14,7	4,6	0,7	-
Projets métallurgiques	8,5	14,8	13,6	9,2	3,5	22,1	14,7	4,6	0,7	-

Unité : milliers de tonnes

Permis de construire délivrés (tous types de construction, dont les habitations) [3]

	2009	2010	2011	2012
Province Nord (hors VKP)	104	109	69	51
Zone VKP	125	268	161	217
dont : Voh	26	23	36	54
Koné	76	185	99	135
Pouembout	23	60	26	28
Nouvelle-Calédonie	1 331	1 718	1 499	1 495

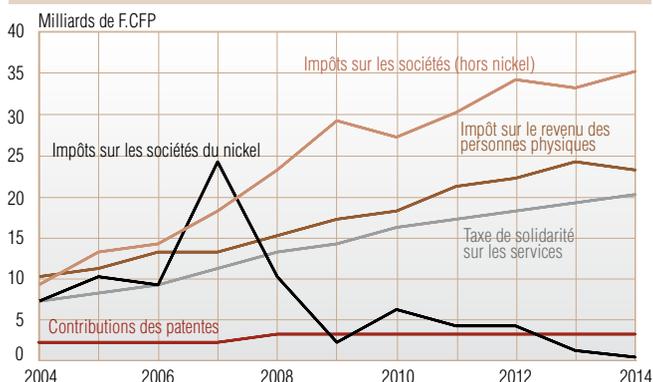
Unité : nombre

Population de la zone VKP aux différents recensements [4]

	1996	2004	2009	2014
Voh	1 942	2 240	2 408	3 160
Koné	4 088	4 500	5 199	7 340
Pouembout	1 189	1 471	2 078	2 591
Total de la zone VKP	7 219	8 211	9 685	13 091

Unité : nombre

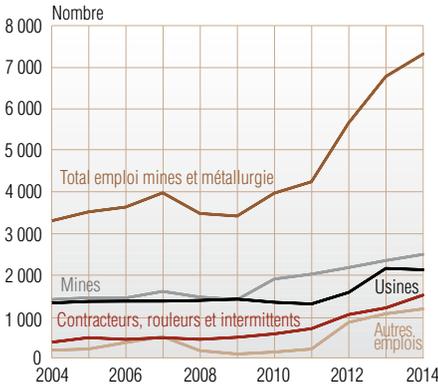
Recettes fiscales de la Nouvelle-Calédonie [5]



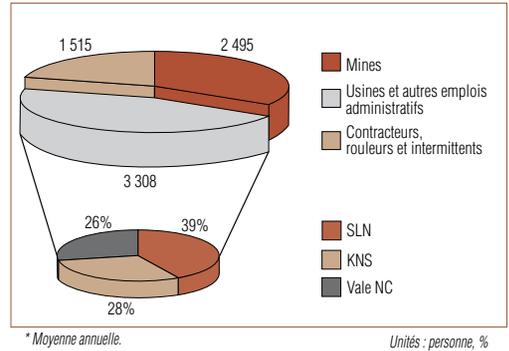
SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] Tokuyama Nouvelle-Calédonie. [3] CELECOBTR. [4] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [5] Compte administratif de la Nouvelle-Calédonie. [6] DRDNC

Nb : les données présentées ici utilisent la nouvelle classification NAF Rev 2.

Évolution de l'emploi dans le secteur du nickel [1]



Répartition de l'emploi du secteur du nickel en 2014* [1]



Évolution du nombre de nouvelles offres d'emploi par principaux secteurs d'activité* [3]

Secteur	Voh				Yaté				
	2008	2010	2012	2014	2006	2008	2010	2012	2014
Construction, bâtiment et travaux publics	251	860	367	169	1550	686	74	130	72
Installation et maintenance	31	79	188	154	117	234	95	176	117
Services à la personne et à la collectivité	23	343	49	52	149	45	117	46	45
Transport et logistique	121	269	53	45	150	80	71	110	30
Industrie	140	439	442	342	1590	1331	530	287	142
Support à l'entreprise	54	170	109	92	77	61	51	57	21
Hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation	60	37	19	6	374	58	16	36	27
Autres	16	30	30	37	84	16	19	25	16

* En cumul annuel.

Unité : nombre

Évolution du nombre de nouvelles offres d'emploi déposées pour Yaté et Voh* [3]

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Voh	696	1 060	2 227	2 503	1 257	613	897
Yaté	2 511	1 660	973	1 485	867	680	470
Nouvelle-Calédonie	11 292	11 689	10 988	12 246	11 285	9 269	9 611
Part Voh	6,2	9,1	20,3	20,4	11,1	6,6	9,3
Part Yaté	22,2	14,2	8,9	12,1	7,7	7,3	4,9

* En cumul annuel.

Unités : nombre, %

Nombre de travailleurs étrangers sur site* [2]

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Site de l'usine du Sud	2 624	1 508	1 532	1 715	269	114	69
Site de l'usine du Nord	83	139	2 783	3 047	4 222	1 441	195
Total des travailleurs étrangers	2 707	1 647	4 315	4 762	4 491	1 555	264

* Au 31 décembre.

Unité : personne

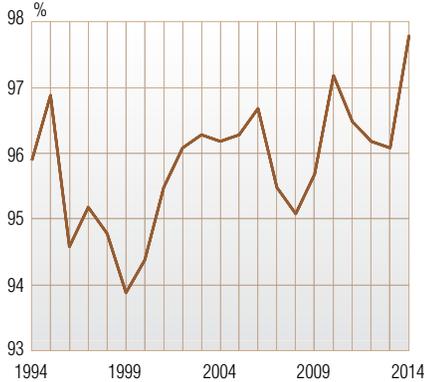
Évolution du bilan énergétique de la Nouvelle-Calédonie [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Production primaire (a)	30 165	39 248	42 179	46 838	32 880
Importations consommées (b)	1 052 476	1 088 122	1 082 551	1 167 160	1 461 375
Ressources totales d'énergie primaire	1 082 641	1 127 370	1 124 730	1 213 998	1 494 255
Taux de dépendance énergétique	97,2	96,5	96,2	96,1	97,8

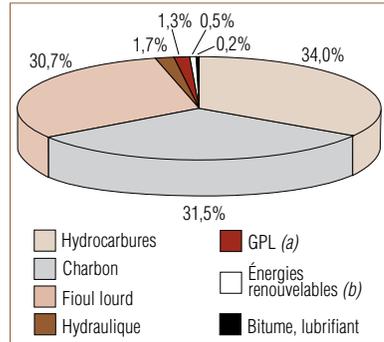
(a) Énergie électrique d'origine hydraulique, éolienne et solaire.
 (b) Hydrocarbures, fioul lourd, gaz butane, charbon.

Unités : tonne-équivalent pétrole (tep), %

Évolution du taux de dépendance énergétique [1]



Consommation d'énergie primaire par type d'énergie en 2014 [1]



(a) Gaz de pétrole liquéfié.

(b) Éolienne, solaire thermique et photovoltaïque.

Taux d'indépendance énergétique dans quelques pays en 2013 [1 et 2]

Royaume-Uni	53,6
France	52,1
Allemagne	37,3
Espagne	29,5
Portugal	26,5
Italie	23,1
Belgique	22,5
Nouvelle-Calédonie	3,9
Luxembourg	3,1

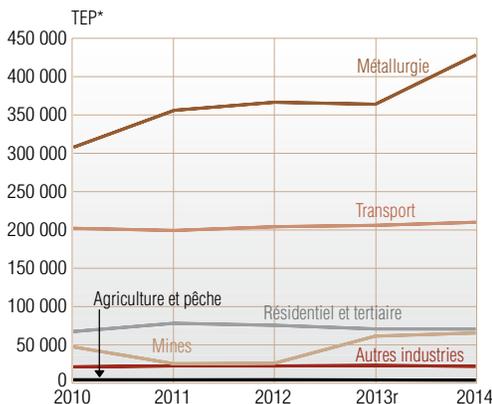
Unité : %

Programmes d'actions annuelles financées par le Fonds de Concours pour la Maîtrise de l'Énergie [1]

	2012	2013	2014	2015
Énergie renouvelable biomasse	2	30	-	-
Énergie renouvelable électrique	33	122	10	10
Énergie renouvelable solaire thermique	88	130	170	90
Total énergies renouvelables	123	282	180	100
Efficacité énergétique bâtiment	68	50	40	40
Efficacité énergétique transport	-	-	15	24
Approche globale maîtrise de l'énergie	42	130	120	36
Total efficacité énergétique	110	180	175	100
Approche globale dont urbanisme développement durable	10	20	15	22
Total	243	482	370	222

Unité : million de F.CFP

Évolution de la consommation finale d'énergie par secteur [1]



*Tonne équivalent pétrole.

Consommation d'énergie primaire dans le monde en 2012 [3]

États-Unis	6,8
Canada	7,2
Union Européenne à 28	3,2
France	3,9
Allemagne	3,8
Afrique	0,7
Asie	0,7
Chine	2,1
Japon	3,6
Corée du Sud	5,3
Australie	5,6
Nouvelle-Zélande	4,3
Nouvelle-Calédonie	4,4
Monde	1,9

Unité : TEP par habitant

Évolution de la consommation de produits pétroliers et de charbon [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Fioul lourd	441 814	444 483	437 583	429 255	459 472
Charbon	318 163	330 780	330 056	335 795	471 202
Gazole	204 523	220 519	219 276	298 718	421 496
Super sans plomb	70 366	70 591	71 179	71 778	74 473
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	8 470	9 803	13 475	20 453	19 190
Carburacteur (a)	5 912	8 705	7 526	7 958	12 181

(a) Kérosène et pétrole lampant.

Unité : tonne équivalent pétrole

Évolution en valeur CAF* des importations de produits pétroliers et de charbon [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Gazole	9 147	12 101	16 634	19 210	25 810	34 448
Fioul lourd	15 175	21 304	24 320	31 163	32 229	25 485
Essence	3 780	4 822	6 009	7 169	7 039	6 780
Charbon (a)	1 881	6 023	6 652	7 369	6 739	6 658
dont : houille bitumineuse	1 589	5 357	5 892	6 670	5 571	5 208
Pétrole lampant	429	319	413	502	529	907
Gaz butane	510	678	807	753	771	828

* Coût, Assurance, Fret.

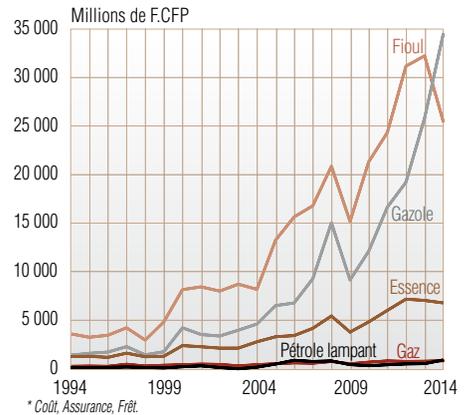
Unité : million de F.CFP

(a) Y compris le charbon importé par la SLN comme entrant chimique dans le procédé métallurgique, non comptabilisé dans le bilan énergétique.

Évolution des cours* du pétrole brut Brent (prix spot à Rotterdam) [3]



Évolution de la valeur CAF* des importations de produits pétroliers [2]

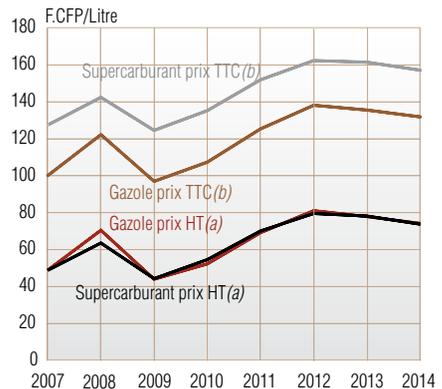


Dépense mensuelle moyenne d'un ménage en carburant et en gaz et part des ménages concernés, par province, en 2008 [4]

	Carburants	Gaz
Province îles Loyauté		
Dépense	4 680	1 520
Ménages	42,2	89,2
Province Nord		
Dépense	10 910	1 880
Ménages	65,2	93,9
Province Sud		
Dépense	12 960	2 220
Ménages	75,0	91,3
Nouvelle-Calédonie		
Dépense	12 020	2 110
Ménages	71,0	91,6

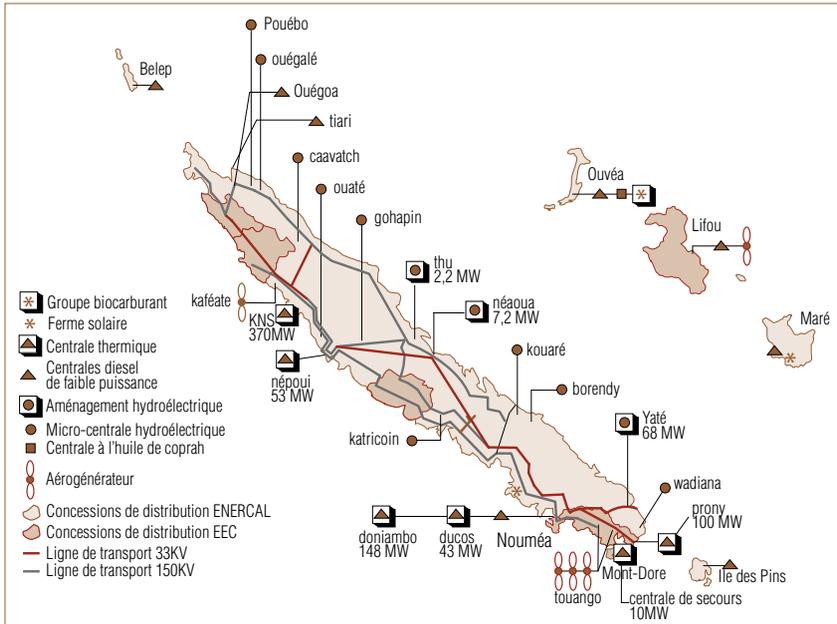
Unités : F.CFP, %

Évolution du prix* du carburant en Nouvelle-Calédonie [1]

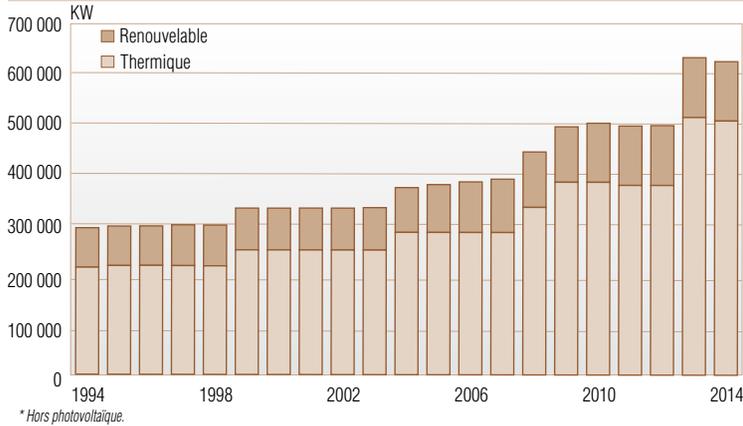


20.3 Électricité-production

L'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie en 2014 [1 et 2]



Évolution de la puissance installée* par source d'énergie [1 et 2]



Évolution de la production d'électricité par source d'énergie [1 et 2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Thermique	1 505 118	1 811 232	1 832 702	1 803 721	1 787 616	2 030 760
Doniambo + Ducos	942 381	1 019 368	1 008 343	994 674	894 106	1 057 997
Prony Energies	213 459	537 787	576 863	551 843	635 694	633 004
Centrales diesel	32 055	32 927	31 831	29 607	28 369	28 925
Népoui	317 223	221 149	215 664	225 770	226 768	296 842
Vale NC	///	///	///	254	1	-
KNS	///	///	///	1 573	2 679	13 992
Hydraulique	397 410	264 928	374 710	399 298	455 211	288 265
Yaté	346 615	248 288	336 568	362 202	416 382	263 884
Néaoua	41 379	12 561	28 036	36 783	32 360	19 612
Tû	8 744	3 536	9 628	-17	6 169	4 483
Micro centrales	672	543	477	330	299	286
Éolienne	41 546	51 736	45 511	57 121	52 312	57 213
Solaire	-	2 749	3 330	4 201	4 056	3 941
Total	1 944 074	2 130 645	2 256 251	2 264 341	2 299 196	2 380 178

Unité : MWh

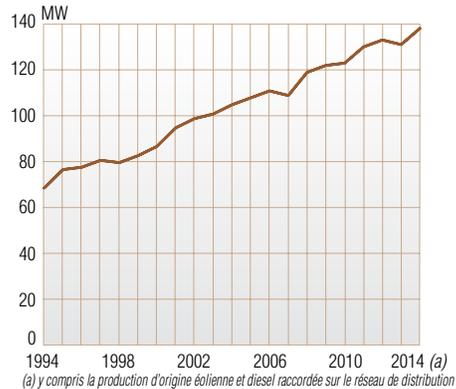
Évolution du nombre d'abonnés* par province [1 et 2]

	Province îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
2004	4 895	11 147	58 016	74 058
2005	4 967	11 532	60 048	76 547
2006	5 070	11 887	62 180	79 137
2007	5 384	12 245	64 242	81 871
2008	5 603	12 608	66 667	84 878
2009	5 780	13 110	69 124	88 014
2010	5 933	13 635	71 554	91 122
2011	6 048	14 308	73 719	94 075
2012	6 179	14 869	76 007	97 055
2013r	6 560	15 446	78 666	100 672
2014	6 765	15 965	80 835	103 565

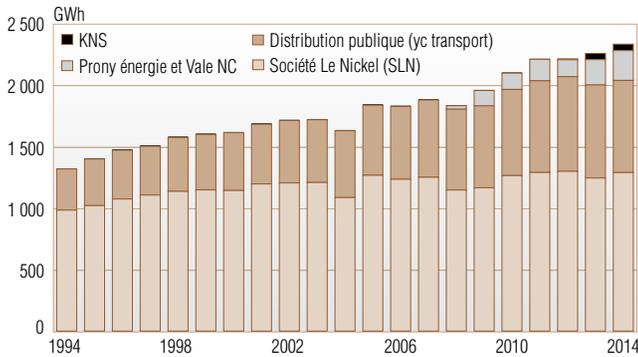
* au 31 décembre.

Unité : nombre

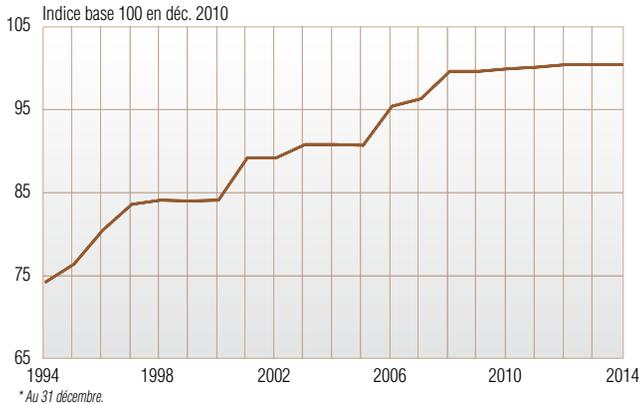
Évolution de la puissance de pointe en distribution publique [2]



Évolution de la consommation d'électricité [1 et 2]



Évolution du prix de détail* de l'électricité pour un usager domestique moyen [3]



Bilan des subventions du Fonds d'Électrification Rurale (FER) [4]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total 2001 à 2014
Filaire							
Nombre de foyers	174	190	170	142	130	186	2 438
Montant des subventions	554	580	573	456	467	492	7 106
Renouvelable							
Nombre de foyers	27	42	46	25	31	45	560
Montant des subventions	54	64	43	36	48	73	972

Unités : nombre, million de F.CFP

Dépense mensuelle moyenne d'un ménage en électricité et part des ménages concernés, par province, en 2008 [5]

	Dépense	Ménages
Province îles Loyauté	7 310	89,1
Province Nord	9 300	89,3
Province Sud	13 390	94,1
Nouvelle-Calédonie	12 260	93

Unités : F.CFP, %

21-INDUSTRIE-CONSTRUCTION

21.1 Industries manufacturière et agro-alimentaire

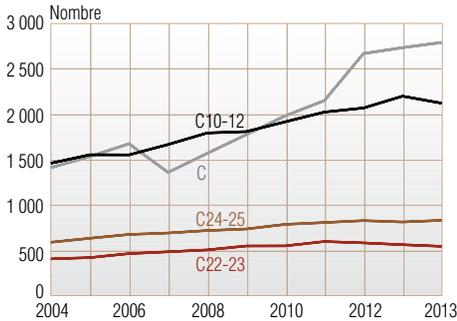
Production et valeur ajoutée dégagée par l'industrie* [1]

	Industrie manufacturière			Industrie agro-alimentaire		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Production (P)	76 596	78 148	87 761	38 555	40 424	42 037
Consommation intermédiaire (CI)	49 912	47 438	53 891	26 228	27 684	29 079
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	26 684	30 710	33 870	12 327	12 740	12 958
Part dans le PIB	3,6	4,1	4,0	1,7	1,7	1,5

* Hors mine, métallurgie et construction.

Unités : million de F.CFP, %

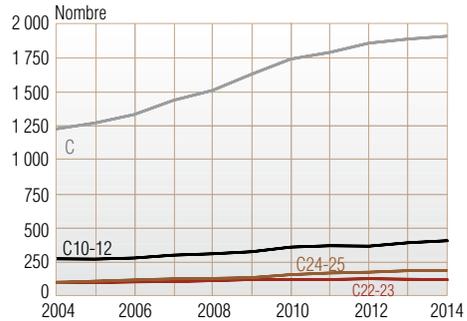
Évolution du nombre de salariés dans l'industrie manufacturière* par principale activité [2]



* Au 31 décembre.

C10-12 : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabacs. C22-23 : fabrication de produits en caoutchouc et en plastique. C24-25 : métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements. C : autres.

Évolution du nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière* par principale activité [2]



Les entreprises de l'industrie manufacturière* par activité détaillée et par province en 2014 [2]

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabacs	36	28	63	142	292	1 959	391	2 128
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	25	-	31	-	280	204	336	204
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	8	-	35	8	336	461	379	469
Industrie chimique et pharmaceutique	5	25	3	1	34	200	42	226
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1	-	18	39	86	514	105	552
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	-	-	21	49	152	790	173	838
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1	1	1	1	23	133	25	135
Fabrication d'équipements électriques	-	-	1	-	18	31	19	31
Fabrication de machines et équipements	-	-	2	8	13	104	15	112
Fabrication de matériels de transport	-	-	1	-	26	20	27	20
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	18	4	99	127	932	1 468	1 049	1 599
Total	94	58	275	374	2 192	5 884	2 561	6 315

*Au 31 décembre, hors nickel.

Unité : nombre

Les entreprises de l'industrie manufacturière* par tranche de salariés en 2014 [2]

	0 sal.	1 à 9 sal.	10 à 19 sal.	+ de 20 sal.	Total
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabacs	236	95	35	25	391
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	306	24	3	3	336
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	322	42	10	5	379
Industrie chimique et pharmaceutique	18	18	3	3	42
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	57	29	9	10	105
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	103	51	11	8	173
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	11	11	2	1	25
Fabrication d'équipements électriques	13	6	-	-	19
Fabrication de machines et équipements	7	4	1	3	15
Fabrication de matériels de transport	22	5	-	-	27
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	902	119	14	14	1 049
Total	1 997	404	88	72	2 561

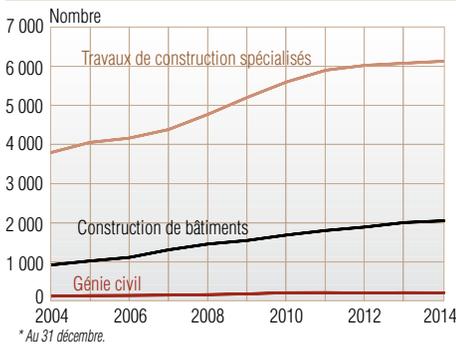
*Au 31 décembre, hors nickel.

Unité : nombre

SOURCES [1] ISEE, Comptes économiques. [2] ISEE, Répertoire RIDET.

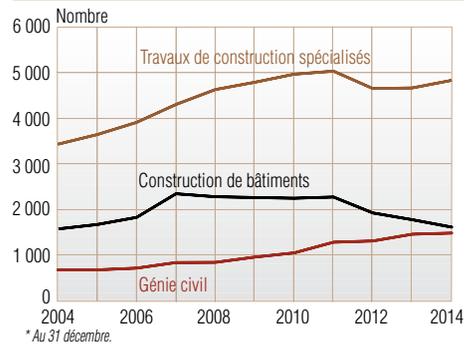
Nb : les données présentées ici utilisent la classification NAF Rev 2.

Évolution du nombre d'entreprises dans la construction par activité* [1]



* Au 31 décembre.

Évolution du nombre de salariés dans la construction par activité* [1]



* Au 31 décembre.

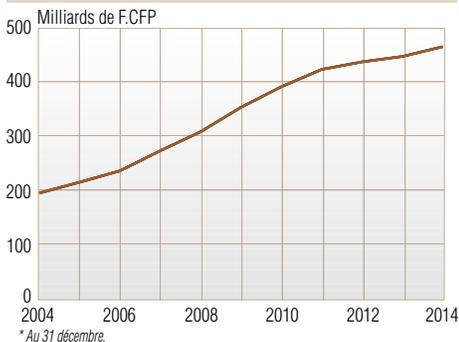
Les entreprises de la construction par activité détaillée et province en 2014* [1]

	Province Iles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés
Promotion immobilière	1	-	56	28	716	68	773	96
Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	48	25	178	273	1 027	1 257	1 253	1 555
Construction de routes et de voies ferrées	1	-	9	1 052	27	164	37	1 216
Construction de réseaux et de lignes	4	13	30	52	87	221	121	285
Construction d'autres ouvrages de génie civil	1	-	7	6	27	23	35	29
Démolition et préparation des sites	6	18	351	842	446	1 241	803	2 100
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux d'installation	68	12	148	145	1 089	787	1 305	943
Travaux de finition	86	10	169	68	1 782	676	2 037	755
Autres travaux de construction spécialisés	137	22	261	86	1 494	867	1 892	975
Total	352	100	1 209	2 550	6 695	5 303	8 256	7 953

* Au 31 décembre.

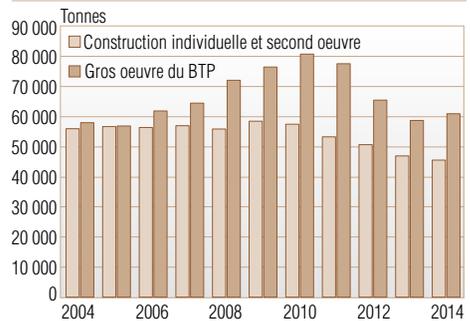
Unité : nombre

Évolution du montant de l'encours des crédits à l'habitat* [2]



* Au 31 décembre.

Évolution des ventes de ciment* [3 et 4]



* Hors projets métallurgiques et Médipôle.

Production et valeur ajoutée dégagée par la branche BTP [5]

	2008	2009	2010
Production (P)	216 903	265 481	317 226
Consommation intermédiaire (CI)	137 560	188 652	232 605
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	79 343	76 829	84 621
Part dans le PIB	10,8	10,3	10,0

Unités : million de F.CFP, %

Vente de logements neufs en 2014 [6]

	Appartements	Villas
Nouméa	252	3
Dumbéa	63	62
Mont-Dore	32	4
Paita	40	20
Centre	-	1
Ouest	46	38
Est	-	-
Nord	-	1
Total	433	129

Unité : nombre de transactions

SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] IEOM. [3] TOKUYAMA Nouvelle-Calédonie. [4] DRDNC. [5] ISEE, Comptes économiques. [6] Notaires-ISEE.

Nb : les données présentées ici utilisent la classification NAF Rev 2.

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés dans le secteur du commerce* [1]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	602	1 461	630	1 521	654	1 491	685	1 487	758	1 508	797	1 432
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	800	2 378	856	2 432	897	2 585	900	2 613	921	2 640	931	2 755
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	2 217	5 613	2 325	5 753	2 384	5 896	2 425	6 049	2 453	6 141	2 496	6 212
Total	3 619	9 451	3 811	9 706	3 935	9 972	4 010	10 150	4 132	10 290	4 224	10 400

* Au 31 décembre.

Unité : nombre

Production et valeur ajoutée dans le secteur du commerce [2]

	2007	2008	2009	2010
Production (P)	135 708	142 203	145 604	157 963
Consommation intermédiaire (CI)	53 577	54 548	56 873	62 666
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	82 131	87 655	88 731	95 297
Part dans le PIB	10,7	11,9	11,9	11,3

Unités : million de FCFP, %

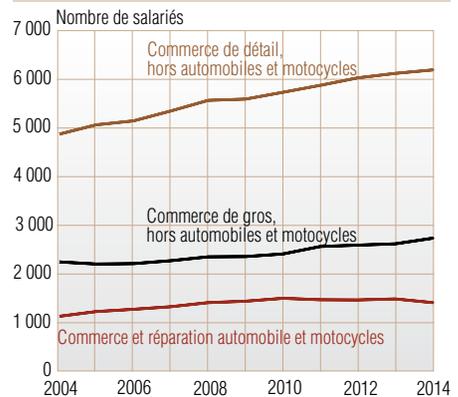
Implantation des commerces de détail* les plus courants par province fin 2014 [1]

	Prov. Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
Commerces de détail non spécialisés				
Commerces d'alimentation générale	89	121	183	393
Supérettes	9	34	59	102
Supermarchés	3	4	25	32
Hypermarchés	-	-	3	3
Autres	6	11	71	88
Commerces de détail spécialisés				
Habillement	1	34	278	313
Appareils électroménagers, matériels audio, vidéo, télécommunications et informatiques	-	11	102	113
Carburants	11	24	71	106
Quincaillerie	4	17	52	73
Produits pharmaceutiques	4	16	47	67
Articles de sport et de loisir	-	4	68	72
Équipements du foyer	-	4	47	51
Meubles	3	2	39	44
Fleurs	-	2	37	39
Viandes et produits à base de viande	2	3	32	37
Vente par correspondance	-	1	52	53
Alimentation spécialisée	-	5	27	32
Horlogerie et bijouterie	-	-	23	23
Tabac	-	2	25	27
Optique et photographie	3	1	21	25
Livres, journaux et papeterie	1	4	19	24
Boissons	2	2	23	27
Biens d'occasion	-	-	20	20
Parfumerie et produits de beauté	-	2	23	25
Chaussures et articles en cuir	-	2	20	22
Textiles	-	-	17	17
Fruits et légumes	4	2	7	13
Pain, pâtisserie et confiserie	-	-	6	6
Maroquinerie et articles de voyage	-	-	7	7
Poissons, crustacés et mollusques	1	-	3	4
Articles médicaux et orthopédiques	-	1	5	6
Revêtements de sols et de murs	-	-	6	6
Divers	5	4	130	139

* Il s'agit ici d'établissements, c'est-à-dire des lieux où les entreprises exercent leur activité. Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Unité : nombre d'établissements

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur du commerce [1]



Part des dépenses des ménages réparties par type de produits et par lieu d'achat [3]

Type de magasin	Types de produits			Total
	Alimen-taires	Vestimen-taires	Biens durables	
Hypermarché	22,6	9,8	6,0	18,9
Supermarché	21,3	2,3	1,6	16,5
Discount	9,1	2,8	0,5	7,2
Alimentation générale	26,3	4,7	1,7	20,5
Alimentation spécialisée	5,3	-	-	4,0
Non alimentaire spécialisé	1,7	61,2	80,6	19,1
Autres	13,6	19,2	9,6	13,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

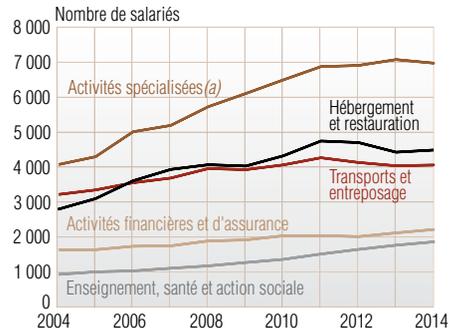
Unité : %

Production et valeur ajoutée dans le secteur des services marchands [2]

	2009	2010
Transports et télécommunications		
Production (P)	103 888	112 046
Consommation intermédiaire (CI)	52 014	55 450
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	51 874	56 596
Part dans le PIB	7,0	6,7
Banques et assurances		
Production (P)	35 998	41 758
Consommation intermédiaire (CI)	9 299	9 893
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	26 699	31 865
Part dans le PIB	3,6	3,8
Sces rendus principalement aux entreprises		
Production (P)	103 817	109 974
Consommation intermédiaire (CI)	49 636	49 851
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	54 181	60 123
Part dans le PIB	7,3	7,1
Sces rendus principalement aux ménages		
Production (P)	266 198	278 172
Consommation intermédiaire (CI)	105 915	106 088
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	160 283	172 084
Part dans le PIB	21,5	20,4

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de l'emploi salarié dans les services marchands* [1]



* Hors commerce.

(a) Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien.

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés dans le secteur des services marchands* [1]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Ent.	Sal.										
Transports et entreposage	1 661	3 995	1 692	4 132	1 727	4 337	1 780	4 201	1 815	4 106	1 862	4 128
Hébergement et restauration	927	4 098	982	4 393	1 031	4 818	1 090	4 774	1 119	4 497	1 160	4 559
Information et communication	430	1 040	435	1 061	480	1 160	482	1 129	496	1 218	521	1 273
Activités financières et d'assurance	488	1 976	515	2 095	550	2 101	591	2 071	628	2 178	682	2 275
Activités immobilières	761	470	816	483	1 000	516	1 196	548	1 313	565	1 545	552
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 633	2 179	1 755	2 272	1 815	2 396	1 899	2 475	1 971	2 415	2 027	2 317
Activités de services administratifs et de soutien	2 409	4 005	2 715	4 303	3 054	4 560	3 219	4 515	3 374	4 743	3 540	4 739
Administration publique et enseignement	839	125	877	145	932	159	974	161	1 032	174	1 070	175
Santé humaine et action sociale	1 416	1 231	1 510	1 302	1 556	1 438	1 607	1 561	1 671	1 671	1 764	1 766
Arts, spectacles et activités récréatives	855	493	897	498	948	499	1 023	497	1 068	507	1 099	520
Autres	901	328	945	360	995	331	1 012	337	1 036	343	1 076	348
Total	12 320	19 942	13 139	21 044	14 088	22 314	14 873	22 269	15 523	22 416	16 346	22 652

* Au 31 décembre.

Unité : nombre

Implantation* des principaux services rendus aux entreprises et aux ménages par province fin 2014 [1]

	Prov. Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie		Prov. Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
	Services principalement rendus aux entreprises						Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	21	202
Transports terrestres et transport par conduites	116	516	956	1 588	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	32	88	247	367
Transports par eau	7	18	55	80	Services rendus principalement aux ménages				
Transports aériens	-	-	17	17	Hébergement	56	97	163	316
Entreposage et services auxiliaires des transports	4	22	225	251	Restauration	45	149	801	995
Activités de poste et de courrier	12	31	82	125	Édition	1	3	91	95
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	13	67	747	827	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	1	8	129	138
Assurance	-	4	31	35	Programmation et diffusion	-	4	6	10
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	5	12	127	144	Télécommunications	3	8	30	41
Activités immobilières	44	569	8 037	8 650	Programmation, conseil et autres activités informatiques	1	7	187	195
Activités juridiques et comptables	1	13	266	280	Services d'information	-	20	84	104
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	7	35	367	409	Enseignement	130	302	1 286	1 718
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	5	74	490	569	Activités pour la santé humaine	26	183	1 342	1 551
Recherche-développement scientifique	2	-	28	30	Hébergement médico-social et social	-	6	52	58
Publicité et études de marché	2	4	345	351	Action sociale sans hébergement	53	143	584	780
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	7	49	399	455	Activités créatives, artistiques et de spectacle	39	128	974	1 141
Activités vétérinaires	-	4	44	48	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	3	12	34	49
Activités de location et location-bail	25	24	186	235	Organisation de jeux de hasard et d'argent	-	-	4	4
Activités liées à l'emploi	1	8	24	33	Activités sportives, récréatives et de loisirs	220	520	1 456	2 196
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	23	22	141	186	Activités des organisations associatives	1 478	2 042	5 529	9 049
Enquêtes et sécurité	9	31	226	266	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	7	25	205	237
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	237	440	1 173	1 850	Autres services personnels	12	48	747	807

* Il s'agit ici d'établissements, c'est-à-dire des lieux où les entreprises exercent leur activité. Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Unité : nombre d'établissements

22.3 Système bancaire

Les établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie fin 2014 [1]

	Nombre d'établissements	Nombre de guichets	Effectifs employés localement
Établissements de crédit locaux	9	77	1 215
dont Banques FBF (a)	4	72	1 161
dont Sociétés financières	5	5	54
Établissements de crédit situés hors zone d'émission	7	///	///
Total	16	///	///

(a) Fédération Bancaire Française.

Unité : nombre

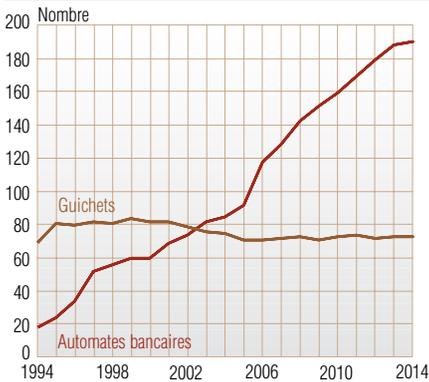
Évolution du nombre de guichets* et d'automates des banques locales, par province [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de guichets bancaires en Nouvelle-Calédonie	70	72	73	71	72	72
Province Sud	52	54	55	54	55	55
Province Nord	14	14	14	14	14	14
Province îles Loyauté	4	4	4	3	3	3
Nombre d'automates bancaires en Nouvelle-Calédonie	151	159	169	179	188	190
Province Sud	131	137	146	153	160	162
Province Nord	15	17	18	19	21	21
Province îles Loyauté	5	5	5	7	7	7

* Guichets permanents et périodiques des Banques FBF et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie au 31 décembre (non compris l'OPT).

Unité : nombre

Évolution du nombre de guichets* et d'automates bancaires [1]



* Guichets permanents et périodiques des Banques FBF et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie au 31 décembre (non compris l'OPT).

Nombre de comptes bancaires par habitant [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Comptes ordinaires créditeurs	0,73	0,77	0,79	0,80	0,80
Comptes d'épargne à régime spécial	1,01	1,05	1,07	1,08	1,06
dont : comptes sur livrets	0,98	1,02	1,04	1,05	1,02
Comptes créditeurs à terme	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04
Ensemble des comptes à la clientèle	1,78	1,86	1,90	1,93	1,89

Unité : nombre

Nombre de paiements effectués par moyen de paiement [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Chèques (millions)	12,5	12,6	12,4	11,9	10,8
Nombre de chèques émis par habitant	50,3	49,9	48,6	46,4	44,4
Cartes bancaires (millions)	8,2	9,4	10,8	12,0	13,7
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Virements (millions)	4,1	4,2	4,3	4,5	4,8
Autres valeurs (millions) (a)	3,6	3,8	4,0	4,4	4,6
Ensemble des valeurs (millions)	28,3	29,9	31,5	32,8	33,9

(a) Les autres valeurs comprennent les effets, les prélèvements et les titres interbancaires de paiement.

Unité : nombre, sauf indication contraire

Détention de cartes bancaires [1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Cartes internationales	105 332	111 667	115 773	123 025	133 115
Cartes privées	88 936	111 909	123 331	128 059	133 632
dont : cartes Jade	36 020	41 917	45 508	47 739	50 812
Total des cartes bancaires	194 268	223 576	239 104	251 084	266 647

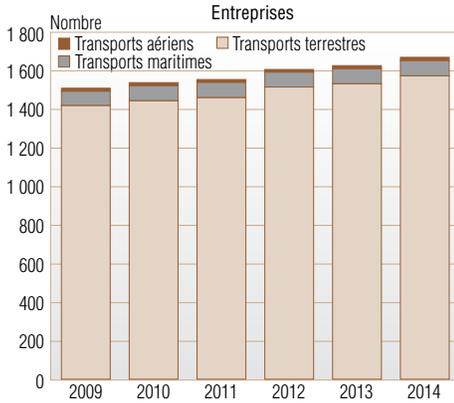
Unité : nombre

Production et valeur ajoutée dégagée par la branche transports et communications [1]

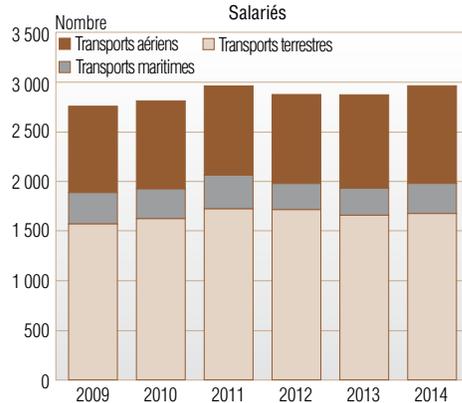
	2006	2007	2008	2009	2010
Production (P)	85 011	92 183	102 707	103 888	112 046
Consommation intermédiaire (Ci)	41 975	43 965	52 333	52 014	55 450
Valeur ajoutée (VA= P-Ci)	43 036	48 218	50 374	51 874	56 596
Part dans le PIB	6,5	6,3	6,8	7,0	6,7

Unités : million de F.CFP, %

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés dans le secteur des transports* [2]



* Au 31 décembre.



* Au 31 décembre.

Entreprises et salariés dans le secteur des transports par province en 2014* [2]

	Province Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés
Transports terrestres	115	22	513	317	942	1 335	1 570	1 674
Transports maritimes	7	85	18	50	54	168	79	303
Transports aériens	-	-	-	-	17	983	17	983
Total	122	107	531	366	1 013	2 486	1 666	2 959

* Au 31 décembre.

Unité : nombre

Dépense* des ménages en transport par province en 2008 [3]

	Province Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)
Utilisation véhicule personnel yc assurance	8 098	48,1	19 601	70,9	27 489	88,7	24 771	82,8
Transport par route	523	28,2	1 712	51,2	1 845	32,2	1 728	35,1
Transports par air	4 531	62,0	1 116	7,3	7 350	34,3	6 101	31,7
Transports par mer	364	13,1	68	1,7	303	5,3	268	5,2
Tout type de dépenses	13 517	82,6	22 498	88,9	36 988	95,5	32 868	93,5

* Mensuelle moyenne rapportée à l'ensemble des ménages.

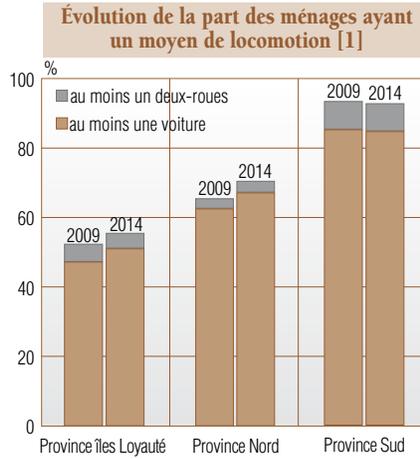
(a) Part des ménages ayant contracté la dépense.

Unités : F.CFP, %

SOURCES [1] ISEE, Comptes économiques. [2] ISEE, Répertoire des entreprises. [3] ISEE, Enquête Budget Consommation des Ménages, 2008.

Nb : les données présentées ici utilisent la classification NAF Rev 2.

23.2 Transport routier



Dépense* des ménages en transport terrestre en 2008 [2]

	Province Îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)	Dépense	Ménages (a)
Transport en commun	372	12,9	838	28,2	999	15,6	927	17,5
Transport scolaire	9	15,6	11	25,4	10	11,7	10	14,3
Taxi et location de voiture	142	3,2	861	11,8	832	10,6	787	10,3
Utilisation du véhicule personnel	8 098	48,1	19 601	70,9	27 489	88,7	24 771	82,8

* Mensuelle moyenne rapportée à l'ensemble des ménages.
(a) Part des ménages ayant contracté la dépense.

Unités : FCFP, %

Évolution du nombre de voyageurs transportés [3 et 4]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Réseau urbain (Nouméa, par Karuia)	6 069 036	6 547 187	6 324 837	6 347 010	6 133 512	6 070 292
Réseau interurbain (Grand Nouméa, par Carsud) (a)	1 460 000	1 825 000	2 737 500	3 253 975	3 405 815	2 984 240

(a) Il s'agit d'estimations moyennes.

Unité : nombre

Déplacement selon la situation d'activité en 2013 [5]

	Temps quotidien de déplacement	Déplacements journaliers	Part de non mobiles
Personne en emploi	72	3,5	9
dont cadre	67	4,3	9
dont employé	73	3,3	8
dont ouvrier	81	2,9	10
Élève, Étudiant	67	2,4	9
Personne au foyer	45	2,5	31
Retraité	47	2,6	38
Autre inactif	39	2	43
Ensemble	62	3	18

Unité : minutes, nombre, %

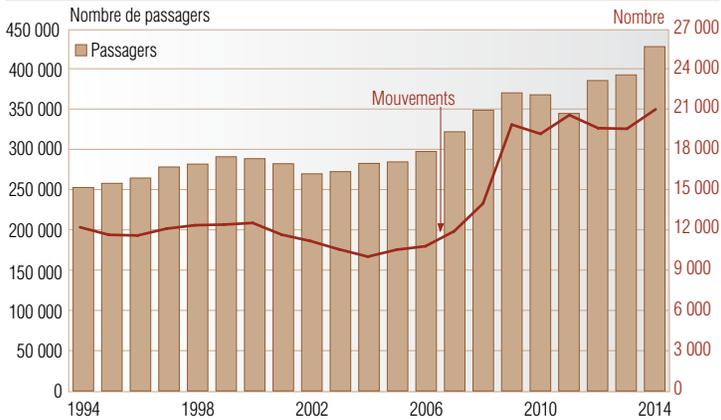
Évolution du nombre de passagers commerciaux* transportés par Air Calédonie par destination [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Lifou	129 737	136 686	130 025	155 247	156 160	166 205
Île-des-Pins (L')	88 431	78 861	80 321	84 864	85 190	93 200
Maré	65 644	67 223	60 020	67 014	70 616	79 253
Ouvéa	64 435	66 203	62 541	67 174	70 169	78 233
Grande Terre	6 407	7 510	8 625	10 082	9 170	9 497
Inter-îles	8 200	6 394	5 291	6 459	7 060	6 484
Tiga	2 209	1 548	1 514	1 651	1 931	1 932

* Les passagers commerciaux sont comptabilisés par destination et non par aéroport.
Ainsi, un passager commercial Maré/Lifou est comptabilisé en un passager inter-îles Maré/Lifou et non dans les escales de Maré et de Lifou.

Unité : nombre de passagers

Évolution du nombre de passagers et de mouvements d'avions à l'aéroport de Nouméa-Magenta* [2]



* Embarquements + débarquements, toutes compagnies confondues.

Évolution du trafic total* de passagers** par aéroport [2]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nouméa-Magenta	370 056	367 636	343 651	385 308	392 324	427 432
Lifou	136 715	141 441	134 017	162 001	162 836	172 415
Île-des-Pins (L')	88 675	78 915	80 469	84 778	85 109	93 230
Ouvéa	69 247	70 673	66 755	72 616	75 952	83 444
Maré	69 586	69 349	60 499	67 555	71 601	80 141
Koné	2 689	4 493	4 902	5 601	4 706	4 717
Koumac	1 510	2 381	2 738	3 262	3 447	3 286
Tiga	2 888	2 276	2 245	2 340	2 770	2 532
Île Art (Belep)	872	1 447	1 528	2 010	1 980	1 791
Touho	957	211	902	1 370	1 340	1 684

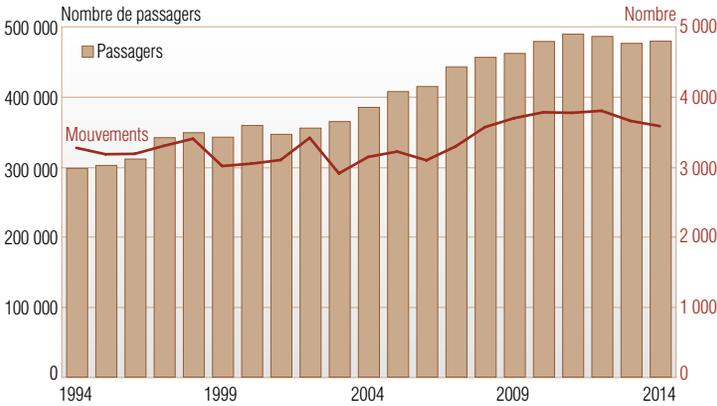
* Embarquements + débarquements, toutes compagnies confondues, y compris Évasan.

Unité : nombre de passagers

** sont compris : les passagers commerciaux, techniques et personnels navigants.

23.4 Transport aérien international

Évolution du trafic de passagers et de mouvements d'avions à l'aéroport international de Tontouta [1]



Évolution des flux de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie* [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Air Calédonie International (en partage de code avec Air France)	335 225	332 036	340 232	364 035	368 162	376 377
Qantas	60 086	58 219	57 825	60 315	60 736	54 480
Air New Zealand	21 027	22 615	25 746	25 758	26 217	28 730
Air Vanuatu	6 904	14 404	15 681	19 932	20 600	19 943
Air Austral (a)	25 451	45 764	45 247	14 987	///	///
Autres compagnies	13 569	6 293	5 063	1 532	937	380
Ensemble	462 262	479 331	489 794	486 559	476 652	479 910

* Il s'agit de la compagnie qui opère le vol ; la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code).

(a) Air Austral n'assure plus de rotations depuis août 2012.

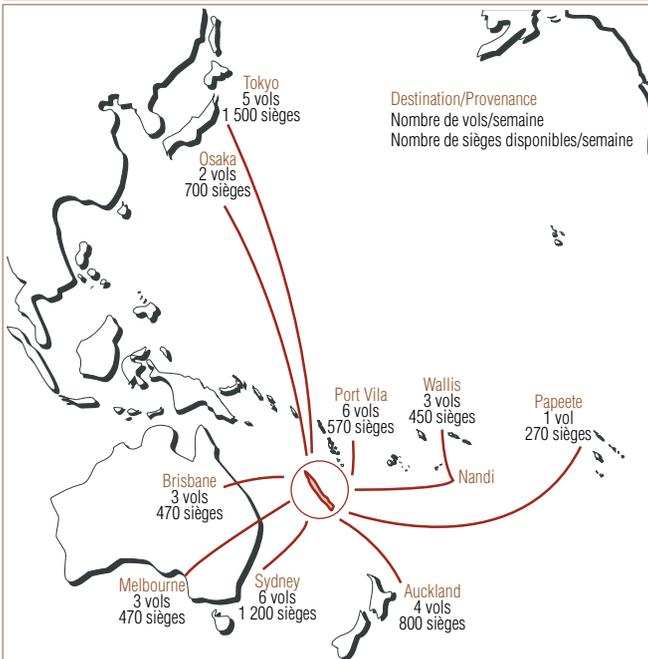
Unité : nombre de passagers

Fret aérien extérieur [1]

	Fret à l'arrivée	Fret au départ	Total fret
2009	5 055	1 395	6 449
2010	4 710	1 476	6 186
2011	4 657	1 601	6 258
2012	4 378	1 254	5 633
2013	4 013	940	4 953
2014	3 762	934	4 696

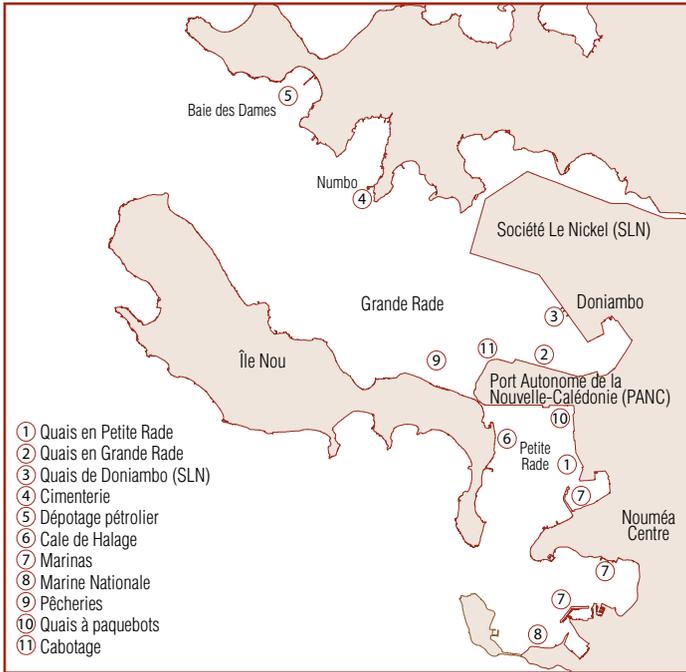
Unité : tonne

Les liaisons internationales hebdomadaires en 2014* [1]



* Des rotations permettent de rejoindre la Métropole au départ du Japon, de la Corée du Sud et de l'Australie.

Le port de Nouméa en 2014 [1]



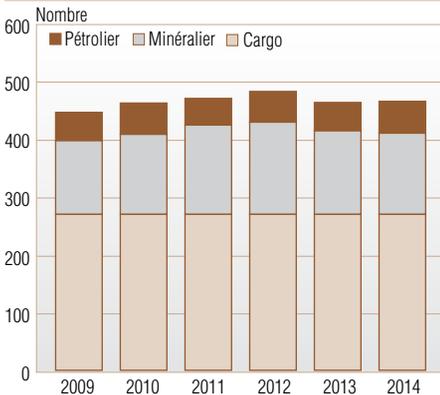
Évolution du fret maritime intérieur* [1]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Débarquement	Embarquement										
Vracs solides	2 888	-	3 224	-	3 219	-	3 262	-	3 227	-	3 218	-
Minéral de nickel	2 888	-	3 224	-	3 218	-	3 262	-	3 227	-	3 218	-
Sable	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Vracs liquides (a)	-	10	-	13	-	12	-	14	-	13	-	14
Marchandises diverses	18	80	18	80	18	80	18	80	18	80	19	83
Fret maritime intérieur	2 906	90	3 242	93	3 237	92	3 280	94	3 245	93	3 237	97

* Transitant par le port de Nouméa. (a) Hydrocarbures.

Unité : millier de tonnes

Évolution des arrivées de navires* par type [1]



* Transitant par le port de Nouméa.

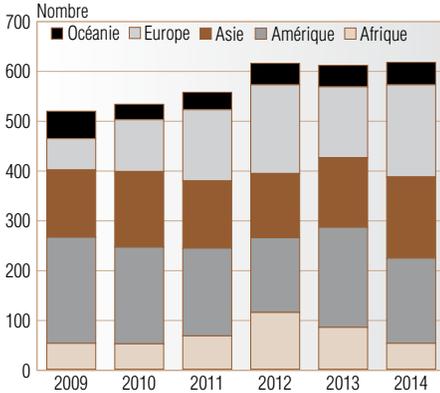
Évolution du transport maritime intérieur de marchandises* [1]



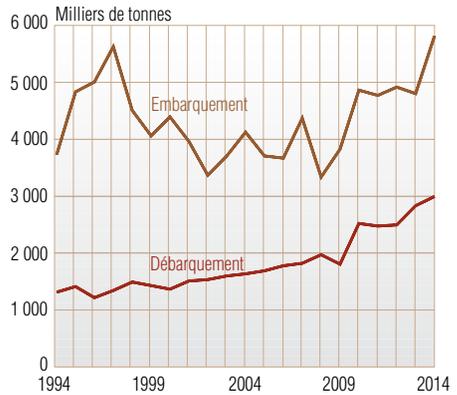
* Transitant par le port de Nouméa.

23.6 Transport maritime international

Évolution des arrivées de navires par pavillon [1 et 2]



Évolution du transport maritime international [1 et 2]



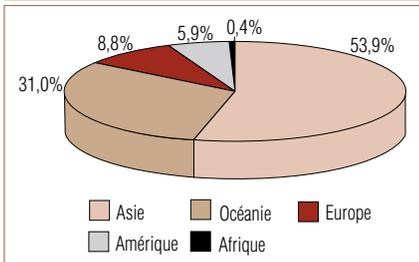
Évolution du fret maritime international par catégorie de marchandises* [1]

Catégorie	2010		2011		2012		2013		2014	
	Débarquement	Embarquement								
Produits alimentaires	181	13	194	25	196	17	194	16	188	10
Produits d'origine végétale et animale	13	1	13	2	8	1	9	2	13	5
Minéraux solides	853	-	899	-	803	-	1 142	-	1 296	-
Produits pétroliers	756	33	692	1	872	1	894	2	986	3
Minerais	-	39	31	52	3	51	34	0,5	11	0,1
Produits métallurgiques	21	190	21	240	26	228	22	246	19	308
Matériaux de construction	385	3	309	9	225	16	235	17	195	12
Produits chimiques	39	1	39	6	93	6	63	9	58	14
Véhicules	41	1	38	3	37	6	31	5	33	5
Autres produits manufacturés	134	18	139	21	131	15	118	14	109	13
Total	2 422	300	2 375	358	2 396	343	2 743	311	2 910	371

* Tous ports confondus (Nouméa, Prony, Népoui et Vavouta), sauf centres miniers.

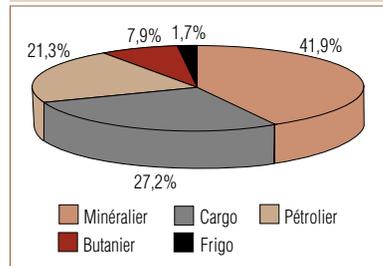
Unité : Millier de tonnes

Répartition du trafic de marchandises* par destination ou provenance en 2014 [1 et 2]



* Embarquements + débarquements, tous ports confondus, (Nouméa, Prony, Népoui et Vavouta), sauf centres miniers.

Répartition du trafic de marchandises* par type de navires en 2014 [1]



* Embarquements + débarquements, tous ports confondus, (Nouméa, Prony, Népoui et Vavouta), sauf centres miniers.

Évolution du flux de marchandises par zone portuaire* [1 et 2]

Zone portuaire	2010	2011	2012	2013	2014
Nouméa	1 964	1 864	2 017	1 861	1 808
Port public	711	786	793	762	822
Doniambo	919	767	923	775	705
Numbo	154	132	110	135	88
Baie des Dames	179	179	191	190	194
Intérieur	5 291	5 249	5 266	5 651	6 914
Centres de chargements de minerai	4 572	4 431	4 597	4 459	5 442
Prony	547	702	594	1 038	1 098
Népoui	50	38	54	52	58
Vavouta	122	78	21	103	316
Total	7 254	7 113	7 283	7 513	8 722

* Embarquements + débarquements

Unité : millier de tonnes

Évolution des dépenses* des provinces en matière de tourisme [1]

	Montant des dépenses		Part dans les dépenses totales	
	2012	2013	2012	2013
Province Sud	877	965	1,5	1,7
Province Nord	14	17	0,04	0,1
Province îles Loyauté	281	262	1,5	1,4
Total	1 171	1 245	3,0	3,1

*Dépenses de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

Unités : millions de F.CFP, %

Aides au développement touristique accordées par les provinces [2]

	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	Dossiers	Aides accordées										
Province Sud	23	110	15	39	18	76	19	51	13	43	14	31
Province Nord	12	37	12	32	5	15	11	19	5	12	1	7
Province îles Loyauté	5	82	2	18	10	36	7	38	7	51	3	14
Total	40	229	29	89	33	127	37	108	25	106	18	51

Unités : nombre, million de F.CFP

Projets touristiques ou hôteliers agréés par l'Etat au titre de la défiscalisation [3]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de projets	1	1	3	-	2	4
Montant des investissements agréés	576	-	1 066	-	23 646	1 166

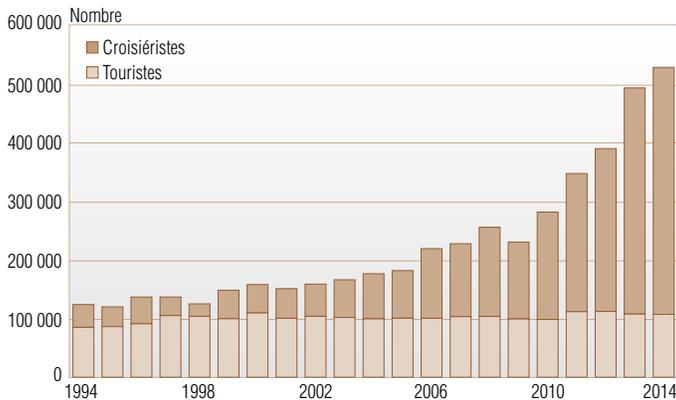
Unité : nombre, million de F.CFP

Évolution des recettes de la taxe sur les nuitées hôtelières, versées au budget de la Nouvelle-Calédonie [4]

	2009	2010	2011	2012	2013
Montant	221	142	173	222	161

Unité : million de F.CFP

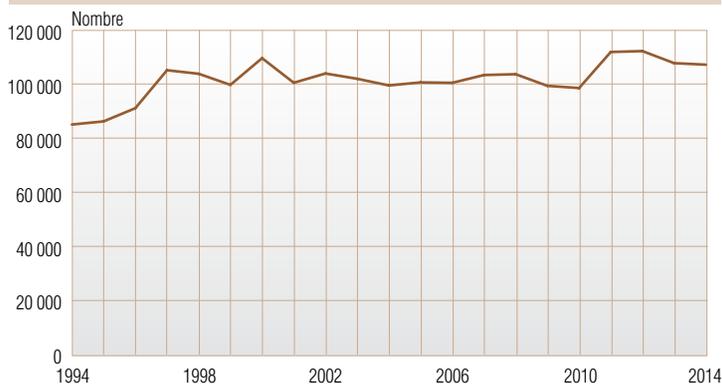
Évolution des arrivées de visiteurs [5 et 6]



SOURCES [1] Services provinciaux des finances, Comptes administratifs des îles Loyauté, Nord et Sud. [2] Provinces Sud, Nord et îles Loyauté. [3] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie. [4] ISEE, Comptes du Secteur Public. [5] ISEE, Enquête passagers. [6] PAF

24.2 Flux touristiques

Évolution des arrivées de touristes [1]

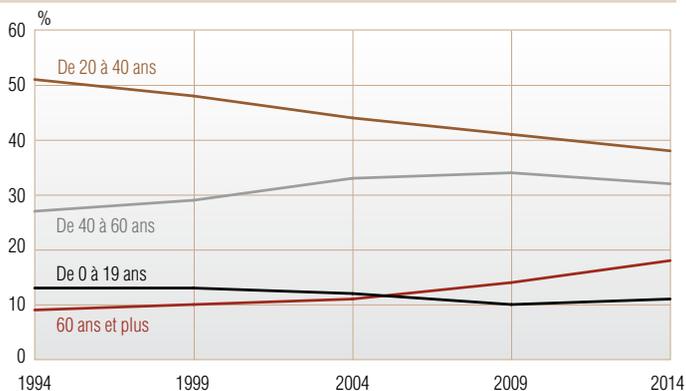


Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence [1]

	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014
France (Métropole)	30 702	27 727	24 960	34 647	38 746	39 183	36 545
Japon	31 051	31 486	18 534	18 455	17 430	15 674	19 087
Australie	18 012	16 062	17 551	17 040	17 729	15 722	18 065
Nouvelle-Zélande	9 576	6 328	6 406	6 467	6 242	6 334	6 780
Autres	20 246	19 048	31 111	35 266	32 057	30 840	26 710
dont : Wallis et Futuna	4 420	5 179	7 059	8 063	7 096	6 763	6 128
Polynésie française	3 676	4 227	4 940	4 935	4 258	3 946	3 371
Vanuatu	2 606	2 267	3 652	4 061	3 891	3 950	3 616
Corée du Sud	57	324	2 043	2 344	2 652	2 788	1 252
Réunion et Mayotte	367	504	1 946	1 566	1 109	348	417
Canada	453	609	1 182	1 192	1 383	1 511	1 305
Total	109 587	100 651	98 562	111 875	112 204	107 753	107 187

Unité : nombre

Évolution quinquennale de la structure par âge des touristes [1]



Évolution de la durée de séjour des touristes par pays de résidence [1]

	2000	2005	2010	2014
France (Métropole)	34	33	30	32
Japon	7	6	6	9
Australie	9	9	12	11
Nouvelle-Zélande	9	8	11	11
Ensemble	16	17	20	21

Unité : jour

Arrivées de touristes dans les pays du Pacifique en 2014 [2 et 3]

Hawaï	8 184
Australie	6 868
Nouvelle-Zélande	2 857
Guam (a)	1 283
Fidji	693
Polynésie française	142
Palau	141
Papouasie Nouvelle-Guinée	120
Vanuatu	110
Nouvelle-Calédonie	107

(a) données 2012.

Unité : millier

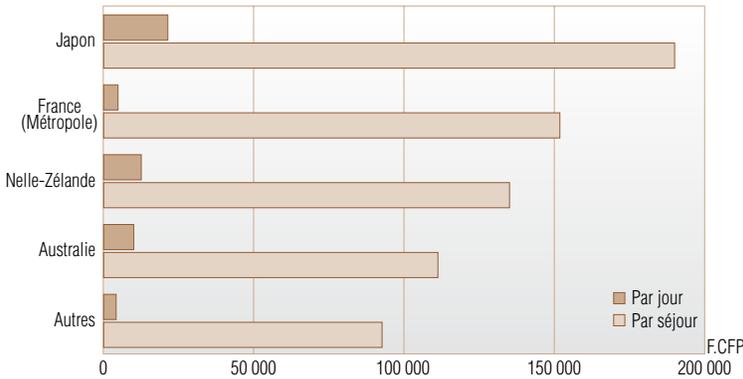
Évolution des dépenses des touristes non résidents auprès des entreprises calédoniennes [1]

	2007	2010 e	2011 e	2012 e	2013 e	2014 e
Hébergement	5 144	5 049	5 529	5 826	5 466	6 178
Cafés, restaurants	2 293	2 133	2 479	2 698	2 633	2 861
Transport local	1 562	1 415	1 641	1 767	1 695	1 557
Souvenirs	1 284	993	1 188	1 227	1 156	1 358
Loisirs	726	647	741	808	784	879
Autres	1 379	1 348	1 590	1 749	1 724	1 741
Transport international (a)	4 259	4 327	5 203	5 752	6 198	nd
Total	16 647	15 912	18 371	19 827	19 656	nd

(a) Air Calédonie International.

Unité : million de F.CFP

Dépense moyenne estimée* par touriste selon le pays de résidence en 2014 [1]



* Hors transport aérien international.

Dépense moyenne estimée* par séjour et par touriste, selon le pays de résidence et le poste de dépense en 2014 [1]

	France (Métropole)	Japon	Australie	Nouvelle-Zélande	Autres	Ensemble
Hébergement	45 002	91 312	66 772	78 506	39 399	57 641
Cafés, restaurants	36 185	29 299	19 364	25 477	17 107	26 692
Transport local	19 670	18 356	8 112	9 960	10 244	14 525
Loisirs	10 771	11 553	5 096	7 103	4 652	8 197
Souvenirs	13 255	31 593	5 205	4 399	5 494	12 670
Autres	26 931	7 897	6 677	9 619	15 748	16 246
Total	151 814	190 009	111 226	135 064	92 644	135 971

* Hors transport aérien international.

Unité : F.CFP

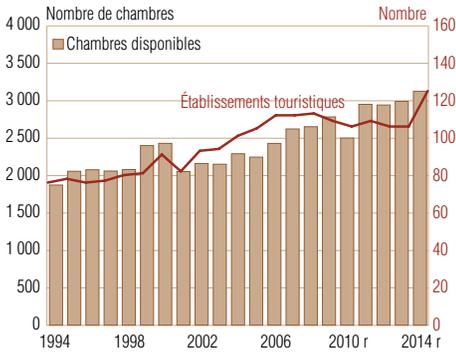
Répartition de la dépense estimée des touristes par pays de résidence en 2014 [1]

	Part dans les arrivées	Part dans les dépenses totales
France (Métropole)	34	38
Japon	18	25
Australie	17	14
Nouvelle-Zélande	6	6
Autres	25	17
Ensemble	100	100

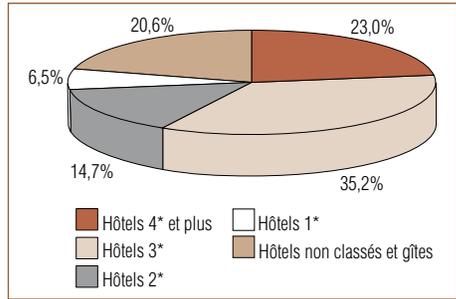
Unité : %

24.4 Infrastructures hôtelières

Évolution de la capacité hôtelière, au 31 décembre de chaque année [1 à 3]



Répartition des chambres disponibles par catégorie d'hôtel en province Sud, fin 2014 [1]



Répartition des structures et des capacités d'hébergement par type et par province en 2014 [1 à 3]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	Structures	Unités (a)	Structures	Unités (a)	Structures	Unités (a)
Hôtels et motels	5	123	14	385	42	2 285
Autres structures d'hébergement	23	80	27	122	80	290
Gîtes	-	-	14	102	21	93
Chambres d'hôtes	-	-	5	10	24	68
Accueil en tribu	23	80	8	10	3	7
Autres	-	-	-	-	32	122
Total	28	203	41	507	122	2 575

(a) Chambres, bungalows ou cases.

Unité : Nombre

Les principales évolutions du parc hôtelier de Nouvelle-Calédonie depuis 1991

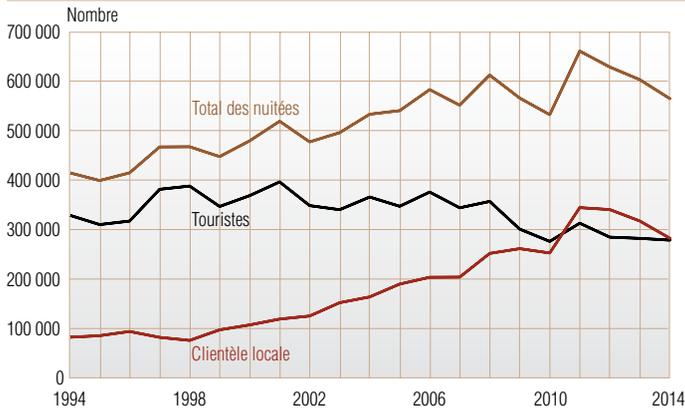
1991	Ouverture du Poé Beach Resort à Bourail
1992	Ouverture du Malabou Beach à Poum et du Club Méditerranée à Hienghène
1993	Rénovation et extension du Kuendu Beach Resort et du Nouvata Park Royal à Nouméa Rénovation de l'hôtel du Vallon Dore au Mont-Dore
1994	Ouverture de l'hôtel Casy en baie de Prony
1995	Ouverture du Méridien de Nouméa et du Kou Bugny à l'Île-des-Pins
1996	Ouverture du Drehu village à Lifou et du Nengone village à Maré
1997	Réouverture de l'hôtel de l'île Ouen sous l'enseigne du Crusoë
1998	Ouverture du Nouvata Park Royal II à Nouméa et du Méridien de l'Île-des-Pins
1999	Réouverture du Surf Novotel à Nouméa après travaux d'extension et du Mocambo
2000	Ouverture du Paradis d'Ouvéa, et du Pacifique à Nouméa (extension du Nouvata Park Royal) Fermeture du Crusoë sur l'île Ouen
2001	Fermeture du Club Med, qui avait ouvert ses portes à Nouméa en 1979
2002	Ouverture du Casa del Sole à Nouméa Fermeture pour extension de l'Escapade Resort sur l'îlot Maître Ouverture de l'Ouré Lodge à l'Île-des-Pins
2004	Ouverture du Coral Palms à l'îlot Maître (ancien Escapade Resort), du New Caledonia hôtel, ancien Caledonia hôtel, fermé depuis 2001 pour rénovation Fermeture de l'hôtel Casy
2005	Ouverture du Ramada Plaza à Nouméa, du Quality Rivland à Païta, de Évasion 130 à Sarraméa Fermeture du Surf Novotel à Nouméa pour rénovation Fermeture du Poé Beach Resort à Bourail
2006	Réouverture partielle du Surf Novotel
2007	Ouverture de La Promenade à Nouméa
2008	Ouverture du Tieti Tera Beach Resort à Poindimié Réouverture de l'hôtel Koniambo à Koné, après travaux de rénovation.
2009	Réouverture après rénovation du gîte de Port boisé qui devient Kanua Tera ecolodge Ouverture de La Néa à Koné
2010	Réouverture après rénovation de l'hôtel Le Lagon à Nouméa
2011	Ouverture du Royal Tera à Nouméa
2012	Ouverture de l'Hôtel du Centre à Nouméa
2013	Réouverture après rénovation et extension de l'hôtel Paradis d'Ouvéa Réouverture après rénovation du Malabou Beach Hotel à Poum L'hôtel la Promenade à Nouméa devient Hilton Nouméa La Promenade Réouverture après rénovation de l'hôtel Beauvillage à Nouméa
2014	Ouverture du l'hôtel Sheraton Deva à Bourail Fermetures définitives du Tontoutel à Païta et du Paradise Park Motel à Nouméa
2015	Ouverture de l'hôtel Beaupré à Ouvéa, anciennement gîte Beaupré

Évolution des nuitées dans les hôtels de Nouméa par pays de résidence, du taux d'occupation et de la durée moyenne de séjour [1]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nouvelle-Calédonie	264 767	256 019	347 656	343 748	320 668	285 947
France (Métropole)	113 793	97 060	122 168	110 633	104 858	81 042
Australie	52 926	48 810	53 296	50 538	55 444	63 194
Japon	62 322	57 168	59 367	55 806	56 906	55 598
Nouvelle-Zélande	24 579	25 613	25 154	25 275	26 544	30 646
Autres	50 654	50 755	56 243	45 708	41 714	51 544
Total	569 041	535 425	663 884	631 769	606 228	567 971
Taux d'occupation	58,8	57,9	61,2	59,1	56,6	58,6
Durée moyenne de séjour	2,5	2,0	2,1	2,2	2,2	2,1

Unités : nombre, %, jour

Évolution du nombre de nuitées par type de clientèle [1]

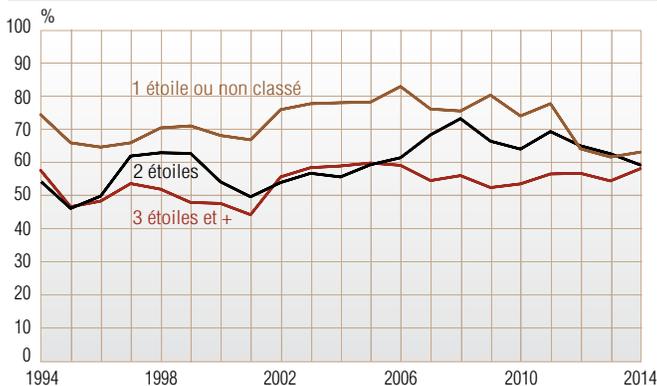


Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel de Nouméa et pays de résidence des clients [1]

	1 étoile ou non classé			2 étoiles			3 étoiles et plus		
	2004	2009	2014	2004	2009	2014	2004	2009	2014
Japon	149	242	0	12 034	6 545	6 571	88 673	55 535	49 027
Australie	155	320	201	20 456	7 323	7 307	59 303	45 283	55 686
Nouvelle-Zélande	226	75	8	7 919	6 933	6 364	15 655	17 571	24 274
France (Métropole)	22 566	12 887	11 399	31 696	24 458	14 191	76 361	76 448	55 452
Nouvelle-Calédonie	83 066	66 138	10 730	46 644	113 557	83 936	37 568	85 072	191 281
Autres	725	4 157	560	12 811	10 996	7 646	20 356	35 501	43 338
Total	106 887	83 819	22 898	131 560	169 812	126 015	297 916	315 410	419 058

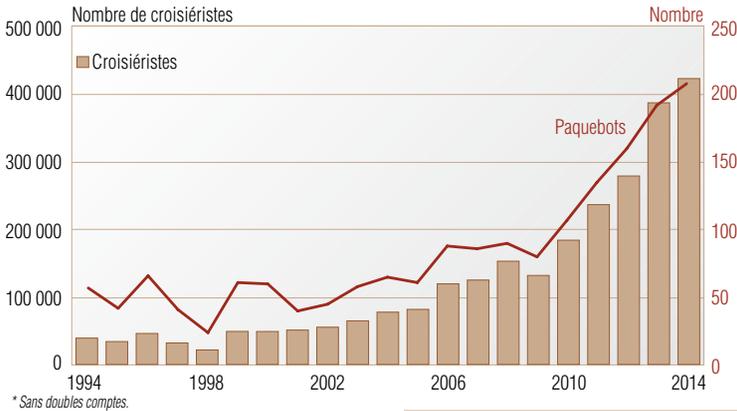
Unité : nombre

Évolution du taux d'occupation par catégorie d'hôtel de Nouméa [1]

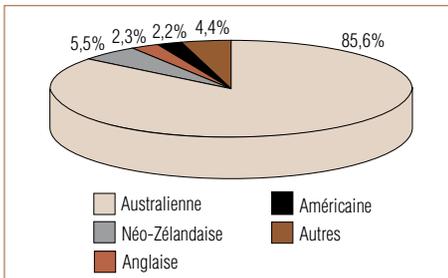


24.6 Tourisme de croisière

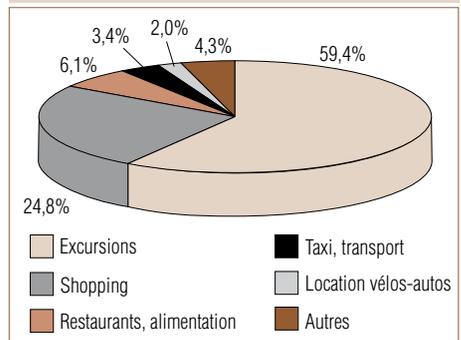
Évolution des arrivées de croisiéristes* [1 et 3]



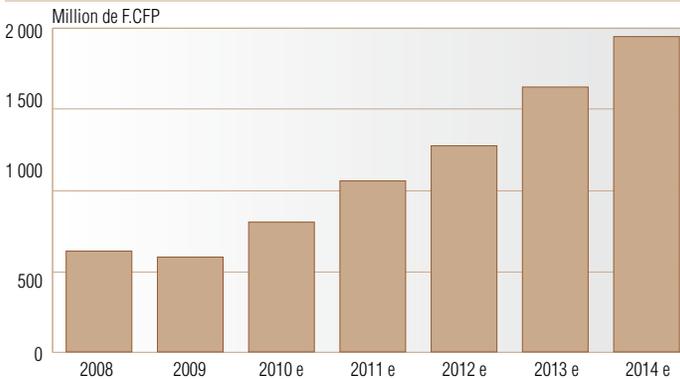
Répartition des arrivées de croisiéristes par nationalité en 2012 [1]



Répartition de la dépense moyenne estimée d'un croisiériste à Nouméa en 2014 [2]



Évolution de la dépense estimée des croisiéristes [2]



Nombre de croisiéristes par escale [1 à 3]

	2011	2012	2013	2014
Nouméa	202 091	231 127	287 515	350 357
Île des Pins	131 038	147 294	222 994	219 316
Lifou	129 104	166 751	197 595	205 371
Maré	-	35 245	44 884	133 194
Casy	-	22	44	49
Total (a)	462 233	580 439	753 032	908 287

(a) Avec doubles comptes : les croisiéristes font parfois plusieurs escales en Nouvelle-Calédonie.

Unité : nombre

Dépense globale estimée des croisiéristes par année et par escale [2]

	2009	2013 e	2014 e
Nouméa	488 382	1 332 513	1 590 762
Île des Pins	41 518	145 891	140 888
Lifou	38 148	129 274	131 929
Maré	-	29 365	85 563
Casy	-	29	31
Ouvéa	10 550	-	-
Poum / Hienghène	7 457	-	-
Total	586 055	1 637 072	1 949 173

Unité : millier de F.CFP

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

Sigles

ADAMIC	Association pour le Développement des Arts et du Mécénat Industriel et Commercial
ADCK-CCT	Agence de Développement de la Culture Kanak
ADIE	Association pour le Droit à l'Initiative Économique
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ADRAF	Agence de Développement Rural et d'Aménagement Foncier de Nouvelle-Calédonie
AFBNC	Association Française des Banques de Nouvelle-Calédonie
AFD	Agence Française de Développement
ASNNC	Association de Sauvegarde de la Nature de Nouvelle-Calédonie
CAFAT	Caisse des Allocations Familiales et des Accidents du Travail
CAFI	Code des Aides Financières à l'Investissement
CANC	Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Nouvelle-Calédonie
CDE	Calédonienne des Eaux
CDPNC	Centre de Documentation Pédagogique de Nouvelle-Calédonie
CEJH-NC	Commission Enfants et Jeunes en situation de Handicapde Nouvelle-Calédonie
CELECOBTP	Cellule Economique du Bâtiment et des Travaux Publics
CES	Conseil Economique et Social
CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CLR	Caisse Locale de Retraite (fonctionnaires)
CMA	Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Nouvelle-Calédonie
CMNC	Conservatoire de Musique de Nouvelle-Calédonie
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPS	Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique
CRE-IRCAFEX	Caisse de Retraite/France et l'Extérieur - Institution de Retraites des Cadres et Assimilés de France et de l'Extérieur
CSP	Calédonienne de Services Publics
CTOS	Comité Territorial Olympique et Sportif de Nouvelle-Calédonie
DAC	Direction de l'Aviation Civile de Nouvelle-Calédonie
DAE	Direction des Affaires Economiques
DASS	Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de Nouvelle-Calédonie
DAVAR	Direction des Affaires Vétérinaires, Alimentaires et Rurales de Nouvelle-Calédonie
DBAF	Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie
DDR	Direction du Développement Rural de la Nouvelle-Calédonie
DEFE	Direction de l'Economie, de la Formation et de l'Emploi (Province Sud)
DENC	Direction de l'Enseignement de la Nouvelle-Calédonie
DFPC	Direction de la Formation Professionnelle Continue de Nouvelle-Calédonie
DIMENC	Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie de la Nouvelle-Calédonie
DITTT	Direction des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Terrestres de Nouvelle-Calédonie
DRDNC	Direction Régionale des Douanes de Nouvelle-Calédonie
DRHFPNC	Direction des Ressources Humaines et de la Fonction Publique de Nouvelle-Calédonie
DSF	Direction des Services Fiscaux de Nouvelle-Calédonie
DTE	Direction du Travail et de l'Emploi de Nouvelle-Calédonie
ECOCAL	Qualification thermique et énergétique des logements neufs en Nouvelle-Calédonie
EEC	Eau et Electricité de Calédonie
EGC	École de Gestion et de Commerce de Nouvelle-Calédonie
ENERCAL	Société Néo-Calédonienne d'Energie
ERPA	Établissement de Régulation des Prix Agricoles de Nouvelle-Calédonie
FCH	Fonds Calédonien de l'Habitat
FOL	Fédération des Œuvres Laïques
FSH	Fonds Social de l'Habitat
GIE TNC	Groupement d'Intérêt Economique Transport en Commun de Nouméa
GIE-Tourisme	Groupements d'Intérêt Economique du secteur du Tourisme
GNC	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
HOLCIM	Production et commercialisation de ciments et matériaux de construction

Sigles

ICAP	Institut Calédonien de Participation
IDC	Institut de Développement des Compétences de Nouvelle-Calédonie
IEOM	Institut d'Emission d'Outre-Mer
IFMNC	Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie
IFPSS	Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales de Nouvelle-Calédonie
IFRECOR	Initiative Française pour les Récifs Coralliens
INED	Institut National des Etudes Démographiques
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IRD	Institut de Recherche pour le Développement (ex ORSTOM)
ISEE	Institut de la Statistique et des Etudes Economiques
ISPF	Institut de la Statistique de Polynésie Française
IUFM	Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique
KNS	Koniambo Nickel SAS
KPMG	Groupes : Peat Marwick International, Klynveld Main Goerdeler
MADGG	Convention de Mise à Disposition Globale et Gratuite
MEDEF	Mouvement des Entreprises de France
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEIL	Observations de l'Environnement en Nouvelle-Calédonie
OPT	Office des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie
ORSTOM	Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer
PAF	Police Aux Frontières de Nouvelle-Calédonie
PATA	Pacific Asia Travel Association
RIDET	Répertoire d'Identification Des Entreprises et des Etablissements
SAEML	Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
SCAL-AIR	Association de Surveillance Calédonienne de Qualité de l'Air
SECAL	Société d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie
SEM-AGGLO	Société d'Economie Mixte de l'Agglomération
SIC	Société Immobilière Calédonienne
SIGN	Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa
SMMPM	Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes de Nouvelle-Calédonie
SMSP	Société Minière du Sud Pacifique
SOFINOR	Société de Financement et d'Investissement de la Province Nord
TEASOA	Association Renouveau
TRECODEC	Traitement Ecologique et Economique des Déchets
UNC	Université de Nouvelle-Calédonie
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
VALE NC	Entreprise d'extraction de minerai et de production de nickel et cobalt en Nouvelle-Calédonie
ZONECO	Zone Economique de Nouvelle-Calédonie